

# **BUDGET DE DÉPENSES**

## **1999-2000**

### **VOLUME III**

---

# Plans ministériels de gestion des dépenses

---

Préparé par le  
Conseil du trésor

ISSN 1206-5854  
ISBN 2-550-34207-0

Dépôt légal, 1<sup>er</sup> trimestre 1999  
Bibliothèque nationale du Québec

## AVANT-PROPOS

Les informations sur le Budget de dépenses du gouvernement du Québec pour l'exercice 1999-2000 se retrouvent dans les trois documents suivants :

*Volume I : Livre des crédits*

*Volume II : Message du Président du Conseil du trésor et renseignements supplémentaires*

*Volume III : Plans ministériels de gestion des dépenses*

Le Volume I présente les crédits requis par le gouvernement pour l'exercice financier 1999-2000. Il fait la distinction entre le budget de dépenses et le budget d'investissements. Les crédits sont ventilés par ministères et par programmes. Ils sont obtenus en déduisant du budget de dépenses la dépense d'amortissement et en y ajoutant le budget d'investissements.

Le Volume II contient les informations d'ensemble sur le Budget de dépenses et des informations complémentaires sur certains aspects particuliers. On retrouve au début de ce volume le message du Président du Conseil du trésor concernant le Budget de dépenses.

Le Volume III présente les *Plans ministériels de gestion des dépenses*. Ces plans donnent des explications sur le budget de dépenses et le budget d'investissements de chaque ministère et organisme. On y retrouve, notamment, de l'information sur leurs orientations stratégiques.



## PRÉFACE

Les *Plans ministériels de gestion des dépenses* visent à donner aux membres de l'Assemblée nationale des explications sur les données contenues dans le *Livre des crédits 1999-2000* et à fournir de l'information sur la gestion des ministères et des organismes.

Les *Plans ministériels de gestion des dépenses* constituent l'un des volets de la réforme déjà entreprise du cadre de gestion gouvernementale. Ils s'inscrivent, en effet, dans une approche de gestion axée sur les résultats qui favorise la responsabilisation des ministères et organismes quant à l'utilisation des ressources que le gouvernement met à leur disposition. L'accent y est mis sur la cohérence et la transparence des choix budgétaires.

Dans leur plan de gestion des dépenses, chacun des ministères et des organismes expose d'abord sa *Mission* et fait le *Suivi de son plan* de l'exercice 1998-1999. Les ministères et organismes présentent ensuite leur *Contexte et leurs grands enjeux* ainsi que leurs *Orientations stratégiques*. Le contexte et les enjeux réfèrent à l'évolution de leur environnement social et économique, ce qui inclut les besoins de leurs clientèles respectives. Les orientations stratégiques définissent les priorités et les axes d'intervention à l'intérieur desquels le ministère ou l'organisme a choisi d'agir. Dans la section du *Plan d'évaluation de programmes*, le ministère ou l'organisme fait état de son plan d'action dans ce domaine pour le prochain exercice.

La section du *Plan budgétaire* expose les choix et les moyens adoptés par les ministères et les organismes pour respecter leur enveloppe budgétaire. Cette section inclut le *Budget de dépenses par programmes*, le *Budget d'investissements* et les *Fonds spéciaux* sous la responsabilité de l'entité. Les objectifs de programmes y sont décrits en termes clairs et, si possible, mesurables. Le budget de dépenses pour 1999-2000 est comparé à celui de l'exercice 1998-1999 et les variations y sont indiquées. Le budget d'investissements 1999-2000 est, quant à lui, comparé avec celui de l'exercice 1998-1999 au niveau de la dépense en immobilisations et des prêts, placements et avances. Enfin, afin de refléter toutes les opérations du ministère ou du portefeuille, des tableaux comprenant les revenus, les dépenses, les investissements et l'effectif des fonds spéciaux sont inclus dans cette même section.

Finalement, une dernière section portant sur les *Indicateurs* permet aux ministères et aux organismes de présenter les indicateurs utilisés pour évaluer leur contexte, leur niveau de mise en œuvre, leur gestion, les impacts de leurs activités et leurs résultats.



## TABLE DES MATIÈRES

### PRÉFACE

### APERÇU GÉNÉRAL ET SOMMAIRE DES DONNÉES

Sommaire des dépenses .....	10
-----------------------------	----

### LES PLANS MINISTÉRIELS DE GESTION DES DÉPENSES

#### Assemblée nationale

Assemblée nationale.....	15
Personnes désignées par l'Assemblée nationale .....	19

#### Portefeuilles

Affaires municipales et Métropole .....	29
Agriculture, Pêcheries et Alimentation.....	41
Conseil du trésor, Administration et Fonction publique.....	53
Conseil exécutif.....	69
Culture et Communications .....	75
Éducation .....	85
Emploi, Solidarité sociale .....	97
Environnement.....	111
Famille et Enfance .....	121
Faune et Parcs.....	131
Finances.....	137
Industrie et Commerce .....	149
Justice et Condition féminine.....	157
Recherche, Science et Technologie.....	167
Régions .....	171
Relations avec les citoyens et Immigration .....	179
Relations internationales.....	189
Ressources naturelles .....	195
Revenu .....	207
Santé et Services sociaux .....	221
Sécurité publique .....	229
Tourisme .....	237
Transports .....	243
Travail.....	257





## APERÇU GÉNÉRAL ET SOMMAIRES DE DONNÉES

Cette section présente des informations pour l'Assemblée nationale et l'ensemble des portefeuilles ministériels du gouvernement. Ces informations sont nécessaires pour comprendre les *Plans ministériels de gestion des dépenses* qui sont présentés dans ce volume du Budget de dépenses 1999-2000.

Le tableau 1 expose un *Sommaire des dépenses* 1999-2000 et 1998-1999 de chaque ministère et organisme, compare les budgets de dépenses 1999-2000 à ceux de 1998-1999 et montre la variation entre ces budgets. Il résume les données budgétaires qui se retrouvent dans le *Plan de gestion des dépenses* de chacun des ministères et organismes. Ce tableau indique aussi le pourcentage de variation entre les budgets de dépenses 1999-2000 et la dépense probable 1998-1999.

**Tableau 1 : Sommaire des dépenses <sup>1</sup>**

	1999-2000		1998-1999		Dépenses 1999-2000
	Budget de dépenses (1) (000 \$)	Variation (2)=(1)-(3) (000 \$)	Budget de dépenses (3) (000 \$)	Dépense probable (4) (000 \$)	Dépense probable 1998-1999 (5) (%)
Assemblée nationale	71 021,1	1 189,9	69 831,2	72 840,5	(2,5%)
Personnes désignées par l'Assemblée nationale	41 987,8	(48 425,9)	90 413,7	97 245,3	(56,8%)
Affaires municipales et Métropole	985 024,8	(40 077,5)	1 025 102,3	995 933,9	(1,1%)
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	529 334,0	2 342,8	526 991,2	521 181,8	1,6%
Conseil du trésor, Administration et Fonction publique <sup>2</sup>	499 776,9	(109 956,7)	609 733,6	400 369,5	24,8%
Conseil exécutif	59 850,5	16 035,1	43 815,4	43 869,1	36,4%
Culture et Communications	419 612,4	(41 272,3)	460 884,7	464 232,9	(9,6%)
Éducation <sup>3</sup>	9 525 127,7	80 883,8	9 444 243,9	9 443 242,3	0,9%
Emploi, Solidarité sociale <sup>2</sup>	3 960 024,0	(303 434,7)	4 263 458,7	4 097 352,2	(3,4%)
Environnement	171 531,2	(3 564,6)	175 095,8	173 813,7	(1,3%)
Famille et Enfance	1 459 689,9	162 665,5	1 297 024,4	1 288 514,5	13,3%
Faune et Parcs	81 666,0	(3 077,7)	84 743,7	82 728,3	(1,3%)
Finances <sup>2,5</sup>	419 463,2	51 165,6	368 297,6	327 020,1	28,3%
Industrie et Commerce <sup>2</sup>	154 169,0	(16 906,2)	171 075,2	158 731,4	(2,9%)
Justice et Condition féminine	447 499,4	(7 375,7)	454 875,1	465 880,4	(3,9%)
Recherche, Science et Technologie <sup>2</sup>	183 073,3	(68 092,4)	251 165,7	250 589,9	(26,9%)
Régions <sup>2</sup>	103 423,8	(12 231,6)	115 655,4	110 971,2	(6,8%)
Relations avec les citoyens et Immigration	133 728,5	(11 247,8)	144 976,3	149 344,9	(10,5%)
Relations internationales <sup>2</sup>	108 522,8	3 760,8	104 762,0	104 367,0	4,0%
Ressources naturelles	338 155,7	(20 715,8)	358 871,5	354 015,7	(4,5%)
Revenu	647 400,0	(95 731,5)	743 131,5	754 062,4	(14,1%)
Santé et Services sociaux <sup>4</sup>	13 703 858,1	(649 348,5)	14 353 206,6	14 266 136,1	(3,9%)
Sécurité publique	647 440,4	(57 104,6)	704 545,0	744 715,4	(13,1%)
Tourisme	59 076,6	(16 395,7)	75 472,3	75 112,7	(21,3%)
Transports	1 423 784,0	(102 698,1)	1 526 482,1	1 525 521,4	(6,7%)
Travail	63 758,9	(1 266,2)	65 025,1	70 207,4	(9,2%)

**Tableau 1 : Sommaire des dépenses <sup>1</sup>**

	1999-2000		1998-1999		Dépenses 1999-2000
	Budget de dépenses (1) (000 \$)	Variation (2)=(1)-(3) (000 \$)	Budget de dépenses (3) (000 \$)	Dépense probable (4) (000 \$)	Dépense probable 1998-1999 (5) (%)
Crédits non dépensés <sup>6</sup>	—	490 880,0	(490 880,0)	—	
Ajustements pour rendre la dépense comparable <sup>7</sup>	—	1 093 000,0	(1 093 000,0)	(1 093 000,0)	
DÉPENSE DE PROGRAMMES	36 238 000,0	293 000,0	35 945 000,0	35 945 000,0	0,8%
SERVICE DE LA DETTE	6 934 000,0	284 000,0	6 650 000,0	6 650 000,0	4,3%
DÉPENSES TOTALES	43 172 000,0	577 000,0	42 595 000,0	42 595 000,0	1,4%

<sup>1</sup> Les données portent uniquement sur le budget de dépenses et excluent par conséquent les supercatégories « Immobilisations » et « Prêts, Placements et Avances » du budget d'investissements. Le budget d'investissements de chaque ministère ou portefeuille figure au Livre des crédits 1999-2000 et aux plans ministériels de gestion de dépenses.

<sup>2</sup> Dans le cas de ces ministères ou portefeuilles, le budget de dépenses contient une ou des provisions qui permettent des transferts de crédits vers d'autres ministères, de sorte que le pourcentage de variation est influencé par de tels virements. Les montants transférés au cours de l'exercice 1998-1999, ainsi que le pourcentage de variation en excluant ces virements se présentent comme suit : au Conseil du trésor, Administration et Fonction publique, 82,5 M\$ et 3,5%; au portefeuille Emploi, Solidarité sociale, 21,4 M\$ et (3,9%); au ministère des Finances, 56,7 M\$ et 9,3%; au ministère de l'Industrie et du Commerce, 8,1 M\$ et (7,6%); au portefeuille Recherche, Science et Technologie, 0,5 M\$ et (27,1%); au ministère des Régions, 7,1 M\$ et (12,4%); et au ministère des Relations internationales, 0,9 M\$ et 3,1%.

<sup>3</sup> Au ministère de l'Éducation, la croissance par rapport à la dépense probable est inférieure aux investissements de 389,3 M\$ annoncés au dernier Discours sur le budget, étant donné que ceux-ci ont été établis en considérant des dépenses non récurrentes de 137,4 M\$ en 1998-1999, et que la dépense probable comprend les dépenses extraordinaires de 170,0 M\$ pour l'amélioration de la situation financière des universités.

<sup>4</sup> Au ministère de la Santé et des Services sociaux, la croissance par rapport à la dépense probable est inférieure aux investissements de 592,5 M\$ annoncés au dernier Discours sur le budget, étant donné que ceux-ci considèrent un montant de l'ordre de 155,0 M\$ qui correspond à la récurrence de dépenses additionnelles encourues en 1998-1999, et que la dépense probable comprend les dépenses extraordinaires de 1 000,0 M\$ pour la restructuration financière et la consolidation du réseau.

<sup>5</sup> Pour les fins de ce tableau, le service de la dette gouvernementale est présenté distinctement des crédits du ministère des Finances. Au Livre des crédits et dans les plans ministériels de gestion des dépenses, les crédits du ministère des Finances incorporent le service de la dette.

<sup>6</sup> Les crédits non dépensés sont expliqués au chapitre I du volume II – Message du Président du Conseil du trésor et renseignements supplémentaires.

<sup>7</sup> Les données 1998-1999 ont fait l'objet de redressements afin de les rendre comparables. Un montant de 1 000,0 M\$ relatif aux dépenses de restructuration des établissements du réseau de la santé et des services sociaux, ainsi qu'un montant de 170,0 M\$ pour la restructuration des universités ont été retranchés en 1998-1999. De plus, l'impact des dépenses de la politique familiale compensées par des revenus, soit 77,0 M\$, est reflété en 1998-1999.



**Assemblée nationale**

---



## ASSEMBLÉE NATIONALE

### LA MISSION

Composée de tous les députés élus au suffrage universel, l'Assemblée nationale est l'organe suprême légitime qui, dans la société québécoise, incarne la démocratie. En vertu de la Constitution, le pouvoir législatif lui appartient conjointement avec le Lieutenant-gouverneur. Il importe donc que l'Assemblée nationale exploite toutes les avenues possibles lui permettant d'assumer pleinement les responsabilités qui lui incombent.

La tradition parlementaire reconnaît deux rôles fondamentaux aux assemblées parlementaires : celui de légiférer dans les domaines de leur compétence et celui d'exercer un contrôle sur le pouvoir exécutif et l'administration publique. Les assemblées sont également appelées à se prononcer sur des questions d'actualité par l'intermédiaire de leurs membres.

### LE CONTEXTE ET LES GRANDS ENJEUX

#### — La législation

L'Assemblée nationale légifère, c'est-à-dire qu'elle édicte des normes ayant un caractère obligatoire sur l'ensemble du territoire québécois et dans les champs de compétence que lui reconnaît la Constitution. Les lois adoptées par l'Assemblée sont de deux ordres : les lois publiques, d'application générale, visent la collectivité québécoise ou une portion assez vaste de celle-ci; les lois d'intérêt privé touchent un segment beaucoup plus restreint de la population, comme des corporations, des municipalités et des particuliers.

#### — Le contrôle du pouvoir exécutif

En plus de légiférer dans les domaines qui relèvent de sa compétence, l'Assemblée nationale est appelée à exercer un contrôle continu sur le pouvoir exécutif et l'administration publique. Ainsi, les membres du Conseil exécutif et des divers organismes de l'administration publique relevant de leur autorité doivent rendre compte régulièrement, devant l'Assemblée, de leurs politiques et de leurs activités.

#### — La prise de position sur des questions d'intérêt public

En plus de la législation et du contrôle du pouvoir exécutif, l'Assemblée, par divers moyens, permet à ses membres soit collectivement, soit individuellement, de prendre position sur diverses questions d'actualité.

L'indépendance de l'Assemblée nationale est une condition préalable à la réalisation de son mandat. C'est pourquoi la loi accorde à l'Assemblée nationale seule le pouvoir de se donner les moyens de fonctionner, tant sur le plan de la procédure que sur celui de l'administration.

## LE PLAN BUDGÉTAIRE

### LE BUDGET DE DÉPENSES PAR PROGRAMMES

	1999-2000		1998-1999	
	BUDGET DE DÉPENSES	VARIATION	BUDGET DE DÉPENSES	DÉPENSE PROBABLE
	(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)
	(1)	(2)=(1)-(3)	(3)	(4)
1. Secrétariat général, affaires juridiques et parlementaires, relations interparlementaires, communications et protocole	10 706,4	831,5	9 874,9	9 874,9
2. Gestion, diffusion des débats, soutien matériel et technique	25 505,2	595,6	24 909,6	24 909,6
3. Services statutaires de soutien aux parlementaires	34 809,5	(237,2)	35 046,7	38 056,0
<b>Total</b>	71 021,1	1 189,9	69 831,2	72 840,5
<b>Effectif (ETC) (excluant les fonds spéciaux)</b>	481	5	476	—

Le budget de dépenses de 1999-2000 de l'Assemblée nationale se divise en trois programmes. Il présente une augmentation de 1,2 M\$ par rapport à 1998-1999. Cet écart s'explique par des dépenses additionnelles de 0,8 M\$ et une dépense d'amortissement de 0,4 M\$.

Précisons que le budget de dépenses de l'Assemblée nationale apparaissant au budget de dépenses 1999-2000 n'y est inscrit qu'à titre indicatif et qu'il revient au Bureau de l'Assemblée nationale d'y apporter des modifications, s'il le juge à propos.

#### Programme 1 : Secrétariat général, affaires juridiques et parlementaires, relations interparlementaires, communications et protocole

Ce programme vise à assister les députés dans l'exercice de leur rôle de législateurs et de contrôleurs de l'activité gouvernementale, à informer les parlementaires et les citoyens des activités de l'Assemblée nationale et à assurer la logistique des activités protocolaires.

Ce programme se compose des activités suivantes :	M\$
– Bureau du Secrétaire général et des secrétaires adjoints	5,8
– Affaires parlementaires	4,9

Les dépenses de ce programme augmentent de 0,8 M\$ en 1999-2000 par rapport au budget de dépenses 1998-1999. Cette hausse est principalement attribuable à des activités telles que le passage à l'an 2000, le protocole, la Conférence parlementaire des Amériques et les relations interparlementaires.



## Programme 2 : Gestion, diffusion des débats, soutien matériel et technique

Ce programme vise à planifier, diriger, coordonner et contrôler les ressources humaines et financières essentielles à la gestion des programmes de l'Assemblée nationale, à assurer la sécurité des personnes et des biens et à fournir les services professionnels, techniques et opérationnels auprès des parlementaires et des unités administratives.

Ce programme se compose des activités suivantes :	<b>M\$</b>
– Gestion administrative	11,0
– Soutien matériel et technique	14,5

L'augmentation du budget de dépenses de 0,6 M\$ s'explique principalement par un accroissement des dépenses de 0,2 M\$ au Service de la diffusion des débats et de 0,4 M\$ des dépenses d'amortissement.

## Programme 3 : Services statutaires de soutien aux parlementaires

Ce programme vise à assurer aux députés les ressources nécessaires à l'exercice de leur fonction.

Ce programme se compose des activités suivantes :	<b>M\$</b>
– Indemnités et allocations des membres de l'Assemblée nationale	17,5
– Personnel des députés	16,1
– Services de recherche des partis	1,2

Les dépenses de ce programme diminuent de 0,2 M\$. Cette baisse représente le résultat de divers ajustements dont la réduction du budget relatif aux allocations versées aux députés, l'augmentation du nombre de ministres et l'ajout d'une vice-présidence à l'Assemblée nationale.

## LE BUDGET D'INVESTISSEMENTS

	1999-2000 (000 \$)	1998-1999 (000 \$)
Immobilisations	5 078.8	622.6
Prêts, Placements et Avances	—	—

Le budget d'investissements 1999-2000 augmente de 4,5 M\$. Cette hausse s'explique par des acquisitions de matériel et d'équipement de 0,7 M\$ et des projets de rénovation sur les immeubles de la Colline parlementaire de 3,8 M\$.



## **PERSONNES DÉSIGNÉES PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE**

Ce portefeuille regroupe les programmes « Le Protecteur du citoyen », « Le Vérificateur général » et le « Directeur général des élections ».

### **LE PROTECTEUR DU CITOYEN (programme 1)**

#### **LA MISSION**

Le Protecteur du citoyen a pour mission de prévenir et de corriger les erreurs, ainsi que l'arbitraire et les injustices de l'Administration. Ceci lui permet d'intervenir tant à l'égard des plaintes individuelles des citoyens que des problèmes systémiques qu'il identifie dans le cadre de ses enquêtes. Il agit aussi à titre préventif et commente les projets de lois, règlements et autres pratiques qui risquent de léser les citoyens, et cherche à les bonifier en enrichissant la réflexion des parlementaires, ministres et administrateurs.

#### **LE SUIVI DU PLAN DE GESTION DES DÉPENSES 1998-1999**

— Le développement de l'approche systémique

Le Protecteur du citoyen a considérablement amélioré l'efficacité et l'impact de ses interventions à caractère systémique en y consacrant davantage de ressources humaines.

— Les priorités d'intervention

Le Protecteur du citoyen a revu son mode de décision d'investir dans des interventions majeures en tenant davantage compte des coûts associés à ces interventions et de leurs impacts potentiels pour les citoyens. Son niveau d'activité demeure toutefois soumis aux besoins de l'administration gouvernementale et doit aussi répondre à la pression exercée par les citoyens qui sollicitent son intervention.

#### **LE CONTEXTE ET LES GRANDS ENJEUX**

Le Protecteur du citoyen doit accomplir sa mission dans un contexte de plus en plus exigeant. À l'ère de restrictions budgétaires affectant l'ensemble des citoyens, des dysfonctionnements nouveaux sont apparus dans la production et la livraison des services publics. Cela s'est traduit par des lésions de types différents, à caractère systémique, résultant moins souvent de négligences ou d'erreurs, et plus fréquemment de décisions déraisonnables ou injustes et même d'abus de pouvoir. Face aux interventions à caractère systémique du Protecteur du citoyen, le règlement de ces préjudices est complexe et plus difficile, notamment parce que l'Administration oppose une résistance plus grande en considération des implications sur ses pratiques.

La poursuite de l'objectif d'élimination du déficit et la réforme des services publics, touchant la fiscalité et leur financement, la sécurité du revenu, l'éducation et la santé, a généré un accroissement de plaintes tant individuelles que collectives de la part des citoyens, qu'elles soient fondées ou non. Cette réforme accentue les besoins d'études systémiques, tant dans l'aspect curatif que préventif du rôle du Protecteur du citoyen.

En outre, le Protecteur du citoyen doit répondre aux demandes des parlementaires à l'effet non seulement de préserver les acquis en termes d'accessibilité et de recours léger, mais également de mieux faire connaître l'institution.

En plus de rétablir la satisfaction de nombreux citoyens et de contribuer à corriger plusieurs dysfonctionnements de l'Administration, le Protecteur du citoyen participe à la réduction du déficit en solutionnant à moindres frais des litiges autrement soumis aux tribunaux administratifs. Son action s'étend à des formes de conciliation et de médiation entre les citoyens et les ministères et organismes, ce qui facilite la tâche de la population.

## **LES ORIENTATIONS STRATÉGIQUES**

Le Protecteur du citoyen vise à maintenir un niveau de qualité acceptable de ses services et pour ce faire, il prévoit affecter un plus grand nombre d'employés aux enquêtes et consolider les moyens d'action et les outils de son personnel.

Cela implique qu'il devra :

- Poursuivre la révision de la structure de son organisation afin de mieux correspondre aux fonctionnements modifiés chargés de rééquilibrer l'affectation des ressources;
- Créer une équipe chargée des interventions majeures et prioritaires, équipe dégagée du quotidien des plaintes individuelles;
- Opérer un rattrapage technologique important et incontournable : une refonte de son système informatique et une formation conséquente de son personnel en découlant;
- Améliorer et accroître les relations avec les ministères et organismes sous juridiction;
- Revoir les mécanismes d'évaluation de son efficience et de son efficacité, ainsi que son mode de reddition de comptes;
- Participer aux forums nationaux et internationaux sur la promotion de « l'ombudsmanship », et plus particulièrement à ceux de la Francophonie.

## **LE PLAN D'ÉVALUATION DE PROGRAMMES**

Le Protecteur du citoyen agit principalement par voie d'enquête et de recommandation. C'est ainsi qu'il exerce le contrôle des actes ou comportements de l'Administration.

Afin de maintenir la qualité de ses services, le Protecteur du citoyen poursuit la restructuration de l'ensemble de ses directions et plus spécifiquement celle de sa Direction générale des enquêtes. Les mesures amorcées par le Protecteur du citoyen dans le plan de redressement de son organisation devraient permettre de résoudre les problèmes de surcharge de travail et de maintenir son niveau de performance.

Le Protecteur du citoyen compte se doter de nouveaux indicateurs de résultats mieux adaptés à ses opérations et plus susceptibles de mesurer tant son efficience que son efficacité, notamment en ce qui concerne les coûts de ses interventions majeures.

## **LE PLAN BUDGÉTAIRE**

Le budget des dépenses 1999-2000 du Protecteur du citoyen est supérieur de 0,5 M\$ par rapport à celui de 1998-1999. Cet écart s'explique principalement par les sommes additionnelles allouées pour couvrir la croissance des activités et la hausse des coûts de loyers.

## **LES INDICATEURS**

Plusieurs indicateurs de résultats ont été développés, dont les suivants :

- Nombre de demandes reçues;
- Nombre de demandes traitées;
- Temps moyen de traitement des demandes;
- Délai moyen de traitement des demandes;
- Taux de résolution des plaintes.

## **LE VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (programme 2)**

### **LA MISSION**

La mission du Vérificateur général du Québec consiste à favoriser, par la vérification, le contrôle parlementaire des fonds et autres biens publics. Le rapport annuel du Vérificateur général informe l'Assemblée nationale, son seul et unique client, des constatations et des recommandations qui découlent de ses travaux de vérification. De plus, son opinion comptable indépendante accompagne les états financiers annuels produits par le gouvernement, ses organismes et ses entreprises.

### **LE SUIVI DU PLAN DE GESTION DES DÉPENSES 1998-1999**

Les principales réalisations de l'année 1998-1999 sont :

- La vérification des premiers états financiers annuels consolidés du gouvernement;
- La production de 169 rapports de vérification d'états financiers d'organismes et d'entreprises du gouvernement et l'examen de 110 rapports de vérification produits par d'autres vérificateurs pour des entités de même nature;
- La production, en deux tomes, du rapport annuel du Vérificateur général à l'Assemblée nationale contenant notamment 16 rapports de vérifications d'optimisation des ressources, d'utilisation des subventions, de vérification spéciale ou d'enquête ainsi que l'examen des suites accordées aux recommandations de 18 rapports de vérifications antérieures;
- La participation à près de 70 heures de travaux en séances publiques ou privées avec les membres de la Commission de l'administration publique;
- La révision de notre approche de vérification afin de l'adapter à l'évolution constante de notre secteur d'activité professionnelle, tant en matière de vérification financière que de vérification de l'optimisation des ressources.

### **LE CONTEXTE ET LES GRANDS ENJEUX**

La réforme de la comptabilité gouvernementale implantée en 1998-1999 et les contraintes de production des nouveaux états financiers consolidés du gouvernement posent de nouveaux défis à la planification de la vérification. Par ailleurs, le recours toujours croissant aux nouvelles technologies de l'information dans le domaine de la comptabilité et du traitement des données offre la possibilité de rendre certaines tâches de vérification encore plus efficaces.

Le passage à l'an 2000 affecte les systèmes informatiques gouvernementaux stratégiques et demande de notre part une surveillance soutenue de l'effort gouvernemental pour contrer ce risque. Elle exige aussi la mise à jour régulière des outils dont nous disposons nous-mêmes pour effectuer nos vérifications dans cet environnement technologique en constante évolution.

L'application à nos travaux de vérification d'optimisation des ressources des nouvelles normes professionnelles de l'Institut canadien des comptables agréés relativement aux missions de certification requiert une période d'implantation qui est commencée et qui se poursuivra encore au cours de la prochaine année.

Le nouveau statut permanent de la Commission de l'administration publique est propice à la consolidation du dialogue fructueux qui s'est établi entre les membres de cette commission parlementaire, le Vérificateur général, les sous-ministres et les dirigeants d'organisme qui discutent ensemble des suites à donner aux rapports de vérification. La production de notre rapport en deux tomes, l'un en juin et l'autre en décembre, permet de produire à la commission notre opinion en temps plus opportun pour une intervention de sa part.

Le renouvellement du personnel des ministères et organismes, à la suite notamment de nombreux départs à la retraite, occasionne un roulement élevé de notre personnel de vérification qui est fortement sollicité par les entités qu'ils ont vérifiées. Les nombreuses qualités de nos employés, enrichies par un programme de formation complet et par la rigueur qui caractérise nos travaux, font d'eux des candidats recherchés. Un taux de roulement trop élevé accroît nos coûts de formation et diminue l'expérience de nos équipes de vérification.

## LES ORIENTATIONS STRATÉGIQUES

Les orientations stratégiques de la période 1996-1999 s'appliqueront encore pour la plus grande partie de l'année 1999-2000. Elles s'articulent autour de quatre axes principaux : l'attestation de l'information financière, la vérification de l'optimisation des ressources, la reddition de comptes à l'Assemblée nationale ainsi que la gestion de nos ressources.

En matière d'attestation de l'information financière, nous poursuivrons la recherche et l'implantation de nouvelles techniques et approches qui assureront l'amélioration de l'efficacité de nos travaux tout en maintenant la haute qualité professionnelle de notre opinion comptable. Notamment, en 1999-2000, nous implanterons une nouvelle approche de l'évaluation du contrôle financier en milieu informatique qui vise à améliorer l'efficacité de nos travaux.

En vérification de l'optimisation des ressources, nous menons des vérifications en privilégiant parmi les secteurs d'activité d'importance ceux qui sont les plus susceptibles d'amélioration. Nous approfondissons aussi des thématiques établies en relation avec les préoccupations des parlementaires ou avec l'actualité. Au cours de l'année 1999-2000, nous compléterons l'implantation des nouvelles normes professionnelles relatives aux missions de certification. De plus, nous effectuerons sur une base régulière des travaux visant à évaluer le degré de préparation du gouvernement au passage à l'an 2000 et sa capacité à en atténuer les conséquences, le cas échéant.

En ce qui a trait à la reddition de comptes à l'Assemblée nationale, nous entendons poursuivre notre collaboration avec la Commission de l'administration publique ainsi que la production de notre rapport en deux tomes afin d'alimenter, en temps opportun, ses travaux parlementaires.

Quant à la gestion de nos ressources, nous prendrons des mesures favorisant la rétention de nos employés ainsi que le recrutement de candidats expérimentés afin de maintenir, et si possible d'accroître, l'expertise reconnue dont nous disposons dans tous nos champs d'intervention.

## LE PLAN D'ÉVALUATION DE PROGRAMMES

En 1999-2000, nous évaluerons nos pratiques relatives à l'exercice de notre droit de regard sur les travaux de vérification effectués par des vérificateurs de pratique privée dans certains organismes et entreprises.

En vertu de la Loi sur le Vérificateur général (L.R.Q., c. V-5.01), nous sommes les vérificateurs de tous les organismes et de toutes les entreprises du gouvernement afin d'en favoriser le contrôle parlementaire. Toutefois, nous ne sommes pas tenus d'effectuer la vérification de ceux de ces organismes et entreprises qui désignent eux-mêmes un vérificateur de pratique privée en vertu de leur loi constitutive. La Loi sur le Vérificateur général nous permet toutefois d'exercer un droit de regard sur les travaux de ces autres vérificateurs afin d'informer l'Assemblée nationale de tout sujet qui mérite d'être porté à son attention.

L'évaluation de cette activité de programme portera sur sa raison d'être, son efficacité et l'efficience de sa gestion. Elle sera réalisée au cours de l'année.

## LE PLAN BUDGÉTAIRE

Ce programme vise à permettre au Vérificateur général d'effectuer la vérification financière, la vérification de la conformité et celle de l'optimisation des ressources du Fonds consolidé du revenu, des ministères, de plusieurs organismes et entreprises du gouvernement ainsi que de bénéficiaires de subventions et à communiquer le résultat de cette vérification dans un rapport à l'Assemblée nationale.

### Le budget de dépenses

Les dépenses prévues du Vérificateur général sont de 14,6 M\$ en 1999-2000, ce qui équivaut aux dépenses de l'année antérieure auxquelles s'ajoutent l'amortissement des immobilisations, conformément à la réforme de la comptabilité. Ces dépenses sont nécessaires pour maintenir l'effectif actuel et pour conserver un niveau technologique permettant d'effectuer une vérification de qualité et de portée suffisantes pour répondre aux besoins des parlementaires. Diverses actions sont envisagées pour réduire certains postes de dépenses significatifs. Par exemple, la conception graphique du rapport du Vérificateur général sera révisée afin de réduire le coût de sa publication. Deux postes permanents pour du personnel spécialisé dans le domaine juridique seront créés afin de réduire les coûts récurrents en consultation juridique externe.

## LES INDICATEURS

Afin d'évaluer les progrès accomplis dans l'atteinte de ses objectifs et de procéder aux ajustements nécessaires, le Vérificateur général s'est doté d'éléments de mesure. Parmi les indicateurs retenus, notons :

- L'évolution du nombre d'heures consacrées aux mandats de vérification;
- Le nombre de projets de vérification, par nature d'intervention;
- Le nombre de recommandations prises en compte par les entités vérifiées au regard de l'économie, de l'efficience et des effets des activités;
- Le nombre d'heures de présence en commission parlementaire.



## **LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS (programme 3)**

### **LA MISSION**

Le Directeur général des élections a pour mission, dans le cadre de la législation, d'assurer l'administration du processus électoral en vue du renouvellement des membres de l'Assemblée nationale et, dans une certaine mesure, celui des membres des conseils municipaux, en assurant le libre exercice du droit de vote des électrices et électeurs du Québec.

### **LE SUIVI DU PLAN DE GESTION DES DÉPENSES 1998-1999**

Au cours de la dernière année, le Directeur général des élections a assuré la gestion du processus électoral pour les élections scolaires du 14 juin 1998 et pour les élections générales du 30 novembre 1998.

Compte tenu que les montants nécessaires à la tenue des événements électoraux ont été ajoutés au budget du Directeur général des élections, il en résulte que les dépenses probables pour l'exercice 1998-1999 sont supérieures de 6,8 M\$ par rapport au budget de dépenses de la même année.

### **LES ENJEUX ET LES ORIENTATIONS**

Le Directeur général des élections doit accomplir sa mission dans des conditions de plus en plus complexes. En effet, les attentes des électeurs et des acteurs du système électoral sont plus élevées. Par ailleurs, les nouvelles technologies ont des impacts organisationnels très importants. Enfin, les conditions économiques commandent de maintenir une gestion des plus rigoureuses, axée sur les résultats.

Dans ce contexte, le Directeur général des élections veut :

- S'assurer d'offrir un service de grande qualité aux électeurs ainsi qu'à tous les participants du processus électoral;
- Mettre en place les conditions pour atteindre la plus grande efficience et efficacité possible de ses ressources;
- S'assurer que les informations apparaissant sur la liste électorale permanente soient les plus exactes et complètes possible.

### **LE PLAN BUDGÉTAIRE**

Le budget de dépenses 1999-2000 du Directeur général des élections est inférieur de 48,9 M\$ par rapport à celui de 1998-1999. Cet écart s'explique principalement par la non-récurrence des dépenses liées aux événements électoraux.

Les prévisions budgétaires du Directeur général des élections figurant au budget de dépenses 1999-2000 n'y sont inscrites qu'à titre indicatif et il revient à la Commission des institutions de l'Assemblée nationale, lors de l'étude de ses prévisions budgétaires et de son rapport financier préliminaire, d'y apporter des modifications, si elle le juge à propos.

## LE BUDGET DE DÉPENSES PAR PROGRAMMES

	1999-2000		1998-1999	
	BUDGET DE DÉPENSES	VARIATION	BUDGET DE DÉPENSES	DÉPENSE PROBABLE
	(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)
	(1)	(2)=(1)-(3)	(3)	(4)
1. Le protecteur du citoyen	6 053,2	461,4	5 591,8	5 617,1
2. Le vérificateur général	14 602,7	52,2	14 550,5	14 576,8
3. Administration du système électoral	21 331,9	(48 939,5)	70 271,4	77 051,4
<b>Total</b>	41 987,8	(48 425,9)	90 413,7	97 245,3
<b>Effectif (ETC) (excluant les fonds spéciaux)</b>	439	—	439	—

## LE BUDGET D'INVESTISSEMENTS

	1999-2000 (000 \$)	1998-1999 (000 \$)
Immobilisations	578,7	257,9
Prêts, Placements et Avances	—	—

## Portefeuilles

---



## AFFAIRES MUNICIPALES ET MÉTROPOLE

### LA MISSION

Le ministère des Affaires municipales et de la Métropole doit susciter et soutenir l'essor économique, culturel et social de la Métropole et en favoriser le progrès, le dynamisme et le rayonnement. Le Ministère agit comme catalyseur et rassembleur pour la promotion des intérêts de la Métropole, conseille le gouvernement sur toute question relative à celle-ci, élabore et propose au gouvernement des orientations et des politiques favorables à l'épanouissement de la Métropole.

En outre, il est chargé de s'assurer de la saine administration du système municipal dans l'intérêt des municipalités et des citoyens. Le Ministère soutient les institutions municipales dans l'exercice de leurs responsabilités et, à cette fin, révisé régulièrement l'encadrement législatif, réglementaire et administratif, agit comme interlocuteur principal du gouvernement auprès des municipalités et conseille le gouvernement et les autres ministères et organismes sur tout sujet d'intérêt municipal.

Divers organismes relèvent de la responsabilité de la Ministre, soit la Commission municipale du Québec, le Conseil des aînés, la Régie du logement, la Société d'habitation du Québec, la Société québécoise d'assainissement des eaux, l'Agence métropolitaine de transport, la Régie des installations olympiques, la Société du Palais des congrès de Montréal ainsi que la Société Innovatech du Grand Montréal.

### LE SUIVI DU PLAN DE GESTION DES DÉPENSES 1998-1999

Au cours de l'année, les différentes actions du Ministère inhérentes au secteur de la Métropole ont contribué fortement aux réalisations suivantes :

- L'adoption de la Loi concernant certains équipements de la Ville de Montréal (L.Q. 1998, c. 47) qui a permis la création de la Société de gestion Marie-Victorin chargée d'exploiter ces équipements;
- L'introduction, au sein de la politique économique du gouvernement, de mesures adaptées à la région métropolitaine;
- L'adoption de plus de 75 projets d'investissements via le Fonds de développement de la Métropole;
- La mise sur pied de six centres locaux de développement (CLD) de la banlieue de Montréal et des CLD de Laval et de Montréal, l'implantation du volet Économie sociale du Fonds de lutte contre la pauvreté par la réinsertion au travail et la signature de plusieurs ententes spécifiques;
- La mise en œuvre du plan stratégique de promotion de la Métropole, la création d'un comité ministériel sur la condition féminine et la réalisation d'études en aménagement du territoire;
- L'adoption du projet d'agrandissement du Palais des Congrès de Montréal qui représente un investissement de plus de 185,0 M\$;
- La préparation des avis requis auprès du Conseil exécutif de façon à assurer la prise en compte des intérêts de la Métropole dans le processus décisionnel du gouvernement;

- La participation du Ministère aux dossiers portant sur le prolongement du réseau de métro sur le territoire de la Communauté urbaine de Montréal et de Laval, et sur la réalisation et le financement d'études d'opportunité et de faisabilité pour la mise en place d'un réseau de métro de surface pour desservir les secteurs centre et nord-est de l'Île de Montréal ainsi que le territoire de la Rive-Sud immédiate.

Pour sa part, le secteur des affaires municipales a, à son actif, un certain nombre de réalisations en lien avec son plan stratégique, soit :

- La mise sur pied de la Commission nationale sur les finances et la fiscalité locales dont le mandat est d'examiner les sources de financement des instances locales et de proposer toutes mesures susceptibles d'améliorer l'équité et l'efficacité du régime fiscal. Le rapport doit être remis le 31 mars 1999;
- L'application des mesures incitatives prévues à la Politique de consolidation des communautés locales qui a mené au regroupement de 34 municipalités qui forment 16 nouvelles entités. Ces regroupements portent ainsi à 1 347 le nombre de municipalités au Québec;
- La mise en œuvre d'un programme d'aide financière en vue d'encourager la réalisation d'études sur les opportunités de mise en commun de services de sorte que 31 municipalités régionales de comté et une communauté urbaine ont pu présenter des projets rencontrant les critères prescrits;
- Le démarrage du programme *Les eaux vives du Québec* qui a permis à plusieurs municipalités de se voir octroyer un soutien financier de plus de 56,3 M\$ pour la réalisation de travaux d'aqueduc, d'égout et d'assainissement des eaux; des immobilisations de 272,0 M\$ pour la réalisation de stations d'épuration dans le cadre des programmes d'assainissement des eaux, qui ont porté à 93,1 % le taux de la population québécoise desservie par un réseau d'égout dont les eaux usées sont traitées;
- La réalisation des engagements découlant du plan d'action gouvernemental en matière de conditions de vie des femmes par la mise en œuvre d'un plan de promotion spécifique, notamment pour les inciter à se présenter candidates aux élections municipales;
- Des interventions soutenues auprès des municipalités afin de faciliter leur passage à l'an 2000, par la transmission d'une trousse méthodologique et des cours de formation qui permettront ainsi d'éviter que des problèmes informatiques importants surgissent.

Quant à la Régie du logement, elle s'est engagée dans une opération d'envergure visant l'adaptation de son rôle et de ses services à l'évolution des besoins de sa clientèle et du marché locatif par :

- La réalisation de projets pilotes visant l'expérimentation de nouvelles formes d'organisation du travail pour l'audition des demandes civiles et l'implantation d'un système intégré de renvoi d'appels couvrant l'ensemble de son réseau de bureaux, ce qui permet d'ajuster l'offre des services à la variation de la demande;
- La création du groupe de travail Vision 2000 visant à repositionner la Régie et ses services, et la conduite de consultations auprès de l'ensemble des membres et du personnel ainsi que de ses partenaires et intervenants en vue de dresser un diagnostic stratégique.

Par ailleurs, les principales réalisations de la Société d'habitation du Québec en 1998-1999 dans la continuité du plan d'action pour la réforme de l'habitation, rendu public sous le titre de *L'action gouvernementale en habitation : Orientations et plan d'action*, se présentent comme suit :

- Le versement de subventions à près de 155 500 ménages dans le cadre du programme *Allocation-logement*, ce qui porte à quelque 241 900 le nombre de ménages à faible revenu qui ont bénéficié d'une aide financière pour se loger;
- L'acceptation de projets visant la réalisation de 888 des 1 325 logements sociaux ou communautaires de la première programmation du programme *AccèsLogis* et la concrétisation de 55 d'entre eux auxquelles s'est ajouté le lancement, en octobre 1998, de la deuxième programmation visant le même objectif;
- L'augmentation à 20,0 M\$ de l'enveloppe d'engagements du programme *Adaptation de domicile* pour les personnes handicapées de façon à réduire les délais d'attente; la rénovation de 4 900 logements dans le cadre du programme *Revitalisation des vieux quartiers*, de même que la mise en œuvre du programme *RénoVillage* avec une enveloppe d'engagements de 20,0 M\$;
- La mise en place du *Programme d'appui au développement de l'industrie québécoise de l'habitation*, l'organisation de missions à l'étranger associant l'industrie de l'habitation ainsi que l'élaboration et l'adoption d'une politique de recherche traitant notamment du transfert de connaissances.

## LE CONTEXTE ET LES GRANDS ENJEUX

Les grandes tendances internationales et le dynamisme économique observé au Canada et aux États-Unis continueront d'influencer l'évolution de l'économie métropolitaine puisque les exportations du Québec à l'étranger et dans les autres provinces représentent plus de la moitié de son PIB. Par ailleurs, la Métropole bénéficie d'une position concurrentielle avantageuse parmi les plus grands centres urbains de l'Amérique du Nord, en ce qui a trait aux coûts d'exploitation des entreprises. Toutefois, les besoins en matière de développement social demeurent importants et le Ministère continuera d'utiliser une partie du Fonds de développement de la Métropole pour soutenir des projets significatifs et ce, en sus des sommes déjà spécifiquement dédiées à l'économie sociale.

De plus, au plan de l'organisation politique et administrative, la région métropolitaine de Montréal, qui compte 3,3 millions de personnes, demeure caractérisée par une très grande fragmentation des centres de décisions et des entités de gestion des services publics.

Outre les politiques et les orientations gouvernementales, un ensemble de phénomènes tels que le vieillissement et le changement dans la composition de la population, la mondialisation de l'économie, le développement de la technologie, les exigences nouvelles des citoyens en matière de services et de qualité de vie, interpellent le milieu municipal, celui de l'habitation et du logement, de même que celui des aînés.

Les grands enjeux stratégiques qui découlent de ce contexte consistent donc à :

- Assurer le développement continu de ressources humaines compétentes pour que Montréal maintienne sa position de leader nord-américain sur le plan de l'emploi per capita dans les secteurs de pointe;

- Améliorer la compétitivité fiscale de la Métropole pour soutenir la concurrence des autres grands centres d'affaires nord-américains afin d'attirer les activités et les travailleurs stratégiques;
- Intensifier le développement de partenariats entre la Métropole et les autres régions du Québec, élaborer un ensemble de moyens susceptibles de contribuer à la pleine participation des femmes à la vie sociale et économique de la Métropole et accélérer le développement de l'économie sociale;
- Promouvoir une vision métropolitaine au sein de la population vivant sur ce territoire, démontrer le lien existant entre le développement de la Métropole et celui du Québec et soutenir la notoriété de la Métropole à l'extérieur du Québec;
- Veiller à la cohérence de l'action gouvernementale dans la Métropole et à la prise en compte des intérêts particuliers de la plus importante agglomération québécoise tout au long du processus décisionnel du gouvernement;
- Convenir d'un nouveau pacte fiscal avec les municipalités sur la base des travaux de la Commission nationale sur les finances et la fiscalité locales; de plus, les résultats des comités techniques conjoints avec les unions municipales mis sur pied dans le cadre de l'entente conclue entre le gouvernement et le milieu municipal devraient servir également à améliorer le régime fiscal; en outre, un plan d'action à convenir avec la Ville de Montréal devrait contenir des mesures pour améliorer la situation particulière de celle-ci;
- Procéder à la mise en œuvre du deuxième volet de la politique de consolidation des communautés locales portant sur le renforcement des agglomérations urbaines;
- Poursuivre la révision des lois municipales, notamment en déposant le Livre III portant sur l'organisation administrative des municipalités;
- Assurer un passage efficace à l'an 2000 dans tout le réseau municipal en outillant et en soutenant toutes les municipalités dans l'identification des problèmes appréhendés et la mise en œuvre d'un plan d'action;
- Revoir le cadre d'application des règles et des politiques relatives à l'aménagement du territoire et à l'urbanisme et actualiser le processus de contrôle qui s'y rattache, compte tenu de l'évolution des enjeux territoriaux, des développements réalisés et du contexte économique et démographique;
- Contribuer aux activités entourant l'*Année internationale des personnes âgées* par la mise en place de mesures particulières destinées aux aînés;
- Adapter, dans une société en constante mutation, l'intervention de la Régie du logement aux réalités de l'an 2000; promouvoir une approche intégrée d'accessibilité et de qualité des services offerts et accroître l'efficacité de l'organisme pour mieux desservir la population;
- Négocier le transfert au Québec des pouvoirs en habitation du gouvernement fédéral, de même que les fonds fédéraux qui y sont destinés afin de mieux planifier et adapter les interventions publiques en matière d'habitation;
- Tenir compte de l'action des groupes communautaires et des contextes particuliers tels ceux du Nunavik et des autochtones hors réserve, en matière d'habitation, et s'assurer de la concertation des acteurs gouvernementaux dans l'appui au développement des marchés de cette industrie.



## LES ORIENTATIONS STRATÉGIQUES

- Agir sur les conditions de développement pour faire de la région métropolitaine une véritable technopole, accentuer son développement culturel et touristique, améliorer ses infrastructures stratégiques, contribuer au redressement de la fiscalité municipale et régionale et favoriser un développement social plus harmonieux.
- Promouvoir un mode d'organisation plus efficace pour la prestation des services dans la région métropolitaine en la dotant d'un système de gouverne mieux adapté aux réalités des années 2000.
- Adapter l'action gouvernementale aux réalités et aux besoins de la Métropole, favoriser une plus grande cohérence des interventions gouvernementales sur ce territoire et considérer les réalités et les intérêts des femmes dans le développement de la région métropolitaine.
- Renforcer les institutions municipales, de manière à leur permettre de mieux s'acquitter de leurs responsabilités, en consolidant les structures et l'autonomie municipales.
- Améliorer le cadre de vie des citoyens et des citoyennes en modernisant les infrastructures municipales et en assurant un développement harmonieux du territoire.
- Assurer une gestion efficace des organismes municipaux en adaptant la fiscalité aux besoins nouveaux des municipalités et de leurs contribuables.
- Consulter les aînés ou les groupes qui les représentent sur une base régulière et travailler en étroite collaboration avec eux dans le but de présenter un plan triennal d'action gouvernementale tout en leur permettant de prendre un leadership en ce qui concerne les questions relatives au phénomène du vieillissement.
- Favoriser l'harmonisation des relations entre les locataires et les propriétaires du Québec en les informant de leurs droits et obligations respectifs, en réglant les litiges soumis au tribunal selon des délais minima et en développant de nouveaux mécanismes favorisant la conclusion d'ententes entre les parties. Adapter la mission de la Régie du logement aux réalités de l'an 2000 et implanter une démarche d'amélioration continue.
- Aider les ménages à revenu faible ou modeste à accéder à des conditions adéquates de logement, en les soutenant lorsque la proportion de leur revenu consacrée au logement est trop élevée, en s'assurant qu'ils auront accès à un logement adapté à leurs conditions, en privilégiant les interventions les plus efficaces et en favorisant l'utilisation optimale des logements existants.
- Promouvoir l'amélioration des conditions de logement et d'habitat en suscitant des investissements privés au moins équivalents aux investissements publics pour contribuer à la revitalisation des quartiers centraux, en aidant la rénovation des logements ruraux en mauvais état occupés par des ménages à faible revenu et en favorisant le maintien à domicile par l'adaptation des logements aux besoins des personnes handicapées et des personnes âgées en perte d'autonomie.
- Promouvoir l'adaptation et le développement de l'industrie de l'habitation en favorisant le développement des marchés intérieurs et étrangers en habitation et en assurant la concertation des partenaires du secteur.
- Faire une large place aux partenaires municipaux, communautaires, institutionnels et privés en stimulant le développement et la concertation en matière d'habitation.

## LE PLAN D'ÉVALUATION DE PROGRAMMES

- Effectuer un suivi périodique serré des dépenses réalisées à partir du Fonds de développement de la Métropole, de façon à bien cerner l'effet de levier engendré au niveau des investissements.
- Procéder à l'évaluation du programme *Infrastructures Canada-Québec* afin d'en identifier principalement les effets et les répercussions, entre autres sur l'accroissement par les municipalités des investissements dans les travaux d'infrastructures, de même que sur la création d'emplois.
- Poursuivre l'évaluation des groupes de ressources techniques dans le secteur de l'habitation par une étude qui vise notamment à évaluer les services fournis par ces groupes et à mesurer les coûts encourus dans la livraison de ces services.
- Évaluer la pertinence du programme *Logements adaptés pour aînés autonomes* ainsi que chacun de ses paramètres dans le but de les ajuster aux besoins réels de la clientèle et analyser certains paramètres du programme *AccèsLogis* pour éventuellement conduire à sa révision lors de programmations ultérieures.
- Évaluer le programme *Revitalisation des vieux quartiers* dans le but de connaître les réalisations au sein des vieux quartiers des municipalités visées : vérifier si les objectifs de ce programme ont été atteints à l'égard de la rénovation résidentielle au profit des ménages à faible revenu et si les interventions contribuent de façon significative à l'amélioration de la qualité de vie au sein de ces vieux quartiers.

## LE PLAN BUDGÉTAIRE

Le plan budgétaire pour l'exercice financier 1999-2000 reflète les enjeux importants identifiés par le Ministère en plus de tenir compte des priorités que le gouvernement lui a confiées.

### LE BUDGET DE DÉPENSES PAR PROGRAMMES

	1999-2000		1998-1999	
	BUDGET DE DÉPENSES	VARIATION	BUDGET DE DÉPENSES	DÉPENSE PROBABLE
	(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)
	(1)	(2)=(1)-(3)	(3)	(4)
1. Promotion et développement de la Métropole	85 698,0	6 881,9	78 816,1	80 314,1
2. Réseaux d'aqueduc et d'égout, assainissement des eaux et infrastructures	268 791,6	12 808,8	255 982,8	234 932,8
3. Compensations tenant lieu de taxes et aide financière aux municipalités	258 527,1	(35 728,4)	294 255,5	289 988,6
4. Administration générale	32 312,0	1 013,1	31 298,9	32 310,4
5. Organismes administratifs et quasi judiciaires	16 272,5	(97,7)	16 370,2	16 393,2
6. Habitation	323 423,6	(24 955,2)	348 378,8	341 994,8
<b>Total</b>	<b>985 024,8</b>	<b>(40 077,5)</b>	<b>1 025 102,3</b>	<b>995 933,9</b>
<b>Effectif (ETC) (excluant les fonds spéciaux)</b>	<b>761</b>	<b>(24)</b>	<b>785</b>	<b>—</b>

### Programme 1 : Promotion et développement de la Métropole

Ce programme consiste à susciter l'essor économique, culturel et social de la Métropole et à en favoriser le progrès, le dynamisme et le rayonnement. De plus, il vise à fournir le soutien financier à la réalisation d'initiatives visant le développement et la promotion de la Métropole.

Il reflète une hausse de 6,9 M\$ qui s'explique principalement par une aide gouvernementale de 7,1 M\$ relative à certains équipements gérés par la Société de gestion Marie-Victorin et un ajout de 1,0 M\$ annoncé au récent Discours sur le budget. Cet ajout vise à favoriser le démarrage d'entreprises par les jeunes ainsi qu'à fournir un accompagnement et un suivi adaptés aux jeunes entrepreneurs par l'entremise des centres locaux de développement de la région métropolitaine. Enfin, une rationalisation des dépenses de fonctionnement de 1,2 M\$ est effectuée. Ce choix budgétaire permet de préserver les enveloppes prévues pour les activités régionales de l'Île de Montréal et de Laval, de même que pour le Fonds de développement de la Métropole.

**Programme 2 : Réseaux d'aqueduc et d'égout, assainissement des eaux et infrastructures**

Ce programme vise à administrer les programmes d'aide relatifs à l'approvisionnement en eau potable ainsi qu'à l'évacuation et au traitement des eaux usées, entre autres par l'entremise de la Société québécoise d'assainissement des eaux qui agit comme maître-d'œuvre dans la réalisation de la majorité des projets financés par le *Programme d'assainissement des eaux du Québec*, de même qu'à apporter un soutien à la réfection d'infrastructures municipales. Il couvre aussi la contribution gouvernementale au Fonds spécial de financement des activités locales. Il prévoit une hausse de 12,8 M\$, explicable principalement par une croissance nette de 18,0 M\$ du *Programme d'assainissement des eaux municipales* et du *Programme d'assainissement des eaux du Québec*, ainsi qu'une diminution nette de 5,2 M\$ des coûts des programmes d'aide à la construction des réseaux d'aqueduc et d'égout.

**Programme 3 : Compensations tenant lieu de taxes et aide financière aux municipalités**

Ce programme regroupe les compensations tenant lieu de taxes sur les immeubles du gouvernement, ceux des réseaux de la santé et des services sociaux et de l'éducation et ceux des gouvernements des autres provinces, des gouvernements étrangers et des organismes internationaux. Il couvre aussi l'aide financière aux municipalités en matière de restructuration du territoire et de mise en commun de services ainsi qu'aux municipalités régionales de comté, aux villages nordiques et à l'Administration régionale Kativik. Ce programme prévoit une variation de 35,7 M\$ qui s'explique par une réduction de 31,8 M\$ résultant de paiements effectués au terme de l'exercice précédent aux fins de l'application du Règlement sur les compensations tenant lieu de taxes, par la fin du *Programme de compensation de plafonnement* représentant 0,7 M\$ et par une diminution nette de 3,2 M\$ pour l'aménagement du territoire municipal, composé des programmes d'aide financière au regroupement municipal et à la mise en commun de services.

**Programme 4 : Administration générale**

Ce programme regroupe la direction du Ministère, soit le cabinet de la Ministre et le bureau du sous-ministre. Il englobe également la planification, la direction et la coordination des ressources nécessaires à la gestion des différents programmes et à l'élaboration de politiques afférentes au secteur municipal; en outre, il permet d'assurer une représentation dans les diverses régions du Québec. Afin de faciliter la gestion ministérielle, les budgets d'opération des unités administratives, à l'exception de ceux des organismes et du secteur de la métropole, sont regroupés dans ce programme. Le budget de dépenses pour 1999-2000 reflète une hausse de 1,0 M\$ attribuable aux ajustements nécessaires au passage à l'an 2000 et à la poursuite du virage technologique amorcé.

**Programme 5 : Organismes administratifs et quasi judiciaires**

Ce programme comprend la Commission municipale du Québec qui assure la surveillance et l'exécution de pouvoirs administratifs et quasi judiciaires relativement à la gestion financière des municipalités. Il inclut également le Conseil des aînés et le Secrétariat aux aînés dont les mandats ont trait principalement à la promotion des droits des personnes âgées, de leurs intérêts et leur participation à la vie collective, en plus de conseiller le gouvernement à cet effet. Enfin, ce programme concerne le fonctionnement de la Régie du logement qui a pour mandat de concilier les intérêts des locataires et ceux des propriétaires et de trancher, par décision, les différends qui persistent.

Le budget alloué à la Commission municipale du Québec connaît une diminution de moins de 0,1 M\$ consécutive à une rationalisation des activités. En outre, l'enveloppe de dépenses attribuée au Conseil des aînés, au Secrétariat aux aînés et aux projets des aînés est augmentée de près de 0,1 M\$, notamment pour la réalisation des activités prévues dans le cadre de l'Année internationale des personnes âgées. Enfin, la Régie du logement prévoit diminuer de 0,1 M\$ ses dépenses de fonctionnement et de soutien administratif par des mesures de rationalisation.

## Programme 6 : Habitation

Ce programme vise à faciliter aux citoyens du Québec l'accès à des conditions adéquates de logement tenant compte de leur capacité financière, de la diversité de leurs besoins et de la conjoncture économique et socio-démographique. Il vise aussi à promouvoir l'amélioration des conditions générales de l'habitat au Québec et à favoriser le développement et la reconnaissance du savoir-faire québécois en habitation.

Le budget prévu pour l'exercice financier 1999-2000 totalise 598,3 M\$. Ce budget sera financé par le gouvernement du Québec et par la Société canadienne d'hypothèques et de logement. La part versée par celle-ci, à titre de contribution fédérale aux programmes à frais partagés (principalement les programmes de HLM public et privé), est estimée à 225,7 M\$. La part du gouvernement du Québec, évaluée à 372,6 M\$, sera financée par des fonds de la Société d'habitation du Québec constitués de contributions reportées d'exercices antérieurs, pour un montant de 49,2 M\$, et par une subvention de 323,4 M\$, laquelle subit une baisse de 25,0 M\$. Les contributions reportées sont principalement attribuables au fait que la clientèle du programme *Allocation-logement* est inférieure aux prévisions, à des nouveaux fonds fédéraux accordés pour les programmes de rénovation et à l'évolution des coûts des autres programmes d'aide.

## LE BUDGET D'INVESTISSEMENTS

	1999-2000 (000 \$)	1998-1999 (000 \$)
Immobilisations	3 122,8	873,8
Prêts, Placements et Avances	4 763,2	47 263,2

La diminution du budget d'investissement s'explique principalement par la non-récurrence des prêts, placements et avances à la Société Innovatech du Grand-Montréal en raison du changement au mode de financement de cet organisme. Quant aux immobilisations, leur augmentation se justifie principalement par la réalisation des volets administratif et géomatique du projet d'inforoute municipale.

## LE FONDS SPÉCIAL

### LE FONDS SPÉCIAL DE FINANCEMENT DES ACTIVITÉS LOCALES

	PRÉVISIONS 1999-2000 (000 \$)	PROBABLES 1998-1999 (000 \$)
Revenus	429 092,6	425 038,0
Dépenses	429 092,6	425 038,0
Excédent (Déficit)	—	—
Investissement	—	—
Effectif (ETC)	—	—

Dans le cadre du plan de redressement des finances publiques, le gouvernement du Québec a sollicité la contribution des municipalités et une entente a été conclue en ce sens le 23 octobre 1997. Afin de rendre cette entente applicable à l'ensemble des municipalités, la Loi instituant le Fonds spécial de financement des activités locales et modifiant la Loi sur la fiscalité municipale (L.Q. 1997, c. 92) a été sanctionnée le 19 décembre suivant. Le gouvernement entend fermement s'engager dans un processus qui mènera à la signature d'un nouveau pacte fiscal avec les municipalités au 1<sup>er</sup> janvier de l'an 2000, et les informations présentées ici ne présument en rien des résultats de cette démarche.

Les activités financées par le Fonds et les coûts qui peuvent lui être imputés sont ceux du *Programme d'assainissement des eaux du Québec*, à l'exception des dépenses affectées au compte non budgétaire créé spécifiquement pour les emprunts à long terme de la Société québécoise d'assainissement des eaux effectués à l'égard de ce programme. Le Fonds est constitué des contributions que doivent y verser les municipalités locales et des sommes puisées sur les recettes provenant de la taxation spéciale à laquelle sont soumis les réseaux de télécommunications, de distribution de gaz et d'électricité ainsi qu'une contribution du Ministère, prise à même le programme 2 *Réseaux d'aqueduc et d'égout, assainissement des eaux et infrastructures*, qui constitue un revenu complémentaire pour assurer l'équilibre des revenus du Fonds par rapport aux dépenses.

## LES INDICATEURS

Les indicateurs identifiés réfèrent à l'ensemble des grands volets de l'organisation :

- Concernant la Métropole : l'effet de levier engendré par les investissements du Fonds de développement de la Métropole est établi à 11, de telle sorte que chaque dollar provenant du Fonds génère un investissement d'au moins 11,00 \$;
- Concernant les structures municipales : le nombre de municipalités; le respect de la politique de consolidation des agglomérations; la satisfaction des élus et des fonctionnaires face aux allègements des contrôles; le nombre de femmes élues dans les structures locales et régionales;

- 
- Concernant le cadre de vie des citoyennes et des citoyens : la population desservie par un système de traitement des eaux usées; l'accès à une eau potable dans les petites municipalités; l'état des infrastructures municipales; les schémas d'aménagement entrés en vigueur; le traitement des plaintes;
  - Concernant le fonctionnement des organismes municipaux : le degré de mise en commun des services municipaux; la situation financière des municipalités; leur niveau d'endettement; le niveau du rôle d'évaluation par rapport à la valeur marchande des immeubles; la dispersion des évaluations par rapport au niveau du rôle; le rythme d'implantation de l'autoroute municipale de l'information;
  - Concernant la conciliation entre locataires et propriétaires : le nombre de renseignements téléphoniques; le taux moyen de réponse aux appels; le nombre de clients rencontrés; le délai moyen d'attente; le nombre de demandes traitées; le délai moyen de traitement et le pourcentage de demandes non traitées au 31 décembre de l'année de fixation concernée;
  - Concernant l'habitation sociale : le nombre de familles et le nombre de personnes seules sous les seuils de faible revenu; le nombre de personnes de 75 ans ou plus vivant dans des logements privés; les taux d'inoccupation; l'évolution de la population inuit au Nunavik; le nombre de ménages recevant une allocation-logement; le nombre de nouveaux logements visés par des subventions de supplément au loyer; le nombre et le coût moyen de nouveaux logements sociaux ou communautaires selon les modes de réalisation du programme *AccèsLogis*; le nombre de logements réalisés annuellement au Nunavik;
  - Concernant l'amélioration de l'habitat : le nombre de logements rénovés et la valeur totale des travaux exécutés à l'intérieur du programme *Revitalisation des vieux quartiers*; le nombre de logements rénovés en milieu rural; le délai d'attente et le nombre de dossiers traités en adaptation résidentielle; le nombre de logements adaptés pour les personnes âgées en perte d'autonomie;
  - Concernant l'industrie de l'habitation : les dépenses liées à la construction neuve en habitation; les dépenses d'entretien, de réparation et de rénovation; le nombre de mises en chantier; la valeur des expéditions de produits manufacturés liés à l'habitation; les exportations de produits manufacturés liés à l'habitation.





## **AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION**

### **LA MISSION**

Le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation (MAPAQ) a pour mission d'influencer et de soutenir la croissance de l'industrie bioalimentaire québécoise dans une perspective de développement durable.

### **LE SUIVI DU PLAN DE GESTION DES DÉPENSES 1998-1999**

#### **La Conférence sur l'agriculture et l'agroalimentaire québécois**

Pour le Ministère et les organismes, l'année 1998-1999 a été marquée par de nombreuses réalisations. Une des plus importantes a été la tenue de la Conférence sur l'agriculture et l'agroalimentaire québécois, en mars 1998, qui a constitué un exercice majeur de concertation en vue d'accélérer la croissance du secteur agricole et agroalimentaire québécois. L'objectif de la Conférence était de développer une vision commune de l'avenir du secteur et d'établir des consensus sur les objectifs de développement à privilégier pour que cette industrie participe activement et de façon soutenue à l'enrichissement du Québec.

D'un commun accord, tous les décideurs de l'industrie ont convenu de mettre le cap sur la croissance et de se donner des objectifs quantifiables et bien précis à cet égard. Des groupes de travail ont été mis en place afin de voir à la mise en application des consensus dégagés. Ces groupes ont pour mandat de proposer des plans d'action conséquents et d'en assurer le suivi. Une rencontre de suivi de la Conférence réunissant à nouveau tous les décideurs sera tenue le 25 mars 1999 afin de discuter de ces plans d'action.

Lors de la Conférence, quinze engagements ont été pris par le gouvernement et impliquent plusieurs ministères. Ces engagements sont réalisés ou sur le point de l'être. Les sept engagements sous la responsabilité spécifique du MAPAQ ont tous été réalisés.

De plus, un comité de concertation dans le secteur laitier, sous la présidence du Premier ministre, a été constitué lors de la Conférence. Les travaux de ce comité ont permis d'établir des règles d'approvisionnement pour l'industrie permettant d'assurer la stabilité nécessaire à l'investissement et à la croissance.

La Conférence aura également permis d'accélérer la réalisation de certaines mesures prévues dans le plan stratégique 1998-2001 du Ministère. Parmi les principales actions de 1998-1999, soulignons :

#### **Le développement des marchés**

- Réalisation d'activités promotionnelles sur les marchés étrangers qui ont touché une clientèle de 225 entreprises agroalimentaires. Ces activités promotionnelles ont permis à 78 entreprises d'exporter vers de nouveaux marchés, lesquelles ont accru leurs ventes de 67,0 M\$ dans l'année.

- Constitution d'un Fonds en partenariat de développement des exportations, appelé Horizon Export, doté d'un budget de 8,0 M\$ sur 2 ans.
- Création d'un programme d'encadrement marketing, doté d'une enveloppe budgétaire de 200 000 \$, pour favoriser le développement de la fonction marketing dans les petites et micro-entreprises de transformation bioalimentaire et pour les aider à améliorer leur situation concurrentielle et le positionnement de leurs produits sur les marchés régionaux et québécois.
- Appui financier à la mise en place par l'industrie de l'Institut de certification de l'innocuité des aliments.

### **L'accroissement de la capacité concurrentielle**

- Mise en place de nouvelles mesures d'adaptation pour le secteur horticole comprenant deux programmes distincts, soit Horti 2000 et un programme de recherche appliquée en horticulture, dotés d'une enveloppe globale de 2,0 M\$ pour les trois prochaines années.
- Implantation de méthodes d'inspection basées sur la gestion du risque et favorisant la responsabilisation des entreprises.
- Participation financière du MAPAQ de 750 000 \$ à la recherche stratégique de l'industrie laitière québécoise. Ce projet a été mené dans le cadre d'une action concertée avec le Fonds pour la formation de chercheurs et l'aide à la recherche (FCAR) et Novalait.
- Instauration de nouveaux partenariats à la suite de la création du Centre de recherche et de transfert technologique en acériculture et du Centre de recherche sur les grains.
- Maintien du niveau élevé des investissements gouvernementaux en recherche et développement par l'addition de 2,0 M\$, répartis sur deux ans, au programme d'aide à la recherche du Ministère.
- Allégement des processus administratifs à la Régie des marchés agricoles et agroalimentaires et à la Commission de protection du territoire agricole, à la suite de la réforme de la justice administrative.

### **L'agroenvironnement**

- Bonification des paramètres et de l'enveloppe globale du programme d'aide à l'investissement en agroenvironnement (PAIA), dont l'enveloppe budgétaire, annoncée sur une période de sept ans, est passée de 319,0 M\$ à 400,0 M\$.
- Mise en place d'un pôle majeur de recherche et développement en agroenvironnement par la création de l'Institut de recherche et de développement en agroenvironnement, avec un financement conjoint de 10,8 M\$, sur une période de quatre ans, provenant des différents partenaires et ministères impliqués, dont 4,8 M\$ du MAPAQ.
- Création d'un programme d'aide à l'implantation de vitrines pour les traitements des fumiers doté d'un budget de 2,7 M\$, sur une période de quatre ans, et destiné à faire connaître et à démontrer l'efficacité technique et économique à la ferme des technologies de traitement des fumiers.

- Participation, en partenariat avec l'UPA, à la réalisation du portrait agroenvironnemental des entreprises agricoles du Québec.
- Contribution à la formation de clubs conseils agroenvironnementaux (plus de 50 ont été créés en date de mars 1999).
- Poursuite de la mise en application, par la Commission de protection du territoire agricole du Québec, de la nouvelle législation sur la protection du territoire et des activités agricoles.

### **Le développement des régions**

- Contribution à la formation de tables de concertation régionales et appui à l'élaboration de plans stratégiques régionaux concernant l'agriculture et l'agroalimentaire. Appui financier à la réalisation de projets découlant de ces plans via le programme d'appui à la concertation.
- Amorce d'un processus avec le milieu agricole devant conduire au renouvellement de l'offre de services-conseil et au développement de projets en partenariat.

### **L'adaptation au nouvel environnement économique**

- Support à la création et à la mise en œuvre par les partenaires du secteur des pêches et de l'aquiculture d'une structure de concertation permanente et élargie visant à assurer le développement durable et optimal du secteur. Les partenaires membres de cette structure, appelée « Réseau pêches et aquiculture Québec », ont adopté un plan directeur quinquennal (1998-2003) et se sont donné un plan d'action détaillé afin de coordonner leurs interventions dans les années à venir. Mise en place d'un conseil directeur et de huit groupes de travail pour assurer la réalisation des actions prévues au plan directeur.
- Appui plus spécifique à la Table maricole ayant permis l'élaboration d'un plan d'action pluriannuel. Financement d'activités et de projets issus de cette table.
- Appui aux tables filières ayant permis de porter à dix-sept le nombre d'entre elles s'étant dotées d'un plan stratégique de développement sectoriel et à dix celles s'étant données des indicateurs leur permettant de suivre les progrès de leur secteur sur les marchés. Appui financier à la réalisation des projets issus de ces tables filières via le programme d'appui à la concertation.
- Tenue d'une conférence et d'une consultation visant à mieux préparer les intervenants québécois à la nouvelle ronde de négociations en agriculture et agroalimentaire, prévue par l'Organisation mondiale du commerce (OMC) d'ici la fin de 1999.
- Appui financier à plusieurs grandes entreprises du secteur des pêches afin de consolider les emplois et de protéger les parts historiques accessibles au Québec.

### **La sécurité du revenu**

- Mesures spéciales prises en regard de la crise dans le secteur porcin, notamment, versement d'avances de compensation, majoration de la couverture d'assurance et mise en place d'un programme spécial d'aide financière.

- Accords de principe avec le gouvernement fédéral permettant une contribution fédérale de 110,0 M\$ et l'adhésion du Québec au programme national canadien d'aide en cas de catastrophe liée au revenu agricole.
- Assistance financière spéciale offerte aux exploitations agricoles et aux entreprises agroalimentaires ayant subi des pertes à la suite du verglas de janvier 1998.
- Aide spéciale consentie par la Société de financement agricole aux productrices et producteurs ovins aux prises avec de graves difficultés financières à la suite de l'abattage massif d'animaux pouvant propager la tremblante du mouton.

## **LE CONTEXTE ET LES GRANDS ENJEUX**

Le plan stratégique 1999-2002 du Ministère et des organismes développe deux sections distinctes, à savoir l'une pour le secteur agricole et agroalimentaire et l'autre pour le secteur des pêches et de l'aquiculture. Il s'agit d'une planification complètement révisée qui tient compte des travaux de consultation en cours avec les intervenants des deux secteurs dans le cadre du suivi de la Conférence sur l'agriculture et l'agroalimentaire ainsi que dans le cadre du suivi du plan directeur du « Réseau pêches et aquiculture Québec ». Au cours de ces travaux, l'ensemble des partenaires ont eu l'occasion d'échanger sur les grands enjeux de développement de leur industrie, de partager un même diagnostic, d'identifier un certain nombre de problématiques à résoudre et d'exprimer une volonté commune de trouver les moyens de croître, de créer de l'emploi, de profiter de l'ouverture des marchés et de relever le défi du développement durable. Les enjeux sectoriels ci-après énoncés constituent la toile de fond sur laquelle les partenaires ont convenu d'échanger à l'intérieur de ces deux forums de concertation.

### **Le secteur agriculture et agroalimentaire**

- Ouverture des marchés et compétitivité.
- Agroenvironnement et cohabitation sur le territoire.
- Dynamisme régional et exploitation des potentiels.
- Adaptation de l'intervention publique.

### **Le secteur pêches et aquiculture commerciales**

- Gestion équitable et efficace de la ressource.
- Développement des marchés.
- Diversification des entreprises de pêche et de transformation.
- Développement de l'aquiculture.
- Concertation et partenariat d'affaires.

## **LES ORIENTATIONS STRATÉGIQUES**

Les orientations stratégiques ministérielles prennent largement en compte les objectifs et priorités qui se sont dégagés dans le cadre des deux forums de concertation.

### **Le secteur agriculture et agroalimentaire**

- Accroître la présence des produits québécois sur les marchés.
- Aider les entreprises à se préparer à un environnement plus concurrentiel.
- Favoriser le développement harmonieux et la promotion des activités et entreprises agricoles sur le territoire.
- Stimuler la mise en valeur des potentiels régionaux de l'agriculture et de l'agroalimentaire.
- Promouvoir l'excellence et le savoir-faire de l'industrie et de ses artisans.
- Affirmer les intérêts québécois sur la scène nationale et internationale.

### **Le secteur pêches et aquiculture commerciales**

- Assurer la viabilité des entreprises de pêche et de transformation dans un contexte de ressources limitées et partagées.
- Susciter et soutenir les initiatives nouvelles des entreprises de pêche et de transformation.
- Favoriser la consolidation et le développement de l'aquiculture.
- Améliorer la mise en marché des produits québécois.
- Promouvoir les intérêts du secteur des pêches et de l'aquiculture sur la scène québécoise, canadienne et internationale.

## **LE PLAN D'ÉVALUATION DE PROGRAMMES**

Au cours des deux prochaines années, les programmes qui feront l'objet d'une analyse et/ou d'une évaluation sont :

- Les assurances agricoles

Dans le cadre du consensus qui s'est dégagé lors de la Conférence sur l'agriculture et l'agroalimentaire québécois, tenue en mars 1998, une réforme de la politique d'intervention liée à la gestion du risque en agriculture est prévue.

— Le programme de remboursement de taxes foncières et de compensations

L'évaluation vise à mesurer l'impact et l'efficacité du programme et tiendra compte, s'il y a lieu, des recommandations qui doivent être présentées au printemps 1999 à la ministre des Affaires municipales et de la Métropole sur le nouveau pacte fiscal à la suite des audiences tenues à l'automne 1998 par la Commission nationale sur les finances et la fiscalité locales. Cette évaluation de programme devrait être complétée au cours de l'exercice financier 1999-2000.

— Les structures de services techniques

Une analyse de l'efficacité et de l'impact de l'aide accordée par le Ministère aux organisations suivantes sera réalisée :

- le Centre de développement du porc du Québec;
- le Conseil des productions végétales du Québec;
- le Conseil des productions animales du Québec;
- le programme d'analyse des troupeaux laitiers du Québec.

Par ailleurs, l'évaluation des programmes suivants sera également réalisée au cours de 1999-2000 :

- Le programme d'aide à l'investissement en agroenvironnement;
- Le programme cadre d'aide aux entreprises agroalimentaires en régions (certaines mesures);
- Le programme d'amélioration de la santé animale au Québec.

## LE PLAN BUDGÉTAIRE

### LE BUDGET DE DÉPENSES PAR PROGRAMMES

	1999-2000		1998-1999	
	BUDGET DE DÉPENSES	VARIATION	BUDGET DE DÉPENSES	DÉPENSE PROBABLE
	(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)
	(1)	(2)=(1)-(3)	(3)	(4)
1. Formation, recherche et développement technologique	30 925,4	665,6	30 259,8	30 204,9
2. Financement agricole	59 707,2	3 594,5	56 112,7	52 225,6
3. Aide aux entreprises agroalimentaires	160 121,8	13 924,3	146 197,5	144 471,5
4. Assurances agricoles	174 849,8	(22 570,7)	197 420,5	197 953,5
5. Appui réglementaire	37 768,4	393,8	37 374,6	36 762,4
6. Gestion interne et soutien	48 521,8	3 508,9	45 012,9	45 082,9
7. Développement des pêches et de l'aquiculture	17 439,6	2 826,4	14 613,2	14 481,0
<b>Total</b>	<b>529 334,0</b>	<b>2 342,8</b>	<b>526 991,2</b>	<b>521 181,8</b>
<b>Effectif (ETC) (excluant les fonds spéciaux)</b>	<b>2 776</b>	<b>—</b>	<b>2 776</b>	<b>—</b>

Le Ministère disposera en 1999-2000 d'un budget de dépenses de 529,3 M\$, ce qui représente une augmentation de 2,3 M\$ par rapport à l'exercice financier 1998-1999.

#### Programme 1 : Formation, recherche et développement technologique

Ce programme vise à développer une culture technologique dans les entreprises bioalimentaires, à rendre disponibles des services appropriés de formation et à assurer un développement durable du secteur bioalimentaire.

Ce programme se compose des activités suivantes :	<b>M\$</b>
– Activités d'enseignement du niveau collégial offertes par les instituts de technologie agricole et alimentaire	17,1
– Activités de recherche et de développement technologique	13,8

La variation du budget de dépenses de 0,7 M\$ s'explique principalement par un ajustement des ressources octroyées aux instituts de technologie agroalimentaire en vue notamment de répondre à l'accroissement de la clientèle.

## Programme 2 : Financement agricole

Ce programme, administré par la Société de financement agricole, vise à rendre le financement accessible à l'ensemble des entreprises agricoles pour favoriser l'investissement dans une perspective de développement économique régional et à soutenir financièrement la formation de la relève agricole.

Ce programme se compose des activités suivantes :	M\$
– Contribution au paiement des intérêts afin de diminuer l'impact des fluctuations de taux d'intérêt et de favoriser la sécurité financière des entreprises spécialisées	19,8
– Gestion interne et soutien	18,4
– Contribution au Fonds d'assurance-prêts agricoles et forestiers permettant de garantir le financement consenti	12,5
– Aide à l'établissement agricole sous forme d'une subvention de capital selon le niveau de formation des exploitants	9,0

L'anticipation d'une faible croissance des taux d'intérêt et une augmentation de la contribution au Fonds d'assurance-prêts agricoles et forestiers en raison de la croissance des prêts accordés en 1998-1999 produisent une croissance nette de 3,6 M\$.

## Programme 3 : Aide aux entreprises agroalimentaires

Ce programme vise à soutenir les entreprises agricoles et à supporter le milieu socio-économique et la mise en valeur des ressources biophysiques, à promouvoir le développement des marchés internes et externes et à contribuer à l'orientation et à la pérennité de l'agriculture de chaque région du Québec.

Ce programme se compose des activités suivantes :	M\$
– Remboursement partiel des taxes municipales et scolaires aux producteurs et productrices agricoles	49,8
– Programme d'aide à l'investissement en agroenvironnement	35,9
– Services professionnels et techniques offerts par le Ministère aux exploitations agricoles	33,3
– Aide financière aux entreprises agroalimentaires pour la mise en valeur des productions et la conservation des ressources agricoles	18,1
– Programme d'amélioration de la santé animale du Québec	11,2
– Aide financière aux entreprises de transformation et de commercialisation	7,1
– Support professionnel offert aux entreprises agroalimentaires	3,2
– Programme d'analyse des troupeaux laitiers	1,5

La variation du budget de dépenses de 13,9 M\$ s'explique principalement par les engagements pris lors du Discours sur le budget de l'exercice financier 1998-1999 à l'égard du Programme d'aide à



l'investissement en agroenvironnement (PAIA), par la constitution d'un Fonds de développement des exportations de produits agricoles et agroalimentaires, par l'augmentation du budget de dépenses du programme d'amélioration de la santé animale du Québec et par divers réaménagements.

#### **Programme 4 : Assurances agricoles**

Ce programme, administré par la Régie des assurances agricoles du Québec, vise à assurer la stabilité financière des entreprises agricoles en contrant les pertes significatives de revenus attribuables à des bas prix ou à des phénomènes naturels incontrôlables.

Ce programme se compose des activités suivantes :	M\$
– Assurance-stabilisation : contribution au Fonds d'assurance-stabilisation constitué pour permettre le maintien du revenu des producteurs agricoles affectés par les baisses de prix	130,7
– Assurance-récolte : contribution au Fonds d'assurance-récolte constitué en vue d'assurer le paiement des indemnités visant à amoindrir l'effet des pertes de récoltes, partielles ou totales, attribuables aux facteurs climatiques, aux maladies et insectes incontrôlables ou aux animaux sauvages	23,0
– Gestion interne et soutien	20,2
– Programmes nationaux : ententes nationales de soutien à la stabilisation des prix visant à contrer les pertes éventuelles de revenus des entreprises agricoles	1,0

La diminution du budget de dépenses de 22,6 M\$ s'explique principalement par la révision de la base de référence de la planification budgétaire pour les régimes de productions végétales de l'assurance-stabilisation et par l'apport additionnel de fonds du gouvernement fédéral en matière de sécurité du revenu.

#### **Programme 5 : Appui réglementaire**

Ce programme vise à améliorer les compétences des entreprises en matière de gestion de la qualité des produits bioalimentaires, à favoriser la mise en marché efficace des produits agricoles et alimentaires et à préserver la vocation des sols arables.

Ce programme se compose des activités suivantes :	M\$
– Contrôle de la qualité des produits réalisé par le Ministère et les municipalités	27,5
– Opérations de la Commission de protection du territoire agricole du Québec chargée d'administrer la Loi sur la protection du territoire agricole (L.R.Q., c. P-41.1)	7,3
– Coordination de la mise en marché des produits réalisée par la Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec	3,0

Le budget de ce programme enregistre une faible hausse de 0,4 M\$.

### Programme 6 : Gestion interne et soutien

Ce programme vise à orienter les interventions et les politiques du secteur bioalimentaire ainsi qu'à soutenir les directions générales du Ministère en regard des services à la gestion.

Ce programme se compose des activités suivantes :	M\$
– Services à la gestion dispensés aux unités administratives du Ministère	41,6
– Études économiques	4,6
– Direction du Ministère	2,3

L'augmentation du budget de dépenses de 3,5 M\$ résulte principalement de l'ajout de l'amortissement des dépenses d'immobilisations des années antérieures et du financement de divers besoins prioritaires du Ministère reliés à la masse salariale et aux technologies de l'information.

### Programme 7 : Développement des pêches et de l'aquiculture

Ce programme vise à soutenir l'adaptation de l'industrie des pêches commerciales et de l'aquiculture au contexte de la globalisation des marchés et d'un développement durable et à assurer une plus grande autonomie et une viabilité économique du secteur.

Ce programme se compose des activités suivantes :	M\$
– Exploitation et transformation de la ressource	11,7
– Planification et recherche	5,7

L'augmentation de 2,8 M\$ résulte d'un ajout au budget de transfert pour encourager les initiatives qui permettent de diversifier l'exploitation des ressources halieutiques.

### LE BUDGET D'INVESTISSEMENTS

	1999-2000 (000 \$)	1998-1999 (000 \$)
Immobilisations	4 785,2	3 942,4
Prêts, Placements et Avances	—	—

L'augmentation du budget d'investissement de 0,8 M\$ s'explique principalement par des mises à niveau d'équipements informatiques, par divers projets prioritaires de maintien d'actifs reliés aux immeubles du Ministère et par la mise en place d'un nouveau système téléphonique plus performant et à moindre coût.

## LES INDICATEURS

Au cours de l'année 1999-2000, le Ministère entend suivre les indicateurs suivants :

- Suivi des objectifs de croissance issus de la Conférence sur l'agriculture et l'agroalimentaire québécois;
- Évolution des entreprises bioalimentaires québécoises participant aux activités du Ministère sur le développement des marchés;
- Évolution de la proportion des entreprises bioalimentaires soumises à un permis d'inspection du Québec qui maîtrisent les risques associés à la qualité et à l'innocuité des aliments;
- Évolution du nombre de filières agroalimentaires ayant adopté un plan de développement de leur secteur sur la base d'objectifs de croissance;
- Évolution du nombre de projets financés par le Programme d'appui à la concertation qui découlent des plans de développement des filières;
- Évolution du nombre de diplômés des Instituts de technologie agroalimentaire embauchés par les entreprises agricoles, de services et de transformation;
- Évolution du niveau de formation de la relève agricole;
- Évolution de l'effort de recherche et de développement, public et privé, dans le secteur bioalimentaire au Québec;
- Évolution du nombre d'entreprises rejointes par les programmes et activités du Ministère sur le transfert de technologies ciblées;
- Évolution des investissements réalisés dans le secteur agricole à la suite des prêts garantis par la Société de financement agricole;
- Évolution des indemnités ou compensations versées par les programmes d'assurances agricoles;
- Évolution du volume des demandes adressées à la Commission de protection du territoire agricole visant l'exclusion de la zone agricole ou l'implantation d'un usage à des fins non agricoles en territoire agricole;
- Évolution du nombre d'entreprises agricoles ayant adopté des pratiques respectueuses de l'environnement;
- Évolution du nombre de régions administratives qui disposent d'une table de concertation ou d'une corporation de développement du bioalimentaire en région;
- Évolution du nombre de régions administratives qui ont adopté un plan régional de développement du bioalimentaire;
- Évolution de l'emploi et de l'investissement générés par les projets appuyés par les programmes du Ministère;
- Évolution de la quote-part de la ressource halieutique attribuée au Québec.



## **CONSEIL DU TRÉSOR, ADMINISTRATION ET FONCTION PUBLIQUE**

### **LE CONSEIL DU TRÉSOR ET LES FONCTIONS GOUVERNEMENTALES (PROGRAMMES 1 ET 2)**

#### **LA MISSION**

À titre de chef de file en matière de gestion des ressources humaines, financières, matérielles et informationnelles, la mission principale du Secrétariat du Conseil du trésor consiste à :

- Assister le Conseil du trésor dans son rôle de conseiller du gouvernement ainsi que dans l'exercice des pouvoirs qui lui sont délégués en matière d'allocation des ressources et de gestion des ressources humaines;
- Élaborer, mettre en œuvre et assurer l'évolution et l'adaptation des politiques de gestion des différentes ressources;
- Accompagner les ministères et les organismes publics dans leurs démarches de renouvellement;
- Offrir des conseils et services pertinents et de qualité à l'ensemble des ministères et des organismes des secteurs public, de la santé et des services sociaux, de l'éducation et du monde municipal.

#### **LE SUIVI DU PLAN DE GESTION DES DÉPENSES 1998-1999**

##### **L'élimination du déficit**

Le processus de préparation du budget de dépenses 1999-2000 est axé sur le respect de l'enveloppe de dépenses afin d'atteindre l'équilibre budgétaire. Les choix budgétaires des ministères ont été précisés lors de la révision des plans ministériels de gestion des dépenses, lesquels doivent dorénavant inclure le plan d'évaluation de programmes.

De façon à assurer le respect des enveloppes budgétaires des ministères au cours de l'exercice 1998-1999, un suivi rigoureux de l'évolution des dépenses de programmes ainsi que des dossiers présentant des risques de dépassements significatifs a été réalisé. Enfin, la mise en œuvre de la réforme comptable en regard des opérations de prévision et de suivi budgétaire a été réalisée.

##### **La mutation du cadre de gestion gouvernementale**

Plusieurs dossiers d'envergure ont été réalisés à ce chapitre en 1998-1999. La révision des fonctions « contrôle » et « vérification » au sein du gouvernement a fait l'objet d'un groupe de travail interministériel dont le rapport final a été étudié par les membres de la Commission de l'administration publique en septembre 1998.

En matière de gestion des ressources humaines, les principales réalisations concernant l'adoption d'une nouvelle directive sur la classification des emplois de la fonction publique, la modification du règlement sur la tenue de concours, l'adoption du programme *Stages pour nouveaux diplômés*, qui a permis l'embauche de 261 stagiaires, et l'élimination des autorisations pour combler les emplois dans les classes où il n'y a personne en disponibilité.

En matière de contrats, un important projet de refonte de la réglementation gouvernementale a fait l'objet d'une consultation auprès des ministères, organismes et intervenants concernés. L'entrée en vigueur de ce règlement est prévue pour l'été 1999.

### **Les conventions collectives et l'organisation du travail**

Un nouveau cadre de référence précisant les matières d'intérêt gouvernemental et le niveau où elles sont négociées a été adopté, et ce, dans le but de laisser une plus grande autonomie aux partenaires patronaux des différents secteurs. Les mécanismes de consultation avec les associations de cadres des secteurs public et parapublic ont été redéfinis et améliorés.

Les travaux relatifs à l'élaboration de la politique salariale du gouvernement et au dossier de l'équité salariale des enseignants ont été complétés. À titre d'employeur de l'ensemble des employés de l'État, le Conseil du trésor a déposé à la Commission de l'équité salariale, le 20 novembre 1998, son rapport portant sur le programme gouvernemental de relativité salariale.

Dans le secteur de la fonction publique, plusieurs mesures ont été adoptées dans le but de résorber de façon définitive la situation des personnes en disponibilité. Compte tenu du succès de ces mesures, le Secrétariat du Conseil du trésor a modifié le processus de gestion du personnel en disponibilité et a procédé à la fermeture des centres Carrefour Transit. Rappelons que ces centres de redéploiement du personnel ont permis, du 1<sup>er</sup> avril 1993 au 12 février 1999, de régulariser la situation de 1 701 personnes en disponibilité et de 835 autres pendant leur période de préavis de mise en disponibilité. Une reprise de la mobilité et de la dotation d'emploi est par ailleurs constatée.

### **La modernisation de l'appareil gouvernemental par le recours aux nouvelles technologies de l'information et des communications**

Le Comité de coordination de l'infrastructure gouvernementale a poursuivi ses travaux en vue d'assurer l'implantation des mesures prévues à la Politique québécoise de l'autoroute de l'information visant à rapprocher l'État du citoyen et des entreprises.

Par ailleurs, le projet de gestion intégrée des ressources humaines, financières et matérielles, le projet GIRES, a franchi l'étape du lancement d'un appel d'offres public de propositions avec prix.

### **L'optimisation des ressources**

L'offre de services communs dans les différents secteurs des services gouvernementaux a permis la réalisation d'économies importantes en 1998-1999. Ces économies découlent principalement de la consolidation des centres de traitement informatique, de la déréglementation dans le domaine de la téléphonie et de l'ajout d'équipement numérique dans le secteur de la reprographie.

Le Bureau de coordination gouvernementale – an 2000 assure le suivi du passage à l'an 2000 pour l'ensemble des ministères, organismes et sociétés d'État, ainsi que pour les réseaux de la santé et des services sociaux, de l'éducation et des organisations municipales, en collaboration avec les ministères concernés. En 1998-1999, il a procédé à des collectes régulières de données auprès de ces intervenants et à leur analyse et il en a fait rapport aux autorités gouvernementales.

Enfin, les différents gouvernements des provinces se sont entendus pour inclure dans l'Accord sur le commerce intérieur les marchés des grands réseaux parapublics. Cette ouverture de marchés entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 1999. Il a également été convenu du principe d'inclusion des marchés de la plupart des sociétés ou entreprises d'État placées en liste d'exclusion ou de non-intervention dans l'accord actuel. Il reste à déterminer le moment de mise en vigueur de l'élargissement, vraisemblablement en l'an 2000.

## **LE CONTEXTE ET LES GRANDS ENJEUX**

La réforme de la gestion gouvernementale, la poursuite des objectifs budgétaires gouvernementaux, le renouvellement des conventions collectives dans les secteurs public et parapublic, l'évolution rapide des technologies de l'information, le dossier de l'an 2000 ainsi que la qualité des services offerts aux ministères et organismes gouvernementaux sont les principaux éléments du contexte dans lequel s'inscriront les actions du Conseil du trésor au cours des prochaines années.

### **La réforme de la gestion gouvernementale**

Le renouvellement du cadre de gestion gouvernementale vise à faire passer l'actuel modèle de gestion basé sur les processus et les contrôles à un modèle centré sur la responsabilisation et les résultats. Cet important virage amènera de nombreux allègements en matière de gestion des ressources humaines, financières, matérielles et informationnelles; il impliquera également l'introduction d'une budgétisation axée sur la définition d'objectifs et la mesure des résultats, ainsi que la mise en place de mécanismes de gestion et de reddition de comptes. Enfin, la mise en œuvre de ces différentes initiatives nécessitera l'adaptation de l'actuel cadre législatif à ce nouveau contexte.

### **Les objectifs budgétaires**

L'atteinte de l'équilibre budgétaire au cours de la prochaine année, conformément à la Loi sur l'élimination du déficit et l'équilibre budgétaire (L.R.Q., c. E-4.01), et son maintien dans les années subséquentes constituent deux des principaux enjeux auxquels sera confronté le Conseil du trésor dans les années à venir. De nouveaux éléments doivent être pris en considération avec la réforme comptable annoncée dans le Discours sur le budget 1998-1999.

### **Le renouvellement des conventions collectives**

Le renouvellement des conventions collectives constitue un enjeu majeur pour le gouvernement. Rappelons que la rémunération représente plus de la moitié des dépenses de programmes et que cet exercice touche plus de 400 000 salariés. Par ailleurs, compte tenu de l'ampleur du programme mis de l'avant par le gouvernement en collaboration avec différents syndicats, de l'effectif touché et de la

complexité du sujet, la reconnaissance du programme gouvernemental de relativité salariale par la Commission de l'équité salariale constitue également un enjeu majeur auquel aura à faire face le Conseil du trésor au cours de la prochaine année.

La préservation des acquis dans la réduction des coûts de main-d'œuvre, le succès des grandes réformes engagées dans les secteurs, la continuité de la politique gouvernementale en matière de rémunération ainsi que le maintien de la paix sociale constitueront les principaux défis à relever dans ces dossiers.

### **Les technologies de l'information**

Une des principales responsabilités du Conseil du trésor en matière de technologies de l'information est d'assurer le leadership, la coordination et la définition des orientations touchant l'infrastructure gouvernementale et les ressources informationnelles.

Le déploiement de l'infrastructure gouvernementale est en effet un facteur incontournable pour supporter la modernisation de l'État. Il faut donc s'assurer que les changements s'opèrent de façon optimale au sein de l'appareil gouvernemental, protègent les investissements consentis en matière de technologies de l'information et permettent au personnel de s'adapter à cette profonde mutation.

### **Le dossier de l'an 2000**

Le Conseil du trésor opère un suivi constant des travaux d'adaptation à l'an 2000 réalisés par les ministères et les organismes gouvernementaux, par les sociétés d'État, par les réseaux de l'éducation, de la santé et des services sociaux et par les municipalités du Québec.

### **Les services gouvernementaux**

Les services gouvernementaux concourent à l'adoption d'un nouveau cadre de gestion axé sur l'amélioration constante des modes de prestation et d'administration des services publics. Ils se préoccupent également du développement économique et social en participant à développer des partenariats novateurs axés sur le changement.

### **L'adaptation de la fonction publique**

Le contexte dans lequel évolue la fonction publique influencera de façon importante les ressources humaines tant au regard de leur gestion, de l'adaptation de leurs compétences que de leur nécessaire mobilité. Cela commande une accentuation des efforts gouvernementaux visant l'adaptation des compétences des personnes en place et une attention particulière au comblement des besoins des ministères et organismes afin de favoriser l'apport d'expertises nouvelles.



## LES ORIENTATIONS STRATÉGIQUES

Les enjeux définis plus haut amènent le Secrétariat du Conseil du trésor à poursuivre les orientations stratégiques qui suivent ainsi que les objectifs qui en découlent. Le suivi d'indicateurs permettra d'évaluer le niveau d'avancement.

**Orientation 1 :** Moderniser la gestion gouvernementale de manière à mettre l'accent sur la planification stratégique, une plus grande flexibilité de gestion et le renforcement de la reddition de comptes. Les objectifs poursuivis sont de :

- Réviser le cadre légal de la gestion gouvernementale afin d'établir un cadre de gestion des ressources humaines, financières, matérielles et informationnelles qui soit centré sur la qualité des services à la population tout en visant l'utilisation optimale des ressources;
- Favoriser le renouvellement de l'expertise de la fonction publique et la mobilité du personnel;
- Poursuivre la révision de la réglementation dans une perspective d'allègement et de flexibilité, notamment en matière contractuelle et en matière de classification des emplois dans la fonction publique.

**Orientation 2 :** Contribuer au maintien de l'équilibre budgétaire en veillant à l'atteinte des objectifs de dépenses dans le cadre d'une budgétisation axée sur les résultats et la responsabilisation des ministères. Les objectifs poursuivis sont de :

- Respecter l'objectif de dépenses établi lors du Discours sur le budget;
- Intégrer la fonction évaluation de programmes dans le cycle budgétaire;
- Inclure dans le suivi budgétaire les organismes compris dans le nouveau périmètre comptable du gouvernement.

**Orientation 3 :** Coordonner et assurer le suivi des démarches de consultation, de concertation ou de négociation avec les partenaires patronaux et syndicaux, ainsi qu'avec les associations de cadres, pour atteindre les objectifs gouvernementaux de redressement des finances publiques et de poursuite des grandes réformes, et ce, à la satisfaction des parties et des citoyens. Les objectifs poursuivis sont de :

- Renouveler les conventions collectives et les ententes;
- Faire reconnaître le programme gouvernemental de relativité salariale conformément à la Loi sur l'équité salariale (L.R.Q., c. E-12.001).

**Orientation 4 :** Promouvoir et assurer le déploiement cohérent des inforoutes en vue d'améliorer la qualité et l'efficacité des services publics et de soutenir les efforts de modernisation de l'administration publique et le développement socio-économique et culturel du Québec. Les objectifs poursuivis sont de :

- Compléter la mise en place et le renouvellement des infrastructures et services communs nécessaires au déploiement de l'inforoute gouvernementale;
- Assurer la gestion sécuritaire et confidentielle des actifs informationnels des ministères et organismes;
- Réaliser un projet gouvernemental d'intégration de la gestion des informations relatives aux ressources humaines, financières et matérielles (GIREs).

**Orientation 5 :** Proposer et appuyer la mise en œuvre de moyens pour optimiser l'utilisation de l'ensemble des ressources à l'échelle gouvernementale et ainsi réaliser des économies, générer des gains de productivité au regard de l'efficacité des processus de travail et améliorer les services à la clientèle. Les objectifs poursuivis sont de :

- Poursuivre la réalisation et la recherche d'économies au sein de l'appareil gouvernemental par l'offre de services communs dans les divers secteurs;
- Offrir des services relatifs aux régimes collectifs d'avantages sociaux, notamment en matière de régimes de retraite et d'assurances, à l'ensemble des secteurs public et parapublic et des organismes gouvernementaux;
- Assurer la coordination, le suivi, l'évaluation continue ainsi que le rapport aux autorités gouvernementales sur l'avancement des travaux dans le cadre de l'opération an 2000;
- Élargir l'Accord sur le commerce extérieur et effectuer une percée en matière d'ouverture des marchés avec l'État de New York.

**Orientation 6 :** Développer des partenariats novateurs axés sur les projets de changements, entre autres en mettant à profit les expertises variées, les infrastructures et les services communs. Les objectifs poursuivis sont de :

- Poursuivre les études en partenariat avec Hydro-Québec et la Sûreté du Québec en vue de moderniser les réseaux de radiocommunications gouvernementaux;
- Poursuivre l'assistance conseil auprès du ministère de la Santé et des Services sociaux pour la mise en œuvre et l'implantation d'une inforoute sociosanitaire;
- Exporter de l'expertise relative au combat des feux de forêt à l'extérieur du Canada;
- Développer et promouvoir le concept de partenariat avec le secteur privé pour la réalisation de projets gouvernementaux.

## **LA COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE (PROGRAMME 3)**

### **LA MISSION**

La Commission de la fonction publique est un organisme constitué en vertu de la Loi sur la fonction publique (L.R.Q., c. F-3.1.1), dont les membres sont nommés par l'Assemblée nationale, et qui a pour mission de contribuer à assurer, au sein de la fonction publique, une gestion des ressources humaines dans le plein respect des principes de la loi. Elle exerce, en matière de gestion des ressources humaines, les pouvoirs et devoirs que la loi lui confère et qui portent principalement sur des droits accordés à des fonctionnaires, des personnes qui aspirent à le devenir ou qui peuvent le redevenir et sur l'exercice, par les ministères et organismes, de leurs responsabilités dans les situations concernées.

La Commission est un tribunal administratif qui entend les appels des fonctionnaires en matière de mesures administratives et disciplinaires, lorsque la juridiction n'en est pas attribuée à une autre instance par une convention collective (art. 33) et les appels des candidats à des concours de promotion relativement à leur participation à ces concours (art. 35). De plus, la Commission assure le fonctionnement des comités d'appel en matière de conditions de travail des fonctionnaires non-syndiqués prévus par l'article 127 de la loi.

La Commission est aussi un organisme d'enquête et de vérification qui exerce ces rôles tant à l'égard du système de recrutement et de promotion des fonctionnaires que du caractère équitable et impartial des décisions prises en vertu de la Loi sur la fonction publique et qui affectent les fonctionnaires; elle dispose sur ces questions, d'un pouvoir spécifique de recommandation aux autorités compétentes et d'un droit formel de faire rapport à l'Assemblée nationale.

### **LE SUIVI DU PLAN DE GESTION DE DÉPENSES 1998-1999**

La réalisation de la mission de la Commission en 1998-1999 a donné lieu notamment à la tenue d'audiences, à des médiations, à des études, à des enquêtes, à des vérifications sur divers aspects de la gestion des ressources humaines dans des ministères et organismes, à une évaluation de son service à la clientèle et à la révision de son plan d'organisation.

### **LE CONTEXTE ET LES GRANDS ENJEUX**

La Commission entend engager une réflexion particulière au cours de l'année 1999-2000 en regard du contexte dans lequel doit évoluer la fonction publique au tournant de l'an 2000 et revoir ses valeurs et orientations à la lumière de cette réflexion. Les préoccupations de rajeunissement de la fonction publique et les implications en matière de dotation des emplois seront parmi les sujets de réflexion; de même, le seront aussi, l'allègement du cadre normatif en matière de gestion des ressources humaines et la reddition de comptes dans la fonction publique.

## LES ORIENTATIONS STRATÉGIQUES

La Commission s'est donné les orientations stratégiques suivantes pour l'année 1999-2000 :

- Revoir ses interventions à la lumière du contexte de changement dans lequel évolue la fonction publique;
- Réexaminer la façon d'exercer son rôle à l'égard de ses clientèles et prendre les dispositions pour améliorer encore la qualité de ses services;
- Améliorer ses outils de mesure et d'évaluation de ses activités et placer la planification et l'analyse des résultats au centre de ses préoccupations en matière de gestion;
- Réévaluer ses besoins en termes d'effectif et de budget, en fonction de ses responsabilités et des exigences inhérentes aux droits et recours accordés aux fonctionnaires par la loi.

## LE PLAN D'ÉVALUATION DE PROGRAMMES

### LE CONSEIL DU TRÉSOR ET LES FONCTIONS GOUVERNEMENTALES (PROGRAMMES 1 ET 2)

Pour l'exercice 1999-2000, le Secrétariat du Conseil du trésor procédera à l'évaluation des programmes suivants :

- Développement de l'employabilité à l'intention des personnes handicapées

L'objectif de l'évaluation est d'optimiser ce programme qui permet à environ 50 personnes de réaliser des stages de 18 mois dans la fonction publique;

- Gestion de la téléphonie locale

L'objectif de l'évaluation est de mesurer les économies générées au plan gouvernemental;

- Consolidation des centres de traitement informatique du gouvernement

L'objectif de l'évaluation est de mesurer les bénéfices résultant de la consolidation des centres de traitement;

- Regroupements d'achats à la Direction générale des acquisitions

L'objectif de l'évaluation est de mesurer les économies générées en 1999-2000 par les divers regroupements d'achats en biens et services;

- Formation du personnel de l'organisation

L'objectif de l'évaluation est de s'assurer que la politique sur le développement des ressources humaines est en conformité avec les orientations ministérielles prévues au plan stratégique.

## LA COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE (PROGRAMME 3)

Pour l'exercice 1999-2000, la Commission poursuivra l'évaluation continue de l'efficacité et de l'efficacité des programmes liés aux appels, aux enquêtes, aux études et avis, et à la formation et renseignements. De plus, la Commission établit annuellement un programme de vérification qui assure de façon périodique le contrôle de certains aspects des mouvements de personnel dans les ministères et organismes à raison d'un nombre minimum par année. Par ailleurs, une évaluation du service à la clientèle est actuellement en cours. Un sondage a été effectué au cours des derniers mois et une analyse détaillée des résultats qui, réalisée d'ici la fin de l'automne 1999, permettra d'identifier des éléments sur lesquels la Commission fera porter ses actions.

Enfin, le nouveau plan d'organisation, dont devrait être dotée la Commission au début de l'exercice 1999-2000, attribuera de façon spécifique la responsabilité de l'évaluation de ses programmes à l'une des unités administratives.

## LE PLAN BUDGÉTAIRE

### LE BUDGET DE DÉPENSES PAR PROGRAMMES

	1999-2000		1998-1999	
	BUDGET DE DÉPENSES	VARIATION	BUDGET DE DÉPENSES	DÉPENSE PROBABLE
	(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)
	(1)	(2)=(1)-(3)	(3)	(4)
1. Conseil du trésor	59 758,6	3 045,6	56 713,0	48 942,0
2. Fonctions gouvernementales	96 825,9	(22 117,6)	118 943,5	83 096,2
3. Commission de la fonction publique	2 247,0	(3,6)	2 250,6	2 174,1
4. Régimes de retraite et d'assurances	177 121,5	1 987,7	175 133,8	176 867,5
5. Fonds de suppléance	163 823,9	(92 868,8)	256 692,7	89 289,7
<b>Total</b>	<b>499 776,9</b>	<b>(109 956,7)</b>	<b>609 733,6</b>	<b>400 369,5</b>
<b>Effectif (ETC) (excluant les fonds spéciaux)</b>	<b>1 157</b>	<b>253</b>	<b>904</b>	<b>—</b>

Note : Le programme 5 contient une provision qui permet des transferts de crédits à d'autres programmes et les dépenses qui y sont comptabilisées en 1998-1999 comprennent de tels virements; ceux effectués à partir du programme *Fonds de suppléance* s'élèvent à 82,5 M\$.

**Programme 1 : Conseil du trésor**

Ce programme regroupe les dépenses visant à établir des politiques générales de gestion des ressources humaines, à assurer l'encadrement normatif et réglementaire concernant l'acquisition des biens et services, à assurer la mise en œuvre de l'autoroute de l'information, à déterminer l'allocation des ressources humaines, financières, matérielles et informationnelles conformément aux priorités du gouvernement et à veiller à ce que les ministères et les organismes les utilisent efficacement dans l'exécution de leurs programmes. On y retrouve également les dépenses visant à fournir divers services aux ministères et organismes.

De 1998-1999 à 1999-2000, le budget de ce programme augmente de 3,0 M\$ pour supporter la mise en œuvre des inforoutes.

**Programme 2 : Fonctions gouvernementales**

Ce programme regroupe les dépenses reliées aux fonctions centrales se rapportant au développement de l'employabilité, de même qu'à la coordination et au soutien à la gestion des ressources, particulièrement les ressources humaines. Ce programme pourvoit également au financement des programmes de reconstruction des régions sinistrées suite au verglas de janvier 1998 et aux pluies diluviennes survenues en juillet 1996. On y retrouve aussi la provision permettant d'appuyer la réalisation de projets visant la mise en œuvre de l'autoroute de l'information.

Les dépenses de ce programme totaliseront 96,8 M\$ en 1999-2000, soit une diminution de 22,1 M\$ par rapport aux dépenses 1998-1999. Cet écart provient principalement de la réforme comptable qui a eu pour effet de supprimer les dépenses liées au financement des mesures facilitant les départs à la retraite, pour lesquelles le Secrétariat du Conseil du trésor disposait de 33,6 M\$ en 1998-1999. En contrepartie, les dépenses relatives au *Programme de développement de l'employabilité pour les nouveaux diplômés* augmentent de 7,2 M\$, afin d'assurer la poursuite de ce programme amorcé en 1998-1999 et de pourvoir à l'engagement de 215 nouveaux stagiaires dès septembre 1999. Les mesures mises de l'avant ont permis de réallouer une somme de 2,1 M\$ pour ce programme, cela, à même les montants initialement prévus pour la coordination et le soutien à la gestion des ressources.

Les dépenses du Fonds relatif à la tempête de verglas s'établissent à 9,9 M\$ alors que les dépenses du Fonds d'assistance financière pour certaines régions sinistrées diminuent de 5,7 M\$. Pour leur part, les sommes prévues pour supporter les initiatives ministérielles de mise en œuvre de l'autoroute de l'information au Québec augmentent de 2,8 M\$.

**Programme 3 : Commission de la fonction publique**

Ce programme regroupe les dépenses de la Commission de la fonction publique qui a pour mandat de statuer sur les recours exercés par les membres du personnel de la fonction publique, de vérifier le caractère impartial et équitable des décisions les affectant, de même que l'observation de la loi et des règlements relativement au système de recrutement et de promotion. Il vise également à donner des avis au Conseil du trésor lorsque celui-ci décide de soustraire un emploi ou une catégorie d'emploi aux dispositions de la Loi sur la fonction publique.

#### Programme 4 : Régimes de retraite et d'assurances

Ce programme regroupe des dépenses de 172,8 M\$ pour les régimes de retraite et 4,3 M\$ pour les assurances collectives des employés de la fonction publique. Les dépenses du Régime de retraite des enseignants (RRE) et du Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) attribuables aux réseaux de l'éducation et de la santé et des services sociaux se retrouvent aux ministères concernés. Les dépenses prévues en 1999-2000 pour ce programme reflètent les résultats des évaluations actuarielles déposées par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances à l'automne 1998 et sont relativement stables par rapport à celles de l'exercice financier 1998-1999.

#### Programme 5 : Fonds de suppléance

Ce programme vise, d'une part, à pourvoir aux dépenses imprévues qui peuvent survenir dans la gestion des programmes gouvernementaux et, d'autre part, à provisionner, le cas échéant, les augmentations salariales. Le total des dépenses affectées à ce programme en 1999-2000 s'élève à 163,8 M\$. Ces dépenses comprennent :

- Une provision générale de 100,0 M\$ pour faire face aux imprévus qui pourraient survenir au cours de l'exercice 1999-2000;
- Une provision de 63,8 M\$ qui correspond, pour le secteur de la Fonction publique, aux offres salariales rendues publiques le 10 mars 1999. Soulignons que les coûts relatifs aux offres salariales applicables au personnel des réseaux se retrouvent dans les budgets de dépenses du ministère de l'Éducation et du ministère de la Santé et des Services sociaux.

Il importe de noter que la variation de dépenses apparaissant à ce programme ne comporte pas de signification particulière, puisque les sommes qui y apparaissent en 1998-1999 sont affectées par les divers virements de crédits qui ont été effectués au cours du dernier exercice.

#### LE BUDGET D'INVESTISSEMENTS

	1999-2000 (000 \$)	1998-1999 (000 \$)
Immobilisations	13,5	13,5
Prêts, Placements et Avances	400 011,0	300 011,0

Le programme « Fonds de suppléance » du Conseil du trésor comporte une provision de 400,0 M\$ au titre de la supercatégorie « Prêts, Placements et Avances ». Elle a pour but de pourvoir à des besoins de liquidités temporaires des ministères et organismes, à la condition que les sommes ainsi ajoutées soient remboursées à même leur enveloppe de crédits avant la fin de l'exercice. Cette provision n'a pas pour effet de modifier la prévision de dépenses.

## LES FONDS SPÉCIAUX

### LE FONDS DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION DU CONSEIL DU TRÉSOR

	PRÉVISIONS 1999-2000 (000 \$)	PROBABLES 1998-1999 (000 \$)
Revenus	1 520,0	1 286,1
Dépenses	1 520,0	1 286,1
Excédent (Déficit)	—	—
Investissement	1 650,0	970,0
Effectif (ETC)	—	—

Les investissements prévus visent principalement la mise à niveau récurrente des composantes du parc d'équipements du Conseil du trésor et le développement de GIREs (Gestion intégrée des ressources). Les revenus du Fonds proviennent du budget du Conseil du trésor.

### LE FONDS D'ASSISTANCE FINANCIÈRE POUR CERTAINES RÉGIONS SINISTRÉES

	PRÉVISIONS 1999-2000 (000 \$)	PROBABLES 1998-1999 (000 \$)
Revenus	27 700,0	87 100,0
Dépenses	27 700,0	87 100,0
Excédent (Déficit)	—	—
Investissement	—	—
Effectif (ETC)	—	—

Le Fonds d'assistance financière pour certaines régions sinistrées vise à centraliser l'ensemble des coûts reliés au sinistre causé par les pluies diluviennes survenues en juillet 1996. Il facilite la production, par le ministère de la Sécurité publique, des réclamations au gouvernement du Canada (20,4 M\$ en 1999-2000 et 68,1 M\$ en 1998-1999) pour la partie des coûts que ce dernier assume en vertu de son programme d'aide, lequel prévoit un remboursement pouvant atteindre 90 % des dépenses admissibles. En 1999-2000, les autres dépenses (7,3 M\$) sont imputées au Conseil du trésor.



Les dépenses comptabilisées au Fonds pour les deux premiers exercices financiers ont été de 193,5 M\$ en 1996-1997 et de 96,3 M\$ en 1997-1998. La diminution graduelle des dépenses résulte de la fin des programmes d'aide financière aux sinistrés et de l'avancement des travaux reliés à la reconstruction des zones sinistrées.

#### LE FONDS RELATIF À LA TEMPÊTE DE VERGLAS

	PRÉVISIONS 1999-2000 (000 \$)	PROBABLES 1998-1999 (000 \$)
Revenus	37 000,0	59 600,0
Dépenses	37 000,0	59 600,0
Excédent (Déficit)	—	—
Investissement	—	—
Effectif (ETC)	—	—

Le Fonds relatif à la tempête de verglas permet de rassembler les informations reliées à ce sinistre aux fins de la production des demandes d'avances et des réclamations de remboursements présentées au gouvernement fédéral par le ministère de la Sécurité publique pour la partie des coûts que ce dernier assume en vertu de son programme d'aide qui prévoit un remboursement pouvant atteindre 90 % des dépenses admissibles.

Les dépenses qui doivent être remboursées par le gouvernement fédéral sont comptabilisées dans un compte à fin déterminée. Ce compte permet le dépôt des sommes reçues et à recevoir du gouvernement du Canada en regard du sinistre.

L'affectation budgétaire provient en partie du ministère des Ressources naturelles (27,1 M\$ en 1999-2000 et 26,9 M\$ en 1998-1999) et représente l'engagement du gouvernement du Québec à verser annuellement à Hydro-Québec, sur une période de dix ans, une compensation pour le rétablissement du réseau. Les autres dépenses imputées au Fonds étaient inscrites au ministère de la Sécurité publique pour 1998-1999 (32,7 M\$) et sont dorénavant prévues au Conseil du trésor pour 1999-2000 (9,9 M\$).

Pour 1997-1998, le total des dépenses comptabilisées au Fonds a été de 673,8 M\$ dont 277,8 M\$ représente la part assumée par le gouvernement du Québec. La diminution progressive des dépenses découlant des programmes d'aide financière aux sinistrés explique la baisse graduelle du niveau des montants comptabilisés au Fonds.

**LE FONDS DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX**

	<b>PRÉVISIONS 1999-2000 (000 \$)</b>	<b>PROBABLES 1998-1999 (000 \$)</b>
Revenus	268 024,3	276 328,9
Dépenses	267 026,2	266 327,8
Excédent (Déficit)	998,1	10 001,1
Investissement	19 380,3	23 192,8
Effectif (ETC)	838	838

Le Fonds des services gouvernementaux est un fonds spécial ayant pour objet le financement de certains biens et services offerts aux ministères et organismes gouvernementaux en matière de services et d'équipements informatiques, d'entretien des équipements de bureautique, de télécommunications, de services de courrier, de services aériens, d'acquisitions de biens et de services, de fournitures et d'ameublement, de reprographie et de gestion des surplus.

Les prévisions de dépenses du Fonds s'élèvent à 267,0 M\$ en 1999-2000, en hausse de 0,7 M\$ par rapport à l'exercice précédent en raison de l'évolution de la demande des clientèles. Par ailleurs, les revenus prévus diminuent de 8,3 M\$ à la suite d'une révision à la baisse de la tarification et à la non-récurrence de revenus exceptionnels au Service aérien gouvernemental.

**LES INDICATEURS****LE CONSEIL DU TRÉSOR ET LES FONCTIONS GOUVERNEMENTALES (PROGRAMMES 1 ET 2)**

Afin de mieux cibler les objectifs d'amélioration de la performance de chacun de ses grands secteurs d'activité, le Secrétariat du Conseil du trésor s'est doté d'un tableau de bord de gestion qui lui permet d'effectuer un suivi de ses activités et des indicateurs de résultats.

Pour le secteur des politiques budgétaires et des programmes, le principal indicateur de résultats sera le respect de l'objectif de dépenses pour l'exercice 1999-2000. À cet indicateur principal, viendront s'en greffer d'autres comme l'évolution des dépenses gouvernementales en comparaison avec d'autres juridictions et les résultats des organismes consolidés compris dans le nouveau périmètre comptable du gouvernement.

Le secteur des marchés publics sera évalué sur la base du degré d'avancement des différents objectifs reliés, entre autres, au passage à l'an 2000, aux partenariats d'affaires public-privé, aux accords de libéralisation des marchés publics ainsi qu'à la refonte de la réglementation gouvernementale en matière de contrats.

Quant au secteur des relations de travail, le contrôle des coûts de main-d'œuvre et la gestion stratégique des régimes collectifs d'avantages sociaux seront fonction d'indicateurs reliés à l'évolution des dépenses de rémunération et de la production des évaluations des coûts selon les normes actuarielles et comptables applicables.

En ce qui concerne la gestion des ressources humaines dans la fonction publique, les indicateurs retenus ont trait au nombre d'interventions, de mesures et d'activités mises en œuvre au regard des priorités retenues au plan d'action sectoriel ainsi qu'à l'impact de telles activités.

En outre, pour le secteur de l'infrastructure gouvernementale et des ressources informationnelles, différents indicateurs mesureront l'état d'avancement des principaux chantiers de l'infrastructure gouvernementale.

Concernant le secteur des services gouvernementaux, l'évaluation visera le volet « financier », pour principalement évaluer le taux d'autofinancement des produits et services offerts et le taux de réduction tarifaire. Le volet « marché et clientèle » mesurera notamment les économies d'échelles générées au plan gouvernemental, le taux de pénétration des réseaux et le taux de satisfaction de la clientèle. Quant au volet « grands dossiers », il concernera plus spécifiquement le degré d'avancement du projet de l'an 2000 ainsi que l'évolution du volume d'affaires lié à la location d'avions citernes hors Canada. Enfin, le volet « opération » évaluera le degré d'efficacité et d'efficience de ses diverses opérations dans différents secteurs d'activité.

**LA COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE (PROGRAMME 3)**

Les indicateurs de la Commission sont identifiés en fonction des produits et services offerts à ses diverses clientèles.

PRODUITS ET SERVICES	CLIENTS	INDICATEURS
1. Solution des litiges émanant de l'exercice du droit d'appel conféré aux fonctionnaires en diverses matières. (Commission, comités d'appel et services de médiation)	<ul style="list-style-type: none"> <li>– Les fonctionnaires exerçant leur droit d'appel;</li> <li>– Les gestionnaires dont les décisions sont mises en cause;</li> <li>– Les autres intervenants dont les droits ou la situation sont susceptibles d'être affectés.</li> </ul>	<p>Nombre de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– dossiers ouverts et fermés;</li> <li>– dossiers portés au rôle d'audiences;</li> <li>– d'audiences;</li> <li>– jours d'audiences;</li> <li>– de décisions;</li> <li>– de médiations;</li> <li>– d'ententes suite aux médiations.</li> </ul> <p>Délais ou temps de traitement de l'ouverture du dossier jusqu'à l'expédition de la décision et pour chacune des étapes.</p>
2. Solution des litiges émanant des requêtes ou plaintes soumises en vertu de l'article 115 de la Loi sur la fonction publique.	<ul style="list-style-type: none"> <li>– Les citoyens ou les fonctionnaires se sentant lésés par une décision prise en vertu de la Loi sur la fonction publique;</li> <li>– Les gestionnaires dont les décisions sont mises en cause;</li> <li>– Les autres intervenants dont les droits ou la situation sont susceptibles d'être affectés.</li> </ul>	<p>Nombre de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– dossiers ouverts et fermés;</li> <li>– requêtes fondées ou non fondées;</li> <li>– recommandations formulées et suivies.</li> </ul> <p>Délais ou temps de traitement.</p>
3. Respect de la loi, de ses règlements et de ses directives en matière de recrutement et de promotion des fonctionnaires.	<ul style="list-style-type: none"> <li>– Les citoyens et les fonctionnaires candidats à une nomination;</li> <li>– Les gestionnaires impliqués dans les processus de nomination et de promotion des fonctionnaires.</li> </ul>	<p>Nombre de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– mandats et suivis de vérification complétés;</li> <li>– d'études ou d'analyses réalisées.</li> </ul> <p>Délais ou temps de traitement.</p>
4. Information sur l'application de la Loi sur la fonction publique, ses règlements, ses directives et ses politiques, ainsi que sur les recours qui en découlent.	<ul style="list-style-type: none"> <li>– Les citoyens et les fonctionnaires qui ont besoin de ces renseignements;</li> <li>– Les gestionnaires des ministères et des organismes du gouvernement;</li> <li>– L'Assemblée nationale.</li> </ul>	<p>Nombre de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– publications de documents (ex : décisions);</li> <li>– d'activités de formation ou information;</li> <li>– demandes de renseignements.</li> </ul>
5. Avis au Conseil du trésor en application de l'article 83 de la Loi sur la fonction publique et autres avis.	<ul style="list-style-type: none"> <li>– Le Conseil du trésor.</li> </ul>	<p>Nombre d'avis et de recommandations suivies.</p>

## CONSEIL EXÉCUTIF

### LA MISSION

Le ministère du Conseil exécutif est dirigé par le Premier ministre. Sont également rattachés au Ministère, le portefeuille du ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes, celui du ministre délégué aux Affaires autochtones et le programme *Jeunesse*. Le Secrétariat général du Conseil exécutif est sous la responsabilité du secrétaire général et greffier du Conseil exécutif, qui assure le soutien central stratégique du gouvernement.

Le Premier ministre, les ministres d'État, les ministres titulaires de ministères et les ministres délégués constituent le Conseil exécutif ou le Conseil des ministres. Le Conseil assume la direction du gouvernement; il constitue le gouvernement du Québec.

La mission du ministère du Conseil exécutif est de fournir au Premier ministre, au Conseil des ministres, au Comité des priorités et aux comités ministériels, le soutien, de même que les services d'analyse et de conseil nécessaires à la gouverne de l'État québécois, ce qui comprend entre autres :

- L'organisation du gouvernement et de ses services;
- La nomination des hauts fonctionnaires;
- L'élaboration des orientations et des politiques gouvernementales;
- La prise de décisions et le suivi de l'action du gouvernement;
- La coordination des activités prioritaires à caractère gouvernemental et, plus particulièrement, celles reliées au dossier de la jeunesse;
- Les relations fédérales-provinciales et interprovinciales ainsi qu'avec les communautés francophones et acadienne du Canada;
- Les affaires autochtones.

### LE SUIVI DU PLAN DE GESTION DES DÉPENSES 1998-1999

Le ministère du Conseil exécutif a réalisé les grandes orientations de son plan ministériel de 1998-1999 et a procédé à l'intensification de son action à l'égard :

- De la planification stratégique triennale des ministères;
- De la coordination des projets économiques, notamment par l'implantation de la banque de données pour investisseurs et promoteurs (BDIP);
- De l'allégement réglementaire, notamment par les travaux et la remise du rapport du Groupe-conseil sur l'allégement réglementaire;

- Des affaires autochtones, notamment par l'adoption et la diffusion des nouvelles orientations gouvernementales, ainsi que par la coordination gouvernementale des mesures qui y sont prévues;
- Du soutien à l'émergence et au démarrage des entreprises de l'économie sociale;
- Du fonctionnement des organismes gouvernementaux, notamment par la mise en œuvre des décisions gouvernementales découlant des recommandations du rapport du Groupe de travail sur l'examen des organismes gouvernementaux.

## **LE CONTEXTE ET LES GRANDS ENJEUX**

Le gouvernement est confronté à un nombre croissant de problèmes qui exigent des solutions à la fois nouvelles et bien intégrées en vue d'atteindre un maximum de cohérence et d'efficacité. Dans le cadre de son rôle de soutien central stratégique au gouvernement et conformément à sa mission, le ministère du Conseil exécutif verra :

- À favoriser et soutenir la définition d'orientations d'ensemble et de priorités gouvernementales afin de guider l'élaboration, par les ministères, de plans stratégiques triennaux;
- À soutenir les comités ministériels de coordination chargés d'assurer la cohérence des actions gouvernementales;
- À assister le Premier ministre et le Conseil des ministres dans l'évolution du dossier constitutionnel, la définition des politiques et les interventions à privilégier en matière de relations intergouvernementales;
- À assister le Premier ministre et le ministre d'État à l'Éducation et à la Jeunesse, notamment dans le déroulement des activités devant conduire, en l'an 2000, à la tenue d'un Sommet du Québec et de la jeunesse;
- À assister le Premier ministre dans le suivi des engagements contractés lors du Sommet sur l'économie et l'emploi, notamment dans le secteur de l'économie sociale;
- À assister le Premier ministre et le Conseil des ministres pour la coordination interministérielle et le suivi des projets de développement économique d'envergure;
- À assister le Premier ministre et le Conseil des ministres dans la conception et la mise en œuvre des mesures destinées à moderniser l'appareil public et la fonction publique québécoise;
- À assister le Premier ministre et le Conseil des ministres dans la conception et la mise en œuvre des orientations gouvernementales concernant les affaires autochtones.

## **LES ORIENTATIONS STRATÉGIQUES**

Les interventions du ministère du Conseil exécutif seront guidées par les orientations suivantes :

- Fournir au gouvernement, à partir de l'analyse des plans stratégiques, un aperçu intégré de l'ensemble des activités gouvernementales, de façon à renforcer la cohérence des décisions;

- Recueillir l'information concernant les dossiers majeurs traités par les ministères, de même que les mesures importantes faisant l'objet de décisions afin de situer les actions gouvernementales par rapport aux plans stratégiques;
- Soutenir la démarche en cours de modernisation de l'appareil public et de la fonction publique québécoise et poursuivre l'implantation d'un cadre de gestion axé sur les résultats et la qualité des services aux citoyens;
- Intégrer les activités du Secrétariat à la jeunesse et du Conseil permanent de la jeunesse et coordonner les activités gouvernementales devant conduire à la tenue du Sommet du Québec et de la jeunesse;
- Assurer la mise en place des structures administratives nécessaires pour l'élaboration et la mise en œuvre d'une politique québécoise de la recherche, de la science et de la technologie;
- Donner le soutien requis dans le cadre des conférences des premiers ministres et des rencontres fédérales-provinciales et interprovinciales;
- Favoriser la mise en place des conditions permettant le développement de rapports harmonieux avec les Autochtones fondés sur le respect et la confiance mutuelle;
- Mettre en œuvre les axes d'interventions retenus dans le cadre de référence concernant les affaires autochtones, à savoir :
  - la mise en place d'un lieu politique;
  - des ententes de responsabilisation et de développement;
  - un fonds de développement pour les Autochtones;
  - une plus grande autonomie financière par la participation des Autochtones au développement économique;
- Consolider les mécanismes de coordination interministérielle et de suivi des projets de développement économique d'envergure;
- Poursuivre la mise en œuvre des engagements gouvernementaux en matière d'allégement réglementaire dans le but de favoriser la création d'emplois;
- Assurer la coordination des activités gouvernementales pour souligner l'entrée dans le troisième millénaire.

## LE PLAN BUDGÉTAIRE

### LE BUDGET DE DÉPENSES PAR PROGRAMMES

	1999-2000		1998-1999	
	BUDGET DE DÉPENSES	VARIATION	BUDGET DE DÉPENSES	DÉPENSE PROBABLE
	(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)
	(1)	(2)=(1)-(3)	(3)	(4)
1. Bureau du lieutenant-gouverneur	912,7	360,0	552,7	738,7
2. Services de soutien auprès du Premier ministre et du Conseil exécutif	26 418,7	1 170,7	25 248,0	25 918,0
3. Affaires intergouvernementales canadiennes	11 476,5	1 728,0	9 748,5	9 808,8
4. Affaires autochtones	13 231,6	7 769,0	5 462,6	4 600,0
5. Jeunesse	7 811,0	5 007,4	2 803,6	2 803,6
<b>Total</b>	<b>59 850,5</b>	<b>16 035,1</b>	<b>43 815,4</b>	<b>43 869,1</b>
<b>Effectif (ETC) (excluant les fonds spéciaux)</b>	<b>394</b>	<b>9</b>	<b>385</b>	<b>—</b>

Le budget de dépenses 1999-2000 du ministère du Conseil exécutif s'élève à 59,8 M\$ comparativement à un budget de dépenses de 43,8 M\$ en 1998-1999, ce qui représente une augmentation de 16,0 M\$.

Essentiellement, et dans une large mesure, la tenue à Québec de la 40<sup>e</sup> Conférence annuelle des premiers ministres des provinces en 1999, la tenue d'un Forum francophone de concertation et le soutien à la participation du Québec au Sommet de la francophonie internationale, la coordination des activités gouvernementales devant mener au Sommet du Québec et de la jeunesse en l'an 2000 et la mise en place d'un fonds de développement pour les Autochtones expliquent cet accroissement.

#### Programme 1 : Bureau du lieutenant-gouverneur

Ce programme permet au lieutenant-gouverneur d'assumer les fonctions administratives et représentatives qui lui sont dévolues.

Ce programme se compose d'une seule activité :	<b>M\$</b>
– Bureau du lieutenant-gouverneur	0,9



## Programme 2 : Services de soutien auprès du Premier ministre et du Conseil exécutif

L'objectif de ce programme est de fournir au Premier ministre, au Conseil des ministres, au Comité des priorités ainsi qu'aux comités ministériels, les services-conseils et le soutien administratif et logistique nécessaires à l'accomplissement de leurs fonctions.

Ce programme se compose des activités suivantes :	<b>M\$</b>
– Gestion interne et soutien administratif	10,7
– Secrétariat général et greffe du Conseil exécutif	10,5
– Cabinet du Premier ministre	4,1
– Indemnités de l'Exécutif	1,1

## Programme 3 : Affaires intergouvernementales canadiennes

Ce programme vise à assurer la coordination des relations du gouvernement du Québec avec le gouvernement fédéral et les gouvernements des autres provinces. Il se compose des activités suivantes :

	<b>M\$</b>
– Secrétariat aux affaires intergouvernementales canadiennes	5,9
– Représentation du Québec au Canada	2,7
– Coopération intergouvernementale et francophonie	2,1
– Cabinet du ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes	0,8

## Programme 4 : Affaires autochtones

Ce programme vise à favoriser la mise en place des conditions qui permettent le développement de rapports harmonieux avec les Autochtones et à mettre en œuvre les axes d'intervention retenus dans le cadre de référence concernant les affaires autochtones, notamment la création du Fonds de développement pour les Autochtones.

Ce programme se compose d'une seule activité :	<b>M\$</b>
– Secrétariat aux affaires autochtones	13,2

**Programme 5 : Jeunesse**

Ce programme vise à assurer la cohérence des politiques gouvernementales qui concernent la jeunesse et à coordonner les activités gouvernementales qui s'y rapportent, notamment celles devant conduire à la tenue du Sommet du Québec et de la jeunesse en l'an 2000.

Il vise également à assurer le suivi des engagements pris en 1996 lors du Sommet sur l'économie et l'emploi, notamment dans le secteur de l'économie sociale.

Ce programme se compose des activités suivantes :	<b>M\$</b>
– Sommet du Québec et de la jeunesse	5,9
– Secrétariat à la jeunesse	1,2
– Conseil permanent de la jeunesse	0,7

**LE BUDGET D'INVESTISSEMENTS**

	<b>1999-2000 (000 \$)</b>	<b>1998-1999 (000 \$)</b>
<b>Immobilisations</b>	265,6	249,6
<b>Prêts, Placements et Avances</b>	106,5	106,5

Le budget d'investissements du ministère du Conseil exécutif s'élève à 0,4 M\$, soit le budget projeté pour permettre essentiellement l'acquisition des équipements informatiques nécessaires aux opérations courantes et à l'atteinte des objectifs recherchés et des mandats fixés.

## **CULTURE ET COMMUNICATIONS**

### **LA MISSION**

Le ministère de la Culture et des Communications a pour mission de favoriser au Québec l'affirmation, l'expression, la démocratisation de la culture ainsi que le développement des communications, et de contribuer à leur rayonnement à l'étranger. Il le fait dans le respect des valeurs de la société québécoise, francophone et pluraliste. Il le fait également en maximisant les retombées sur le plan de la qualité artistique et de l'enrichissement de la collectivité et en suscitant le développement régional, national et international des organismes et des entreprises engagés dans la culture et les communications.

### **LE SUIVI DU PLAN DE GESTION DES DÉPENSES 1998-1999**

Les principales actions entreprises au cours de l'exercice pour assurer le respect du plan de gestion des dépenses 1998-1999 sont :

- La poursuite de la rationalisation des dépenses de fonctionnement du Ministère et des organismes et sociétés d'État;
- La poursuite de l'opération d'allègement et de simplification de l'ensemble des opérations du Ministère;
- La modification de l'échéancier de remboursement d'un emprunt.

### **LE CONTEXTE ET LES GRANDS ENJEUX**

Quatre grands enjeux, auxquels se rattache l'action ministérielle, conditionnent la place de la culture et des communications dans le cadre global du rôle de l'État :

- Une culture partagée par l'ensemble des Québécois, qui reflète la diversité des régions et des communautés formant notre société et qui peut compter sur l'appui d'une population engagée dans sa mise en oeuvre;
- Une culture ouverte sur le monde, active chez elle par une grande diversité d'activités et de produits culturels et capable de prendre part à la nouvelle dynamique mondiale;
- Une société moderne, qui privilégie la création et l'innovation dans chaque dimension de son développement;
- Une société informée, stimulée par la discussion d'idées nouvelles, qui se donne les moyens d'assurer la tenue des débats publics nécessaires à l'épanouissement de sa vie démocratique.

## **LES ORIENTATIONS STRATÉGIQUES**

L'action du Ministère pour les trois prochaines années s'articulera autour des quatre orientations stratégiques suivantes :

- La démocratisation de la culture et l'accès aux savoirs;
- L'expression d'une présence culturelle forte;
- Le développement de l'emploi et l'adaptation des organismes et des entreprises;
- L'affirmation du leadership ministériel.

Ces orientations s'appliquent à l'ensemble des mandats attribués au ministère de la Culture et des Communications. Au regard de chacune, le Ministère a privilégié des axes d'intervention auxquels correspondent des objectifs.

### **La démocratisation de la culture et l'accès aux savoirs**

Pour faciliter un accès équitable des citoyens aux savoirs et à la culture, le Ministère axera ses interventions sur la sensibilisation et l'éducation, sur l'appropriation des savoirs et de la culture, et sur le développement de l'engagement communautaire. L'ordre et la nature de ces choix ainsi que les objectifs qui en découlent expriment la volonté de voir s'élargir constamment l'engagement des citoyens dans la vie culturelle. Le Ministère vise d'abord à les sensibiliser aux diverses manifestations culturelles et à développer leurs connaissances, pour ensuite les amener à entrer en contact direct avec la pratique d'activités culturelles et enfin à les engager dans l'organisation même des activités culturelles de leur communauté.

### **L'expression d'une présence culturelle forte**

Pour assurer une présence culturelle forte, le Ministère entend axer ses interventions sur le développement de contenus de langue française de qualité, sur le développement des marchés et sur l'établissement d'un cadre de vie de qualité.

La culture s'exprime d'abord, par la production, la promotion et la mise en marché des œuvres et produits culturels tangibles, issus de l'activité des organismes et des industries de la culture et des communications. Dans la mesure où le développement des marchés permet d'actualiser l'expression culturelle en la rendant concrètement disponible aux publics d'ici et d'ailleurs, il s'avère complémentaire aux activités de production.

D'autre part, la culture s'exprime aussi à travers l'architecture, les paysages ainsi que le patrimoine mobilier et immobilier. Ces réalisations témoignent de notre vision du monde et se juxtaposent aux produits des entreprises comme support à l'expression de notre culture.

## **Le développement de l'emploi et l'adaptation des organismes et des entreprises**

Pour que les organismes et les entreprises de la culture et des communications puissent s'adapter aux réalités économiques contemporaines, le Ministère axera ses interventions sur le développement des compétences, sur la consolidation financière ainsi que sur le partenariat et le réseautage.

## **L'affirmation du leadership ministériel**

Pour affirmer son leadership, le Ministère poursuivra l'adaptation de ses modes de gestion et il visera à mieux définir la place de la culture et des communications, tant dans la capitale, la métropole et les régions qu'auprès des instances internationales.

## **LE PLAN D'ÉVALUATION DE PROGRAMMES**

Au cours des dernières années, le Ministère a évalué ses interventions en matière d'immobilisations. Il a également réalisé des bilans et des diagnostics conduisant, soit à l'élaboration de politiques (Politique de diffusion des arts de la scène et celle sur la lecture et le livre), soit à la modification de structures (transformation du Centre de conservation du Québec (CCQ) en unité autonome de service).

Le plan de travail du Ministère comprend des projets de politiques en matière de muséologie et de patrimoine, incluant la révision de la Loi sur les biens culturels (L.R.Q., c. B-4).

Au plan organisationnel, les travaux en cours concernent la révision de la mission et des fonctions de la Régie du cinéma et des Archives nationales, dans le cadre de leur processus de transformation en unités autonomes de service.

## **LE PLAN BUDGÉTAIRE**

Les dépenses 1999-2000 du Ministère s'établissent à 419,6 M\$, ce qui représente une augmentation de 6,3 M\$ (1,5 %) par rapport à celles de l'exercice financier 1998-1999 excluant des dépenses exceptionnelles de 47,6 M\$ pour cet exercice. Cette augmentation reflète notamment la variation des besoins en service de la dette, incluant le nouveau programme de transformation des édifices à caractère religieux, la mise en œuvre de la Politique de la lecture et du livre, l'augmentation de l'aide au cinéma et à la chanson, l'implantation du programme *Arts et collectivités* et la hausse du budget transitoire de la Grande Bibliothèque du Québec.

En ce qui concerne les dépenses exceptionnelles de 47,6 M\$ en 1998-1999, rappelons que le dernier Discours sur le budget a annoncé des mesures ponctuelles de dépenses dont 25,0 M\$ à titre d'aide financière pour le développement culturel et artistique au Québec, 10,0 M\$ pour des interventions en matière d'équipements culturels, 6,0 M\$ en appui à la Fondation du Musée des beaux-arts de Montréal et 5,0 M\$ à l'Orchestre symphonique de Montréal.

Les grandes composantes des dépenses du Ministère pour l'exercice 1999-2000 et leur part respective sont : 157,0 M\$ (37,4 %) pour les programmes d'aide; 144,6 M\$ (34,5 %) pour les institutions culturelles en patrimoine et muséologie, en arts de la scène et en audiovisuel dont 117,0 M\$ en subventions à des institutions ayant le statut de sociétés d'État; 71,2 M\$ (17,0 %) pour le service de la dette; 34,7 M\$ (8,2 %) pour le fonctionnement du Ministère et 12,1 M\$ (2,9 %) pour le fonctionnement des autres organismes.

Dans l'élaboration de son plan de gestion des dépenses 1999-2000, le Ministère a préservé l'intégralité de ses programmes d'aide, de ceux du Conseil des arts et des lettres du Québec ainsi que de ceux de la Société de développement des entreprises culturelles.

#### LE BUDGET DE DÉPENSES PAR PROGRAMMES

	1999-2000		1998-1999	
	BUDGET DE DÉPENSES	VARIATION	BUDGET DE DÉPENSES	DÉPENSE PROBABLE
	(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)
	(1)	(2)=(1)-(3)	(3)	(4)
1. Gestion interne et institutions nationales	62 264,3	172,9	62 091,4	63 257,4
2. Soutien à la culture et aux communications	117 692,0	(30 083,3)	147 775,3	147 709,0
3. Organismes et sociétés d'État	239 656,1	(11 361,9)	251 018,0	253 266,5
<b>Total</b>	419 612,4	(41 272,3)	460 884,7	464 232,9
<b>Effectif (ETC) (excluant les fonds spéciaux)</b>	751	—	751	—

#### Programme 1 : Gestion interne et institutions nationales

- Les objectifs du programme et les priorités : développer une vue d'ensemble des activités culturelles et de communications au Québec; élaborer et gérer les politiques, orientations et programmes en matière de culture, de communications; favoriser la participation et la mise en valeur du patrimoine archivistique; assurer la restauration de biens culturels ainsi que l'expertise et la sensibilisation en cette matière; favoriser l'enseignement des arts d'interprétation; assurer les services de soutien à la gestion.
- Les actions prioritaires envisagées pour respecter l'enveloppe budgétaire : poursuivre les travaux visant à assurer la reconfiguration du réseau des conservatoires de musique par la mise en commun de services avec des institutions, notamment universitaires, offrant une formation professionnelle en musique; assurer le suivi du projet de relocalisation du Centre d'archives de Montréal à l'édifice Viger; poursuivre le processus d'allégement et d'amélioration des activités et des façons de faire ministérielles et le développement de l'infrastructure ministérielle.

L'augmentation de 0,2 M\$ découle principalement de l'amortissement des acquisitions 1998-1999 et 1999-2000.

**Programme 2 : Soutien à la culture et aux communications**

- Les objectifs du programme et les priorités : assurer un soutien à la culture et aux communications en accordant de l'aide financière directe ou en apportant une expertise-conseil auprès des divers intervenants et partenaires, organismes, institutions municipales ou entreprises; mettre en œuvre les mesures prévues à la Politique de la lecture et du livre, à l'aide au cinéma et à la chanson ainsi que les nouveaux programmes *Arts et collectivités* et *Transformation des édifices à caractère religieux*.
- Les actions prioritaires envisagées pour respecter l'enveloppe budgétaire : contrôler l'évolution des coûts des programmes d'aide et l'autofinancement des mesures d'ajustement.
- L'augmentation de 5,8 M\$ établie en excluant les dépenses exceptionnelles attribuables à ce programme, soit 35,8 M\$ en 1998-1999, s'explique principalement par : la hausse des besoins en service de dette, la mise en œuvre des mesures prévues à la Politique de la lecture et du livre et l'aide au cinéma et à la chanson, et l'implantation du programme *Arts et collectivités*.

**Programme 3 : Organismes et sociétés d'État**

- Les objectifs du programme et les priorités : fournir des expertises et favoriser la protection et la mise en valeur du patrimoine québécois; assurer les activités de surveillance et de sensibilisation prévues dans la Loi sur le cinéma (L.R.Q., c. C-18.1); promouvoir et conserver l'art québécois et international, l'histoire et les composantes de la société et assurer une présence du Québec dans les réseaux internationaux des musées; mettre à la disposition des artistes et des promoteurs des équipements majeurs de diffusion de spectacles; favoriser le développement des entreprises culturelles et de communications; assurer la reconnaissance des associations d'artistes et celles de producteurs et encadrer les relations de travail dans les domaines concernés; offrir une programmation de télévision éducative et culturelle; soutenir, dans toutes les régions du Québec, la création, le perfectionnement, l'expérimentation et la production artistique et en favoriser le rayonnement; offrir un accès démocratique à la culture et au savoir en concertation avec les bibliothèques et les institutions documentaires québécoises.
- Les actions prioritaires envisagées pour respecter l'enveloppe budgétaire : mettre en œuvre les mesures prévues à la Politique de la lecture et du livre et à l'aide au cinéma et à la chanson; poursuivre la rationalisation des dépenses de fonctionnement des organismes et sociétés d'État.
- Abstraction faite de dépenses exceptionnelles de 11,8 M\$ pour ce programme en 1998-1999, il n'y a pas de variation significative dans les dépenses de ce programme.

## LE BUDGET D'INVESTISSEMENTS

	1999-2000 (000 \$)	1998-1999 (000 \$)
Immobilisations	659,3	659,3
Prêts, Placements et Avances	—	—

Le budget d'investissements permet de poursuivre la modernisation du parc informatique du Ministère et l'acquisition d'équipements spécialisés pour les Archives nationales du Québec, le Centre de conservation du Québec et le Conservatoire de musique et d'art dramatique du Québec.

## LES INDICATEURS

Les indicateurs suivants sont utilisés en regard des axes d'intervention du Ministère :

### La démocratisation de la culture et l'accès au savoir

#### Axe 1 : La sensibilisation et l'éducation aux arts et à la culture

Objectif : Augmenter le nombre de jeunes rejoints par les programmes de sensibilisation et d'éducation en milieu scolaire.

Indicateur : Pourcentage des jeunes touchés par les programmes de sensibilisation et d'éducation en milieu scolaire.

Objectif : Accroître et diversifier les publics rejoints par la culture scientifique et technique.

Indicateurs : Taux de fréquentation des institutions muséales à caractère scientifique; évolution des publics rejoints par les contenus en science et technologie dans les médias.

Objectif : Accroître les possibilités de découvrir l'histoire, le patrimoine et les richesses culturelles du Québec.

Indicateurs : Taux de fréquentation des activités culturelles à caractère touristique dans la région de résidence et hors région; nombre d'activités offertes dans le cadre des journées de la culture; nombre de municipalités locales et régionales ayant adhéré au programme Villes et villages d'art et de patrimoine.



**Axe 2 : L'appropriation des savoirs et de la culture**

Objectif : Augmenter le taux de lecture, notamment celui des jeunes.

Indicateurs : Taux de lecture de livres, de magazines et de quotidiens; évolution des collections détenues par les bibliothèques publiques et scolaires.

Objectif : Accroître la fréquentation des lieux culturels.

Indicateur : Taux de fréquentation de lieux culturels : salles de spectacles, musées, bibliothèques, centres d'exposition, centres d'archives et lieux du patrimoine.

Objectif : Accroître les pratiques de loisir culturel et scientifique.

Indicateur : Taux de pratique d'activités de loisir culturel et scientifique.

**Axe 3 : L'engagement communautaire**

Objectif : Augmenter l'engagement des collectivités locales dans le développement culturel.

Indicateurs : Évolution du nombre d'instances municipales et régionales ayant adopté une politique culturelle et signé des ententes de développement culturel; évolution des dépenses culturelles des municipalités per capita et par régions.

Objectif : Rapprocher les communautés artistiques des collectivités locales.

Indicateur : Nombre de projets réalisés en partenariat entre le milieu artistique et le secteur communautaire dans le cadre du programme Arts et collectivités.

Objectif : Créer des conditions favorables à la participation à la vie culturelle québécoise de toutes les communautés.

Indicateurs : Implantation de la stratégie en matière d'interculturalisme; nombre d'ententes signées avec les communautés autochtones.

**L'expression d'une présence culturelle forte****Axe 1 : L'augmentation des contenus de langue française de qualité**

Objectif : Augmenter la production et la diffusion de longs métrages.

Indicateurs : Nombre de longs métrages québécois produits et coproduits en français; place du cinéma québécois de langue française sur les écrans québécois et dans les vidéoclubs.

Objectif : Accroître la promotion et la diffusion de la chanson québécoise.

Indicateur : Évolution des ventes de disques francophones.

Objectif : Augmenter l'offre de contenus télévisuels et multimédias.

Indicateur : Nombre d'émissions télévisuelles originales produites au cours de l'année.

## **Axe 2 : Le développement des marchés**

Objectif : Augmenter la part de marché domestique des entreprises québécoises de la culture et des communications.

Indicateur : Évolution des parts de marché au Québec, du cinéma, de la télévision, du disque, du livre, du spectacle et du CDROM.

Objectif : Accroître la visibilité des produits québécois et développer de nouveaux marchés à l'étranger.

Indicateur : Participation à des événements majeurs et activités, projets, ententes, missions commerciales à l'étranger d'organismes et d'industries dans le domaine de la culture et des communications.

Objectif : Augmenter l'importance relative des ressources culturelles dans l'offre touristique.

Indicateur : Proportion des musées, des centres d'interprétation, des sites historiques et des événements culturels identifiés dans les guides touristiques.

## **Axe 3 : L'établissement d'un cadre de vie de qualité**

Objectif : Améliorer la qualité des nouveaux projets d'architecture.

Indicateur : Nombre de projets ayant fait l'objet de concours d'architecture.

Objectif : Améliorer la qualité du patrimoine mobilier et immobilier.

Indicateur : Nombre de bâtiments touchés annuellement dans le cadre des programmes de soutien à la restauration des biens culturels.

## **Le développement de l'emploi et l'adaptation des organismes et des entreprises**

### **Axe 1 : Le développement des compétences**

Objectif : Accroître le nombre de travailleurs culturels ayant participé à des activités de perfectionnement dans leur domaine.

Indicateurs : Budget de dépenses affecté annuellement au perfectionnement dans le secteur culturel; nombre de travailleurs culturels ayant bénéficié de formation continue.

Objectif : Accroître la proportion de finissants qui intègrent le milieu du travail.

Indicateur : Nombre d'organismes ayant accueilli un jeune diplômé.

**Axe 2 : La consolidation financière des organismes et des entreprises**

Objectif : Augmenter le nombre d'organismes artistiques ayant une situation financière stable.

Indicateur : Proportion d'organismes artistiques ayant un budget équilibré.

**Axe 3 : Le partenariat et le réseautage**

Objectif : Accroître la contribution des instances régionales au développement culturel.

Indicateur : Proportion des Conseils régionaux de développement (CRD) avec lesquels le Ministère a conclu des ententes spécifiques.

Objectif : Établir des mécanismes coopératifs de partage de ressources et de services.

Indicateurs : Évolution du nombre d'ententes de partage de services; taux de réseautage des institutions et organismes culturels (par affinités ou par territoires) sur l'autoroute de l'information.

**L'affirmation du leadership ministériel****Axe 1 : L'adaptation de la gestion ministérielle**

Objectif : Alléger et améliorer les activités et les façons de faire ministérielles.

Indicateurs : Révision des processus ministériels d'aide financière et de gestion de l'information; taux de fréquentation du site Internet et de l'intranet; création d'unités autonomes de service.

Objectif : Augmenter la participation et la responsabilisation du personnel.

Indicateurs : Évolution du taux de satisfaction des employés; évolution du pourcentage d'employés à qui on a signifié des attentes, avec mesure des résultats; nombre d'employés ayant bénéficié de mesures de formation en technologie de l'information.

Objectif : Accroître la capacité de vision d'ensemble du Ministère.

Indicateur : Mise en place d'une structure de veille stratégique.

**Axe 2 : Une meilleure définition de l'action ministérielle**

Objectif : Définir la position du Ministère quant à la place de la culture et des communications dans les accords internationaux de nature économique.

Indicateur : Mémoire proposant la position du Ministère en la matière.

Objectif : Mettre en place des modes d'action concertée conformes à l'évolution des régions.

Indicateurs : Nombre et importance des secteurs gérés en partenariat; importance des budgets appariés avec ceux du Ministère ou du gouvernement; population touchée par les ententes conclues.

Objectif : Affirmer la place de la culture et des communications dans le développement de la métropole et de la capitale.

Indicateurs : Élaboration et mise en œuvre d'un plan d'action dans le cadre de la politique relative à la capitale; adoption d'un plan d'action pour la métropole.

## ÉDUCATION

### LA MISSION

La Loi sur le ministère de l'Éducation (L.R.Q., c. M-15) établit que le ministre élabore et propose des politiques relatives aux domaines de sa compétence, dans les domaines de l'éducation préscolaire, de l'enseignement primaire et secondaire, de l'enseignement collégial et de l'enseignement et de la recherche universitaires, en vue de :

- Promouvoir l'éducation;
- Contribuer, par la promotion, le développement et le soutien de ces domaines, à l'élévation du niveau scientifique, culturel et professionnel de la population québécoise et des personnes qui la composent;
- Favoriser l'accès aux formes les plus élevées du savoir et de la culture à toute personne qui en a la volonté et l'aptitude;
- Contribuer à l'harmonisation des orientations et des activités avec l'ensemble des politiques gouvernementales et avec les besoins économiques, sociaux et culturels.

Dans le cadre défini par la loi, le Ministère exerce les cinq grandes fonctions horizontales suivantes : orientation et planification des services éducatifs; allocation des ressources aux réseaux d'établissements et gestion de certains programmes; évaluation; information et reddition de comptes; expertise et conseil auprès du Législateur et des responsables politiques.

Sauf dans le cas du Régime d'aide financière aux études où le Ministère est en relation directe avec les étudiants qui sollicitent un prêt ou une bourse, les interlocuteurs du Ministère sont essentiellement les divers organismes scolaires chargés de dispenser les programmes d'études et d'offrir les services éducatifs, soit les commissions scolaires, les cégeps, les universités et les établissements d'enseignement privé.

Depuis décembre 1998, le ministère de l'Éducation est également responsable du loisir et du sport. Sa mission à cet égard est de promouvoir, auprès de la population, un mode de vie physiquement actif, les loisirs, les sports, de même que l'excellence sportive, et ce, dans un contexte sain et sécuritaire afin d'optimiser les retombées positives sur les plans collectif et individuel.

Les interlocuteurs du Ministère dans ce domaine sont principalement les divers organismes du milieu associatif aux plans national et régional, et au chapitre local, les membres des réseaux de centres communautaires et de camps de vacances.

### LE SUIVI DU PLAN DE GESTION DES DÉPENSES 1998-1999

À la suite de l'engagement du Ministère dans la réforme de l'éducation et à sa mise en œuvre, le bilan des réalisations suivantes permet d'apprécier les progrès accomplis et de dégager de nouvelles pistes.

**À l'éducation préscolaire et à l'enseignement primaire et secondaire**

- Dans le cadre de l'accès, dès la petite enfance, à des services éducatifs, deux actions majeures ont été réalisées :
  - le programme d'éducation préscolaire a été révisé;
  - l'accès aux services de garde en milieu scolaire a été largement accru.
- Au regard de la réforme du curriculum, les actions suivantes ont été poursuivies en 1998 : un calendrier d'élaboration d'implantation et de révision des programmes d'études a été retenu par le Ministère et des travaux de révision ont été amorcés.
- Les lois adoptées pour permettre une plus grande autonomie à l'école ont permis :
  - d'accroître les responsabilités et la marge de manœuvre de l'école;
  - de redéfinir la structure des commissions scolaires en réduisant leur nombre de plus de la moitié (de 156 à 72);
  - de mettre en place de nouvelles commissions scolaires linguistiques, abolissant leur regroupement selon l'ordre confessionnel.
- En matière de nouvelles technologies de l'information et de la communication, 90 % des écoles primaires et secondaires étaient, en juin 1998, branchées au réseau Internet.
- Un programme de soutien à l'école montréalaise a été développé et implanté dans le milieu; après une première année de fonctionnement, il a été révisé et précisé. De plus, le Ministère a adopté la Politique gouvernementale d'intégration scolaire et d'éducation interculturelle ainsi que son plan d'action en novembre 1998.

**À la formation professionnelle et technique**

- Un accroissement important des inscriptions a eu lieu à la suite des activités de promotion et de valorisation de la formation professionnelle et technique menées au cours de la dernière année par le Ministère : 28 % en quatre ans, de 1993-1994 à 1997-1998, pour la clientèle globale et 52 % pour la même période chez les jeunes de moins de 20 ans.
- En 1998-1999, le Ministère et les commissions scolaires ont poursuivi la mise à jour du parc d'équipement.
- Afin d'accroître l'offre de formation et de décroïsonner les filières de formation, le Ministère a procédé à 294 analyses de programmes. Dans le cadre du plan triennal de développement de la formation professionnelle et technique, 155 autorisations ont été accordées aux commissions scolaires et 14 aux collèges pour des programmes menant à l'obtention de diplômes. Enfin, des efforts sont déployés afin de diversifier les modes de formation (comme l'alternance travail-étude).

### **À l'enseignement supérieur**

- Dans le réseau collégial, une nouvelle mesure financière favorisant la réussite a été introduite et a eu pour effet de faire grimper le taux de réussite des cours de 81,7 % à l'automne 1996 à 84,6 % pour l'année académique 1997-1998.
- Une série de rapports portant sur l'ensemble des secteurs de formation a été déposée par la Commission universitaire des programmes.
- Des travaux portant sur une politique gouvernementale à l'égard des universités québécoises ont été entrepris.

### **Dans le domaine de la formation continue**

- Afin de favoriser un meilleur accès à la formation continue, un document consultatif a été déposé auprès de divers intervenants. Une analyse des mémoires déposés à l'automne 1998 se poursuit.

### **Dans le domaine du loisir**

- La mise en œuvre du Cadre d'intervention gouvernementale en matière de loisir et de sport s'est amorcée avec l'exercice 1998-1999 et a permis la mise en place des Unités régionales de loisir et de sport dans chacune des régions administratives du Québec. L'intervention du Ministère en région a donc été redéployée sur la base du partenariat avec ces organismes nouvellement créés du secteur associatif, confirmant ainsi le virage annoncé dans le Cadre d'intervention.
- Le Ministère a confié à la corporation Sports-Québec la responsabilité de la gestion du programme des bourses aux athlètes d'élite et, à toutes les fédérations sportives dont les disciplines sont retenues au programme de soutien au développement de l'excellence, la responsabilité de l'intervention auprès des clubs sportifs pour l'engagement d'entraîneurs.
- Le soutien à la Fédération québécoise du sport étudiant se fait sur la base de protocoles d'ententes conclus avec les fédérations unisport tel qu'également annoncé dans le Cadre d'intervention.

## **LE CONTEXTE ET LES GRANDS ENJEUX**

### **Le contexte global**

Le savoir s'impose de plus en plus comme l'un des fondements de la société. Il est maintenant courant, pour illustrer ce changement, d'utiliser l'expression « société du savoir ».

Le citoyen de demain, s'il veut participer pleinement au progrès de la société, devra acquérir une formation de base solide et maîtriser des compétences de plus en plus spécialisées et poussées pour affronter des technologies de plus en plus complexes qui s'immiscent dans tous les domaines de l'activité humaine. Si l'éducation a été au cœur des développements récents, elle sera un acteur de premier niveau pour l'avenir.

### **Un enjeu majeur : L'efficacité du système d'éducation**

Dans ce contexte général de changement, le maintien et l'accroissement de l'efficacité du système d'éducation sont des enjeux majeurs. Cette efficacité touche un certain nombre de plans :

- L'assurance que toute personne quittant le système d'éducation dispose d'une qualification minimale lui permettant de fonctionner en société et d'accéder au marché du travail;
- L'accessibilité du plus grand nombre à tous les ordres d'enseignement;
- La persévérance et la réussite du plus grand nombre à tous les ordres d'enseignement;
- L'adaptabilité des formations menant à l'exercice d'une profession, à l'évolution de l'environnement technologique et aux besoins des nouvelles réalités économiques et sociales;
- La capacité de s'ouvrir aux partenariats avec les autres acteurs sociaux, économiques et culturels;
- La capacité de transmettre les valeurs qui fondent notre société démocratique.

### **Le contexte politique et budgétaire**

Plusieurs politiques, adoptées par le gouvernement du Québec en 1998, conditionnent directement ou indirectement les interventions du Ministère. Notons en particulier la Politique familiale, la Politique de la lecture et du livre, et la réforme actuelle des services publics d'emploi.

Par ailleurs, trois orientations gouvernementales récentes guident le Ministère dans ses interventions : le partenariat, la Politique de soutien au développement local et régional et la dynamisation de la région métropolitaine de Montréal.

Le ministère de l'Éducation a lancé une vaste réforme du système d'éducation et l'assainissement des finances publiques permet maintenant des investissements publics nouveaux, notamment pour soutenir de nombreux volets de la réforme de l'éducation.

### **Une gestion souple et décentralisée**

La responsabilisation des acteurs locaux et l'assouplissement de nos modalités de gestion sont des atouts pour le développement de nos collectivités, notamment au regard :

- Des relations du travail;
- De l'organisation de l'enseignement;
- Des stratégies de développement des réseaux en lien avec la communauté locale;
- De l'adaptation des services de formation aux besoins de la société.

Le contexte budgétaire, politique et administratif actuel amène, en outre, le Ministère à revoir ses pratiques de gestion pour en accroître l'efficacité.



## LES ORIENTATIONS STRATÉGIQUES

Les orientations stratégiques sont structurées selon les axes suivants :

### **Axe 1 : Adapter la gestion du système d'éducation**

Objectifs :

- Soutenir les établissements d'enseignement dans leur devoir de rendre compte à la population;
- Accroître la cohérence entre les ordres d'enseignement et le partenariat entre les établissements d'enseignement;
- Ajuster les programmes d'aide financière aux études et en améliorer l'administration.

### **Axe 2 : Achever la mise en œuvre de la réforme de l'éducation dans le réseau des commissions scolaires**

Objectifs :

- Implanter le nouveau curriculum;
- Apporter les ajustements liés à la création de réseaux scolaires fondés sur la langue d'enseignement.

### **Axe 3 : Appuyer la préparation de ressources humaines adaptées au marché du travail**

Objectifs :

- Répondre à l'évolution des besoins en matière de préparation à la vie professionnelle;
- Donner un accès continu à la formation.

### **Axe 4 : Consolider l'enseignement postsecondaire**

Objectifs :

- Accroître les taux d'obtention d'un diplôme;
- Mettre en place une politique des universités, doublée d'une véritable politique de financement des établissements postsecondaires.

### **Axe 5 : Favoriser l'ouverture de l'éducation québécoise au marché international**

Objectif :

- Mettre en place un dispositif visant l'internationalisation de l'éducation québécoise.

## **LE PLAN D'ÉVALUATION DE PROGRAMMES**

En 1999-2000, en vertu de son plan d'évaluation de programmes 1999-2002, le Ministère planifie l'évaluation des cinq programmes suivants :

### **Pour le secteur de l'éducation préscolaire et de l'enseignement primaire et secondaire :**

- Le programme d'insertion socioprofessionnelle des jeunes (ISPJ) : les aspects évalués sont la qualité et l'efficacité des services;
- Le programme des frais de scolarité hors réseau : les aspects examinés seront les services offerts aux élèves des zones frontalières qui vont étudier à l'extérieur du Québec.

### **Pour le secteur de la formation professionnelle et technique :**

- Le programme de l'entrepreneurship : les éléments évalués seront les retombées des différents concours et des services de formation sur le développement de l'entrepreneurship.

### **Pour le secteur de l'enseignement supérieur :**

- Le programme québécois de bourses d'excellence : les aspects évalués sont la poursuite et la réussite des études et les retombées sur les universités québécoises.

### **Pour le secteur de l'aide financière aux études :**

- Le programme de prêt pour l'achat d'un micro-ordinateur : la pertinence du programme sera l'aspect examiné.

## LE PLAN BUDGÉTAIRE

### LE BUDGET DE DÉPENSES PAR PROGRAMMES

	1999-2000		1998-1999	
	BUDGET DE DÉPENSES	VARIATION	BUDGET DE DÉPENSES	DÉPENSE PROBABLE
	(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)
	(1)	(2)=(1)-(3)	(3)	(4)
1. Administration	103 687,3	6 726,9	96 960,4	94 252,2
2. Consultation et évaluation	4 294,4	(182,2)	4 476,6	4 334,8
3. Aide financière aux études	441 941,0	27 808,1	414 132,9	415 512,8
4. Éducation préscolaire et enseignement primaire et secondaire	5 751 837,3	143 893,5	5 607 943,8	5 607 943,8
5. Enseignement supérieur	2 774 095,4	(99 320,1)	2 873 415,5	2 873 415,5
6. Formation en tourisme et hôtellerie	15 011,1	(345,6)	15 356,7	14 953,4
7. Développement du loisir et du sport	44 553,1	1 532,9	43 020,2	43 892,0
8. Régimes de retraite	389 708,1	770,3	388 937,8	388 937,8
<b>Total</b>	<b>9 525 127,7</b>	<b>80 883,8</b>	<b>9 444 243,9</b>	<b>9 443 242,3</b>
<b>Effectif (ETC) (excluant les fonds spéciaux)</b>	<b>1 484</b>	<b>(15)</b>	<b>1 499</b>	<b>—</b>

Ce tableau ne permet pas d'identifier adéquatement les investissements additionnels consentis en éducation pour 1998-1999 et 1999-2000. En effet, le budget de dépenses de 1998-1999 apparaissant ci-dessus inclut un budget supplémentaire de 207,4 M\$ principalement pour le plan de redressement de la situation financière des universités et des collèges ainsi que des ajustements non récurrents de 100,0 M\$. Après avoir redressé le budget pour tenir compte de ces éléments, la situation se présente comme suit :

	1999-2000		1998-1999
	BUDGET DE DÉPENSES	VARIATION	BUDGET DE DÉPENSES REDRESSÉ
	(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)
	(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)
- Aide financière aux études (3)	441 941,0	27 808,1	414 132,9
- Éducation préscolaire et enseignement primaire et secondaire (4)	5 751 837,3	267 346,8	5 484 490,5
- Enseignement supérieur (5)	2 774 095,4	84 626,6	2 689 468,8
- Autres programmes (1, 2, 6, 7, 8)	557 254,0	8 502,3	548 751,7
<b>Total</b>	<b>9 525 127,7</b>	<b>388 283,8</b>	<b>9 136 843,9</b>

Ainsi, après redressement, l'augmentation du budget de dépenses s'élève à 388,3 M\$ en 1999-2000. Cette croissance fait suite aux engagements du gouvernement de financer les coûts de système du réseau de l'éducation. Elle comprend l'augmentation de la rémunération qui découle des offres patronales ainsi que les annonces du Discours sur le budget 1999-2000.

### **Programme 1 : Administration**

Ce programme vise à assurer l'administration de la majorité des programmes confiés au Ministère et à soutenir l'action des réseaux d'enseignement, en leur fournissant les services nécessaires à l'exercice de leur mission.

L'augmentation des budgets de dépenses résulte principalement de l'ajout au Discours sur le budget 1999-2000 d'un montant de 3,0 M\$ pour les efforts d'internationalisation de l'éducation, du financement d'un montant de 1,2 M\$ nécessaires à la poursuite de la réforme de l'éducation, ainsi que du traitement comptable des dépenses capitalisables.

### **Programme 2 : Consultation et évaluation**

Ce programme vise à assurer le fonctionnement des organismes de consultation et d'évaluation établis par les lois, soit le Conseil supérieur de l'éducation, la Commission consultative de l'enseignement privé et la Commission d'évaluation de l'enseignement collégial.

### **Programme 3 : Aide financière aux études**

Ce programme vise à favoriser l'accessibilité aux études en fournissant un soutien financier aux élèves, aux étudiantes et aux étudiants. Plus particulièrement, ce programme vise à aider financièrement toute personne à poursuivre des études postsecondaires ou des études secondaires en formation professionnelle mais ne disposant pas de ressources suffisantes pour mener à bien son projet.

En 1999-2000, le budget de dépenses augmente de 27,8 M\$ par rapport au budget 1998-1999 redressé. Le Ministère a révisé certains critères de ce programme, notamment en allégeant la contribution demandée sur les bourses d'excellence, en allongeant la période d'admissibilité au remboursement différé, en n'exigeant pas le remboursement des sommes versées durant cette période et en introduisant une remise de dette pour les personnes les plus démunies. Ces modifications nécessitent l'ajout de 16,6 M\$ au budget de dépenses.

Le solde de la croissance du budget de dépenses de ce programme s'explique par la révision des coûts de système, principalement aux provisions pour mauvaises créances, et l'ajout d'un montant de 2,0 M\$ provenant du Discours sur le budget 1999-2000.

### **Programme 4 : Éducation préscolaire et enseignement primaire et secondaire**

Ce programme vise à rendre accessibles aux élèves de ces ordres d'enseignement, jeunes ou adultes, les services d'enseignement de formation générale ou de formation professionnelle, les services de soutien à l'enseignement et les services complémentaires en fournissant aux commissions scolaires, aux

établissements privés subventionnés et à divers organismes, les ressources financières nécessaires à leur fonctionnement et à leur développement. Il inclut également les subventions des organismes pour le transport scolaire.

Le Discours sur le budget 1999-2000 a annoncé un ajout d'un montant de 30,4 M\$ non récurrent en 1998-1999 pour l'achat de dictionnaires, de grammaires et de livres de bibliothèque. La hausse du budget 1999-2000 de ce programme s'élève à 267,3 M\$ après redressement du budget de dépenses 1998-1999 pour tenir compte de ces annonces du Discours sur le budget et d'autres ajustements non récurrents.

Cette hausse permettra au Ministère de financer les coûts de système reliés à la variation des effectifs scolaires et au vieillissement des personnels, à l'augmentation de la rémunération qui découle des offres patronales et d'ajuster les ressources pour ses besoins de développement des programmes et de soutien envers les services de garde en milieu scolaire.

Afin d'aider les élèves en difficulté d'adaptation ou d'apprentissage dans les commissions scolaires, des ressources additionnelles de 13,5 M\$ leur seront consenties pour augmenter le nombre de personnes-ressources requises pour offrir des services à ces élèves.

Un ajout de 10,0 M\$ sera aussi fait pour la formation continue des enseignants. En effet, la révision des curriculums d'études et l'implantation des nouveaux programmes d'enseignement posent de nouvelles exigences en ce qui a trait à leur formation et à leur perfectionnement.

Une somme additionnelle de 1,5 M\$ sera consacrée à bonifier les programmes de soutien à l'alphabétisation et à l'éducation populaire.

### **Programme 5 : Enseignement supérieur**

Ce programme vise à rendre accessibles aux étudiantes et étudiants des secteurs collégial et universitaire les services d'enseignement et de soutien à l'enseignement en fournissant aux établissements les ressources financières nécessaires à leur fonctionnement et à leur développement.

Le budget de dépenses 1998-1999 de ce programme a été redressé pour tenir compte principalement de l'ajout d'un montant non récurrent de 177,0 M\$ consenti au dernier Discours sur le budget pour l'amélioration de la situation financière des universités et des collèges.

Après redressement, le budget de ce programme connaît une hausse de 84,6 M\$ qui permettra, entre autres, de financer les coûts de système et l'augmentation de la rémunération qui découle des offres patronales.

Dans les secteurs collégial et universitaire, le Ministère donnera suite aux annonces du Discours sur le budget 1999-2000 pour contrer la pénurie de main-d'œuvre dans le secteur des technologies de l'information, et pour favoriser le développement des programmes courts.

Au secteur collégial, le Ministère prévoit également favoriser la persévérance des étudiants par la mise en place de diverses mesures d'orientation et d'accompagnement.

**Programme 6 : Formation en tourisme et hôtellerie**

Ce programme vise à offrir des activités en formation professionnelle et technique dans le domaine de l'hôtellerie, de la restauration et du tourisme. Il vise également à faire de la recherche, à produire de l'information et à fournir de l'aide technique et des services dans ces domaines.

**Programme 7 : Développement du loisir et du sport**

Ce programme vise à promouvoir et favoriser les activités de loisir et de sport par un soutien aux organismes du milieu et à des clientèles spécifiques. Il a également pour objectif d'appuyer l'action bénévole, tout en ayant une préoccupation particulière en matière de développement de l'excellence sportive et de sécurité dans la pratique d'activités récréatives et sportives.

Le budget de dépenses de ce programme augmente de 1,5 M\$.

**Programme 8 : Régimes de retraite**

Ce programme est composé du régime de retraite des enseignants (RRE) et du régime des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) applicable aux personnels des réseaux.

**LE BUDGET D'INVESTISSEMENTS**

---

	1999-2000 (000 \$)	1998-1999 (000 \$)
Immobilisations	11 035,8	4 799,1
Prêts, Placements et Avances	143 728,0	256 579,0

---

L'augmentation des immobilisations est essentiellement due à des développements informatiques à l'*Aide financière aux études*. Ces développements ont pour objectif, entre autres, de faciliter les échanges d'information entre la clientèle, les établissements d'enseignement et financiers.

Le budget 1998-1999 pour les Prêts, Placements et Avances inclut un budget supplémentaire de 108,5 M\$. Les Prêts, Placements et Avances varient en fonction du nombre et de la valeur des dossiers d'étudiants en défaut de paiement que le Ministère doit rembourser aux institutions prêteuses.

## LES INDICATEURS

Pour mesurer la production et le rendement du système d'éducation, le Ministère utilise plusieurs indicateurs portant sur l'ensemble du système ou sur un ordre d'enseignement en particulier. Dans une perspective de transparence et de reddition de comptes, les résultats des mesures réalisées sont publiés annuellement et diffusés dans tous les milieux intéressés par l'éducation :

- Le Ministère présente, dans sa publication intitulée « Indicateurs de l'éducation », pour l'ensemble du système et pour chaque ordre d'enseignement, des indicateurs sur les taux d'accès, de réussite et de diplomation, sur les ressources, sur les activités, sur les résultats obtenus et sur l'intégration au marché du travail. Le Ministère publie les résultats de ses comparaisons avec les indicateurs internationaux de l'éducation de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE);
- Le Ministère diffuse des données détaillées sur l'intégration au marché du travail recueillies dans le cadre des Relances en formation professionnelle, à l'enseignement collégial et à l'université. Le Ministère recueille à l'occasion, et publie, des données sur l'intégration au marché du travail de sortants sans diplôme. Le Ministère diffuse également les données recueillies auprès des employeurs quant à leur satisfaction face aux diplômés;
- Pour l'aide financière, le Ministère publie annuellement un rapport statistique sur les niveaux de l'aide accordée, sous forme de prêt ou de bourse, et sur les clientèles aidées, par ordre d'enseignement;
- Pour l'enseignement secondaire, le Ministère rend publics, chaque année, les résultats d'ensemble et les résultats par commissions scolaires et par établissements privés aux épreuves uniques auxquelles il soumet les élèves. De plus, le Ministère est partie prenante du programme d'indicateurs du rendement scolaire (PIRS) du Conseil des ministres de l'éducation (Canada). Le Ministère rend publics les résultats obtenus par les élèves québécois à des épreuves internationales;
- Au collégial, par un ensemble de publications regroupées dans la collection « Regard sur l'enseignement collégial », le Ministère publie des indicateurs sur les cheminements scolaires, sur les programmes d'études et sur la réussite des cours, y compris les résultats aux épreuves uniformes de français et d'anglais, langue d'enseignement et littérature;
- Pour l'enseignement et la recherche universitaires, le Ministère publie chaque année le document « Indicateurs de l'activité universitaire », dans lequel on trouve des données sur la sanction des études, la recherche, le corps professoral, les revenus et les dépenses de fonctionnement des universités.





## EMPLOI, SOLIDARITÉ SOCIALE

### LA MISSION

La mission « Emploi, Solidarité sociale » est unique et découle d'une même priorité de lutte à l'exclusion et au chômage. L'implantation de la réforme de la Sécurité du revenu et la mise en place des centres locaux d'emploi (CLE) sont au cœur des actions des deux ministres qui se partagent cette responsabilité :

- En matière d'emploi : en plus d'assumer la responsabilité du travail, la ministre d'État au Travail et à l'Emploi a pour mandat d'initier, d'animer et de coordonner les actions du gouvernement dans les domaines de la main-d'œuvre et de l'emploi. Elle est également responsable de la *Loi favorisant le développement de la formation de la main-d'œuvre* (L.R.Q., c. D-7.1), de la *Loi sur la formation et la qualification professionnelle de la main-d'œuvre* (L.R.Q., c. F-5) ainsi que des Carrefours Jeunesse-Emploi. Ce mandat consiste ainsi à promouvoir l'emploi et le développement de la main-d'œuvre disponible et à favoriser l'équilibre entre l'offre et la demande sur le marché du travail. Les partenaires du marché du travail, regroupés au sein de la Commission des partenaires du marché du travail et des Conseils régionaux du marché du travail, sont étroitement associés à cette démarche;
- En matière de solidarité sociale : le ministre de la Solidarité sociale assume les responsabilités de la sécurité du revenu, de l'action communautaire autonome et du Fonds de lutte contre la pauvreté par la réinsertion au travail. Le mandat vise à maintenir et développer la solidarité sociale en soutenant financièrement les personnes dont les ressources sont insuffisantes pour subvenir à leurs besoins et en mettant en œuvre les mesures appropriées pour assurer leur insertion et leur réinsertion sociales et économiques.

### LE SUIVI DU PLAN DE GESTION DES DÉPENSES 1998-1999

Le Ministère a commencé la mise en place en 1998-1999 des CLE permettant de dispenser à la population du Québec les services de la sécurité du revenu et d'emploi. Ces CLE sont regroupés sous 17 régions administratives. Au 31 mars 1999, le Ministère aura implanté 59 CLE permanents à travers le Québec sur un total de 151. Il s'agit d'une intégration importante de points de service pour le bénéfice des clientèles qui étaient auparavant desservies par les réseaux de Développement des ressources humaines Canada, de la Société québécoise de développement de la main-d'œuvre et des centres Travail-Québec.

### L'Emploi

Les services publics d'emploi sont sous la gestion de l'unité autonome de service Emploi-Québec avec la participation de la Commission des partenaires du marché du travail. Résultant de la fusion de trois réseaux, les nouveaux services d'Emploi-Québec permettent de répondre plus adéquatement et plus efficacement aux besoins de tous les Québécois et Québécoises à la recherche d'un emploi ainsi que d'offrir un ensemble de services de main-d'œuvre et d'emploi aux entreprises du Québec.

Emploi-Québec a mis à la disposition de ses ressources un coffre à outils de nouvelles mesures pour répondre aux besoins de sa clientèle. En effet, le regroupement des ressources des trois réseaux a permis une intégration et une simplification des mesures pour un meilleur service à la clientèle. Ceci a exigé la formation de l'ensemble du personnel aux nouveaux outils mis à leur disposition.

Emploi-Québec gère aussi, par entente de service, le Fonds de lutte contre la pauvreté. Ceci permet d'assurer une meilleure complémentarité entre les mesures financées par le Fonds et les autres mesures actives du Fonds de développement du marché du travail.

### **La Sécurité du revenu**

Depuis juin 1998, le Ministère implante les mesures de la réforme de la sécurité du revenu. Ces mesures ont eu pour effet de bonifier les sommes disponibles aux ménages (49,9 M\$ sur base annuelle). Ces mesures sont :

- L'abolition de la réduction de la prestation pour partage du logement pour les familles monoparentales (17,3 M\$);
- L'exemption de 100 \$ des revenus de pension alimentaire (10,6 M\$);
- L'augmentation des avoirs liquides (6,7 M\$);
- L'augmentation de 60 000 \$ à 80 000 \$ de la valeur de la résidence (3,6 M\$);
- La hausse des revenus de travail permis (11,7 M\$).

Les barèmes du programme *Soutien financier* ont été indexés de 0,9 % en janvier 1999 alors que ceux du programme APTE (*Action positive pour le travail et l'emploi*) ont été ajustés du même pourcentage, pour un ajout de 28,6 M\$ sur base annuelle.

Globalement, la moyenne mensuelle du nombre de ménages inscrits à la Sécurité du revenu est passée de 456 700 ménages en 1997-1998 à 423 600 ménages en 1998-1999. Cette réduction de 33 100 ménages, soit 7,2 %, s'explique par différents facteurs dont un contexte économique favorable en 1998-1999, un plus grand nombre de participants référés aux mesures actives d'Emploi-Québec et une meilleure attribution de l'aide de dernier recours. Par rapport à ce qui était prévu au plan de dépenses 1998-1999 (437 000 ménages), il s'agit de 13 400 ménages de moins.

### **Le soutien à la gestion du Ministère**

Au cours de l'année 1998-1999, le Ministère a investi des efforts importants à l'implantation des CLE. De plus, il a débuté le déploiement de nouvelles technologies pour ses ressources. L'intervention en ressources humaines fut au cœur de ses préoccupations, notamment en matière de gestion du changement et de formation.

La presque totalité des points de service du Ministère sont désormais reliés en réseau. De plus, un nombre important de CLE permanents sont maintenant équipés d'outils informatiques avec écrans tactiles permettant la diffusion des offres d'emploi pour aider les personnes à la recherche d'un emploi. Le déploiement de ces guichets-emploi se poursuivra au cours des prochains mois.

## LE CONTEXTE ET LES GRANDS ENJEUX

Les changements sociaux et familiaux ont amené le gouvernement à prendre des actions plus soutenues et à développer un partenariat plus intense avec les forces vives du milieu dans sa lutte à l'exclusion sociale et au chômage. À cet égard, les enjeux sont de :

- Favoriser le plein développement de l'emploi et de la main-d'œuvre dans un souci constant de mobilisation et d'engagement des partenaires, regroupés au sein de la Commission des partenaires du marché du travail et des Conseils régionaux des partenaires du marché du travail, par le biais, notamment, de la politique active du marché du travail;
- Lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale des personnes en mettant en œuvre des mesures appropriées pour développer la solidarité sociale, en assurant l'utilisation optimale du Fonds de lutte contre la pauvreté par la réinsertion au travail et en déployant l'ensemble des mesures de la réforme de la Sécurité du revenu.

En regard de la clientèle et des partenaires, les enjeux impliquent des efforts intenses et continus d'amélioration des services à la clientèle qui consistent prioritairement à :

- Assurer à toutes nos clientèles un accueil plus convivial et fournir une réponse téléphonique irréprochable et ce, particulièrement sur le territoire de la Métropole;
- Introduire des nouveaux outils de communication pour la clientèle, attrayants, faciles à lire et à comprendre afin de faire connaître davantage les produits et services du ministère;
- Faire évoluer les relations avec les clientèles dans un climat de confiance, en étant davantage à l'écoute et proactif afin de soutenir l'insertion sociale et économique;
- Resserrer les liens de partenariat et préciser les modes de collaboration dans le but d'une mise en commun d'expertises et d'une plus grande complémentarité de services, en particulier pour le soutien à l'insertion sociale de clientèles plus vulnérables et plus marginalisées.

En regard de l'administration, l'enjeu est :

- D'assurer une efficacité accrue des services publics d'emploi et des services de la Direction générale de la sécurité du revenu, en complétant la mise en place des CLE permanents offrant l'ensemble des services intégrés et adaptés aux clientèles et en révisant les manières de faire et les modes organisationnels afin de mieux circonscrire les produits et services et d'en améliorer la qualité.

## LES ORIENTATIONS STRATÉGIQUES

La prochaine année sera consacrée à la mise en place et à la consolidation des chantiers entrepris : la réforme de la Sécurité du revenu et le déploiement des CLE. L'accent portera sur le développement de la main-d'œuvre et de l'emploi, la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale ainsi que sur l'amélioration de l'efficacité et de la qualité des réseaux de l'emploi et de la sécurité du revenu. Trois grandes orientations ont été retenues, soit :

- Améliorer le fonctionnement du marché du travail en :
  - optimisant l'appariement des offres et des demandes d'emploi. À cet égard, afin de satisfaire les besoins des demandeurs d'emploi, des produits et des outils d'information sur le marché du travail utiles, fiables et précis et des services de placement performants seront rendus disponibles;

- offrant pour l'ensemble de la main-d'œuvre des mesures et services d'emploi qui répondent mieux aux besoins des individus et des entreprises. Pour ce faire, il est indispensable que l'offre de services soit établie en adaptant les interventions aux besoins des personnes et aux besoins locaux du marché du travail et qu'une promotion auprès de la clientèle en soit faite. Il est important qu'un repérage précoce des personnes à risque de chômage prolongé soit effectué afin d'offrir les bons services aux bonnes personnes au bon moment;
- Combattre la pauvreté et l'exclusion sociale et professionnelle en :
- mettant en œuvre, tout en favorisant la solidarité sociale, des programmes de soutien du revenu axés sur l'insertion sociale et économique et sur la reconnaissance des besoins particuliers. À cette fin, il s'agira d'abord de mettre en place le programme d'assistance-emploi prévu à la Loi sur le soutien du revenu et favorisant l'emploi et la solidarité sociale (L.Q. 1998, c. 36) et d'offrir une aide financière adaptée à la situation des personnes âgées de 55 ans et plus et à celles ayant des contraintes à l'emploi. Également, afin de favoriser davantage la participation à la vie collective, des mesures et services d'aide à l'intégration sociale seront expérimentés;
  - mettant en place un régime de Sécurité du revenu qui tend vers plus d'équité et met l'accent sur la réciprocité des droits et obligations. Ainsi, afin de permettre que toute personne inscrite dans une démarche vers l'emploi bénéficie des mêmes opportunités et avantages indépendamment de son statut, une politique d'harmonisation du soutien du revenu sera proposée;
  - développant des politiques de lutte contre la pauvreté et en évaluant leur portée par la réalisation d'études, analyses, données sur les plans national, régional et local. En collaboration avec les autres provinces, une mesure de la pauvreté fondée sur le panier de biens essentiels sera mise au point. Aussi, avec le concours d'organismes communautaires et des partenaires gouvernementaux et du marché du travail, des actions en vue de lutter contre la pauvreté et de soutenir des projets qui favorisent l'intégration socio-professionnelle seront poursuivies;
- Intensifier l'effort d'amélioration continue des services en fonction des besoins de la clientèle en :
- améliorant la qualité et l'efficacité de la prestation de services. À cette fin, une offre de service globale, intégrée et concertée sera fournie par les réseaux de l'emploi et de la sécurité du revenu. Des améliorations sont visées au plan de l'information sur les droits et obligations réciproques de la clientèle et du Ministère ou des partenaires impliqués dans la prestation de services. Cette réciprocité sera examinée sous l'angle de la compassion, de l'accompagnement et de la rigueur. Un service de révision est chargé d'effectuer, sur demande, la révision des décisions rendues. Le Bureau des renseignements et plaintes continuera à développer de hauts standards de qualité dans la réponse aux demandes de la clientèle, son mandat étant étroitement associé au processus d'amélioration continue grâce à la rétroaction des clients;
  - développant des outils et mécanismes concourant à une organisation du travail plus efficace et des services de qualité. La consolidation et l'optimisation du réseau des CLE permanents bénéficiant de modalités organisationnelles et d'aménagements physiques, publics et adéquats permettront d'offrir des services d'aide à l'emploi et d'aide financière efficaces et de qualité tels que requis par la clientèle tout en favorisant le partenariat. Et pour offrir ces services de qualité, le personnel recevra la formation appropriée. De plus, en vue d'assurer une saine administration des fonds publics, des mesures seront poursuivies dans un objectif de conformité des sommes versées et de la récupération des trop-versés.

La concrétisation de ces orientations passe par un certain nombre de leviers qui permettront d'avoir une gestion davantage performante, soit :

- L'amélioration de l'efficacité de l'organisation du travail des agents d'aide financière par un meilleur équilibre de la charge de travail;
- La simplification du travail et la formation : doter chaque agent d'un poste de travail informatisé (micro-ordinateur) et d'une formation adéquate;
- La réduction du taux de roulement du personnel : stabiliser les ressources humaines de manière à régler la problématique du grand nombre d'occasionnels parmi nos effectifs;
- L'innovation et l'imagination : investir et consacrer les énergies à élaborer, d'une part à l'interne, des nouvelles façons de faire afin d'améliorer les services à la clientèle et, d'autre part à l'externe, à développer des liens étroits de partenariat avec les organismes et les institutions du milieu;
- L'harmonisation du soutien du revenu : faire en sorte que toute personne inscrite dans une démarche ou un programme d'insertion obtienne la même condition de soutien financier.

Le Fonds de lutte contre la pauvreté par la réinsertion au travail constitue une expérience inédite de collaboration entre le secteur public, le secteur privé et le secteur communautaire autour d'un enjeu considérable : la lutte contre la pauvreté par la participation et l'accès au travail. Ce fonds spécial de 250,0 M\$ a été constitué en 1997 grâce aux efforts solidaires des entreprises et des contribuables québécois. Il est sous la responsabilité du Premier ministre qui, dans l'établissement des orientations, prend conseil auprès d'un comité avisé. Le Fonds a pour mandat de soutenir des projets permettant aux personnes démunies d'intégrer le marché du travail. Ainsi, il soutient des projets de création d'emploi, de formation, d'insertion ou de stages pour les personnes qui seraient autrement éloignées du marché du travail, en vue de favoriser leur intégration au sein d'un emploi durable.

Les orientations et objectifs stratégiques suivants conduiront l'action du Fonds de lutte contre la pauvreté en 1999-2000 :

- Optimiser les ressources financières disponibles au soutien de projets favorisant l'intégration à l'emploi des personnes démunies. Pour ce faire, les projets de création d'emploi et les montages financiers seront privilégiés dans les actions du Fonds;
- Améliorer l'accès à l'emploi des personnes démunies des territoires sous-représentés. Les efforts seront déployés afin d'accroître la proportion des projets soutenus pour que le taux de participation soit équivalent à au moins 60 % de l'importance relative de la pauvreté des territoires sous-représentés;
- Faciliter le transfert des acquis des personnes vers une intégration durable au marché du travail en mettant en œuvre des initiatives et des stratégies permettant d'assurer le caractère durable de l'intégration à l'emploi;
- Accroître l'efficacité et la qualité des services. À cette fin, on verra à recourir de façon plus systématique à des services, mécanismes ou outils efficaces pour aider les organismes promoteurs dans le développement et le suivi de leur projet. Au chapitre de la gestion, des efforts particuliers seront mis de l'avant afin d'accélérer le délai de traitement des demandes, d'améliorer les communications avec les promoteurs ainsi que pour améliorer les informations de gestion.

Le Secrétariat à l'action communautaire autonome (SACA) du Québec administre le Fonds d'aide à l'action communautaire autonome. Ce Fonds est constitué de 5 % des bénéfices nets des casinos d'État, sur la base de l'année précédente, ce qui constitue un effort original, substantiel et structurant de la part du gouvernement du Québec à l'endroit de l'ensemble des organismes communautaires autonomes québécois. Le mandat du SACA est de soutenir financièrement les organismes communautaires dans l'action qu'ils mènent auprès de milliers de Québécoises et de Québécois, de développer les connaissances et l'expertise à l'égard de l'action communautaire autonome et de promouvoir la reconnaissance de cette action. Il fournit également des avis sur le soutien gouvernemental qui doit être accordé aux organismes communautaires et voit à la réalisation du prix Hommage bénévolat – Québec.

Le Secrétariat à l'action communautaire autonome retient en 1999-2000 les orientations et objectifs stratégiques suivants :

- Assurer un soutien financier aux organismes communautaires qui contribuent à bâtir une société juste et solidaire, particulièrement auprès des organismes de défense des droits, en favorisant la concertation interministérielle à ces égards;
- Élaborer une politique gouvernementale de reconnaissance et de financement de l'action communautaire autonome permettant de promouvoir l'apport essentiel des quelque 8 000 organismes qui œuvrent au développement social du Québec;
- Parfaire et partager la connaissance du milieu communautaire autonome du Québec;
- Consolider le partenariat entre le gouvernement du Québec et les organismes communautaires autonomes en maintenant et développant des mécanismes de concertation avec le milieu, les partenaires du comité aviseur et les partenaires gouvernementaux, le tout dans une optique de développement local et régional.

L'Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris a le mandat de développer et d'administrer un programme de sécurité du revenu mis sur pied à la suite de la signature de la Convention de la Baie James et du Nord québécois, destiné à faire en sorte que la chasse, la pêche et le piégeage puissent permettre un niveau de vie convenable à la population crie. L'Office est composé de membres désignés par le gouvernement du Québec et l'Administration régionale crie. Le programme soutient l'économie traditionnelle crie et assure aux individus et aux familles un revenu décent basé sur la pratique des activités traditionnelles de chasse, de pêche et de piégeage.

Les orientations stratégiques de l'Office consistent à :

- Actualiser le programme de sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris en fonction des conditions économiques existantes;
- Instaurer des incitatifs visant à favoriser les activités d'exploitation de la faune comme moyen de s'assurer un revenu décent;
- Actualiser le fonctionnement et la gestion du programme, en concertation avec les chasseurs et piégeurs cris, les différents partenaires gouvernementaux et ceux du milieu cri.

## LE PLAN D'ÉVALUATION DE PROGRAMMES

### — Les mesures d'emploi

L'évaluation des mesures actives s'inscrit dans les engagements pris dans l'Entente Canada-Québec relative au marché du travail ainsi que dans l'entente de gestion d'Emploi-Québec. Une évaluation portant sur la mise en œuvre et les effets bruts des mesures actives est prévue pour 1999-2000. Une deuxième phase d'évaluation s'intéressant plus aux effets nets des mesures actives et à leur rapport coûts-efficacité s'échelonnera sur plusieurs années à compter de 1999-2000. L'évaluation de mise en œuvre touchera tant les mesures offertes aux individus que celles offertes aux entreprises et aux employeurs. La mesure de supplément de retour au travail, les entreprises d'entraînement ainsi que les comités sectoriels feront également l'objet d'évaluation en 1999-2000.

### — Les mesures universelles – services de placement et information sur le marché du travail

Une évaluation portant sur les effets et la pertinence des services de placement débutera en 2000-2001.

### — La Loi favorisant le développement de la formation de la main-d'œuvre

La loi stipule que la ministre doit, au plus tard le 22 juin 2000, faire rapport au gouvernement sur la mise en œuvre de la loi et sur l'opportunité de la maintenir ou de la modifier. À cet effet, le Ministère élabore actuellement un devis d'évaluation qui prévoit une évaluation de la mise en œuvre et de la pertinence de cette loi pour 1999-2000.

### — Le Fonds de lutte contre la pauvreté par la réinsertion au travail

Le cadre d'évaluation s'appuie sur une démarche participative et comprend plusieurs études qualitatives et quantitatives. Des travaux d'évaluation portant, entre autres, sur les processus d'implantation et de fonctionnement du Fonds, les impacts des projets et l'atteinte des objectifs intermédiaires et ultimes se poursuivront sur la période 1999-2000.

### — Les mesures d'aide financière et d'emploi

Une évaluation du profil des clientèles des mesures d'aide financière en regard des participations aux mesures d'aide à l'emploi selon le type de mesure, l'intensité de la participation et les résultats sera réalisée.

### — Le programme de protection sociale

Le Ministère prévoit amorcer en 1999-2000 l'évaluation de la dynamique d'entrées et de sorties du programme de protection sociale (profil de la clientèle, caractéristiques des individus en mouvement, motifs d'entrées et de sorties, durée des séjours dans chaque programme, besoins reliés aux mesures d'insertion sociale, etc.).

## — Les projets interministériels d'évaluation

Le Ministère participera à plusieurs évaluations interministérielles au cours de 1999-2000. Elles porteront sur :

- le programme de perception automatique des pensions alimentaires;
- les projets d'économie sociale issus du Sommet sur l'économie et l'emploi;
- le Fonds pour les jeunes minorités visibles;
- les dispositions relatives à la contribution parentale.

Il assurera également la coordination des travaux d'évaluation prévus dans l'Entente Canada-Québec sur l'aide à l'employabilité des personnes handicapées.

## — Les évaluations qui se termineront en 1999-2000

Plusieurs évaluations concernant notamment les mesures ou programmes antérieurs à la réorganisation du Ministère se termineront en 1999-2000. Elles portent sur :

- la formation professionnelle au secondaire (FPS) : évaluation de la réussite, de l'impact et des coûts-efficacité du programme;
- le programme APPORT : évaluation de l'impact et des coûts-efficacité.

**LE PLAN BUDGÉTAIRE**

L'enveloppe budgétaire 1999-2000 du portefeuille « Emploi, Solidarité sociale » est établie à 3 960,0 M\$ en baisse de 303,4 M\$ comparativement au budget de dépenses 1998-1999 de 4 263,4 M\$.

**LE BUDGET DE DÉPENSES PAR PROGRAMMES**

	1999-2000		1998-1999	
	BUDGET DE DÉPENSES	VARIATION	BUDGET DE DÉPENSES	DÉPENSE PROBABLE
	(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)
	(1)	(2)=(1)-(3)	(3)	(4)
1. Mesures d'aide à l'emploi	915 710,3	20 863,0	894 847,3	814 970,4
2. Mesures d'aide financière	2 871 140,6	(342 185,7)	3 213 326,3	3 138 707,0
3. Soutien à la gestion	173 173,1	17 888,0	155 285,1	143 674,8
<b>Total</b>	<b>3 960 024,0</b>	<b>(303 434,7)</b>	<b>4 263 458,7</b>	<b>4 097 352,2</b>
<b>Effectif (ETC) (excluant les fonds spéciaux)</b>	<b>3 643</b>	<b>(2)</b>	<b>3 645</b>	<b>—</b>

Note : Les programmes 1 et 2 contiennent des provisions qui permettent des transferts de crédits à d'autres programmes et les dépenses qui y sont comptabilisées en 1998-1999 comprennent de tels virements; ceux effectués à partir du programme *Mesures d'aide à l'emploi* s'élèvent à 11,0 M\$ et à partir du programme *Mesures d'aide financière*, à 10,4 M\$.



**Programme 1 : Mesures d'aide à l'emploi**

Ce programme vise à pourvoir au financement d'Emploi-Québec, de la Commission des partenaires du marché du travail (CPMT) et des Carrefours Jeunesse-Emploi. Emploi-Québec est le service public d'emploi du Québec responsable de l'information sur le marché du travail, du placement et des mesures actives d'emploi liées à la politique active du marché du travail aux niveaux national, régional, local et sectoriel. Il est également responsable de la *Loi favorisant le développement de la formation de la main-d'œuvre* et de la *Loi sur la formation et la qualification professionnelle de la main-d'œuvre*. Il vise également le développement des politiques d'emploi.

Le budget de dépenses de ce programme passe de 894,8 M\$ à 915,7 M\$ en 1999-2000, soit une hausse de 20,9 M\$. L'augmentation du budget affecté à ce programme résulte principalement de l'Entente Canada-Québec relative au marché du travail.

**Programme 2 : Mesures d'aide financière**

Ce programme vise essentiellement à rendre accessible, à tous les citoyens et citoyennes qui en font la demande et qui en démontrent le besoin, des services de soutien financier par l'entremise du réseau de la sécurité du revenu et de celui de la ville de Montréal. Il veut permettre à tout ménage d'être en mesure de satisfaire ses besoins en versant aux ménages particulièrement démunis une allocation de dernier recours égale à la différence entre leurs ressources et les besoins essentiels qui leur sont reconnus. Le programme verse aux personnes à faibles revenus avec enfants à charge un supplément basé sur le revenu de travail, en allouant à la création d'emploi à l'intention des prestataires d'aide sociale des sommes qui autrement seraient versées en prestations de sécurité du revenu. Le programme accorde à l'Office de sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs crs les sommes requises pour soutenir les activités traditionnelles des membres de cette communauté. Il vise également le développement des politiques de sécurité du revenu.

Le budget de dépenses du programme passe de 3 213,3 M\$ en 1998-1999 à 2 871,1 M\$ en 1999-2000, soit une diminution de 342,2 M\$. Cette réduction correspond, pour un montant de 227,9 M\$, à la baisse prévue du coût moyen et du nombre de ménages à la sécurité du revenu de 423 600 en moyenne en 1998-1999 à 401 900 en 1999-2000. Des mesures permettront la sortie de 12 700 ménages ramenant le nombre de ménages à 389 200 et générant ainsi des économies additionnelles de 90,9 M\$. Ces mesures consistent, d'une part, à soutenir davantage de participants admissibles au régime de l'assurance-emploi dans le cadre de l'entente Canada-Québec relative au marché du travail et, d'autre part, à susciter la sortie de l'aide par l'amélioration de la performance des mesures actives d'emploi et de la gestion de la sécurité du revenu en rendant plus efficace l'organisation du travail des agents d'aide financière par un meilleur équilibre de la charge de travail et, enfin, par l'instauration d'autres mesures favorisant l'insertion en emploi et l'insertion sociale. Par ailleurs, le transfert de la gestion du remboursement de la taxe de vente au ministère du Revenu explique une baisse de 52,0 M\$. Enfin le budget du programme *Soutien financier* a été indexé de 0,9 % au 1<sup>er</sup> janvier 1999 et les autres barèmes du programme APTE ont été ajustés du même pourcentage pour un coût de 28,6 M\$.

**Programme 3 : Soutien à la gestion**

Ce programme vise à planifier, diriger et coordonner les ressources humaines financières, matérielles et informationnelles essentielles à la gestion des programmes.

Le budget d'administration passe de 155,3 M\$ en 1998-1999 à 173,2 M\$ en 1999-2000. Le budget est haussé de 17,9 M\$ pour financer les besoins à l'égard des technologies de l'information (incluant le démarrage des guichets-emploi), des loyers et de la téléphonie.

#### LE BUDGET D'INVESTISSEMENTS

	1999-2000 (000 \$)	1998-1999 (000 \$)
Immobilisations	1 176,2	3 976,2
Prêts, Placements et Avances	100,0	100,0

Des dépenses de 4,0 M\$ ont été engagées en 1998-1999 pour payer les projets d'amélioration locative, inférieurs à 100 000 \$, des CLE. En 1999-2000, le Ministère prévoit investir 1,2 M\$ pour continuer l'implantation des CLE.

#### LES FONDS SPÉCIAUX

En 1999-2000, quatre fonds spéciaux disposant d'un effectif de 2 681 ETC seront utilisés.

##### Le Fonds d'aide à l'action communautaire autonome

Ce Fonds, qui a débuté ses opérations le 1<sup>er</sup> avril 1995, a permis au gouvernement du Québec d'injecter depuis 4 ans 43,2 M\$ d'argent neuf dans l'action communautaire autonome et ce, malgré les compressions budgétaires. Ces sommes ont bénéficié à des centaines d'organismes dans l'action qu'ils mènent auprès de milliers de québécoises et québécois de toutes les régions.

	PRÉVISIONS 1999-2000 (000 \$)	PROBABLES 1998-1999 (000 \$)
Revenus	15 000,0	17 133,2
Dépenses	17 315,6	17 889,6
Excédent (Déficit)	(2 315,6)	(756,4)
Investissement	10	55,5
Effectif (ETC)	25	23

Il est prévu en 1999-2000 des dépenses de 17,3 M\$ comparativement à 17,9 M\$ en 1998-1999 en raison de la baisse prévue des revenus en provenance des casinos. Les déficits prévus de 2,3 M\$ en 1999-2000 et de 0,8 M\$ en 1998-1999 sont couverts par l'excédent de 3,3 M\$ provenant des années antérieures.

### Le Fonds de développement du marché du travail

Ce Fonds vise à financer la mise en œuvre et la gestion des mesures et des programmes relevant de la ministre responsable de l'Emploi ainsi que de la prestation des services publics d'emploi. Il a débuté ses opérations le 1<sup>er</sup> janvier 1998.

En 1999-2000, le Ministère prévoit des dépenses de 879,6 M\$ en regard des budgets administratifs et d'interventions en matière de mesures actives de main-d'œuvre et d'emploi. Le déficit prévu pour 1998-1999 est couvert à même l'excédent provenant de l'année précédente.

	PRÉVISIONS 1999-2000 (000 \$)	PROBABLES 1998-1999 (000 \$)
Revenus	879 573,4	771 156,1
Dépenses	879 573,4	781 420,1
Excédent (Déficit)	—	(10 264,0)
Investissement	—	—
Effectif (ETC)	2 647 *	2 647 *

\* Ne comprend pas les 268 personnes prêtées par la Ville de Montréal.

### Le Fonds de lutte contre la pauvreté par la réinsertion au travail

Ce Fonds, ayant débuté ses opérations le 26 novembre 1996, concerne le financement des mesures visant à lutter contre la pauvreté en favorisant l'intégration au travail des personnes démunies. Les revenus du Fonds proviennent principalement des sommes perçues des particuliers et des sociétés par la voie de la fiscalité. Depuis sa création, le Fonds a permis à plus de 16 000 personnes de bénéficier d'un support en vue d'intégrer le marché du travail. De ce nombre, 8 049 ont participé à des projets de création d'emploi.

En 1999-2000, le Ministère prévoit des dépenses de 105,7 M\$ par rapport à des dépenses de 93,6 M\$ en 1998-1999 qui auront permis à 4 012 personnes de participer à des projets de création d'emploi, 901 à des projets de formation et 2 589 à des projets d'insertion, pour un total de 7 502 prestataires. Le Fonds terminera ses activités en 2000-2001 en liquidant le solde de 29,3 M\$ prévu à la fin de l'exercice 1999-2000.

	PRÉVISIONS 1999-2000 (000 \$)	PROBABLES 1998-1999 (000 \$)
Revenus	53 944,6	107 575,1
Dépenses	105 665,3	93 605,4
Excédent (Déficit)	(51 720,7)	13 969,7
Investissement	—	—
Effectif (ETC)	9	9

Le déficit de 51,7 M\$ est couvert par l'excédent cumulé de 80,9 M\$ provenant des années antérieures.

### Le Fonds des technologies de l'information

Ce Fonds, qui a débuté ses activités le 1<sup>er</sup> avril 1996, vise à financer les technologies de l'information du Ministère. Les charges d'amortissement et les frais financiers sont financés à même les budgets du Ministère.

Le Ministère prévoit des dépenses de 39,8 M\$ imputables à l'année 1999-2000 et des investissements totalisant 87,9 M\$ respectivement en hausse de 22,9 M\$ et 25,8 M\$ par rapport à 1998-1999.

	PRÉVISIONS 1999-2000 (000 \$)	PROBABLES 1998-1999 (000 \$)
Revenus	39 818,7	16 900,7
Dépenses	39 818,7	16 900,7
Excédent (Déficit)	—	—
Investissement	87 945,4	62 154,9
Effectif (ETC)	—	—

### LES INDICATEURS

Les indicateurs apparaissant ici sont d'ordre général et permettent d'effectuer un suivi sur l'évolution d'éléments influençant la mission du Ministère, sur la mise en place de projets ou des principaux changements et sur la qualité de certains services rendus. Un bon nombre d'indicateurs de résultats en regard des objectifs stratégiques, notamment en matière de sécurité du revenu, devraient faire l'objet d'études plus poussées et seront développés afin de servir à l'établissement de cibles et faire l'objet d'un

suivi régulier. Un tableau de bord mensuel permet d'effectuer un suivi budgétaire portant, entre autres, sur l'évolution des dépenses, des ménages bénéficiant de l'aide de dernier recours, etc.

En matière d'emploi, le plan d'action d'Emploi-Québec définit les indicateurs retenus suite à la signature de l'entente de gestion entre le gouvernement et la Commission des partenaires du marché du travail.

Les indicateurs de contexte :

- Proportion des prestataires de la Sécurité du revenu participant à des mesures actives selon le profil et le type de mesure;
- Évolution mensuelle des ménages à l'aide sociale selon la classification, le type de ménages, l'âge et le sexe;
- Évolution mensuelle des bénéficiaires réguliers de l'assurance-emploi selon l'âge, le sexe et la durée.

Les indicateurs de gestion :

- Taux de satisfaction des utilisateurs du Bureau des renseignements et plaintes;
- Délai de traitement des demandes de renseignements;
- Délai de traitement des demandes de révision;
- Taux de recouvrement des trop-payés (aide financière, aide à l'emploi);
- Proportion de CLE équipés de guichets emploi ou d'écrans tactiles.

Les indicateurs d'efficacité des services d'Emploi-Québec :

- Le nombre de personnes et d'entreprises aidées selon le type d'intervention et le taux d'emploi des personnes aidées;
- La somme des économies au compte de l'assurance-emploi et des économies à la Sécurité du revenu;
- La proportion des entreprises assujetties à la Loi sur le développement de la formation de la main-d'œuvre ne cotisant pas au Fonds national de formation de la main-d'œuvre par catégories d'assujettissement à la loi;
- Le nombre d'apprentis et leur taux de diplomation.



## ENVIRONNEMENT

### LA MISSION

Le ministère de l'Environnement a pour mission de s'assurer, dans une perspective de développement durable, de la protection de l'environnement. Cette responsabilité implique que le Ministère doit faire preuve de leadership en proposant des objectifs qui visent à assurer à la population québécoise un milieu de vie de qualité, en offrant les conditions de base essentielles à leur réalisation et en y associant ses partenaires. Elle implique également que les interventions du Ministère s'intègrent dans une perspective de développement durable des écosystèmes et des ressources afin que la population actuelle et les générations futures puissent en retirer des bénéfices.

### LE SUIVI DU PLAN DE GESTION DES DÉPENSES 1998-1999

En matière de gestion de l'eau, le Conseil des ministres confiait, le 16 septembre 1998, le mandat de tenir une consultation publique sur la gestion de l'eau à une commission ad hoc du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE). Il s'agit de la phase II (après le symposium) du processus devant mener le Québec à se doter d'une politique de l'eau. Le 6 janvier 1999, un document de consultation sur la gestion de l'eau au Québec était rendu public. Par ailleurs, le Ministère a poursuivi ses travaux de révision du projet de règlement sur la qualité de l'eau potable. Diverses rencontres interministérielles ont également été tenues sous la coordination du ministère de l'Environnement dans l'optique de l'élaboration de la stratégie gouvernementale de dépollution des cours d'eau.

Par ailleurs, le Plan d'action québécois sur la gestion des matières résiduelles 1998-2008 a été rendu public le 15 septembre 1998. La mise en œuvre du plan pourra se poursuivre par l'adoption de programmes et de modifications législatives et réglementaires actuellement en cours d'élaboration.

Concernant la pollution d'origine agricole, le Ministère travaille sur un projet de stratégie ministérielle de réduction de cette pollution qui sera soumis ultérieurement à une consultation ciblée. Des modifications au Règlement sur la pollution d'origine agricole sont entrées en vigueur relativement à l'application des plans agroenvironnementaux de fertilisation et à certains autres aspects techniques. Le Ministère a accrédité un autre organisme qui interviendra dans la gestion des engrais de ferme dans la région Chaudière-Appalaches. Des consultations sur le projet de code de gestion des pesticides ont été menées.

Dans le domaine des toxiques industriels, le programme *Réduction des rejets industriels* (PRRI) doit être étendu aux secteurs des mines et de la métallurgie. Des outils de support à la délivrance des attestations d'assainissement dans le secteur des pâtes et papiers ont été produits et diffusés.

En ce qui a trait aux problématiques atmosphériques, le ministère de l'Environnement a axé ses efforts sur les changements climatiques et à cette fin, il a mis en place une équipe ministérielle. Il a également organisé une rencontre interministérielle des sous-ministres impliqués afin de les sensibiliser à l'importance de cette problématique et de discuter des enjeux pour le Québec. De plus, un mécanisme de concertation a été adopté par le Comité interministériel sur les changements climatiques. On prévoit le dépôt d'un plan d'action au Conseil des ministres au début de l'an 2000.

Un document établissant la problématique relative au smog a été produit et servira de base à l'élaboration d'une stratégie québécoise dans le cadre du développement de la phase II du plan canadien. La révision du règlement sur la qualité de l'atmosphère se poursuit. Un projet de stratégie de lutte contre les substances appauvrissant la couche d'ozone a été élaboré. Ce projet fera l'objet d'une consultation auprès d'intervenants ciblés au cours des prochains mois.

En regard des zones inondables, le gouvernement du Québec annonçait en 1998 un programme de détermination des cotes de crue de récurrence 20 ans et 100 ans pour les zones à risque d'inondation au Québec. La mise en place du programme s'est effectuée au Ministère et des équipes ont été formées. Par ailleurs, des discussions sont en cours avec les représentants du gouvernement fédéral pour mettre en œuvre une nouvelle gestion de la cartographie des zones inondables.

Concernant les ouvrages de retenue des eaux, un avant-projet de loi sur la sécurité des barrages a été déposé à l'Assemblée nationale en juin 1998. Une commission parlementaire a été tenue en octobre. Un projet de loi est en cours de préparation pour adoption. L'inventaire des ouvrages de retenue est terminé. Un répertoire préliminaire a été complété. Une dernière validation des données sera effectuée en juin 1999. L'identification des ouvrages orphelins sera faite à partir des données recueillies pour le répertoire des ouvrages de retenue.

Dans le domaine des eaux usées et du secteur municipal, la réglementation relative aux rejets des eaux usées des résidences isolées est en cours de révision. Des travaux sont également en cours afin d'améliorer le suivi et le contrôle des rejets des ouvrages municipaux d'assainissement.

En matière de gestion des sols, la Politique ministérielle de protection des sols et de réhabilitation des terrains contaminés a été approuvée par le ministre de l'Environnement et de la Faune en juin 1998. Par ailleurs, dans le cadre du programme de réhabilitation des terrains contaminés en milieu urbain (Québec et Montréal), un cadre normatif a été élaboré, un protocole d'entente signé avec les deux villes concernées et plusieurs projets de réhabilitation complétés ou en cours de réalisation.

En ce qui a trait à la conservation et à la gestion des aires protégées, des équipes de réalisation chargées de développer une stratégie nationale sur ces aires protégées ont été mises en place.

Sur le plan de l'acquisition des connaissances, le Ministère a entrepris des travaux sur la détermination d'indicateurs environnementaux nécessaires au suivi des problématiques environnementales prioritaires.

Au chapitre de la modernisation de ses outils de protection de l'environnement, le Ministère a émis un avis sur le rapport du groupe-conseil concernant l'allègement réglementaire traitant, entre autres, de la révision des systèmes d'autorisation et de la procédure d'évaluation et d'examen des impacts sur l'environnement. Diverses modifications à la réglementation du Ministère ont également contribué à atteindre cet objectif d'allègement.

Au titre de la diversification de ses moyens d'intervention, le Ministère a mis de l'avant des instruments économiques dans le domaine des carrières et sablières (garanties financières relatives à leur restauration, en consultation auprès du milieu municipal) ainsi que des pesticides (assurance environnementale pour leur entreposage).



En matière de contribution aux démarches gouvernementales de développement économique, le Ministère a travaillé sur un cadre d'intervention établissant la contribution des utilisateurs au financement de ses biens et services. Le Ministère a collaboré au financement de huit projets industriels associés aux technologies environnementales à l'aide du Fonds des priorités gouvernementales en sciences et technologies (FPGST-E). Dans le but de favoriser le développement en partenariat de l'expertise québécoise au niveau international, une coopérative de solidarité d'expertise environnementale internationale a été mise en place en novembre 1998.

En ce qui a trait au partenariat, le Ministère a conclu et reconduit diverses ententes avec des industries, d'autres ministères et différents organismes en matière d'éducation et de protection de l'environnement. Enfin, sur le plan administratif, le Ministère a traité 78 % des demandes de documents officiels (permis, certificats...) en moins de 90 jours, ce qui constitue une amélioration de 7 % par rapport à l'année précédente.

## **LE CONTEXTE, LES GRANDS ENJEUX ET LES ORIENTATIONS STRATÉGIQUES**

L'exercice de planification stratégique 1999-2002 du Ministère se démarque des exercices précédents. Les enjeux y sont effectivement associés aux principales ressources qu'il doit protéger : l'eau, l'air et le sol. Deux autres enjeux relatifs aux matières résiduelles, ainsi qu'à l'adaptation du Ministère aux réalités du XXI<sup>e</sup> siècle, sont également retenus.

### **L'EAU**

#### **Enjeu 1 : S'assurer de la gestion durable de la ressource eau afin d'en favoriser la disponibilité en qualité et quantité suffisantes pour les générations actuelles et futures.**

La gestion de l'eau se fait actuellement sur une base sectorielle, en fonction des nombreuses juridictions qui œuvrent sur le territoire québécois. Ce mode de gestion peut conduire à des incohérences quant aux objectifs à poursuivre et aux usages à privilégier. De par son intensité et sa complexité, la pollution d'origine agricole est actuellement la forme de pollution la plus préoccupante au Québec en regard de la qualité des eaux. Les inondations qu'ont connues plusieurs régions du Québec à la suite des pluies diluviennes de l'été 1996 ont amené le gouvernement, les autorités municipales, les entreprises et la population en général à s'interroger sur plusieurs aspects relatifs à la gestion des ouvrages de retenue des eaux et des zones inondables.

**Orientation 1 :** Doter le Québec d'un cadre de gestion durable de l'eau.

**Axe 1 :** Élaborer une politique québécoise de gestion de l'eau.

Le Québec est actuellement engagé dans un processus devant mener à l'élaboration d'une politique de l'eau. À cet effet, à la suite du Symposium sur la gestion de l'eau tenu en décembre 1997, une vaste consultation publique a été lancée le 26 janvier 1999 sous l'égide du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE).

Orientation 2 : Prévenir la détérioration de la qualité de l'eau.

Axe 1 : Réduire la pollution d'origine agricole.

Pour ce faire, adopter une stratégie de réduction de la pollution d'origine agricole, s'assurer de la conformité des exploitations agricoles au Règlement sur la réduction de la pollution d'origine agricole, contribuer à l'objectif de la stratégie phytosanitaire du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation (MAPAQ) visant à réduire l'usage des pesticides.

Axe 2 : Maintenir et améliorer les acquis en matière d'assainissement des eaux.

Pour ce faire, étendre le programme de réduction des rejets industriels à de nouveaux secteurs et assurer le suivi environnemental des ouvrages municipaux d'assainissement.

Orientation 3 : Réviser les mécanismes de gestion des zones inondables.

Axe 1 : Améliorer la prise en charge par les municipalités de la gestion des zones inondables.

Dans cette perspective, appuyer les municipalités dans la gestion et l'identification de ces zones, notamment grâce au programme de détermination des cotes de crues de récurrence 20 ans et 100 ans.

Orientation 4 : Accroître la sécurité des barrages publics et privés.

Axe 1 : Instituer un régime juridique sur la sécurité des barrages.

Axe 2 : Organiser la gestion des barrages gouvernementaux.

Dans cette optique, proposer l'adoption d'un projet de loi sur la sécurité des barrages et le mettre en œuvre, réaliser un répertoire des ouvrages de retenue des eaux.

## **L'AIR**

**Enjeu 1 : S'assurer que la population du Québec bénéficie d'un air de qualité.**

Les problèmes de pollution atmosphérique au Québec sont généralement associés aux activités industrielles et commerciales et à l'utilisation des combustibles, particulièrement dans le transport. Les problématiques majeures sont : les changements climatiques, l'appauvrissement de la couche d'ozone stratosphérique, la formation d'ozone troposphérique et de smog, le phénomène des précipitations acides, les émissions et le transport à longue distance des polluants atmosphériques. Certains de ces phénomènes sont de portée locale, d'autres de portée planétaire.

Orientation 1 : Améliorer la qualité de l'air et contribuer à la solution des problématiques atmosphériques globales et régionales.

Axe 1 : Positionner le Québec en regard des problématiques atmosphériques globales.

À cette fin, élaborer un document de réflexion portant sur les enjeux relatifs aux problématiques atmosphériques d'intérêt pour le Québec, soumettre pour adoption une stratégie québécoise sur les changements climatiques, adopter des stratégies québécoises sur les précipitations acides et sur la gestion du smog, les mettre en œuvre, réaliser un plan d'action sur le mercure et mettre en œuvre la nouvelle stratégie québécoise de contrôle des substances appauvrissant la couche d'ozone.

## **LE SOL**

**Enjeu 1 : S'assurer de la réhabilitation des terrains contaminés et de l'amélioration de la protection des sols.**

Au Québec, les terrains contaminés sont surtout localisés en territoire urbain. La restauration d'un terrain contaminé est coûteuse, ne permet pas toujours d'en récupérer tous les usages et engendre des centaines de milliers de mètres cubes de sols contaminés.

Orientation 1 : Favoriser la réhabilitation et la réutilisation des terrains contaminés ainsi que la gestion adéquate des sols contaminés.

Axe 1 : Mettre en œuvre la Politique de protection des sols et de réhabilitation des terrains contaminés.

À cette fin, se doter des outils et moyens législatifs, réglementaires et économiques requis et soutenir les interventions privées et publiques de réhabilitation des terrains contaminés en milieu urbain.

Orientation 2 : Prévenir la détérioration des sols par des activités industrielles.

Axe 1 : Mettre en œuvre la Politique de protection des sols et de réhabilitation des terrains contaminés - Volet Protection.

## **LES MATIÈRES RÉSIDUELLES**

**Enjeu 1 : S'assurer de la saine gestion des matières résiduelles.**

Les ressources naturelles extraites et transformées pour satisfaire les besoins de consommation ne sont pas inépuisables. De plus, les activités d'extraction et de fabrication sont responsables des principaux problèmes de pollution. La solution à ces problèmes passe, entre autres, par une saine gestion des matières résiduelles. La récupération de ces matières et leur réintroduction dans les cycles industriels de fabrication ont généralement pour effet, tout comme la réduction à la source, de diminuer l'exploitation des ressources naturelles et la pollution associée à leur transformation.

Orientation 1 : Favoriser la mise en valeur des matières résiduelles.

Axe 1 : Mettre en œuvre le Plan québécois 1998-2008 sur la gestion des matières résiduelles.

À cette fin, s'assurer que les mesures proposées au plan d'action permettent l'atteinte des objectifs fixés, soumettre pour adoption le cadre législatif et réglementaire proposé et rendre les lieux d'élimination plus sécuritaires.

## L'ADAPTATION DES MOYENS D'INTERVENTION

**Enjeu 1 : Doter le Ministère d'une approche et de moyens d'intervention mieux adaptés aux réalités du XXI<sup>e</sup> siècle.**

Les nouvelles réalités socio-économiques contemporaines ont entraîné la redéfinition du rôle de l'État québécois, la révision de ses priorités et de ses façons de faire. Les activités du Ministère s'inscrivent dans ce virage.

Orientation 1 : Moderniser les interventions du Ministère.

Axe 1 : Réviser le régime de protection de l'environnement.

Axe 2 : Mettre en œuvre une stratégie de changement.

Axe 3 : Mettre en œuvre la décision gouvernementale en matière de gestion de la faune et des parcs.

## LE PLAN D'ÉVALUATION DE PROGRAMMES

La programmation des travaux d'évaluation prévue pour l'année 1999-2000 est la suivante :

DOSSIERS	TYPE DE TRAVAUX D'ÉVALUATION	ÉCHÉANCE	OBJECTIFS
Règlement sur les déchets dangereux	Cadre d'évaluation	Novembre 1999	Pertinence, efficacité
Règlement sur la récupération de la peinture	Cadre d'évaluation	Janvier 2000	Pertinence, efficacité
Règlement sur la réduction de la pollution d'origine agricole	Cadre d'évaluation	Mars 2000	Pertinence, efficacité
Politique de protection des sols et de réhabilitation des terrains contaminés	Cadre d'évaluation	Septembre 2000	Pertinence, efficacité
Programme de réhabilitation des sols contaminés en milieu urbain	Cadre d'évaluation	Mars 2000	Pertinence, efficacité
Fonds des priorités gouvernementales en sciences et technologies - Volet environnement (FPGST-E)	Cadre d'évaluation	Janvier 2000	Pertinence, efficacité
Plan d'action Saint-Laurent - Vision 2000	Mise à jour du cadre de performance	Juin 1999	Performance
Règlement sur les fabriques de pâtes et papiers	Évaluation	Mars 2000	Pertinence, efficacité

## LE PLAN BUDGÉTAIRE

### LE BUDGET DE DÉPENSES PAR PROGRAMMES

	1999-2000		1998-1999	
	BUDGET DE DÉPENSES	VARIATION	BUDGET DE DÉPENSES	DÉPENSE PROBABLE
	(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)
	(1)	(2)=(1)-(3)	(3)	(4)
1. Protection de l'environnement	139 124,8	(14 261,0)	153 385,8	151 251,3
2. Bureau d'audiences publiques sur l'environnement	6 753,3	1 696,4	5 056,9	5 056,9
3. Développement de la région de Québec	25 653,1	9 000,0	16 653,1	17 505,5
<b>Total</b>	171 531,2	(3 564,6)	175 095,8	173 813,7
<b>Effectif (ETC) (excluant les fonds spéciaux)</b>	1 810	2	1 808	—

#### Programme 1 : Protection de l'environnement

Ce programme vise à assurer, dans une perspective de développement durable, la protection de l'environnement par l'élaboration et la mise en œuvre de politiques et programmes ayant comme objectifs de contrôler et de réduire la pollution, de restaurer les sites et de protéger les milieux et les ressources.

La réduction de 14,3 M\$ du budget affecté à ce programme résulte principalement de l'achèvement du plan d'élimination des BPC.

#### Programme 2 : Bureau d'audiences publiques sur l'environnement

Le Bureau d'audiences publiques sur l'environnement intervient principalement dans le cadre du processus d'examen et d'évaluation des impacts des projets de développement sur l'environnement par la tenue de séances de consultation et d'information de la population.

L'augmentation de 1,7 M\$ découle principalement de la décision du Conseil des ministres de confier le mandat de réalisation d'une consultation publique sur la gestion de l'eau à une commission ad hoc du BAPE.

### Programme 3 : Développement de la région de Québec

Ce programme vise le soutien et la promotion de la région de Québec en veillant à la préservation de son caractère distinctif, en contribuant à la mise en valeur de ses sites, ses monuments et ses activités ainsi qu'en appuyant le développement et la diversification de ses assises économiques.

L'augmentation de 9,0 M\$ découle de l'injection de 7,0 M\$ additionnels au Fonds de diversification de l'économie de la Capitale conformément aux dispositions prévues, ainsi que de 2,0 M\$ pour le développement touristique de la région de Québec.

#### LE BUDGET D'INVESTISSEMENTS

	1999-2000 (000 \$)	1998-1999 (000 \$)
Immobilisations	7 475.6	8 658.1
Prêts, Placements et Avances	—	—

La réduction de 1,2 M\$ est attribuable à une diminution des besoins en matière d'acquisition d'équipements.

#### LES INDICATEURS

##### — LES INDICATEURS DE MISE EN ŒUVRE

##### L'EAU

- rapport de la commission ad hoc du BAPE déposé; projet de politique déposé et adopté au cours de l'an 2000;
- projet de stratégie de réduction de la pollution d'origine agricole et plan de mise en œuvre adoptés;
- bilan de performance des ouvrages municipaux d'assainissement produit;
- augmentation annuelle du nombre de municipalités dont les cotes sont connues; augmentation annuelle du nombre de municipalités dont les zones inondables sont déterminées au schéma d'aménagement de la MRC; variation annuelle du nombre de dérogations admissibles dans la zone inondable 0-20 ans à des fins autres que d'utilité publique, de sécurité publique ou de dérogation mineure; politique de protection des rives, du littoral et des plaines inondables modifiée.

## L'AIR

- *problématiques atmosphériques* - Document de réflexion adopté. *Changements climatiques* - Rapport sur la consultation publique déposé; projet de stratégie déposé et adopté en 2000; projet de plan d'action déposé et adopté en 2000. *Précipitations acides* - Projet de stratégie adopté; projet de plan d'action adopté; quantité d'émission annuelle. *Smog* - Rapport sur la consultation déposé; projet de stratégie adopté en 2000; projet de plan d'action adopté en 2000; nombre de dépassements annuels de la norme sur la qualité de l'air ambiant relative à l'ozone au sol. *Couche d'ozone* - Plan de mise en œuvre adopté; réduction de la consommation annuelle (bilan des ventes), des CFC, des halons et des HCFC au Québec. *Mercur*e - Rapport de suivi pour la prochaine Conférence des gouverneurs et des premiers ministres de l'Est du Canada déposé; variation annuelle de la concentration de mercure dans la chair de poisson.

## LE SOL

- outils économiques déposés en 2000 et mis en œuvre en 2001.

## L'ADAPTATION DES MOYENS D'INTERVENTION

- *document de problématique et document d'orientation concernant le régime de protection de l'environnement déposés; stratégie de changement mise en œuvre; décision gouvernementale en matière de gestion de la faune et des parcs mise en œuvre.*

## — LES INDICATEURS DE RÉSULTATS

### L'EAU

- *variation annuelle du niveau de phosphore total (mg/l, P), d'azote ammoniacal total (mg/l, NH<sub>3</sub>), de nitrates (mg/l, NO<sub>3</sub>, de pesticide; pourcentage de plans agroenvironnementaux de fertilisation (PAEF) réalisés par rapport à l'objectif visé (23 700 en 2003); nombre de projets d'exploitation d'élevage autorisés annuellement; nombre d'exploitations inspectées (objectif : 3 000 inspections/année); pourcentage de réduction des ventes annuelles de pesticides en agriculture, par rapport à 1992.*

### LE SOL

- *nombre de terrains réhabilités annuellement; nombre de bilans environnementaux déposés annuellement (cible : 600 en dix ans); nombre de projets inscrits et investissements réalisés (Québec et Montréal) annuellement;*
- *nombre de certificats d'autorisation pour les nouvelles entreprises visées par les spécifications de la Politique de protection des sols et de réhabilitation des terrains contaminés (indicateur annuel).*

## LES MATIÈRES RÉSIDUELLES

- *le pourcentage d'accroissement du taux de récupération des matières résiduelles (indicateur aux deux ans).*





## FAMILLE ET ENFANCE

### LA MISSION

Le ministère de la Famille et de l'Enfance (MFE) a pour mission de valoriser la famille et les enfants et de favoriser leur plein épanouissement. Il réalise cette mission, à la fois engageante et large, par le développement et la mise en œuvre de la Politique familiale du gouvernement du Québec, en concertation avec les acteurs concernés, principalement dans les domaines d'activités qui visent :

- L'amélioration du milieu de vie des familles, notamment en matière d'habitation, de santé, d'éducation, de sécurité et de loisir;
- Le soutien financier des familles;
- La conciliation des responsabilités familiales et professionnelles;
- Le développement des enfants et le soutien aux parents;
- Le développement des centres de la petite enfance.

Plus spécifiquement, afin de soutenir les parents dans leurs responsabilités d'assurer le bien-être et l'épanouissement des enfants, le Ministère doit :

- Développer des politiques et des programmes pour les familles et les enfants;
- Favoriser la cohérence et la complémentarité des actions qui touchent de façon particulière la famille ou l'enfance;
- Soutenir les personnes, les groupes et les organismes qui contribuent à l'épanouissement des familles et des enfants.

Pour accomplir sa mission au plan du soutien financier des familles, le Ministère s'appuie sur la Régie des rentes du Québec (RRQ) pour l'administration de la Loi sur les prestations familiales (L.Q. 1997, c. 57) et les règlements sur les prestations familiales et sur l'allocation pour enfant handicapé. La RRQ collabore avec le Ministère pour proposer au gouvernement des orientations à l'égard des allocations à verser ainsi que des modalités d'un régime québécois d'assurance parentale. Enfin, la Régie collaborera à l'évaluation du volet allocation familiale du programme *Prestations familiales* et, éventuellement, à celle du régime d'assurance parentale.

### Le Conseil de la famille et de l'enfance

La Ministre est responsable du Conseil de la famille et de l'enfance. En vertu de sa loi, le mandat du Conseil consiste essentiellement à :

- Solliciter des opinions, recevoir et entendre les requêtes et les suggestions de personnes et de groupes sur toute question relative à la famille et à l'enfance;

- Saisir la ministre, sous forme d'avis, de toute question relative à la famille et à l'enfance qui mérite l'attention ou une action du gouvernement et lui soumettre ses recommandations;
- Effectuer ou faire effectuer les études et les recherches qu'il juge utiles ou nécessaires à l'exercice de ses fonctions;
- Fournir de l'information au public sur tout avis ou rapport qu'il a transmis à la ministre et que celle-ci a rendu public.

Le Conseil doit aussi donner son avis à la ministre sur toute question ou projet relatif à la famille et à l'enfance que celle-ci lui soumet. Enfin, le Conseil a également pour fonction de soumettre annuellement à la ministre un rapport sur la situation et les besoins des familles et des enfants du Québec.

### **LE SUIVI DU PLAN DE GESTION DES DÉPENSES 1998-1999**

Le gouvernement fédéral ayant modifié les montants qu'il verse au titre de sa prestation fiscale canadienne pour enfants, le MFE a ajusté les montants versés en allocations familiales tout en assurant la couverture des besoins essentiels des enfants des familles à faible revenu. Une nouvelle table de l'allocation familiale est entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 1998. Le Québec a utilisé les économies dégagées à la suite de l'investissement du gouvernement fédéral, afin de bonifier les allocations familiales versées aux familles ayant plus de trois enfants, d'accélérer le développement de places en services de garde éducatifs et enfin, d'offrir gratuitement l'accès à ces services aux enfants des familles bénéficiaires de l'aide de dernier recours.

Le MFE, en collaboration avec la RRQ, a entrepris la révision des critères d'attribution de l'allocation pour enfant handicapé. Cette révision, qui a pour but de rendre plus équitable l'attribution de cette allocation, prévoit la consultation des partenaires concernés dont, notamment, l'Office des personnes handicapées.

Afin de faciliter l'accès à la nouvelle allocation familiale aux familles autochtones et en particulier aux familles indiennes vivant sur réserve, une procédure de support pour la production de la déclaration de revenu, impliquant notamment le ministère du Revenu, a été mise en place.

En collaboration avec la RRQ, le MFE a préparé un protocole-type d'échange de renseignements afin que les autorités indiennes reçoivent de la Régie les renseignements nécessaires pour ajuster les montants d'aide de dernier recours versés aux prestataires sur réserve. La transmission d'information aux bandes indiennes par la Régie en application de la Loi sur les indiens (L.R.C. 1985, ch. I-5) nécessitera l'adoption d'un projet de loi modifiant la Loi sur les prestations familiales.

Le MFE a entrepris des discussions avec l'Administration régionale Kativik (l'ARK) en vue de lui déléguer certaines responsabilités en matière de services de garde éducatifs et de lui confier la gestion de certains programmes. Les travaux se poursuivent activement en vue de la signature d'une entente au printemps 1999.

Le MFE devrait dépasser son objectif de rendre disponibles 12 900 nouvelles places en services de garde éducatifs en 1998-1999 pour les enfants de moins de cinq ans. À la fin de cet exercice, 14 700 places additionnelles auront été ouvertes. De plus, en septembre 1998, l'offre de places à contribution réduite (PCR) a été étendue aux enfants de trois ans. Au total, pour les enfants de quatre et trois ans, près de 58 500 places PCR auront été offertes en 1998-1999. En vertu du rôle subsidiaire qu'il assume à l'égard des enfants qui fréquentent l'éducation préscolaire et l'enseignement primaire, le MFE a accueilli 5 300 enfants en 1998-1999 dans les services de garde éducatifs qu'il régit.

Au cours de 1998-1999, le Ministère a procédé à la révision de certains éléments en matière de services de garde éducatifs. Les réflexions ont porté, entre autres, sur l'offre de services par rapport aux besoins et aux préférences exprimés par les parents. De plus, un comité d'experts a été formé et a proposé des simplifications à la structure de financement des services de garde éducatifs régis par le Ministère afin de la consolider et d'en améliorer l'efficacité et l'efficience; des changements y seront apportés progressivement dès le mois de juin 1999.

En ce qui concerne la réglementation en matière de services de garde éducatifs, après consultation de ses partenaires, le MFE a identifié les principaux ajustements visant à faciliter le fonctionnement et le développement de ces services. Enfin, le MFE a entrepris à l'automne 1998 des travaux avec le ministère des Affaires municipales et de la Métropole, le ministère des Régions, le Secrétariat sur l'économie et l'emploi, l'Association des régions du Québec ainsi que le Chantier de l'économie sociale afin de permettre un développement harmonieux et efficace de ses places en services de garde éducatifs. Le MFE maintient donc son intention d'associer les conseils régionaux de développement (CRD) à la planification du développement des services de garde éducatifs sur tout le territoire du Québec. Des travaux ont cours afin de conclure avec les CRD des ententes spécifiques de collaboration, dans cette approche de régionalisation. Ce nouveau modèle de collaboration régionale permet d'envisager pour les prochaines années une implication plus grande des régions dans la mise en œuvre des services de garde éducatifs prévus à la politique familiale.

En raison de l'échec des négociations avec le gouvernement fédéral en 1997, le MFE a travaillé à la définition de nouvelles modalités d'un régime québécois d'assurance parentale qui feraient consensus auprès des partenaires concernés.

Enfin, les recherches qu'a effectuées le Ministère ont porté principalement sur les besoins et préférences des parents en matière de services de garde ainsi que sur la situation socio-économique et démographique des familles. Le premier thème a fait l'objet d'une enquête en collaboration avec le Bureau de la statistique du Québec (BSQ) et le ministère de l'Éducation (MEQ) alors que le second a conduit à l'élaboration d'un portrait statistique des familles et des enfants en collaboration avec le Conseil de la famille et de l'enfance et le BSQ. Les résultats de ces travaux devraient être diffusés dans les prochains mois.

## LE CONTEXTE ET LES GRANDS ENJEUX<sup>1</sup>

### **Poursuivre l'amélioration des mesures de soutien financier aux familles, particulièrement celles à faible revenu**

Jusqu'à maintenant, les mesures de soutien financier ont surtout été consacrées aux familles qui ont des enfants de moins de 18 ans. Le revenu moyen de l'ensemble de ces familles a diminué d'environ 5 % entre les années 1990 et 1996 pour se situer maintenant à un peu plus de 40 000 \$ après impôt. Près de 21 % des familles avec enfants de moins de 18 ans sont monoparentales. Ces dernières constituent environ 60 % des familles à faible revenu avec des enfants de moins de 18 ans.

La réforme de la fiscalité des particuliers annoncée lors du Discours sur le budget 1998-1999 réduit le fardeau fiscal des ménages québécois d'un montant net de 500,0 M\$ et 200 000 contribuables à faible revenu de plus ne paieront pas d'impôt. Cette réforme améliore la situation financière, notamment, des familles et surtout celles à faible revenu. De plus, par ses allocations familiales, le gouvernement vient

<sup>1</sup> Les données statistiques sont extraites du document *Les familles et les enfants au Québec, Portrait statistique*, qui sera publié prochainement.

en aide à près de 652 000 familles, dont environ 221 000 familles monoparentales. En 1998-1999, environ 795,0 M\$ auront été versés en allocation familiale.

### **Poursuivre le développement de services de garde éducatifs, à coût abordable, facilitant la conciliation travail-famille**

En 1996, dans près de deux familles biparentales sur trois (64 %), les deux parents travaillaient. Au cours des dernières décennies, le taux d'activité chez les mères a globalement progressé de façon importante. Par exemple, pour les mères avec enfants de moins de 6 ans, il a plus que doublé au cours des vingt dernières années pour se situer à 71,6 % en 1996. Toutefois, les femmes chefs de familles monoparentales ont des taux d'activité inférieurs (56,6 % sont actives) à ceux des femmes de familles biparentales (67,2 % sont actives). Cependant, le taux d'activité chez les mères seules connaît une progression qui ne se dément pas. Par exemple, au cours des vingt dernières années, le taux d'activité des mères seules avec enfants de moins de 6 ans a augmenté de 17 %.

Comme dans les autres pays industrialisés, les conditions de travail et les emplois se modifient. Parmi les emplois créés au Québec au cours des vingt dernières années, 73,3 % sont des emplois atypiques dont un peu moins de la moitié sont des emplois autonomes et l'autre partie, des emplois à temps partiel.

Le Ministère compte poursuivre le développement de services de garde éducatifs à coût modique afin de répondre aux besoins des parents qui participent en nombre de plus en plus grand au marché du travail et selon des horaires variés. Les places à contribution réduite (5 \$ par jour) seront étendues aux enfants de 2 ans à compter de septembre 1999 et 18 100 places additionnelles en services de garde éducatifs seront disponibles à la fin de l'exercice 1999-2000, pour un total de 116 700 places, tel qu'annoncé en avril 1998. Le Ministère a entrepris la révision de son plan d'ouvertures de places, afin de tenir compte des résultats de l'enquête réalisée en 1998-1999 sur les besoins et préférences des parents en matière de services de garde, notamment en vue d'accélérer l'ouverture de places à contribution réduite pour les enfants de moins de 2 ans.

### **Assurer un remplacement du revenu convenable aux travailleuses et aux travailleurs lors de congés de maternité ou parentaux**

À la lumière des constats déjà énoncés, le gouvernement maintient son objectif d'offrir aux travailleuses et aux travailleurs du Québec un régime d'assurance parentale enrichi par rapport aux dispositions actuelles du régime d'assurance-emploi. Le régime québécois devrait permettre à un plus grand nombre de familles d'avoir accès à ces congés, notamment aux travailleurs et travailleuses autonomes ou qui occupent des emplois atypiques.

### **Poursuivre en concertation le développement de la politique familiale québécoise**

Le paysage familial connaît depuis plusieurs années d'importantes modifications et rien n'indique que le mouvement est sur le point de s'arrêter. Parmi celles-ci, notons la baisse du nombre de naissances, la hausse des ruptures et la prise en charge des enfants après celles-ci, l'appauvrissement des familles et la présence en plus grand nombre des enfants majeurs à la maison.

Le Ministère se doit de mieux connaître ces phénomènes et de travailler en concertation avec les nombreuses forces vives du Québec, qu'elles soient gouvernementales ou autres, au mieux-être des familles et des enfants.

## LES ORIENTATIONS STRATÉGIQUES

### **Soutenir financièrement les familles, particulièrement celles à faible revenu**

Les éléments de contexte énoncés illustrent la nécessité de soutenir financièrement les familles à faible revenu, lesquelles représentent près de 170 000 ou 18 % de l'ensemble des familles avec des enfants de moins de 18 ans. Parmi celles-ci, on retrouve environ 60 % de familles monoparentales, soit près de 100 000 familles. Ce soutien s'inscrit dans l'objectif gouvernemental de justice sociale et de solidarité. En plus de poursuivre l'implantation de cette disposition, le Ministère recherchera et proposera l'adoption d'améliorations ou de mesures additionnelles de soutien financier pour ces clientèles.

### **Rendre disponibles des services de garde éducatifs, diversifiés et de qualité**

La participation de plus en plus grande des parents au marché du travail, et la nécessité de les soutenir dans leurs efforts pour concilier leurs responsabilités parentales et professionnelles justifient la poursuite de l'implantation et du développement des services de garde éducatifs. En matière de diversité de ces services, visant à répondre aux nouvelles réalités du travail (horaires atypiques, etc.), le Ministère compte réaliser au cours de 1999-2000 un certain nombre d'expériences-pilotes qui pourront déboucher sur de nouvelles modalités de services.

### **Assurer l'évolution et le développement de la politique familiale**

Compte tenu de l'ampleur des préoccupations qui touchent les familles et les enfants, il est essentiel que les différents acteurs qui y consacrent des énergies, qu'ils soient gouvernementaux ou non, travaillent de concert à leur mieux-être. Le Ministère se fait une priorité de favoriser l'harmonisation et la cohérence des interventions en développant une connaissance des problématiques et des besoins des familles et des enfants.

## LE PLAN D'ÉVALUATION DE PROGRAMMES

Les trois dispositions de la politique familiale annoncées à l'automne 1996 par le Premier ministre, soit l'allocation familiale, les services éducatifs et de garde et le régime québécois d'assurance parentale, résultaient d'une analyse des besoins des familles et des enfants et d'un examen des mesures alors offertes par les deux paliers de gouvernement provincial et fédéral. Deux de ces mesures ont été mises en vigueur en septembre 1997, la troisième, le régime d'assurance parentale, n'est pas encore implantée.

Parmi les mesures sous la responsabilité du ministère de la Famille et de l'Enfance, deux mesures, soit l'allocation familiale et les services de garde éducatifs à contribution réduite, ont fait l'objet, depuis environ 18 mois, d'ajustements à la lumière d'évaluation de leurs impacts sur la situation des familles et de la réaction de ces dernières à la suite de leur mise en œuvre. Ainsi, des bonifications ont été apportées aux montants versés en allocation familiale et d'autres seront proposées au cours des prochains mois. Quant aux services de garde éducatifs, une vaste enquête sur les besoins et les préférences des parents en ce domaine, depuis la mise en place des nouveaux services, a été réalisée et des ajustements seront proposés au cours des prochains mois.

Dans le contexte d'adaptation continue de ces nouveaux programmes depuis leur mise en œuvre, le Ministère entend amorcer un processus d'évaluation systématique de l'allocation familiale et des services de garde éducatifs. Ainsi, au cours de 1999-2000, il en élaborera les cadres d'évaluation et amorcera les travaux d'évaluation. Ces évaluations chercheront, notamment, à en déterminer les impacts sur le développement social et la réussite scolaire des enfants.

## LE PLAN BUDGÉTAIRE

### LE BUDGET DE DÉPENSES PAR PROGRAMMES

	1999-2000		1998-1999	
	BUDGET DE DÉPENSES	VARIATION	BUDGET DE DÉPENSES	DÉPENSE PROBABLE
	(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)
	(1)	(2)=(1)-(3)	(3)	(4)
1. Planification, recherche et administration	29 701,6	3 161,6	26 540,0	23 679,3
2. Services à la famille et à l'enfance	616 646,8	188 772,3	427 874,5	422 013,3
3. Prestations familiales	812 570,9	(29 339,8)	841 910,7	842 045,7
4. Conseil de la famille et de l'enfance	770,6	71,4	699,2	776,2
<b>Total</b>	<b>1 459 689,9</b>	<b>162 665,5</b>	<b>1 297 024,4</b>	<b>1 288 514,5</b>
<b>Effectif (ETC) (excluant les fonds spéciaux)</b>	<b>346</b>	<b>—</b>	<b>346</b>	<b>—</b>

### Programme 1 : Planification, recherche et administration

Ce programme vise à assurer, d'une part, la réalisation de recherches et l'élaboration de politiques favorables à l'épanouissement des familles et des enfants en concertation avec les ministères et organismes gouvernementaux concernés et, d'autre part, l'administration et le développement des services de garde éducatifs et autres services à la famille et à l'enfance. Ce programme inclut également les coûts administratifs du Ministère.

Pour 1998-1999, l'utilisation de moins de ressources humaines, incluant les frais afférents, que ce qui avait été prévu initialement explique principalement le niveau de dépense probable. Pour 1999-2000, les activités d'études et de recherches sur les familles et les enfants que compte intensifier le Ministère, les travaux d'évaluation de programmes, les activités de concertation avec les CRD ainsi que l'ajout potentiel de ressources humaines, incluant les frais afférents, expliquent principalement la hausse des dépenses prévues.

## Programme 2 : Services à la famille et à l'enfance

Ce programme vise d'une part, à développer et à favoriser l'accès à des services de garde éducatifs de qualité et, d'autre part, à soutenir financièrement les organismes familiaux et communautaires, les associations et les regroupements ayant des intérêts en matière de famille et d'enfance.

Pour 1998-1999, l'ouverture d'un plus grand nombre de places en CPE-milieu familial plutôt qu'en CPE-installation, explique le niveau de dépense probable. Pour 1999-2000, l'implantation de 18 100 places additionnelles ainsi que l'offre, à compter de septembre 1999, de places à contribution réduite pour les enfants de 2 ans expliquent principalement l'augmentation de 188,8 M\$ des dépenses prévues.

## Programme 3 : Prestations familiales

Ce programme vise à permettre le versement des prestations familiales comprenant l'allocation familiale et l'allocation pour enfant handicapé. Il inclut également les coûts de gestion et d'administration de ce programme.

Pour 1998-1999, une meilleure connaissance des familles admissibles, notamment la proportion des familles monoparentales, explique en grande partie le niveau de dépense probable. Pour 1999-2000, la baisse des dépenses est attribuable à l'investissement qui sera fait par le gouvernement fédéral en juillet 1999 dans le cadre de la prestation fiscale canadienne pour enfants. Toutefois, cette révision maintiendra l'objectif général qui était d'assurer la couverture des besoins essentiels des enfants des familles à faible revenu.

## Programme 4 : Conseil de la famille et de l'enfance

Ce programme vise à assurer le fonctionnement du Conseil de la famille et de l'enfance dont le rôle principal consiste à donner des avis à la ministre sur toute question relative à la famille et à l'enfance, à la demande de la ministre ou de sa propre initiative.

### LE BUDGET D'INVESTISSEMENTS

	1999-2000 (000 \$)	1998-1999 (000 \$)
Immobilisations	3 099,9	2 993,3
Prêts, Placements et Avances	2,0	18,0

L'investissement en immobilisations en 1999-2000 servira principalement au développement et à la mise à niveau des systèmes informatiques pour supporter les éléments de la Politique familiale.

## LES INDICATEURS

Les indicateurs suivants sont utilisés à l'égard des axes d'intervention du Ministère :

### **Axe d'intervention : Veiller à ce que les besoins essentiels des enfants des familles à faible revenu soient assurés**

Objectif : Assurer la couverture des besoins essentiels des enfants des familles à faible revenu à la suite de la hausse de la prestation fiscale canadienne pour enfants.

Indicateur : Mise en place de nouvelles tables des montants versés au titre de l'allocation familiale.

### **Axe d'intervention : Offrir aux parents des services de garde éducatifs de qualité à coûts réduits**

Objectif : Poursuivre l'implantation des places à contribution réduite et l'étendre aux enfants de 2 ans en septembre 1999.

Indicateur : Nombre de places PCR pour les enfants de 4, 3 et 2 ans en 1999-2000.

### **Axe d'intervention : Soutenir les familles avec enfant handicapé**

Objectif : Réviser, en collaboration avec la RRQ, les critères d'attribution de l'allocation pour enfant handicapé de manière à la rendre plus équitable.

Indicateur : Adoption de nouveaux critères.

### **Axe d'intervention : Soutenir les familles lors des congés parentaux**

Objectif : Définir et proposer au gouvernement de nouvelles modalités d'un régime québécois d'assurance parentale, obtenir l'adhésion des partenaires syndicaux et patronaux et relancer les négociations avec le gouvernement fédéral en vue de la mise en place d'un régime.

Indicateur : Approbation des nouvelles modalités.

### **Axe d'intervention : Assurer une offre de services de garde éducatifs qui tient compte des besoins des parents et favorise le plein épanouissement des enfants**

Objectif : Poursuivre le développement des places en services de garde éducatifs.

Indicateurs : Nombre de nouvelles places disponibles par rapport à l'objectif annuel; nombre de places disponibles par rapport à l'objectif total.

Objectif : Répondre aux besoins des parents pour de la garde non usuelle (soir, fin de semaine) en vue de leur permettre de concilier travail et famille.

Indicateur : Nombre de places offertes pour de la garde non usuelle en 1999-2000.

Objectif : Compléter la qualification du personnel éducateur en emploi afin de la rendre conforme à la réglementation.

Indicateur : Nombre de personnes formées dans les CPE-installation et en garderie.



Objectif : Développer et mettre en place un programme de formation pour les gestionnaires des services de garde éducatifs.

Indicateur : Mise en place du programme.

Objectif : Consolider l'implantation du programme éducatif particulièrement en milieu familial, notamment, au chapitre de la formation des responsables.

Indicateur : Nombre de responsables formés.

#### **Axe d'intervention : Poursuivre et consolider le développement des services de garde éducatifs**

Objectif : Établir un partenariat régional relatif à certaines activités du Ministère, en complémentarité avec les organismes régionaux et locaux, pour assurer la promotion et le développement des services de garde éducatifs, tout en respectant les objectifs nationaux de la Politique familiale.

Indicateur : Nombre d'ententes spécifiques convenues avec les CRD.

Objectif : Alléger la réglementation et simplifier les processus et les normes dans le but, notamment, de responsabiliser davantage les services de garde éducatifs régis par le Ministère et, en conséquence, instaurer un nouveau processus de reddition de comptes.

Indicateurs : Implantation progressive d'un nouveau processus et de normes de financement simplifiés; dépôt de propositions d'allégement de la réglementation.

#### **Axe d'intervention : Développer et maintenir une expertise en matière de politique familiale**

Objectif : Procéder à une analyse globale de la situation des familles et des enfants afin d'établir les stratégies d'intervention du Ministère.

Indicateurs : Rapport d'analyse de la situation des familles et des enfants déposé en décembre 1999; adoption des priorités d'intervention en mars 2000.

#### **Axe d'intervention : Favoriser la cohérence et la complémentarité des actions en matière familiale**

Objectif : Développer une stratégie afin d'assurer la coordination et la concertation de l'action gouvernementale dans les domaines qui touchent la famille et l'enfance.

Indicateurs : Mise en place d'un réseau de répondants et répondantes des ministères et organismes gouvernementaux concernés; définition d'une stratégie; bilan des travaux du réseau des répondants et répondantes.

Objectif : Impliquer les intervenants-clés de la politique familiale externes au gouvernement.

Indicateur : Mise en place de la table nationale de suivi de la Politique familiale; bilan des travaux de la table nationale.



## **FAUNE ET PARCS**

### **LA MISSION**

#### **La mission « Faune »**

S'assurer, pour les générations actuelles et futures, de la diversité, de l'abondance et de la pérennité de la faune et de ses habitats dans une perspective de développement harmonieux des secteurs économique, culturel et social.

#### **La mission « Parcs »**

Pour le bénéfice des générations actuelles et futures, assurer la protection permanente et la conservation de territoires représentatifs des régions naturelles du Québec ou de sites naturels à caractère exceptionnel, et les mettre en valeur pour qu'ils soient accessibles au public à des fins d'éducation et de pratique d'activités de plein air, dans une perspective de développement harmonieux des secteurs économique, culturel et social.

### **LE SUIVI DU PLAN DE GESTION DES DÉPENSES 1998-1999**

En matière de gestion de la faune, des efforts importants sont consentis à l'élaboration d'une stratégie de mise en valeur de la faune visant, entre autres, à favoriser l'augmentation des retombées économiques liées à la valorisation de cette ressource dans une perspective de développement durable et à établir un nouveau partage des responsabilités avec les partenaires. La conclusion de ces efforts est attendue au cours de l'année 1999. Par ailleurs, les travaux visant la saine gestion des espèces exploitées tout en contribuant au développement économique québécois se sont poursuivis notamment avec l'adoption de la réforme du piégeage, le dépôt du plan de gestion de l'original, la mise en œuvre du plan de gestion de l'ours noir et les travaux effectués dans le cadre de l'élaboration de la première étape du nouveau programme de développement économique du saumon.

En lien avec l'orientation stratégique visant la relance des parcs québécois, une étude sur les modes de gestion des parcs a été effectuée.

En ce qui a trait à la recherche et au maintien d'un niveau optimal de connaissances nécessaires à la réalisation des mandats, signalons l'implication des milieux universitaires dans une dizaine de projets de recherche et de développement à caractère faunique. Des travaux sont en cours pour identifier des indicateurs ministériels reliés à la thématique « Faune ».

Concernant la modernisation des outils d'intervention, l'adoption du projet de loi 421 modifiant la Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune (L.R.Q., c. C-61.1) rejoint les objectifs d'allégement réglementaire du gouvernement. Les nouvelles dispositions de cette loi permettront d'accélérer, de façon marquée, les décisions publiques en matière d'exploitation de la faune. Des travaux réglementaires se poursuivant actuellement contribueront également à cet objectif gouvernemental. Dans une optique de diversification des moyens d'intervention, une stratégie ministérielle sur l'intendance privée est en cours d'élaboration. Elle vise la protection des habitats fauniques sur les terres privées.

Au chapitre de la contribution aux démarches gouvernementales d'assainissement des finances publiques et de développement économique, un cadre d'intervention sur la contribution des utilisateurs est en élaboration. Sa mise en œuvre permettra d'appliquer le principe de l'utilisateur payeur dans le financement des produits et services. Le programme *Action Environnement-Faune* a été mis à la disposition de divers groupes, dans le but de renforcer leur dynamisme et de maximiser les effets de leur activité. Vingt-trois projets ont été subventionnés à même le volet Faune de ce programme.

De plus, en matière de partenariat, les démarches visant la responsabilisation des clientèles, des partenaires et des divers intervenants se poursuivent. La mise en place du système des associés à la protection de la faune est en grande partie terminée. Diverses ententes de gestion pour la protection de territoires ou d'espèces menacées ou vulnérables ou susceptibles d'être ainsi désignées sont actuellement en discussion. Des ententes de partenariat ou la délégation progressive de certains mandats sont en cours en matière d'éducation.

Enfin, dans le cadre des interventions en milieu autochtone, cinq projets d'entente concernant la pratique des activités de chasse, de pêche et de piégeage à des fins alimentaires, rituelles ou sociales sont en voie de réalisation. Le secteur Faune et Parcs du gouvernement continuera de participer aux négociations globales territoriales concernant les territoires des Attikamekw et des Montagnais.

## **LE CONTEXTE, LES GRANDS ENJEUX ET LES ORIENTATIONS STRATÉGIQUES**

Les orientations stratégiques 1999-2000, tout en s'inscrivant dans la continuité de celles de 1998-1999, reflètent les préoccupations présidant à la mise en œuvre de la récente décision gouvernementale concernant la gestion de la faune et des parcs.

### **LA FAUNE**

#### **Enjeu 1 : Assurer la diversité, l'abondance et la pérennité de la faune et de ses habitats.**

La faune québécoise est riche et abondante. L'État québécois a la responsabilité de conserver et de mettre en valeur ce capital naturel autant pour contribuer au maintien de la biodiversité à l'échelle québécoise, canadienne et internationale que pour une utilisation durable au profit de la population.

Orientation 1 : Contribuer au maintien de la diversité biologique.

Orientation 2 : Assurer la protection de l'ensemble des espèces et de leur habitat ainsi qu'une utilisation durable des espèces exploitées.

Orientation 3 : Assurer la préservation des espèces menacées ou vulnérables et voir à leur rétablissement.

## **Enjeu 2 : Favoriser l'accroissement des avantages d'ordre social, culturel et économique que procurent la faune et ses habitats.**

La faune est une ressource naturelle importante pour les Québécois. Elle constitue aussi un potentiel de développement économique intéressant pour plusieurs régions. Malgré les retombées importantes qu'elles génèrent, les activités économiques reliées à la faune ne sont pas toujours reconnues comme élément de développement socio-économique au Québec.

Orientation 1 : En concertation avec les principaux acteurs du secteur faune, contribuer au développement harmonieux des secteurs économique, culturel et social, en conformité avec la politique de soutien au développement local et régional du gouvernement du Québec.

Orientation 2 : Orienter les efforts de mise en valeur des produits et activités reliés à la faune vers la consolidation du caractère distinctif du Québec et de ses avantages concurrentiels sur le plan international.

## **LES PARCS**

### **Enjeu 1 : Assurer la représentation des régions naturelles du Québec et la protection des sites naturels à caractère exceptionnel.**

Le réseau des parcs québécois constitue un patrimoine exceptionnel qui contribue au développement économique des régions. Il importe de doter le Québec d'une vision éclairée et intégrée de développement de ses réseaux d'aires protégées dont celui des parcs, notamment afin de contribuer significativement à la sauvegarde de la diversité biologique.

Orientation 1 : Situer le développement du réseau dans le cadre d'une stratégie québécoise des aires protégées et des engagements du Québec à l'égard de la convention de Rio.

Orientation 2 : Poursuivre la création de parcs en concertation avec les communautés locales et régionales et les intervenants socio-économiques du milieu régional dans une perspective de développement durable.

### **Enjeu 2 : Assurer une mise en valeur des parcs selon la qualité d'un réseau d'État dans une perspective de développement harmonieux des secteurs économique, culturel et social des régions du Québec.**

Le réseau des parcs québécois a besoin d'un second souffle pour atteindre sa maturité. Il a besoin d'un nouvel élan pour offrir à ses nombreux visiteurs (plus de quatre millions annuellement) la qualité de véritables institutions nationales. Des mesures doivent donc être prises pour assurer la préservation et le développement de cet actif.

Orientation 1 : Privilégier une approche de mise en valeur des parcs qui prenne en considération, d'une part, les objectifs de conservation du milieu naturel et, d'autre part, l'évolution de la demande et des attentes de la clientèle et des communautés régionales.

Orientation 2 : En concertation avec les différents intervenants, implanter un mode de gestion centré sur les résultats, la reddition de comptes et la transparence.

Orientation 3 : Améliorer le financement du réseau en mettant davantage à contribution ceux qui en bénéficient (usagers/délégataires).

Orientation 4 : Améliorer la notoriété du réseau des parcs en misant sur la fierté des Québécois et des Québécoises à l'égard de leur patrimoine naturel et en faisant la promotion du caractère distinctif du Québec et de ses avantages concurrentiels sur le plan international.

## L'ADAPTATION DES MOYENS D'INTERVENTION

### Enjeu 1 : Doter le secteur Faune et Parcs du gouvernement du Québec d'une approche et de moyens d'intervention mieux adaptés aux réalités du XXI<sup>e</sup> siècle.

Les nouvelles réalités socio-économiques contemporaines ont entraîné la redéfinition du rôle de l'État québécois, la révision de ses priorités et de ses façons de faire. Les activités du secteur Faune et Parcs du gouvernement du Québec s'inscrivent dans ce virage.

Orientation 1 : Moderniser les interventions; pour ce faire, mettre en œuvre une stratégie de changement ainsi que la décision gouvernementale en matière de gestion de la faune et des parcs.

## LE PLAN D'ÉVALUATION DE PROGRAMMES

La programmation des travaux d'évaluation prévue pour l'année 1999-2000 concerne la mise à jour du cadre de performance du Plan d'action Saint-Laurent – Vision 2000 qui doit être complétée en juin 1999.

## LE PLAN BUDGÉTAIRE

### LE BUDGET DE DÉPENSES PAR PROGRAMMES

	1999-2000		1998-1999	
	BUDGET DE DÉPENSES	VARIATION	BUDGET DE DÉPENSES	DÉPENSE PROBABLE
	(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)
	(1)	(2)=(1)-(3)	(3)	(4)
1. Conservation et mise en valeur de la faune et des parcs	81 666,0	(3 077,7)	84 743,7	82 728,3
<b>Total</b>	81 666,0	(3 077,7)	84 743,7	82 728,3
<b>Effectif (ETC) (excluant les fonds spéciaux)</b>	1 078	(2)	1 080	—

## Programme 1 : Conservation et mise en valeur de la faune et des parcs

Ce programme vise à assurer la conservation et la mise en valeur des espèces fauniques, des habitats fauniques et des parcs dans une perspective de développement durable et de préservation des écosystèmes. Il regroupe les activités reliées à l'élaboration et à la mise en œuvre de politiques, de programmes et de règlements, de même que les activités régionales d'aménagement, de gestion de l'exploitation et de surveillance du respect des lois et règlements.

La diminution de 3,1 M\$ du budget affecté à ce programme résulte principalement de la non-récurrence de la rétroactivité salariale (au 1<sup>er</sup> octobre 1993), versée à la suite d'une entente intervenue avec les agents de conservation de la faune le 2 juillet 1998, de la réduction de l'aide financière accordée à la Société des établissements de plein air du Québec (SÉPAQ) et de l'augmentation du budget affecté au secteur Faune et Parcs pour adapter ses moyens d'intervention.

Il est à noter, que les activités et les services offerts dans les parcs québécois seront à l'avenir sous la responsabilité de la SÉPAQ. Ainsi, le plan de relance des parcs annoncé l'an dernier relèvera dorénavant de cette Société. Ce plan qui prévoyait à l'origine des investissements de 35,0 M\$ sur trois ans, a été bonifié dans le cadre du Discours sur le budget 1999-2000 du 9 mars dernier permettant aux parcs québécois de bénéficier d'un investissement total de 50,0 M\$ sur cinq ans.

### LE BUDGET D'INVESTISSEMENTS

	1999-2000 (000 \$)	1998-1999 (000 \$)
Immobilisations	3 126,4	298,9
Prêts, Placements et Avances	—	—

L'augmentation de 2,8 M\$ résulte principalement de la construction de sentiers pédestres dont la réalisation découle du Plan de relance des Parcs annoncé en avril 1998.

## LES INDICATEURS

### — LES INDICATEURS DE MISE EN ŒUVRE

#### LA FAUNE

- bilan sur la faune produit et déposé;
- réforme du piégeage mise en œuvre; plan de gestion du saumon adopté; plan de gestion de l'original mis en œuvre; plan de gestion du cerf de Virginie révisé;

- projet de stratégie de mise en valeur de la faune et des territoires fauniques déposé en 1999 et adopté en 2000; état de situation sur l'offre, la demande (actuelle et potentielle) et les impacts économiques des activités reliées à la faune produit; réforme sur le zonage de chasse et pêche mise en œuvre en 2000;
- plan de marketing national et international déposé en 1999 et mise en œuvre en 2000.

#### **LES PARCS**

- parcs de Plaisance, des Hautes-Gorges-de-la-Rivière-Malbaie et de la Rivière Vauréal créés;
- nouveau mode de gestion dans les parcs mis en œuvre;
- politique relative à la délégation dans les parcs révisée;
- politique de redevance avec les délégataires révisée;
- plan de marketing national et international déposé en 1999 et mis en œuvre en 2000.

#### **L'ADAPTATION DES MOYENS D'INTERVENTION**

- plan d'action relatif à la stratégie de changement mis en œuvre;
- décision gouvernementale en matière de gestion de la faune et des parcs mise en œuvre.

### **— LES INDICATEURS DE RÉSULTATS**

#### **LA FAUNE**

- nombre d'espèces fauniques désignées en vertu de la Loi sur les espèces menacées ou vulnérables (L.R.Q., c. E-12.01); nombre de plans de rétablissement mis en œuvre;
- nombre de permis de chasse et pêche vendus annuellement; variation des retombées économiques et de la création d'emplois (disponible en 2002) pour les activités avec et sans prélèvement.

#### **LES PARCS**

- nombre de projets d'immobilisations mis en chantier et réalisés annuellement;
- augmentation annuelle des revenus tirés de la vente de biens et services; variation annuelle du taux de financement du réseau des parcs;
- variation annuelle de la fréquentation (nombre de visiteurs, jours/visite).



## FINANCES

### LA MISSION

Le ministre d'État à l'Économie et aux Finances a pour mission d'élaborer et de soumettre au gouvernement les politiques et les mesures visant à réunir les conditions les plus pertinentes au développement économique du Québec. Il est également chargé de la planification, de la coordination et de la mise en œuvre de ces politiques et de ces mesures avec les ministres concernés.

En vertu de la Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6), le ministre des Finances effectue des recherches et conseille le gouvernement en matière de politiques économiques, fiscales et budgétaires. Il prépare les prévisions budgétaires présentées à l'Assemblée nationale et propose les voies et moyens nécessaires à leur réalisation. Il gère le Fonds consolidé du revenu, réalise les opérations de financement du gouvernement, gère la dette, dirige le Bureau général de dépôts du Québec et effectue la préparation des Comptes publics. La Loi sur l'administration financière prévoit également la nomination d'un Contrôleur des finances au ministère des Finances, chargé notamment de tenir la comptabilité du gouvernement. Le ministre des Finances assure en outre la surveillance, le contrôle et la gestion de tout ce qui se rattache aux affaires financières du gouvernement et qui n'est pas assigné par la loi au Conseil du trésor, à un autre ministère ou au Vérificateur général.

De plus, le ministre des Finances agit à titre d'actionnaire de diverses sociétés d'État et administre diverses lois relatives au secteur financier et aux sociétés qui relèvent de son autorité. Il est responsable devant l'Assemblée nationale de l'Inspecteur général des institutions financières (IGIF) qui est chargé de la surveillance et de l'inspection des institutions financières et de l'administration du registre des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales et de la Régie de l'assurance-dépôts du Québec. Le ministre des Finances est également responsable de la Commission des valeurs mobilières du Québec (CVMQ), dont le mandat est de favoriser le bon fonctionnement du marché des valeurs mobilières, et du Bureau des services financiers, dont le mandat est de veiller à la protection du public dans le domaine de la distribution des produits et services financiers.

### LE SUIVI DU PLAN DE GESTION DES DÉPENSES 1998-1999

En 1998-1999, le Ministère a mis en place les mesures annoncées au Discours sur le budget 1998-1999, notamment :

- La réforme de la comptabilité gouvernementale qui élargit le périmètre comptable à de nouveaux organismes et modifie les conventions comptables, notamment celles relatives aux régimes de retraite et aux immobilisations; les projets de lois concernant la réforme comptable et Financement Québec devraient être présentés à l'Assemblée nationale à la session du printemps 1999;
- La stratégie d'accélération de l'investissement privé (objectif d'investissements de 19 milliards de dollars sur cinq ans) : préparation des projets de loi sur la nouvelle Société générale de financement (SGF), Investissement-Québec et les quatre sociétés Innovatech;
- Les mesures pour les jeunes et les familles;
- La réduction des impôts et taxes des PME;

- La mise en place des Centres de développement des technologies de l'information (CDTI) et de la Cité du multimédia;
- La mise en œuvre du plan d'action pour favoriser le développement du secteur financier à Montréal et au Québec;
- Les mesures pour encourager la culture et les industries culturelles;
- La coordination des travaux dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie économique.

Par ailleurs, le Ministère a réalisé divers travaux d'analyse en vue de la préparation du Discours sur le budget 1999-2000; il a en outre :

- Créé l'Institut de la statistique du Québec afin de donner suite à la décision du gouvernement de créer un nouvel organisme extrabudgétaire regroupant les principales activités statistiques de divers ministères et organismes du gouvernement; l'Institut, qui recevra une subvention annuelle du Ministère, regroupe le Bureau de la statistique du Québec, Santé Québec et l'Institut de recherche et d'information sur la rémunération;
- Réalisé le programme de financement à long terme du gouvernement et de certains organismes et coordonné les activités de financement de l'ensemble du secteur public pour un montant de l'ordre de 15 milliards de dollars;
- Géré la dette du gouvernement de façon à en minimiser les coûts et les risques;
- Mené des études afin d'établir une zone dérogatoire dans la région de Mirabel;
- Procédé à une nouvelle évaluation actuarielle des régimes de retraite;
- Effectué divers travaux dans le cadre de l'adoption et de la mise en œuvre de la Loi sur la distribution de produits et services financiers (L.Q. 1998, c. 37) et contribué à la mise en place du Bureau des services financiers;
- Analysé le rapport Mackay afin de positionner le Québec dans la défense de ses institutions et juridictions; à cet égard, les transformations majeures du secteur financier, l'évolution rapide du cadre réglementaire dans diverses juridictions et la création toute récente du Bureau des services financiers ont entraîné un report dans l'étude prévue d'un rapprochement entre l'IGIF et la CVMQ.

Le Contrôleur des finances a consacré des ressources importantes à la réforme comptable ainsi qu'à l'adaptation des systèmes à l'an 2000 et il a aussi contribué à l'élaboration des orientations du projet GIRES (Gestion intégrée des ressources).

L'Inspecteur général des institutions financières a entrepris une révision en profondeur des outils et procédés de surveillance et de régulation applicables aux institutions financières sous sa responsabilité. Dans le secteur des entreprises, il a complété la mise en place du numéro unique pour les entreprises du Québec, le NEQ, et a pris des mesures pour améliorer les services à la clientèle.

## LE CONTEXTE ET LES GRANDS ENJEUX

Les mandats qui ont été confiés au ministre d'État à l'Économie et aux Finances et au ministère des Finances, par le gouvernement et par la Loi sur l'administration financière, les placent au centre de l'activité gouvernementale. Le Ministère doit jouer pleinement son rôle de conseiller auprès du ministre et du gouvernement sur un grand nombre de questions relatives, notamment, au développement économique, à la fiscalité des entreprises et des particuliers, aux équilibres financiers, au financement et à la gestion de la dette du secteur public et aux transferts fédéraux.

À chaque année, le Discours sur le budget est l'occasion pour le ministre des Finances de présenter les principaux enjeux et les stratégies retenues par le gouvernement. De façon sommaire, les principaux enjeux ont trait aux questions suivantes :

- En matière économique : dans un contexte de mondialisation, la compétitivité de l'économie du Québec doit être à la hauteur des économies concurrentes, sinon il y a un risque réel que le chômage s'accroisse et que notre capacité à financer les services publics s'affaiblisse;
- En matière de finances publiques : après l'atteinte du déficit zéro, le gouvernement doit déterminer dans quelle mesure il pourra alléger le fardeau fiscal des particuliers ou des entreprises ou améliorer le financement des services publics tout en gardant le cap à moyen et long terme sur l'objectif du déficit zéro;
- En matière de financement et de gestion de la dette : le Ministère doit obtenir des fonds sur les marchés financiers et gérer sa dette de façon à en minimiser les coûts et les risques, sinon le fardeau fiscal ou les services publics pourraient en être affectés;
- En ce qui concerne le secteur financier : il importe que le cadre réglementaire et la surveillance des divers acteurs protègent adéquatement le public sans toutefois imposer un fardeau inutilement coûteux pour les consommateurs et néfaste en regard de la capacité concurrentielle des entreprises domestiques. L'intensification du recours aux activités hors bilan par les institutions ainsi que l'apparition constante de nouveaux produits posent des défis nouveaux en matière de surveillance et de réglementation. Il est essentiel enfin que le secteur financier québécois soit suffisamment fort pour répondre adéquatement aux besoins de l'économie du Québec.

## LES ORIENTATIONS STRATÉGIQUES

De façon sommaire, les principales orientations stratégiques sont les suivantes :

- En matière économique : le gouvernement entend poursuivre dans la voie de la stratégie économique dévoilée en 1998 : nouvelle SGF, Investissement-Québec, Fonds pour l'accroissement de l'investissement privé et la relance de l'emploi (FAIRE), dégrèvements fiscaux majeurs pour les entreprises de la nouvelle économie et du secteur financier, activités de promotion soutenues à l'étranger par le ministre d'État à l'Économie et aux Finances. Compte tenu de son mandat élargi, Investissement-Québec est maintenant au service de tous les ministères sectoriels et relève ainsi directement du ministre d'État à l'Économie et aux Finances; ce rattachement confère un statut privilégié à la société et vise à faciliter la concertation et la coordination des divers ministères et intervenants et à donner à Investissement-Québec la latitude requise pour assumer efficacement son mandat. Dans le secteur de la nouvelle économie, le gouvernement a annoncé, lors du Discours sur le budget 1999-2000, qu'il met en œuvre de nouveaux programmes de dégrèvements fiscaux et confie à un guichet unique, le Bureau de développement de la nouvelle économie, l'administration de l'ensemble de ses interventions fiscales dans ce secteur. Le nouveau Bureau aura la responsabilité

d'administrer les programmes de garantie de prêt permettant le financement intérimaire des crédits d'impôt pour la nouvelle économie. Le gouvernement a aussi annoncé la création de la Zone de commerce international de Montréal à Mirabel;

- En matière de finances publiques : une réduction de l'impôt des particuliers prendra effet en juillet 2000 et une consultation publique sur la réduction du fardeau fiscal des particuliers aura lieu dans les prochains mois; par ailleurs, le gouvernement aura à décider des suites à donner au rapport Bédard sur la fiscalité locale; de nouvelles mesures seront développées pour réduire le travail au noir et l'évasion fiscale; enfin, les travaux se poursuivront relativement à la mise en place d'un nouveau cadre de référence en matière de tarification;
- En matière de financement et de gestion de la dette : le Ministère utilise une stratégie de gestion active de la dette; afin d'en minimiser les coûts et les risques autant à court terme qu'à long terme, il a recours aux produits dérivés et diversifie ses sources de fonds à l'échelle internationale et domestique. La vente des produits d'épargne par Placements Québec s'inscrit dans cette orientation. Une stratégie semblable sera mise en œuvre concernant la gestion de la dette des régimes de retraite afin d'en réduire les coûts et les risques;
- En ce qui concerne le secteur financier : la modernisation du cadre légal et réglementaire de la distribution des produits et services financiers permet aux entreprises d'opérer dans un cadre décloisonné et ainsi de se préparer à faire face à la concurrence venant de l'extérieur; de même, les lois concernant les institutions financières seront aussi mises à jour afin d'adapter le cadre légal aux nouvelles réalités du secteur financier; le soutien au développement d'un secteur financier fort, particulièrement à Montréal, se poursuivra afin d'offrir aux jeunes des emplois intéressants et bien rémunérés et de canaliser l'épargne vers les consommateurs et les entreprises du Québec; l'IGIF entend quant à lui revoir ses stratégies d'intervention en matière de surveillance des institutions financières et développer de nouveaux instruments normatifs.

## **LE PLAN D'ÉVALUATION DE PROGRAMMES**

La mise en place au ministère des Finances de programmes budgétaires visant à stimuler l'activité économique ne date que de quelques années. Dans ce contexte, le Ministère se penche présentement sur la question de l'évaluation de ces programmes de même que sur celle des mesures fiscales et compte préciser sa démarche au cours du prochain exercice.

## LE PLAN BUDGÉTAIRE

### LE BUDGET DE DÉPENSES PAR PROGRAMMES

	1999-2000		1998-1999	
	BUDGET DE DÉPENSES	VARIATION	BUDGET DE DÉPENSES	DÉPENSE PROBABLE
	(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)
	(1)	(2)=(1)-(3)	(3)	(4)
1. Politiques économiques et fiscales	23 460,8	3 602,8	19 858,0	21 369,4
2. Politiques et opérations financières	9 391,3	790,4	8 600,9	8 408,1
3. Contrôleur des finances	15 967,5	204,0	15 763,5	15 763,5
4. Service de la dette et intérêts sur le compte des régimes de retraite	6 934 000,0	284 000,0	6 650 000,0	6 650 000,0
5. Gestion interne et soutien	18 762,1	1 889,5	16 872,6	16 869,1
6. L'inspecteur général des institutions financières	22 536,7	1 224,7	21 312,0	21 624,8
7. Soutien au développement de l'économie	94 201,4	(34 599,2)	128 800,6	145 390,4
8. Fonds pour l'accroissement de l'investissement privé et la relance de l'emploi	190 690,0	74 600,0	116 090,0	94 865,0
9. Provision pour des initiatives concernant les revenus	44 453,4	3 453,4	41 000,0	2 729,8
<b>Total</b>	<b>7 353 463,2</b>	<b>335 165,6</b>	<b>7 018 297,6</b>	<b>6 977 020,1</b>
<b>Effectif (ETC) (excluant les fonds spéciaux)</b>	<b>981</b>	<b>23</b>	<b>958</b>	<b>—</b>

Note : Les programmes 8 et 9 contiennent des provisions qui permettent des transferts de crédits à d'autres programmes et les dépenses qui y sont comptabilisées en 1998-1999 comprennent de tels virements; ceux effectués à partir du programme *Fonds pour l'accroissement de l'investissement privé et la relance de l'emploi* s'élèvent à 21,2 M\$ et à partir du programme *Provision pour des initiatives concernant les revenus*, à 35,5 M\$.

L'écart entre le budget total de dépenses 1999-2000 et celui de 1998-1999 s'explique principalement par les variations au coût du service de la dette, au FAIRE, à la Provision pour des initiatives concernant les revenus et au programme de *Soutien au développement de l'économie*.

**Programme 1 : Politiques économiques et fiscales**

Ce programme se compose des activités suivantes :	M\$
– Institut de la statistique du Québec : fournir des informations statistiques fiables et objectives sur la situation du Québec quant à tous les aspects de la société québécoise pour lesquels de telles informations sont pertinentes; établir et tenir à jour le bilan démographique du Québec et informer le public de l'état et de l'évolution comparés de la rémunération globale des salariés syndiqués des secteurs public et parapublic	11,0
– Politiques fiscales : conseiller le gouvernement en matière de politiques fiscales et budgétaires et effectuer les travaux requis relativement au Discours sur le budget; évaluer l'impact et la dynamique des programmes de transferts du gouvernement fédéral au Québec; analyser et conseiller le gouvernement en ce qui concerne les institutions financières et la distribution des produits et services financiers; appuyer les projets d'investissements des entreprises locales et étrangères dans les secteurs de la nouvelle économie et des services financiers	7,0
– Politiques économiques : conseiller le gouvernement en matière de politiques économiques afin de corriger les problèmes structurels, d'accroître le potentiel de croissance du Québec et d'assurer le développement de toutes les régions du Québec; suivre et analyser l'évolution de la situation économique et produire des prévisions; évaluer l'impact des projets d'investissements, notamment ceux de la Zone de commerce international de Montréal à Mirabel	3,5
– Bureau de développement de la nouvelle économie : promouvoir le développement de la nouvelle économie par des dégrèvements fiscaux	2,0

La variation des dépenses de ce programme s'explique par l'ajout des ressources nécessaires à la création du Bureau de développement de la nouvelle économie, à la réforme comptable, à l'analyse des impacts économiques et fiscaux des projets d'investissements et à la tarification locale.

**Programme 2 : Politiques et opérations financières**

Ce programme se compose des activités suivantes :	M\$
– Politiques et opérations financières : réaliser le financement du gouvernement et assurer la coordination du financement de l'ensemble du secteur public; gérer la dette du gouvernement en minimisant les coûts et les risques; conseiller le gouvernement à l'égard des responsabilités du ministre des Finances à titre d'actionnaire dans les sociétés d'État; gérer le programme FAIRE; effectuer la gestion des opérations de financement, de gestion de la dette et de trésorerie; orienter et contrôler la mise en marché, la distribution et la gestion des produits d'épargne du gouvernement (Placements Québec); gérer le Fonds de financement, Financement Québec et la dette liée aux régimes de retraite; procéder aux restructurations financières à la suite de la réforme comptable	6,2
– Frais de services bancaires : assumer le coût des opérations bancaires du gouvernement	3,2

L'accroissement des dépenses de ce programme s'explique par les ressources additionnelles requises pour la réforme comptable et la gestion du programme FAIRE et par l'augmentation des frais de services bancaires.

**Programme 3 : Contrôleur des finances**

Ce programme se compose des activités suivantes :	<b>M\$</b>
– Comptabilité gouvernementale : tenir la comptabilité du gouvernement; effectuer la révision du cadre comptable en tenant compte des orientations en matière d'imputabilité et de reddition de comptes et préparer les Comptes publics	5,7
– Contrôle et vérification : procéder à la vérification des opérations budgétaires et comptables des ministères et des organismes afin de s'assurer du respect des lois et des règlements	5,2
– Systèmes d'information : opérer le système informatique de gestion budgétaire et comptable du gouvernement afin de rendre disponibles les informations financières et budgétaires aux ministères et aux organismes	5,1

**Programme 4 : Service de la dette et intérêts sur le compte des régimes de retraite**

Les dépenses de ce programme qui totalisent 6 934,0 M\$ se divisent en deux éléments :	<b>M\$</b>
– Service de la dette : cet élément de programme comprend le budget requis pour assumer le coût des emprunts du gouvernement	4 286,0
– Intérêts sur le compte des régimes de retraite : cet élément de programme comprend les montants requis pour assumer le coût des intérêts applicables au compte des régimes de retraite du gouvernement	2 648,0

Les dépenses 1999-2000 affectées à ce programme augmentent de 284,0 M\$ par rapport au budget de 1998-1999.

Cette augmentation s'explique par :	<b>M\$</b>
– Intérêts sur le compte des régimes de retraite : augmentation du taux d'intérêt applicable et de l'obligation actuarielle moyenne du gouvernement à l'égard de ces régimes	234,0
– Service de la dette : principalement, augmentation des taux d'intérêt	50,0

**Programme 5 : Gestion interne et soutien**

	<b>M\$</b>
– Ce programme a pour objet d'assurer au Ministère le support professionnel et technique dont il a besoin dans les domaines des ressources humaines, de la gestion financière, des communications, de l'informatique et des ressources matérielles; gérer le Fonds des technologies de l'information et le Fonds de l'industrie des courses de chevaux; sont incluses dans les dépenses de ce programme, les contributions du gouvernement à titre d'employeur pour l'ensemble du Ministère	18,8

Les dépenses de ce programme varient en raison notamment de l'augmentation des coûts des contributions d'employeur, des loyers, des communications, des remboursements au Fonds des technologies de l'information, de la formation et d'un réaménagement de postes.

**Programme 6 : L'inspecteur général des institutions financières**

	<b>M\$</b>
– Ce programme consiste à effectuer la surveillance et le contrôle des institutions financières et à administrer et exploiter un registre des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales établi par le gouvernement	22,5

Les dépenses augmentent en raison principalement des ressources requises pour améliorer le service à la clientèle, notamment dans le secteur des entreprises.

**Programme 7 : Soutien au développement de l'économie**

Ce programme se compose des activités suivantes :	<b>M\$</b>
– Investissement-Québec : intervenir dans différents secteurs d'activités et coordonner l'action gouvernementale auprès de plusieurs intervenants en matière de démarchage et d'aide à l'investissement	78,7
– Zone de commerce international de Montréal à Mirabel	5,5
– Frais relatifs au « chèque emploi service »	4,1
– Garantie de prêts aux entreprises de la nouvelle économie	3,5
– Aide aux organismes et entreprises engagés dans le développement de l'économie	2,4

La diminution des dépenses de ce programme résulte principalement de la réduction des coûts afférents aux créances douteuses. Par ailleurs, de nouvelles dépenses ont été annoncées lors du Discours sur le budget 1999-2000 pour les garanties de prêts aux entreprises de la nouvelle économie et la Zone de commerce international de Montréal à Mirabel.

**Programme 8 : Fonds pour l'accroissement de l'investissement privé et la relance de l'emploi**

	<b>M\$</b>
– Ce programme a pour objectif d'offrir différentes formes de soutien financier pour stimuler l'investissement et la relance de l'emploi. Il vise prioritairement les projets de plus de 10,0 M\$, notamment dans le secteur manufacturier, les technologies de pointe et les ressources naturelles	190,7

La hausse de 74,6 M\$ s'explique par une augmentation de l'enveloppe d'engagements du programme sur 5 ans annoncée aux Discours sur le budget 1998-1999 et 1999-2000. L'augmentation des dépenses est nécessaire afin de pourvoir aux déboursés sur les engagements pris depuis la création du programme et ceux prévus au cours de la prochaine année.



## Programme 9 : Provision pour des initiatives concernant les revenus

Ce programme se compose des activités suivantes : M\$

- Provision pour percevoir les revenus dus au gouvernement 34,5
- Provision pour mesures de tarification 10,0

L'augmentation des dépenses résulte de la mise en place d'une nouvelle provision annoncée au Discours sur le budget 1999-2000 visant à compenser les ministères pour les dépenses additionnelles reliées à la tarification.

## LE BUDGET D'INVESTISSEMENTS

	1999-2000 (000 \$)	1998-1999 (000 \$)
Immobilisations	560,2	849,8
Prêts, Placements et Avances	5,0	2,0

Le budget d'immobilisations 1999-2000 représente essentiellement des investissements en technologies de l'information.

## LES FONDS SPÉCIAUX

### LE FONDS DE FINANCEMENT

	PRÉVISIONS 1999-2000 (000 \$)	PROBABLES 1998-1999 (000 \$)
Revenus	322 333,0	456 384,0
Dépenses	321 547,0	451 382,0
Excédent (Déficit)	786,0	5 002,0
Investissement	—	—
Effectif (ETC)	16	16

Le Fonds de financement, constitué par la Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6), a pour objet d'effectuer, à même les sommes empruntées par le gouvernement, des prêts à des organismes des réseaux de l'éducation et de la santé et des services sociaux, à des entreprises du gouvernement, à d'autres organismes déterminés par le gouvernement et à des fonds spéciaux.

**LE FONDS DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION**

	<b>PRÉVISIONS</b> <b>1999-2000</b> <b>(000 \$)</b>	<b>PROBABLES</b> <b>1998-1999</b> <b>(000 \$)</b>
Revenus	1 149,8	742,4
Dépenses	1 149,8	742,4
Excédent (Déficit)	—	—
Investissement	6 407,3	4 780,5
Effectif (ETC)	—	—

Le Fonds des technologies de l'information du ministère des Finances permet le financement de la totalité des dépenses engagées par le Ministère dans le cadre des projets d'investissements en technologies de l'information et des travaux de mise à niveau des actifs informationnels.

Au cours du prochain exercice, le Ministère prévoit recourir à son Fonds des technologies de l'information pour un montant de 6,4 M\$. Les deux principaux projets visés par ces investissements sont l'implication du Contrôleur des finances dans le projet Gestion intégrée des ressources (GIREs) et la poursuite du projet Gestion active de la dette et du financement (GADF).

**LE FONDS DE L'INDUSTRIE DES COURSES DE CHEVAUX**

	<b>PRÉVISIONS</b> <b>1999-2000</b> <b>(000 \$)</b>	<b>PROBABLES</b> <b>1998-1999</b> <b>(000 \$)</b>
Revenus	13 500,0	13 500,0
Dépenses	13 500,0	13 500,0
Excédent (Déficit)	—	—
Investissement	—	—
Effectif (ETC)	—	—

Le Fonds a pour objet de soutenir l'industrie des courses de chevaux. Il est constitué principalement des sommes versées par le ministère du Revenu représentant le produit de la taxe sur le pari mutuel. Ces montants sont répartis entre la Société de promotion de l'industrie des courses de chevaux (SPICC) et les titulaires d'une licence de courses visés par la Loi sur les courses (L.R.Q., c. C-72.1).

## LE FONDS SPÉCIAL OLYMPIQUE

	PRÉVISIONS 1999-2000 (000 \$)	PROBABLES 1998-1999 (000 \$)
Revenus	69 800,0	66 904,4
Dépenses	61 340,0	63 855,3
Excédent (Déficit)	8 460,0	3 049,1
Investissement	—	—
Effectif (ETC)	—	—

Le Fonds spécial olympique a été constitué en 1976 en vertu de la Loi constituant un fonds spécial olympique (L.Q., 1976, c. 14). Ce Fonds et les revenus qu'il tire de la taxe spéciale sur le tabac sont affectés exclusivement au remboursement du capital et des intérêts des emprunts de la Régie des installations olympiques et au parachèvement des installations olympiques.

## LES INDICATEURS

Le Ministère utilise et publie de nombreux indicateurs économiques tout au long du processus budgétaire. De même, de tels indicateurs sont utilisés aux fins du suivi de l'évolution de la situation financière du gouvernement.



## INDUSTRIE ET COMMERCE

### LA MISSION

Le ministère de l'Industrie et du Commerce (MIC) a pour mission de contribuer au développement économique du Québec en intensifiant la compétitivité des entreprises et le développement des marchés, aux fins d'appuyer la création d'emplois :

- En favorisant l'appropriation de l'innovation par les entreprises;
- En contribuant à l'accroissement des investissements des entreprises québécoises et étrangères et au développement de l'entrepreneurship stratégique;
- En appuyant le développement des marchés intérieurs et extérieurs;
- En favorisant et soutenant la concertation et le partenariat gouvernemental et privé.

### LE SUIVI DU PLAN DE GESTION DES DÉPENSES 1998-1999

- Développement du Plan d'action pour le développement des entreprises et des marchés (PADEM) et du Plan d'action en science, technologie et innovation (PASTI) et mise au point des mesures d'appui. Animation et suivi des tables de concertation sectorielle.
- Contribution de plus de 5,0 M\$ à 17 organismes et entreprises, dont 5 nouveaux projets en 1998-1999, dans le cadre du Fonds des priorités gouvernementales en science et technologie pour renforcer l'infrastructure de recherche au Québec.
- Mise en place du programme *Stage Québec Monde* pour développer les perspectives de carrières chez les jeunes diplômés et l'expertise des PME en matière de commercialisation internationale.
- Poursuite de la campagne 2 000 nouveaux exportateurs en l'an 2000. Mise en place du volet Démarche préparatoire à l'exportation dans le cadre du programme *Impact-PME*.
- Réalisation de 123 missions commerciales, dont 5 de rang ministériel, visant à stimuler le développement des exportations et la diversification des marchés. Organisation de 34 activités d'accueil de nature internationale.
- Soutien à la réalisation de projets de vitrines technologiques en vue de démontrer les fonctionnalités et le potentiel commercial, particulièrement à l'exportation, de produits ou de nouveaux procédés dont le développement est terminé. Réalisation et participation à des rencontres technologiques avec divers pays visant à dégager des alliances et/ou des transferts technologiques dans plusieurs secteurs industriels.
- Contribution de plus de 16,8 M\$ dans le cadre du programme *Amélioration des compétences en science et technologie* (PACST), volet Forma-Stages, pour soutenir 20 projets structurants.

## LE CONTEXTE ET LES GRANDS ENJEUX

Face aux changements que connaît l'économie mondiale à l'aube du nouveau millénaire, principalement sous l'impulsion de la libéralisation des échanges commerciaux, de l'évolution rapide des technologies et de la présence incontournable des firmes transnationales, l'économie et les entreprises du Québec doivent renforcer leur compétitivité et accélérer leur transition vers une économie du savoir afin de prospérer et assurer la création d'emplois.

L'action du Ministère doit tenir compte des principaux enjeux et des défis auxquels sont confrontés les acteurs du développement économique :

- Le changement fondé sur le savoir a créé un contexte nouveau dans lequel les entreprises auront à relever les défis concurrentiels de la nouvelle économie. Pour l'entreprise, le défi ne sera pas uniquement de nature scientifique ou technologique mais portera sur l'innovation sous toutes ses formes : de nouvelles façons de créer, d'exploiter et de gérer le savoir, l'utilisation de nouvelles technologies et pratiques avancées de gestion, la réalisation d'activités permanentes de recherche et de développement, etc.;
- La croissance des investissements a un impact direct sur la compétitivité de l'économie, la création d'emplois et le niveau de vie de la population. En plus de développer des facteurs incitatifs de localisation des investissements étrangers pour faire face à la concurrence de plus en plus vive entre les pays et les régions du monde, le Québec doit orienter l'investissement vers des secteurs qui font appel à une main-d'œuvre qualifiée, qui offrent des emplois de qualité et qui contribuent à renforcer le tissu industriel du Québec;
- La compétitivité d'une économie se concrétise particulièrement par la capacité de ses entreprises à percer les marchés intérieurs et extérieurs. Le Québec doit concentrer ses efforts pour élargir la base des entreprises exportatrices afin de faire une plus grande place aux PME et pour s'approprier de nouveaux marchés en croissance, notamment dans les biens et services à forte valeur ajoutée;
- La compétitivité ne dépend pas seulement de la productivité des entreprises, elle est aussi largement tributaire de la qualité des alliances stratégiques, des interactions que les entreprises établissent entre elles, avec leurs clients et fournisseurs et du degré de synergie qu'elles développent avec les autres acteurs du développement économique. Il devient primordial de soutenir la création de partenariats et de maillages, la concertation industrielle et les réseaux de veille stratégique.

## LES ORIENTATIONS STRATÉGIQUES

Afin d'appuyer l'objectif gouvernemental visant à favoriser la prospérité économique et sociale du Québec en relançant le développement économique et la création d'emplois, le MIC élabore et met en œuvre des politiques et stratégies gouvernementales et sectorielles. Il centre ses actions sur le renforcement de la compétitivité des entreprises et l'accélération de la transition des entreprises vers une économie fondée sur le savoir.

Pour ce faire, il privilégie les orientations suivantes :

- Favoriser l'appropriation de l'innovation par les entreprises par des actions visant à :
  - augmenter le nombre d'entreprises qui mettent en œuvre un processus d'innovation et qui sont sensibilisées à l'importance de mettre en œuvre un processus d'innovation;
  - favoriser l'embauche et la rétention du personnel scientifique et technique dans les entreprises.
- Contribuer à l'accroissement des investissements des entreprises québécoises et étrangères et au développement de l'entrepreneuriat stratégique par des actions visant à :
  - orienter les investissements vers des secteurs à forte valeur ajoutée;
  - participer à l'élaboration de mesures incitatives en vue d'accroître les investissements ou d'en réduire les risques;
  - favoriser l'émergence de nouvelles entreprises stratégiques;
  - accroître la rétention et le taux de survie d'entreprises à bon potentiel.
- Appuyer le développement des marchés intérieurs et extérieurs par des actions visant à :
  - augmenter le nombre de nouvelles entreprises exportatrices et d'entreprises ayant diversifié leurs marchés vers les secteurs à forte valeur ajoutée et sur les territoires où la demande est importante et en forte croissance;
  - accélérer la diffusion d'informations stratégiques sur les marchés;
  - faciliter l'accès des entreprises aux grands réseaux de distribution, aux donneurs d'ordres et aux marchés publics.
- Favoriser et soutenir la concertation et le partenariat gouvernemental et privé par des actions visant à :
  - assurer la relance et la poursuite de la concertation industrielle (tables sectorielles);
  - accroître les partenariats entre entreprises québécoises et étrangères;
  - renforcer le système de veille concurrentielle et la diffusion d'information stratégique;
  - accroître la mise en œuvre et assurer le suivi d'ententes de collaboration avec les principaux ministères et organismes partenaires.

## LE PLAN D'ÉVALUATION DE PROGRAMMES

Le plan d'évaluation du Ministère pour l'exercice 1999-2000 porte sur l'analyse des programmes suivants :

- Fonds de partenariat sectoriel - Volet 6 : mise en place d'un service régional ou sectoriel de promotion des exportations;
- Impact-PME : volets visant à inciter les PME à créer de nouveaux postes stratégiques en favorisant l'intégration de nouvelles compétences;
- Aide à la concrétisation de projets industriels (PACPI) visant à appuyer la réalisation des études préalables à la concrétisation d'un projet industriel au Québec;
- Aide aux activités spécifiques des associations sectorielles (PAASIQ) visant à inciter les associations à mettre en place de nouveaux services ou à réaliser certaines activités pour venir en aide à leurs membres.

## LE PLAN BUDGÉTAIRE

### LE BUDGET DE DÉPENSES PAR PROGRAMMES

	1999-2000		1998-1999	
	BUDGET DE DÉPENSES	VARIATION	BUDGET DE DÉPENSES	DÉPENSE PROBABLE
	(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)
	(1)	(2)=(1)-(3)	(3)	(4)
1. Soutien technique aux secteurs manufacturiers et commerciaux et au développement du commerce extérieur	71 872,7	1 744,4	70 128,3	61 713,6
2. Soutien financier aux secteurs manufacturiers et commerciaux et au développement du commerce extérieur	82 296,3	(18 650,6)	100 946,9	97 017,8
<b>Total</b>	154 169,0	(16 906,2)	171 075,2	158 731,4
<b>Effectif (ETC) (excluant les fonds spéciaux)</b>	1 031	(59)	1 090	—

Note : Le programme 1 contient une provision qui permet des transferts de crédits à d'autres programmes et les dépenses qui y sont comptabilisées en 1998-1999 comprennent de tels virements; ceux effectués à partir du programme *Soutien technique aux secteurs manufacturiers et commerciaux et au développement du commerce extérieur* s'élèvent à 8,1 M\$.

Le budget de dépenses 1999-2000 du Ministère s'établit à 154,2 M\$, ce qui représente une diminution de 16,9 M\$ par rapport au budget de dépenses 1998-1999. L'effectif, qui totalise 1 031 ETC, dont 245 pour l'embauche d'étudiants par les ministères et organismes, diminue de 59 ETC en raison de la fin du *Programme d'aide aux entreprises victimes du verglas* et du *Programme de reconstruction économique temporaire (PRET)* dans les régions affectées par les pluies diluviennes.



La baisse du budget de dépenses s'explique essentiellement par une diminution de 27,0 M\$ du budget pour le soutien aux sociétés et organismes d'État d'une part, en raison de l'élimination d'un montant de 10,0 M\$ pour SIDBEC à la suite du changement dans les modalités de remboursement de sa dette, et d'autre part, à cause de la réduction de 17,0 M\$ consentis au Centre de recherche industrielle du Québec (CRIQ).

Par ailleurs, les mesures annoncées dans les Discours sur le budget de mars 1998 et de mars 1999 se traduisent par une augmentation budgétaire nette de plus de 12,0 M\$ malgré la baisse des budgets découlant de la fin de certains programmes temporaires d'aide financière aux entreprises et aux organismes.

De plus, l'intégration du secteur des investissements étrangers, du Fonds de développement industriel et de la Société de développement industriel à la nouvelle société Investissement-Québec au cours de 1998-1999 se traduit par une diminution de 107,3 M\$ et de 209 ETC dans le portefeuille budgétaire du MIC en 1999-2000 et dans le budget comparatif 1998-1999.

Enfin, le transfert du secteur de la science et de la technologie au nouveau portefeuille de la Recherche, de la Science et de la Technologie en fin d'exercice 1998-1999 a eu pour effet de diminuer de 27,7 M\$ et de 61 ETC dans le portefeuille budgétaire du MIC en 1999-2000 et dans le budget comparatif 1998-1999.

#### **Programme 1 : Soutien technique aux secteurs manufacturiers et commerciaux et au développement du commerce extérieur**

Ce programme regroupe toutes les unités administratives du Ministère à l'exception des organismes et sociétés d'État.

Ce programme se compose des activités suivantes :	M\$
– Direction du Ministère et gestion des ressources humaines, matérielles, financières et informationnelles	22,5
– Services techniques aux entreprises manufacturières, aux commerces, aux coopératives et services en région; Direction du placement étudiant	18,4
– Développement du commerce extérieur	9,6
– Provision pour l'emploi d'étudiants par les ministères et organismes	8,1
– Développement des secteurs industriels	7,5
– Analyse économique et politiques industrielles	5,8

Le budget de dépenses 1999-2000 de ce programme, qui totalise 71,9 M\$, augmente de 1,7 M\$ par rapport à 1998-1999. Cette augmentation est attribuable aux mesures annoncées lors du Discours sur le budget de mars 1999 visant à accroître les activités de promotion des exportations.

La stabilité relative des autres budgets traduit la priorité du Ministère visant à préserver un bassin de connaissance et d'expertise permettant de soutenir efficacement son action axée sur la promotion du développement industriel et le développement du commerce extérieur.

## **Programme 2 : Soutien financier aux secteurs manufacturiers et commerciaux et au développement du commerce extérieur**

Ce programme vise à apporter une aide financière aux entreprises et aux organismes pour la réalisation de projets qui stimulent la création d'emplois, contribuent au développement d'entreprises compétitives et innovatrices et soutiennent l'expansion des entreprises sur les marchés d'exportation.

Ce programme se compose des activités suivantes : **M\$**

- Aide financière accordée par le Ministère aux entreprises et aux organismes 72,0
- Centre de recherche industrielle du Québec (CRIQ) 8,0
- Soutien au fonctionnement des sociétés Innovatech Sud-du-Québec, Québec/Chaudière-Appalaches et Régions ressources 2,3

Le budget de dépenses 1999-2000 de ce programme budgétaire s'établit à 82,3 M\$, soit une baisse de 18,6 M\$ par rapport à 1998-1999. Les principales variations sont les suivantes :

- |   | <b>M\$</b> |
|---|------------|
| – Centre de recherche industrielle du Québec (CRIQ)                           | (17,0)     |
| – Impact-PME  | 12,4       |
| – SIDBEC  | (10,0)     |
| – Programme de soutien à l'emploi scientifique et technique (PSES)            | (8,7)      |
| – Soutien au transfert et à la diffusion des technologies dans les PME (PSTT) | (2,5)      |
| – Centre international de formation en télécommunications                     | 2,3        |
| – Soutien aux activités de concertation                                       | 2,2        |
| – Cité de l'optique pour la région de Québec                                  | 2,0        |
| – Stages Québec Monde   | 1,8        |
| – Aide à la concrétisation de projets industriels (PACPI)                     | 1,5        |
| – Autres variations   | (2,6)      |

Grâce aux mesures annoncées dans les Discours sur le budget 1998-1999 et 1999-2000, le Ministère sera en mesure, malgré l'échéance de certains programmes temporaires (PSES, PSTT), d'accroître son soutien à l'innovation dans les entreprises et au développement des exportations, notamment par le biais du programme *Impact-PME*.

## LE BUDGET D'INVESTISSEMENTS

	1999-2000 (000 \$)	1998-1999 (000 \$)
Immobilisations	586.9	426.9
Prêts, Placements et Avances	—	10 000,0

En ce qui a trait au budget d'investissements, on notera que l'essentiel de la variation s'explique par le placement de 10,0 M\$ effectué en 1998-1999 dans le Fonds étudiant solidarité travail du Québec.

## LES INDICATEURS

Le plan stratégique du Ministère intègre des indicateurs de contexte reliés aux objectifs gouvernementaux. Les indicateurs de résultats suivants retenus par le MIC représentent ses principales contributions à l'atteinte des objectifs gouvernementaux :

- Nombre d'entreprises devenues nouvelles exportatrices à la suite d'interventions du MIC et de ses partenaires économiques en région. Cible : 2 000 nouvelles entreprises exportatrices au 31 décembre 2000; résultats au 31 janvier 1999 : 1 079 nouvelles entreprises exportatrices;
- Nombre d'entreprises qui ont diversifié leurs marchés à l'exportation à la suite d'interventions du MIC et de ses partenaires économiques en région. Cible : 500 entreprises au 31 décembre 2000;
- Nombre d'entreprises qui mettent en œuvre un processus d'innovation à la suite d'interventions du MIC et de ses partenaires en région. Cible : 500 entreprises d'ici le 31 mars 2001;
- Nombre d'emplois créés assortis d'une période de formation ou de recyclage dans les nouvelles technologies à la suite de l'intervention du MIC. Cible : 1 000 nouveaux emplois;
- Nombre d'entreprises qui ont intégré du personnel scientifique et technique à la suite d'interventions du MIC et de ses partenaires économiques en région. Cible : 550 par an;
- Nombre d'entreprises sensibilisées au processus d'innovation suite aux interventions du MIC et de ses partenaires économiques en région.



## JUSTICE ET CONDITION FÉMININE

### LA MISSION

La mission du ministère de la Justice est de favoriser la reconnaissance et le respect des droits des citoyens et des citoyennes. À cette fin, le Ministère veille à l'instauration de rapports harmonieux et équitables, aussi bien entre les personnes, qu'entre elles et l'État. Il voit à ce que les citoyens et les citoyennes aient accès à un système judiciaire de qualité et assure la publicité des droits fonciers et mobiliers. Enfin, il conseille le gouvernement et ses organismes sur la légalité de leurs actions, apporte son soutien au procureur général, tant en droit privé que public, et joue un rôle fondamental dans les processus législatif et réglementaire.

La Ministre est aussi responsable de la condition féminine et, à ce titre, doit assurer la prise en compte de la situation des femmes dans la société québécoise.

### LE SUIVI DU PLAN DE GESTION DES DÉPENSES 1998-1999

En regard de son plan stratégique, le Ministère a réalisé notamment les actions suivantes :

- Début des travaux du Comité de révision de la procédure civile en vue de réviser le Code de procédure civile dans son intégralité;
- Instauration de la médiation en matière civile et commerciale à la Cour supérieure;
- Signature d'une déclaration de principe visant à assurer aux témoins le respect, l'information et l'attention qu'ils sont en droit d'obtenir de l'État québécois et des autres cosignataires;
- Implantation au palais de justice de Montréal et au palais de justice de Longueuil de la vidéo comparution avec le centre correctionnel de Rivière-des-Prairies;
- Début des travaux de développement du système informatique dans le cadre de la modernisation du registre foncier du Québec;
- Adoption de la Loi modifiant le Code civil et d'autres dispositions législatives relativement à la publicité des droits personnels et réels mobiliers et à la constitution d'hypothèques mobilières sans dépossession (L.Q. 1998, c. 5) qui marque la dernière phase de l'implantation du registre des droits personnels et réels mobiliers et mise en route des services de consultation et d'inscription à distance via le réseau Internet.

En regard de son plan stratégique, le Conseil du statut de la femme a réalisé notamment les activités suivantes :

- Production de recherches sur des sujets variés : les aides domestiques, la situation juridique des lesbiennes, le virage ambulatoire et ses effets sur les femmes;
- Consultations publiques et adoption de nouvelles orientations triennales;

- Activités d'information : La Gazette des femmes, Info-Région, actions de sensibilisation à l'intention des jeunes filles, organisation d'un colloque sur certains enjeux du féminisme, production d'outils sur le thème de l'Intergénérationnel;
- Soutien à la concertation des femmes et des groupes de femmes en région.

En regard de son plan stratégique, le Secrétariat à la Condition féminine a réalisé notamment les activités suivantes :

- Rapport synthèse de la première étape (1997-1998) de la mise en œuvre du programme *Action 1997-2000 pour toutes les Québécoises* préparé de concert avec les ministères et organismes concernés;
- Diverses interventions visant à ce que les mesures gouvernementales tiennent compte davantage des différences qui caractérisent les conditions de vie des femmes par rapport à celles des hommes;
- Production d'analyses pour les rencontres fédérales-provinciales et territoriales des ministres et hauts fonctionnaires responsables de la condition féminine et participation à divers comités;
- En matière de droit international, participation aux rapports des pactes internationaux et organisation d'activités de formation dans le cadre du 50<sup>e</sup> anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme.

## **LES GRANDS ENJEUX ET LES ORIENTATIONS STRATÉGIQUES**

### **Du ministère de la Justice**

Les enjeux suivants sont au cœur des préoccupations du Ministère :

- Le maintien de la confiance de la population envers l'administration québécoise de la justice;
- L'amélioration de l'accessibilité à la justice;
- La réduction des délais judiciaires tant en matière civile que pénale;
- L'humanisation du système judiciaire (simplification des procédures, introduction de modes de règlements à l'amiable, amélioration des services aux témoins et aux victimes, développement d'une justice réparatrice);
- La modernisation du système judiciaire québécois (utilisation des technologies pour améliorer l'efficacité et l'efficience du système);
- La modernisation du système de publicité foncière du Québec;
- L'amélioration des activités de recouvrement du Ministère afin d'assurer une perception équitable des amendes imposées en vertu des lois statutaires québécoises et du Code criminel.

Au cours des prochaines années, les actions du Ministère seront guidées par les quatre orientations stratégiques suivantes :

— La modernisation et la simplification du système judiciaire et des systèmes de publicité des droits

Par la modernisation et la simplification du système judiciaire, le Ministère vise à réduire les délais et les coûts tant pour les usagers que pour l'appareil public. Ainsi, dans cette optique, le Ministère a entrepris un ambitieux projet de réforme de la procédure civile. Parallèlement, le Ministère améliore les processus judiciaires en misant sur l'utilisation des technologies de l'information, notamment par l'implantation de la vidéo comparution dans les palais de justice.

Dans un autre domaine, le Ministère a entrepris la modernisation du système de publicité foncière du Québec. Le nouveau système, qui sera opérationnel en 2003, permettra d'offrir aux clientèles du registre foncier des services de consultation et d'inscription à distance. Par ailleurs, le Ministère complètera en 1999 le nouveau registre des droits personnels et réels mobiliers et optimisera auprès de ses clientèles les services à distance qu'il offre depuis 1998.

— Le développement de modes extrajudiciaires de résolution des conflits

Pour rendre la justice moins procédurale, plus humaine et moins coûteuse, le Ministère entend adapter la procédure civile de manière à permettre aux parties de choisir de régler leur différend à l'amiable. En matière criminelle, le Ministère expérimentera, avec la collaboration du ministère de la Sécurité publique, un programme pour adultes de mesures de rechange à la judiciarisation. Le Ministère poursuivra aussi sa démarche visant à favoriser la mise sur pied de comités de justice communautaires en milieu autochtone.

— L'amélioration de l'élaboration des lois et des règlements

Afin d'améliorer la législation québécoise en rendant les lois plus claires et plus faciles à appliquer et à gérer, le Ministère favorise une intervention législative de ses juristes axée sur des principes de simplification, d'allègement réglementaire et de prévention. Pour concrétiser cette approche, il proposera une politique législative générale définissant le cadre de conception des lois et des règlements.

— L'amélioration de la performance des programmes et des services ministériels

Dans la foulée de la révision du rôle de l'État et de la réforme des services publics, le Ministère examine la pertinence de ses activités en regard de sa mission et questionne le mode de prestation de ses services à la lumière des nouvelles réalités sociales et économiques. Dans les prochaines années, le Ministère consacrera des efforts dans trois principaux axes d'intervention : l'achèvement de la décentralisation de certaines poursuites criminelles vers les cours municipales, l'optimisation des activités de perception des amendes et le renouvellement du cadre ministériel de gestion.

## **De la Condition féminine**

Cette responsabilité concerne les activités du Conseil du statut de la femme et du Secrétariat à la condition féminine.

Le Conseil du statut de la femme est un organisme d'étude et de consultation chargé de conseiller la ministre sur toute question concernant les droits et le statut des femmes et d'informer la population du Québec sur ces mêmes sujets. Le mandat du Conseil s'exerce en tenant compte des contraintes découlant des transformations dans l'évolution des conditions de vie des femmes, dans l'environnement social en général, ainsi que dans les orientations et pratiques gouvernementales. Les principaux enjeux sont les suivants :

- Le contexte de mondialisation, la révision du rôle et des politiques de l'État et le mouvement de déconcentration et de régionalisation ont des incidences sur les femmes et les citoyens en général;
- De profondes transformations affectent la société québécoise : changements démographiques, nouveaux modes familiaux, diversité croissante de la société civile;
- Le marché du travail est en évolution : nouvelles technologies de l'information, restructuration des entreprises, montée du travail atypique avec des effets majeurs sur le travail des femmes;
- De nouvelles valeurs émergent et, malgré des progrès dans les mentalités, on note des résistances majeures empêchant la progression des conditions de vie des femmes.

Le Conseil retient les orientations suivantes pour les années à venir :

- Faire connaître l'impact des transformations et des choix fondamentaux de l'État et influencer son évolution en vue de protéger les acquis des femmes;
- Contribuer à l'intégration des enjeux reliés à la condition féminine dans le processus de régionalisation ainsi qu'à l'accroissement de la participation des femmes aux diverses instances régionales et locales;
- Maintenir des relations privilégiées avec le mouvement des femmes, appuyer les groupes de femmes en tant qu'agents de changement de la condition féminine et encourager la participation des femmes aux décisions;
- Identifier les inégalités que les femmes vivent et les caractéristiques de certains groupes particuliers et proposer des mesures pour diminuer les problèmes vécus;
- Saisir les enjeux pour les femmes des transformations du marché du travail et suggérer des protections et des possibilités accrues pour consolider leur statut;
- Contribuer à une réflexion sur certaines zones de résistance dans les mentalités freinant l'évolution des conditions de vie des femmes et refléter une image positive de leurs rôles et de leurs contributions à la société.

Le Secrétariat à la condition féminine a comme rôle de fournir à la ministre responsable de la condition féminine l'expertise professionnelle nécessaire pour assurer la coordination, la cohérence et le développement des actions gouvernementales en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes. Le Secrétariat réalise l'ensemble de ses activités principalement par la production d'avis, d'analyses et de recommandations, par la coordination des actions gouvernementales en matière d'égalité, de même que par la participation à différents comités interministériels avec le soutien des réseaux central et régional des responsables de la condition féminine dans les ministères et les organismes.



Les sept enjeux majeurs suivants, dont cinq sont inscrits au programme *Action 1997-2000 pour toutes les Québécoises*, ont été retenus parce qu'ils risquent d'influer sur la situation des femmes au Québec :

- Consolider la réussite scolaire des filles et des femmes, sur les plans social, économique et professionnel;
- Préserver le droit des femmes au travail;
- Réduire les écarts entre les femmes et les hommes en matière de santé et de bien-être, dans le contexte de la transformation du système socio-sanitaire;
- Mobiliser toute la société pour mettre un frein à la violence faite aux femmes;
- Favoriser la participation accrue des femmes aux affaires publiques et à l'économie, notamment dans les postes de pouvoir et de décision;
- Favoriser le rayonnement international du Québec en matière d'égalité de droits entre les femmes et les hommes et de leurs conditions de vie;
- Promouvoir l'égle contribution des femmes et des hommes dans toutes les sphères d'activité de la société québécoise et particulièrement dans la conduite des affaires publiques.

Trois axes stratégiques conduiront l'action du Secrétariat à la condition féminine en 1999-2000 :

- Poursuivre la coordination de la mise en œuvre du programme *Action 1997-2000 pour toutes les Québécoises*;
- Exercer son rôle conseil auprès de la ministre et du gouvernement en ce qui a trait aux effets des grandes réformes et politiques sur la situation socio-économique différente des femmes et des hommes;
- Administrer le programme d'aide financière *À égalité pour décider* qui vise à favoriser l'égalité de représentation entre les femmes et les hommes dans les instances locales et régionales.

## LE PLAN D'ÉVALUATION DE PROGRAMMES

Au cours des dernières années, le ministère de la Justice a procédé à l'évaluation de ses principaux programmes, dont notamment l'aide juridique, l'indemnisation des victimes d'actes criminels, la publicité foncière et la justice administrative. Ces évaluations ont conduit, pour la plupart, à d'importantes réformes. Durant les prochaines années, le Ministère entreprendra principalement les analyses suivantes :

- À elle seule, la révision du Code de procédure civile commandera de nombreuses évaluations, dont celles de l'utilisation de modes amiables en matière civile, de la compétence de la division des petites créances à la Cour du Québec, de la procédure allégée et de l'introduction de délais cibles;
- En matière criminelle, le Ministère évaluera, après une année d'expérimentation dans trois districts judiciaires, un nouveau programme de mesures de rechange pour adultes, dans le but de créer un modèle qui serait étendu à l'ensemble des districts judiciaires.

## LE PLAN BUDGÉTAIRE

Le budget de dépenses du portefeuille Justice et Condition féminine pour 1999-2000 totalise 447,5 M\$, ce qui représente une diminution de 7,4 M\$ par rapport à l'exercice financier 1998-1999. Cette variation résulte des facteurs suivants :

- Le réajustement à la provision pour créances douteuses;
- Les mesures de réduction de dépenses prises par le Ministère, notamment au regard de la rationalisation de ses dépenses de loyers;
- Le retrait d'une partie du budget non récurrent relié à la mise en œuvre de la médiation familiale.

## LE BUDGET DE DÉPENSES PAR PROGRAMMES

	1999-2000		1998-1999	
	BUDGET DE DÉPENSES	VARIATION	BUDGET DE DÉPENSES	DÉPENSE PROBABLE
	(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)
	(1)	(2)=(1)-(3)	(3)	(4)
1. Formulation de jugements	53 377,9	1 909,3	51 468,6	55 243,0
2. Administration de la justice	240 047,4	(4 329,8)	244 377,2	249 031,2
3. Justice administrative	10 082,0	(2 434,8)	12 516,8	11 800,2
4. Aide aux justiciables	137 126,5	(3 550,0)	140 676,5	143 900,1
5. Condition féminine	6 865,6	1 029,6	5 836,0	5 905,9
<b>Total</b>	<b>447 499,4</b>	<b>(7 375,7)</b>	<b>454 875,1</b>	<b>465 880,4</b>
<b>Effectif (ETC) (excluant les fonds spéciaux)</b>	<b>3 241</b>	<b>(112)</b>	<b>3 353</b>	<b>—</b>

### Programme 1 : Formulation de jugements

Ce programme vise à rendre la justice par la formulation de jugements selon les juridictions des diverses cours de justice. Le programme comprend aussi le Conseil de la magistrature, organisme à vocation déontologique, et le Comité de la rémunération des juges de la Cour du Québec et des cours municipales. Ce comité a notamment pour fonctions d'évaluer à tous les trois ans si le traitement, le régime de retraite et les autres avantages sociaux des juges de la Cour du Québec et des cours municipales de Laval, de Montréal et de Québec sont adéquats.

Le budget de dépenses de ce programme se chiffre à 53,4 M\$ en 1999-2000, soit une augmentation de 1,9 M\$ par rapport à 1998-1999. Le règlement de litiges pendants concernant certains membres du personnel de soutien à la magistrature est provisionné.

**Programme 2 : Administration de la justice**

Ce programme vise à assurer le soutien administratif nécessaire au fonctionnement des cours de justice, à fournir un soutien d'ordre juridique, législatif et réglementaire à toutes les activités gouvernementales et à assurer l'application du Code criminel et des lois pénales au Québec.

Le budget de dépenses de ce programme s'établit à 240,0 M\$, en baisse de 4,3 M\$ par rapport à 1998-1999. Cette variation résulte d'un rajustement à la hausse à la provision pour créances douteuses pour se conformer aux prévisions de dépenses des prochaines années et de certaines réductions de dépenses, notamment en regard des coûts de loyer et d'une diminution des activités judiciaires.

**Programme 3 : Justice administrative**

Ce programme vise à assurer la part du ministère de la Justice au financement du Tribunal administratif du Québec. Celui-ci a pour fonction, dans les cas prévus par la Loi sur la justice administrative (L.Q. 1996, c. 54), de statuer sur les recours formés contre une autorité administrative ou une autorité décentralisée. De plus, ce programme comprend le Conseil de la justice administrative, organisme à vocation déontologique.

La contribution du Ministère à ce programme se chiffre à 10,1 M\$ en 1999-2000, en baisse de 2,4 M\$ par rapport à 1998-1999. Cette variation s'explique par le retrait du budget accordé sur base temporaire au Tribunal pour sa mise en place.

**Programme 4 : Aide aux justiciables**

Ce programme vise à assurer une aide juridique, financière ou sociale aux personnes économiquement faibles et défavorisées, ainsi qu'aux enfants et aux familles aux prises avec certains problèmes sociaux ayant un rapport avec la justice. Il vise aussi à assurer une compensation financière aux victimes d'actes criminels. L'assistance offerte se traduit par l'aide juridique, l'aide aux recours collectifs et par l'indemnisation des victimes d'actes criminels.

Le budget de dépenses de ce programme s'établit à 137,1 M\$, ce qui représente une diminution de 3,6 M\$ par rapport à 1998-1999. Cette variation découle principalement du retrait du budget non récurrent accordé en 1997-1998 pour la révision de jugements à la suite de l'implantation de la médiation préalable en matière familiale.

**Programme 5 : Condition féminine**

Ce programme vise à promouvoir l'égalité et le respect des droits et du statut des femmes. Il vise également à assurer la coordination et le développement des politiques et activités gouvernementales en matière de condition féminine. Il regroupe le Secrétariat à la condition féminine de même que le Conseil du statut de la femme. Le budget de dépenses de ce programme est haussé de 1,0 M\$ pour être porté à 6,9 M\$ en raison de la création du programme d'aide financière *À égalité pour décider*.

**LE BUDGET D'INVESTISSEMENTS**

	1999-2000 (000 \$)	1998-1999 (000 \$)
Immobilisations	1 699,3	1 681,3
Prêts, Placements et Avances	39,1	39,1

Le budget d'investissements est principalement consacré à l'achat d'équipements informatiques.

**LES FONDS SPÉCIAUX****LE FONDS D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS (FAVAC)**

	PRÉVISIONS 1999-2000 (000 \$)	PROBABLES 1998-1999 (000 \$)
Revenus	1 750,0	1 675,0
Dépenses	1 881,9	1 845,0
Excédent (Déficit)	(131,9)	(170,0)
Investissement	—	—
Effectif (ETC)	5	5

Ce Fonds est dédié à subventionner les centres d'aide aux victimes d'actes criminels (CAVAC). Son revenu est assuré par les suramendes compensatoires perçues en vertu du Code criminel et les contributions pénales. À la suite d'une décision du gouvernement sur le partage des sommes d'argent découlant de la lutte aux produits de la criminalité, le FAVAC recevra, selon les résultats annuels de cette activité, des sommes additionnelles.

**LE FONDS DES REGISTRES**

	PRÉVISIONS 1999-2000 (000 \$)	PROBABLES 1998-1999 (000 \$)
Revenus	54 000,0	41 800,0
Dépenses	53 292,6	41 798,6
Excédent (Déficit)	707,4	1,4
Investissement	14 445,6	16 370,4
Effectif (ETC)	404	404

Ce Fonds assure le financement de l'ensemble des activités reliées à la publicité des droits fonciers, de même que les droits personnels et réels mobiliers. Les revenus du Fonds proviennent entièrement de la vente de services en matière de publicité des droits. En 1999-2000, des investissements importants sont prévus notamment dans le cadre de la modernisation du registre foncier.

La prévision de revenus 1999-2000 tient compte de l'élargissement du domaine d'inscription au registre des droits personnels et réels mobiliers à certains droits résultant du financement des biens de consommation dont, notamment, les véhicules routiers et autres biens meubles déterminés par règlement. La hausse des dépenses est attribuable principalement aux coûts d'entretien des nouveaux services à distance du registre des droits personnels et réels mobiliers de même qu'à l'amortissement afférent aux équipements et développements informatiques.

**LES INDICATEURS**

Le Ministère poursuit sa démarche d'amélioration de ses systèmes d'information de gestion et de développement d'indicateurs de résultat. Les indicateurs suivants sont déjà suivis :

- Le délai moyen pour audition d'une prochaine cause en matières civile, criminelle et pénale;
- L'âge moyen des dossiers en matières criminelle et pénale;
- La variation du nombre de dossiers judiciaires ouverts en matières civile, criminelle et pénale;
- Le nombre de dossiers non judiciairisés en matière criminelle;
- Le nombre de comparutions effectuées par vidéo;
- Le taux de recettes sur les revenus;
- Le taux de recouvrement;

- La variation du nombre de transactions au registre foncier;
- Le pourcentage de transactions d'inscriptions au registre mobilier effectuées à distance;
- Le nombre de demandes de services acceptées à l'aide juridique;
- Le nombre de services d'aide et de réadaptation dispensés aux victimes d'actes criminels.

## **RECHERCHE, SCIENCE ET TECHNOLOGIE**

### **LA MISSION**

La mission du futur ministère de la Recherche, de la Science et de la Technologie, annoncée lors de la création du portefeuille de la Recherche, de la Science et de la Technologie est l'application, pour le Québec et ses régions, selon leurs particularités, d'une politique de la recherche, de la science et de la technologie, des stratégies, des mécanismes d'évaluation et des moyens nécessaires au développement d'une approche concertée, coordonnée et intégrée en matière de recherche, de transfert des connaissances et d'innovation technologique. Cette mission vise l'atteinte d'objectifs mesurables préalablement définis avec les partenaires des milieux universitaire, industriel et gouvernemental et dans les domaines d'intervention social, culturel, économique et industriel.

### **LE SUIVI DU PLAN DE GESTION DES DÉPENSES 1998-1999**

Le mandat du ministre de la Recherche, de la Science et de la Technologie découle d'un transfert de responsabilités des ministères de l'Industrie et du Commerce, de l'Éducation et de la Santé et des Services sociaux. À cet égard, le Ministre assume la transition des activités et des actions de ces ministères.

### **LE CONTEXTE ET LES GRANDS ENJEUX**

Le ministère de la Recherche, de la Science et de la Technologie, dont la création sera proposée à l'Assemblée nationale, s'inscrit dans le cadre d'une économie du savoir basée sur la formation et la recherche, où l'innovation technologique s'impose comme une des clés essentielles de l'enrichissement collectif et de l'emploi. Il réalise sa mission dans une perspective d'actions et de partenariats intersectoriels, interministériels et horizontaux. Il est le responsable en matière de recherche, de science et de technologie et l'interlocuteur pour le gouvernement du Québec dans ce domaine.

### **LES ORIENTATIONS STRATÉGIQUES**

Les orientations stratégiques sont en cours d'élaboration.

### **LE PLAN D'ÉVALUATION DE PROGRAMMES**

Le ministre de la Recherche, de la Science et de la Technologie doit élaborer et adopter un cadre de référence et des indicateurs de résultats pour l'évaluation de la Politique de la recherche, de la science, de la technologie et de l'innovation de même que pour les programmes et mesures qui en découlent.

## LE PLAN BUDGÉTAIRE

Les dépenses 1999-2000 du portefeuille s'établissent à 183,1 M\$, ce qui représente une diminution de 68,1 M\$ par rapport aux dépenses 1998-1999. Toutefois, ces dernières incluent une dépense ponctuelle de 100,0 M\$ octroyés à Valorisation-Recherche Québec, un organisme indépendant voué à la valorisation de la recherche et du savoir universitaire québécois. La prise en compte de cette dépense exceptionnelle de l'exercice financier 1998-1999 masque l'octroi en 1999-2000 de budgets additionnels d'un montant total de 40,1 M\$ dégagés aux titres de la création du Ministère (6,0 M\$), de l'introduction du programme *Innovation Québec* (32,3 M\$), du programme *Appui au développement d'une cité de l'optique pour la région de Québec* (1,0 M\$) et de la mise en place du Centre de tests et d'homologation des logiciels (0,8 M\$). Par ailleurs, la révision à la baisse (9,1 M\$) de la Provision pour réallouer tout crédit visant le soutien au développement de la recherche, de la science et de la technologie, consécutive à l'achèvement de programmes antérieurs et certains autres ajustements complètent l'explication de cette variation.

## LE BUDGET DE DÉPENSES PAR PROGRAMMES

	1999-2000		1998-1999	
	BUDGET DE DÉPENSES	VARIATION	BUDGET DE DÉPENSES	DÉPENSE PROBABLE
	(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)
	(1)	(2)=(1)-(3)	(3)	(4)
1. Soutien au développement de la recherche, de la science et de la technologie	14 010,6	7 078,3	6 932,3	6 925,7
2. Soutien financier au développement de la recherche, de la science et de la technologie	169 062,7	(75 170,7)	244 233,4	243 664,2
<b>Total</b>	183 073,3	(68 092,4)	251 165,7	250 589,9
<b>Effectif (ETC) (excluant les fonds spéciaux)</b>	78	—	78	—

Note : Le programme 2 contient une provision qui permet des transferts de crédits à d'autres programmes et les dépenses qui y sont comptabilisées en 1998-1999 comprennent de tels virements; ceux effectués à partir du programme *Soutien financier au développement de la recherche, de la science et de la technologie* s'élèvent à 0,5 M\$.

### Programme 1 : Soutien au développement de la recherche, de la science et de la technologie

Ce programme vise à procurer les ressources et les services nécessaires pour doter le Québec d'une politique, de stratégies, de mécanismes d'évaluation et de moyens nécessaires au développement d'une approche concertée, coordonnée et intégrée en matière de recherche, de transfert de connaissances et d'innovation technologique dans les domaines d'intervention social, culturel, économique et industriel.



Ce programme se compose des activités suivantes :	<b>M\$</b>
– Planification, coordination, mise en œuvre et soutien administratif	11,9
– Organismes-conseils	2,1

Le budget de dépenses 1999-2000, qui totalise 14,0 M\$, augmente de 7,0 M\$ par rapport au budget de 1998-1999. En effet, la création du ministère de la Recherche, de la Science et de la Technologie nécessite l'ajout d'un budget additionnel qui explique l'essentiel de cette variation.

## **Programme 2 : Soutien financier au développement de la recherche, de la science et de la technologie**

Ce programme vise à fournir les ressources financières nécessaires au soutien de la recherche, de l'innovation technologique et à la formation de chercheurs, de même qu'aux fins du développement de la science et de la technologie, dans les domaines d'intervention social, culturel, économique et industriel.

Ce programme se compose des activités suivantes :	<b>M\$</b>
– Recherche en santé	53,1
– Fonds pour la formation de chercheurs et l'aide à la recherche (FCAR)	49,6
– Innovation Québec	32,3
– Soutien à la recherche et à l'innovation technologique	21,1
– Recherche sociale	9,0
– Provision pour réallouer, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit visant le soutien au développement de la recherche, de la science et de la technologie	3,9

Essentiellement, le budget de dépenses reconduit en 1999-2000 les budgets relatifs à la recherche en santé, à la recherche sociale, au Fonds FCAR, au soutien à la recherche et à l'innovation technologique. S'y ajoutent les budgets additionnels dégagés pour les programmes *Innovation Québec* et *Appui au développement d'une cité de l'optique pour la région de Québec*, lequel programme est incorporé à l'activité soutien à la recherche et à l'innovation technologique, ainsi que le budget octroyé au titre de la mise en place du Centre de tests et d'homologation des logiciels. Par ailleurs, le niveau de la provision du programme diminue de 9,1 M\$, suite à l'achèvement de projets antérieurs.

**LE BUDGET D'INVESTISSEMENTS**

---

	1999-2000 (000 \$)	1998-1999 (000 \$)
Immobilisations	521,3	21,3
Prêts, Placements et Avances	—	—

---

En matière d'investissements, le montant de 0,5 M\$ pour 1999-2000 correspond principalement à divers projets d'acquisitions d'équipement informatique et bureautique et au développement informatique (implantation d'un système informatique) pour répondre aux nouvelles responsabilités du futur Ministère.

**LES INDICATEURS**

Les indicateurs de résultats sont en cours d'élaboration.

## RÉGIONS

### LA MISSION

La mission du ministère des Régions consiste à susciter et soutenir le développement local et régional dans ses dimensions économique, sociale et culturelle en favorisant sa prise en charge par les collectivités intéressées dans le cadre d'un partenariat entre elles et l'État, de même qu'à assurer la cohérence et l'harmonisation des actions gouvernementales touchant le développement local et régional.

### LE SUIVI DU PLAN DE GESTION DES DÉPENSES 1998-1999

Les principales réalisations du Ministère au cours de 1998-1999 peuvent être regroupées autour des points suivants :

- Mise en place du réseau des cent quatre centres locaux de développement (CLD) sous la responsabilité du ministre des Régions et signature des cent quatre ententes de gestion qui prévoient notamment, l'élaboration d'un plan d'action avec des obligations de résultats définies par les milieux locaux : octroi d'une enveloppe globale de 43,1 M\$ pour leur permettre de remplir leurs mandats, dont 3,4 M\$ réservés aux jeunes promoteurs, 15,0 M\$ sous forme de prêts versés dans les Fonds locaux d'investissements (FLI) et 24,7 M\$ destinés au fonctionnement et au soutien à des projets d'entreprises en économie sociale;
- Dépôt, par un comité conjoint formé de représentants du Ministère et de l'Association des régions du Québec (ARQ), d'un bilan de la première génération des ententes-cadres de développement conclues entre le gouvernement et les conseils régionaux de développement (CRD);
- Renouvellement de l'entente-cadre de l'Estrie et conclusion de neuf ententes spécifiques entre les CRD et les ministères et organismes gouvernementaux concernés;
- Mise en place du Fonds de développement régional (FDR) auquel un montant de 18,8 M\$ a été accordé en 1998-1999 pour soutenir les projets structurants à rayonnement régional de même que la conclusion d'ententes spécifiques (ministère des Régions et ministère des Affaires municipales et de la Métropole).

### LE CONTEXTE ET LES GRANDS ENJEUX

L'adoption de la Politique de soutien au développement local et régional en avril 1997 et de la Loi sur le ministère des Régions (L.Q. 1997, c. 91) en décembre 1997 encadrent l'action du Ministère et guident son intervention en matière de développement local et régional. De cela, découlent la mise en place des CLD et le repositionnement du rôle des CRD.

Trois enjeux majeurs se posent au Ministère pour l'atteinte de sa mission :

### **La mobilisation des intervenants locaux et régionaux**

- Mise en place des conditions facilitant la mobilisation des intervenants locaux et régionaux autour d'une vision commune du développement de leur territoire et des conditions qui assurent une bonne gestion des services publics.
- Renforcement de la capacité d'action des CLD avec une préoccupation particulière pour la relève entrepreneuriale, les entreprises en économie sociale et les CLD situés en milieu plus défavorisé.
- Mobilisation autour des deux grands enjeux nationaux que sont l'insertion des jeunes à la société québécoise et l'équité à garantir entre les hommes et les femmes.
- Arrimages nécessaires à assurer entre l'ensemble des intervenants locaux et régionaux, notamment entre le CRD et les CLD établis sur son territoire.

### **Le contexte économique**

- Orientations de la stratégie de développement économique, *Québec Objectif Emploi*, connues, comprises et partagées par tous les intervenants locaux et régionaux et qu'elles puissent se traduire concrètement dans chacun des milieux en fonction de leurs réalités et de leur potentiel de développement.
- Problématique particulière du développement des communautés rurales et du développement de la région Nord-du-Québec.

### **La cohérence de l'action gouvernementale en matière de développement local et régional**

- Concrétisation de la mission horizontale du Ministère concernant la concertation et l'harmonisation à assurer entre les ministères et organismes gouvernementaux, tant aux paliers national que régional, dans une perspective de plus grande complémentarité des services offerts et de plus grande cohérence entre les différentes politiques pouvant avoir des incidences sur le développement local et régional.
- Amélioration de l'interface entre le gouvernement et les régions, notamment dans l'élaboration et la mise en œuvre de la deuxième génération des ententes-cadres de développement entre le gouvernement et les CRD.
- Nécessité d'arrimer les interventions du gouvernement fédéral en matière de développement local et régional aux priorités du Québec.

## LES ORIENTATIONS STRATÉGIQUES

Trois orientations stratégiques guident l'action du ministère des Régions :

### **Consolider le partenariat avec les milieux locaux et régionaux dans la prise en charge de leur développement**

- En soutenant l'action des CLD et des CRD dans leurs démarches de concertation et de planification locale et régionale.
- En facilitant la mise en place d'arrimages fonctionnels entre les intervenants locaux et régionaux dans le respect des responsabilités qui leur sont propres et en mobilisant les milieux locaux et régionaux autour des orientations de la stratégie économique, *Québec Objectif Emploi*.
- En favorisant une participation active et une prise en compte des besoins et aspirations des jeunes et des femmes au sein des instances locales et régionales de développement et en favorisant le développement global et durable des milieux ruraux et du milieu nordique.

### **Assurer la concertation des ministères et organismes gouvernementaux dans une perspective d'harmonisation et de cohérence de l'action gouvernementale**

- En outillant le Ministère et les conférences administratives régionales (CAR) dans leur rôle de concertation et d'harmonisation de l'action des ministères et organismes gouvernementaux et en améliorant l'interface entre le gouvernement et les régions en fonction des planifications stratégiques régionales et des plans stratégiques ministériels.
- En assurant, en matière de développement local et régional, le développement de partenariats ou d'ententes entre le Québec et l'extérieur.

### **Concevoir et mettre en œuvre des mesures de suivi et d'évaluation en matière de développement local et régional et développer une expertise en recherche et prospective**

- En s'assurant de la bonne gestion des fonds publics confiés aux organismes locaux et régionaux de développement tout en préservant le plus possible leur marge de manœuvre et d'action.
- En développant un volet recherche et prospective au Ministère en matière de développement local et régional.

## LE PLAN D'ÉVALUATION DE PROGRAMMES

La transformation du Secrétariat au développement des régions en ministère des Régions est effective depuis le 1<sup>er</sup> avril 1998. Au cours de cette première année, le Ministère a mis en place un réseau de cent quatre CLD relevant de sa responsabilité. Chacun de ces CLD a signé une entente de gestion qui prévoit, notamment, l'élaboration d'un plan d'action avec des objectifs de résultats définis par le milieu. En vertu de la Loi sur le ministère des Régions, le ministre doit déposer devant l'Assemblée nationale, à

tous les trois ans, un rapport portant sur l'atteinte des objectifs poursuivis par chacun des CLD ainsi que sur leurs réalisations respectives. Au cours de 1999-2000, le Ministère se propose de développer une méthodologie d'évaluation des CLD.

Par ailleurs, le ministre doit présenter au gouvernement, d'ici cinq ans, un rapport d'évaluation du Fonds de développement régional, dans lequel il se prononcera sur l'opportunité de le maintenir. Rappelons que le Fonds gère les sommes dédiées aux projets structurants à rayonnement régional ainsi qu'aux ententes spécifiques. Les CRD ont été informés de l'intention du Ministère de mettre en place un système d'évaluation le plus rapidement possible.

Toute l'opération reliée à l'évaluation de programmes nécessitera des investissements majeurs en technologie de l'information. Ces dépenses visent essentiellement à doter les partenaires (CLD, CRD) et le Ministère, d'un réseau de communication efficace et à développer des systèmes conviviaux permettant d'effectuer le suivi des différents programmes.

## LE PLAN BUDGÉTAIRE

### LE BUDGET DE DÉPENSES PAR PROGRAMMES

	1999-2000		1998-1999	
	BUDGET DE DÉPENSES	VARIATION	BUDGET DE DÉPENSES	DÉPENSE PROBABLE
	(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)
	(1)	(2)=(1)-(3)	(3)	(4)
1. Mesures de soutien au développement local et régional	103 423,8	(12 231,6)	115 655,4	110 971,2
<b>Total</b>	103 423,8	(12 231,6)	115 655,4	110 971,2
<b>Effectif (ETC) (excluant les fonds spéciaux)</b>	148	—	148	—

Note : Le programme 1 contient une provision qui permet des transferts de crédits à d'autres programmes et les dépenses qui y sont comptabilisées en 1998-1999 comprennent de tels virements; ceux effectués à partir du programme *Mesures de soutien au développement local et régional* s'élèvent à 7,1 M\$.

Les dépenses allouées au ministère des Régions pour l'année 1999-2000 s'élèvent à 103,4 M\$.

Les variations budgétaires s'expliquent principalement par la diminution des budgets alloués aux programmes dont les engagements se terminaient au 31 mars 1998 ou au cours de l'année financière 1998-1999 et par la révision de la provision pour créances douteuses.

Par ailleurs, deux mesures annoncées lors du Discours sur le budget 1999-2000 ont eu pour effet d'augmenter le budget de dépenses d'un montant de 6,5 M\$. Cette somme sera affectée au renforcement des CLD situés en milieu défavorisé (3,9 M\$) et à l'accroissement de l'aide au chapitre des jeunes entrepreneurs (2,6 M\$).

## LE BUDGET D'INVESTISSEMENTS

	1999-2000 (000 \$)	1998-1999 (000 \$)
Immobilisations	1 315,5	186,2
Prêts, Placements et Avances	26 643,3	24 007,3

L'augmentation du budget alloué aux immobilisations est due principalement aux investissements requis dans le domaine des systèmes informatiques et du réseau à établir avec les partenaires du Ministère, soit les CLD et les CRD.

L'accroissement de budget des Prêts, Placements et Avances est dû aux prévisions des pertes à assumer en vertu du Programme du Fonds d'aide à l'entreprise (FAE) et au déboursement des prêts consentis aux CLD.

## LE FONDS SPÉCIAL

### LE FONDS DE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL

	PRÉVISIONS 1999-2000 (000 \$)	PROBABLES 1998-1999 (000 \$)
Revenus	18 092,3	18 790,2
Dépenses	28 095,5	8 781,5
Excédent (Déficit)	(10 003,2)	10 008,7
Investissement	—	10
Effectif (ETC)	4	4

Le Fonds de développement régional permet le financement des mesures dans le cadre des ententes spécifiques et des projets structurants ayant un rayonnement régional. On entend par projets structurants, des projets qui s'inscrivent dans les priorités régionales et ayant un impact sur le développement de la région. Quant aux ententes spécifiques, il s'agit d'une convention associant un CRD et un ministère ou un organisme gouvernemental et, le cas échéant, d'autres partenaires, à la mise en place de mesures permettant l'adaptation de l'action gouvernementale aux priorités régionales.

La variation du Fonds s'explique par le retard dans sa mise en œuvre. En 1999-2000, le Fonds liquidera le solde des engagements non liquidés en 1998-1999.

## LES INDICATEURS

Nous distinguerons trois catégories d'indicateurs : les indicateurs de contexte, les indicateurs de mise en œuvre et les indicateurs de résultats.

### LES INDICATEURS DE CONTEXTE

Les indicateurs de contexte permettent globalement de situer l'environnement dans lequel s'inscrit l'action du Ministère. Nous en retiendrons six :

- Le poids démographique de chacune des régions du Québec et des municipalités régionales de comté (MRC) (par rapport à sa région);
- Le taux de scolarisation de chacun des territoires (régions et MRC);
- L'écart entre le taux de chômage de chacun des territoires (régions et MRC) et la moyenne québécoise;
- L'écart entre la création d'emplois annualisée de chacun des territoires (régions et MRC) et la moyenne québécoise;
- Le taux d'emploi de chacun des territoires (régions et MRC);
- La répartition de l'emploi par secteur d'activités de chacun des territoires (régions et MRC) : primaire, manufacturier, construction, tertiaire moteur et autre tertiaire.

### LES INDICATEURS DE MISE EN ŒUVRE

Les indicateurs de mise en œuvre décrivent les étapes à franchir lors de l'implantation de mesures. Les principaux indicateurs de mise en œuvre sont les suivants :

- Élaboration d'une politique gouvernementale sur la ruralité;
- Élaboration d'une politique gouvernementale de développement nordique;
- Conclusion d'une entente Canada-Québec sur le développement local et régional;
- Adoption du cadre de suivi et d'évaluation des CLD et des CRD;
- Adoption et mise en œuvre du cadre de recherche sur les régions.



## LES INDICATEURS DE RÉSULTATS

Les indicateurs de résultats permettent d'apprécier les progrès accomplis par rapport à la cible visée. On notera que, pour la grande majorité des indicateurs, le point de départ est situé à 0 %, compte tenu du fait qu'il s'agit de la mise en œuvre d'une nouvelle politique ou d'un renouvellement d'objectifs. La cible à atteindre est de 100 %. Les principaux indicateurs retenus sont les suivants :

- Taux des CLD ayant élaboré leur plan d'action pour l'économie et l'emploi d'ici décembre 1999;
- Taux des organismes sectoriels régionaux ayant été intégrés au CRD ou faisant l'objet d'une concertation d'ici avril 2000;
- Taux des CRD ayant développé des liens de collaboration avec les CLD établis sur leur territoire d'ici avril 2000;
- Taux des CRD ayant développé des priorités et des stratégies liées aux créneaux prioritaires identifiés dans la stratégie économique, *Québec Objectif Emploi* d'ici décembre 1999;
- Taux des CLD et des CRD ayant intégré le cadre de suivi et d'évaluation élaboré par le Ministère dans leurs opérations d'ici avril 2000.



## RELATIONS AVEC LES CITOYENS ET IMMIGRATION

### LA MISSION

Le ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration a pour mission de promouvoir et soutenir le plein exercice des droits et responsabilités que confère la citoyenneté au Québec. Il doit renforcer la cohésion sociale et la responsabilité civique sur l'ensemble du territoire autour d'un projet de société qui fait du français la langue publique commune, qui développe l'héritage culturel et le sentiment d'appartenance et ainsi crée, pour tous les citoyens, les conditions favorables à leur pleine participation à la vie démocratique et au développement du Québec.

Le Ministère intervient également auprès des autres ministères et organismes gouvernementaux pour susciter la prise en compte des politiques en matière d'immigration, d'intégration et d'ouverture au pluralisme.

Pour réaliser cette mission, le Ministère a délimité trois grands champs d'action : les relations civiques; les relations entre l'État et les citoyens et l'immigration et l'établissement des nouveaux arrivants.

### LE SUIVI DU PLAN DE GESTION DES DÉPENSES 1998-1999

#### Les relations civiques

En 1998-1999, le Ministère a contribué à la pleine participation de tous les citoyens à la vie collective et au développement de la société québécoise par la tenue de la Semaine québécoise de la citoyenneté et la remise des prix québécois de la citoyenneté. Il a soutenu les initiatives de solidarité entre les citoyens d'appartenances diverses qui se côtoient au sein de la société québécoise par la création du *Programme de soutien à la participation civique* ainsi que la mise en œuvre du Fonds pour les jeunes des minorités visibles.

Le Ministère a de plus soutenu la participation active des jeunes au développement de la société québécoise par le lancement, en juin 1998, du Plan d'action jeunesse. Par ailleurs, le Ministère a mis en place, au printemps 1998, le Bureau québécois de l'Année internationale des personnes âgées, chargé de coordonner les activités prévues dans le cadre de cette Année.

Le Ministère a fait la promotion des droits, libertés et responsabilités, notamment en coordonnant les activités prévues pour le 50<sup>e</sup> anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'Homme. Il a également proposé une révision des lois portant sur l'accès à l'information gouvernementale et sur la protection de la vie privée.

#### Les relations avec les citoyens

En mai 1998, le Ministère a présenté un rapport portant sur l'amélioration des communications gouvernementales en situation d'urgence à la Commission Nicolet. De plus, en 1998-1999, l'entente entre Communication-Québec et Référence Canada concernant les renseignements sur les programmes fédéraux a été prolongée pour un an.

En matière de relations avec les citoyens, le Ministère a aussi procédé en cours d'année à la mise en place d'un guichet virtuel unique permettant aux citoyens d'accéder par Internet aux descriptions des programmes et services gouvernementaux. L'amélioration des services a aussi été rendue possible par l'implantation d'un nouveau logiciel de renseignements dans le réseau de Communication-Québec.

### **L'immigration et l'établissement**

Afin de connaître l'opinion de la population et des divers intervenants, le Ministère a tenu une consultation publique sur les services gouvernementaux en francisation. De nouvelles orientations gouvernementales en cette matière ont par la suite été élaborées et elles sont implantées progressivement.

Le Ministère a révisé les paramètres de financement du *Programme d'accueil et d'établissement des immigrants* (PAEI) et du *Programme de soutien à l'insertion en emploi* (PSIE), en concertation avec les organismes communautaires.

En juin 1998, le Ministère a fait adopter des modifications à la Loi sur l'immigration (L.R.Q., c. I-0.2), notamment pour accroître l'imputabilité sur l'atteinte des niveaux d'immigration et simplifier les processus. À l'automne 1998, il a déposé à l'Assemblée nationale le bilan des admissions de 1997 et la programmation de la sélection québécoise pour 1999.

Enfin, en matière de régionalisation, trois nouvelles ententes spécifiques ont été conclues avec les conseils régionaux de développement (CRD) afin d'accroître l'établissement d'immigrants en région.

### **LE CONTEXTE**

L'action du Ministère est conditionnée par l'évolution du contexte international aussi bien que des contextes canadiens et québécois, que ce soit dans le domaine des relations civiques, des relations avec les citoyens ou de l'immigration et de l'établissement.

La citoyenneté implique que tous les citoyens soient reconnus membres à part entière de la société québécoise, quelle que soit leur origine ou leur appartenance, et qu'à titre de citoyens, ils participent pleinement à la vie collective. Cette participation suppose l'existence d'un environnement favorable à l'exercice de leurs responsabilités civiques et sociales, au respect de leurs droits et libertés et à la reconnaissance de l'égalité entre les personnes.

Le Québec a su incarner, de façon originale et conforme à sa réalité nord-américaine, les grands principes universels de la démocratie moderne. Afin de consolider et d'approfondir ces acquis, il doit développer et renforcer le sentiment d'appartenance à la société québécoise.

Afin que chacun puisse participer à la vie démocratique, le citoyen doit pouvoir disposer sur les services publics gouvernementaux d'une information de qualité, directe, facilement accessible et adaptée à ses divers besoins. Pour réaliser l'orientation gouvernementale de mieux desservir la population, il apparaît nécessaire d'implanter de nouvelles modalités de livraison des services gouvernementaux aux citoyens en exploitant, entre autres, les nouvelles technologies de l'information et de communication.

La dynamique démographique du Québec, qui se caractérise actuellement par un net recul de tous les facteurs d'accroissement de sa population, est également un élément important du contexte. Sans modifier de façon substantielle la tendance vers un déclin démographique, l'immigration internationale concourt tout de même à en atténuer les effets. Finalement, il faut mentionner l'impact particulier de

l'immigration sur la métropole et la question de la répartition géographique des nouveaux arrivants. Le déséquilibre entre le poids démographique des régions du Québec et leur degré d'attraction pour les nouveaux arrivants vient pondérer la capacité d'accueil globale du Québec.

L'adoption par les immigrants du français comme langue de la vie publique correspond à un enjeu vital pour la pérennité de la société québécoise francophone. L'apprentissage du français et son usage constituent des prérequis fonctionnels qui sont nécessaires tant à leur insertion économique qu'à une meilleure appropriation de la culture québécoise.

Enfin, l'action du Ministère est tributaire du partage des rôles et des responsabilités entre le gouvernement du Québec et celui du Canada, en particulier dans les domaines suivants : l'immigration, l'accès à l'information, le commerce électronique et l'information gouvernementale.

## **LES GRANDS ENJEUX ET LES ORIENTATIONS STRATÉGIQUES**

De l'analyse du contexte, il ressort que l'enjeu primordial pour le Ministère est de renforcer le sentiment d'appartenance de tous les citoyens à la société québécoise et d'accroître la cohésion sociale. L'action du Ministère vise d'abord l'accroissement de la qualité des échanges entre les citoyens et l'État. Elle vise également à mettre en place, pour certains groupes de la société, les conditions facilitant leur insertion, gage d'une participation accrue.

— Développer le sentiment d'appartenance et susciter la participation de tous les citoyens :

- renforcer les conditions nécessaires à l'exercice des droits, libertés, devoirs et responsabilités :
  - accroître la sensibilisation des citoyens aux objectifs de la Charte et aux lois et règlements qui soutiennent leurs droits, libertés et responsabilités;
- favoriser la participation des citoyens aux institutions et à la société québécoise :
  - soutenir les activités des partenaires en matière de participation civique;
- encourager les initiatives qui développent la compréhension entre les individus et les groupes et qui favorisent une meilleure représentation de la diversité dans les différentes sphères de la société québécoise :
  - adapter les institutions et les organisations au pluralisme de la société québécoise;
  - soutenir les initiatives d'échanges qui favorisent l'appartenance à la société québécoise;
  - assurer une meilleure représentation de la diversité dans les différentes sphères de la société québécoise;
- lutter contre les diverses formes de discrimination et promouvoir l'égalité de traitement entre citoyens :
  - élaborer et mettre en œuvre des mesures en matière de lutte au racisme;
  - fournir un appui financier aux partenaires du Ministère en matière de lutte aux barrières discriminatoires face à l'emploi.

— Accroître la qualité des échanges entre les citoyens et l'État :

- faciliter l'accès à l'information et aux services gouvernementaux de première ligne :
  - améliorer le réseau de Communication-Québec donnant accès plus facilement aux services gouvernementaux;
  - axer la prestation des services gouvernementaux sur les besoins des citoyens, notamment par une concertation et un partenariat accrus entre ministères et organismes;
- favoriser la participation des citoyens aux débats publics :
  - offrir un soutien accru aux ministères et organismes pour développer de nouvelles formes de participation des citoyens;
- rendre plus cohérente et efficace l'information gouvernementale :
  - élaborer des orientations, politiques, normes et guides qui assurent l'efficacité de l'information sur les services gouvernementaux;
  - assurer une diffusion de l'information à jour, complète et facile à repérer en fournissant aux ministères et organismes l'infrastructure et les moyens nécessaires;
  - fournir à la population et aux personnes sinistrées une information circonstancielle complète et exacte lors de situations d'urgence;
- gérer stratégiquement l'identité :
  - faciliter et simplifier l'identification des citoyens tout en assurant la protection des renseignements personnels.

— Faciliter l'intégration des citoyens dans la société :

- recruter et sélectionner des ressortissants étrangers en fonction des besoins et de la capacité d'accueil du Québec :
  - mettre en œuvre une stratégie de promotion et de recrutement qui permette de réaliser les objectifs découlant de la planification de l'immigration 1998-2000;
  - préserver et accroître la marge de manœuvre du Québec en immigration;
- soutenir activement la première insertion socio-économique des immigrants :
  - offrir des services intégrés pour les nouveaux arrivants et soutenir les partenaires gouvernementaux et non gouvernementaux dans l'adaptation de leurs services;
  - optimiser les retombées de l'établissement des immigrants gens d'affaires au Québec;

- intensifier les interventions en faveur de la régionalisation de l'immigration :
  - accroître l'établissement des immigrants dans toutes les régions hors Montréal;
- accroître la qualité et l'accessibilité des services en francisation :
  - assurer la coordination gouvernementale des services de francisation;
  - accroître l'intervention en milieu de travail;
  - favoriser le passage de l'apprentissage à l'usage du français.

### **Les organismes-conseils et de protection du Ministère**

#### **— Le Conseil des relations interculturelles**

Le Conseil est un organisme de consultation et de recherche qui a comme fonction principale de conseiller le ministre au sujet de la planification, la coordination et la mise en œuvre des politiques gouvernementales relatives aux relations interculturelles et à l'intégration des immigrants.

#### **— L'Office de la protection du consommateur**

L'Office de la protection du consommateur a pour mission de protéger les droits des consommateurs. Actuellement, de nombreux changements au niveau de la société ont des effets directs sur la consommation. Pensons seulement à l'ouverture des marchés, à la mondialisation, à l'accord sur le commerce intérieur et au libre-échange entre le Canada, les États-Unis et le Mexique. Ces changements bouleversent les pratiques de commerce et les habitudes des consommateurs et exigent une adaptation des interventions en matière de protection du consommateur.

Conséquemment, l'Office consacrera ses efforts, au tournant du nouveau millénaire, à maintenir des hauts standards de protection des consommateurs tout en privilégiant des règles du jeu souples et adaptées aux contextes économique et politique d'aujourd'hui. Il veillera à ce que les consommateurs soient bien informés afin qu'ils puissent faire des choix judicieux et exercer leurs droits et leurs responsabilités. Il devra sensibiliser les entreprises aux attentes des consommateurs et au respect des lois. Pour ce faire, il privilégiera des actions concertées avec des partenaires aux intérêts communs.

#### **— La Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse**

La Commission a pour mission de veiller au respect des principes énoncés dans la Charte des droits et libertés de la personne, ainsi qu'à la protection de l'intérêt de l'enfant et au respect des droits qui lui sont reconnus par la Loi sur la protection de la jeunesse (L.R.Q., c. P-34.1). Considérant toutes les formes de discrimination et d'exploitation, la pauvreté et l'exclusion qu'elles entraînent, de même que l'extension de la précarité de l'emploi, considérant aussi les lacunes constatées dans le réseau de protection de la jeunesse, la Commission ajuste ses façons de faire pour relever les nombreux et nouveaux défis de promotion et de défense des droits des enfants et des droits de la personne. Les orientations triennales 1997-2000 sont les suivantes : garantir à la population un accueil et des services personnalisés, prendre le leadership de la promotion d'une culture des droits de la personne, combattre les effets discriminatoires de la pauvreté et agir de façon préventive pour assurer l'intérêt de l'enfant.

— La Commission d'accès à l'information

La Commission exerce des fonctions juridictionnelles. Toute personne peut faire valoir ses droits d'accès aux documents des organismes publics, de même que ses droits d'accès ou de rectification à ses dossiers personnels détenus autant par un organisme public que par une entreprise privée.

La Commission surveille aussi l'application de deux lois prépondérantes, la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (L.R.Q., c. A-2.1) et la Loi sur la protection des renseignements personnels dans le secteur privé (L.R.Q., c. P-39.1), auxquelles doivent se conformer les organismes publics et entreprises privées assujettis.

Dans le cadre de ce mandat général de surveillance et de contrôle, la Commission est appelée à développer une fonction « vérification » qui évalue l'impact des nouvelles réalités technologiques et économiques sur la vie privée des individus.

## **LE PLAN D'ÉVALUATION DE PROGRAMMES**

Au cours de la prochaine année, le Ministère entend proposer des orientations en matière de relations civiques qui entraîneront une révision des activités visant la sensibilisation et la promotion des droits et responsabilités des citoyens.

Le Ministère examinera l'organisation de Communication-Québec pour s'assurer qu'elle répond aux objectifs poursuivis. Quant au Fonds de l'information gouvernementale, le Ministère procédera à une révision des processus d'affaires en vue d'atteindre l'équilibre financier.

Par ailleurs, le Ministère effectuera un bilan évaluatif de la grille de sélection des immigrants, après trois ans d'utilisation, pour vérifier si elle répond aux objectifs visés. Le Ministère continuera à se préoccuper de l'intégration socio-économique des immigrants; c'est ainsi que des programmes de subventions feront l'objet de questionnement quant à la pertinence des orientations actuelles en regard des besoins de la clientèle. Le Ministère développera aussi un instrument de mesure de la satisfaction de la clientèle à l'égard des activités d'apprentissage du français.



## LE PLAN BUDGÉTAIRE

### LE BUDGET DE DÉPENSES PAR PROGRAMMES

	1999-2000		1998-1999	
	BUDGET DE DÉPENSES	VARIATION	BUDGET DE DÉPENSES	DÉPENSE PROBABLE
	(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)
	(1)	(2)=(1)-(3)	(3)	(4)
1. Relations civiques et relations avec les citoyens	18 109,4	(15 187,9)	33 297,3	33 047,5
2. Immigration et établissement	94 388,4	3 817,4	90 571,0	94 723,4
3. Organismes-conseils et de protection relevant du ministre	21 230,7	122,7	21 108,0	21 574,0
<b>Total</b>	133 728,5	(11 247,8)	144 976,3	149 344,9
<b>Effectif (ETC) (excluant les fonds spéciaux)</b>	1 644	—	1 644	—

L'enveloppe du budget de dépenses pour 1999-2000 est de 133,7 M\$, soit une baisse de 11,2 M\$ par rapport à 1998-1999. Le budget du Ministère comprend trois programmes.

#### Programme 1 : Relations civiques et relations avec les citoyens

L'enveloppe de dépenses de ce programme passe de 33,3 M\$ en 1998-1999 à 18,1 M\$ en 1999-2000, soit une diminution de 15,2 M\$. Cette baisse résulte de la non-réurrence du budget concernant le Curateur public et les orphelins de Duplessis ainsi que d'une rationalisation des dépenses et de réaménagements budgétaires.

#### Programme 2 : Immigration et établissement

L'enveloppe de ce programme augmente de 3,8 M\$ en 1999-2000. Cette variation s'explique principalement par des montants additionnels découlant de l'Accord Canada-Québec sur l'immigration et par des réaménagements budgétaires.

#### Programme 3 : Organismes-conseils et de protection relevant du ministre

L'enveloppe de dépenses de ce programme demeure relativement stable.

**LE BUDGET D'INVESTISSEMENTS**

	<b>1999-2000 (000 \$)</b>	<b>1998-1999 (000 \$)</b>
<b>Immobilisations</b>	2 383,0	2 383,0
<b>Prêts, Placements et Avances</b>	200,0	200,0

Le budget d'investissements comprend en grande partie l'acquisition des équipements afin de poursuivre la mise à niveau du parc informatique.

**LES FONDS SPÉCIAUX**

Le Ministère gère deux fonds spéciaux : le Fonds de l'information gouvernementale et le Fonds de l'état civil.

**LE FONDS DE L'INFORMATION GOUVERNEMENTALE**

	<b>PRÉVISIONS 1999-2000 (000 \$)</b>	<b>PROBABLES 1998-1999 (000 \$)</b>
Revenus	30 009,8	29 779,3
Dépenses	30 009,8	29 779,3
Excédent (Déficit)	—	—
Investissement	200,0	502,0
Effectif (ETC)	129	127

Le Fonds de l'information gouvernementale offre aux ministères et organismes l'expertise-conseil et des services dans les domaines de la publicité et du placement-média, des expositions, des services techniques en audiovisuel, de la traduction multilingue, de l'édition et de la diffusion des publications gouvernementales. Il s'est donné un ensemble de mesures pour atteindre l'équilibre financier.

**LE FONDS DE L'ÉTAT CIVIL**

	<b>PRÉVISIONS 1999-2000 (000 \$)</b>	<b>PROBABLES 1998-1999 (000 \$)</b>
Revenus	10 678,8	11 099,5
Dépenses	10 361,1	11 006,4
Excédent (Déficit)	317,7	93,1
Investissement	399,5	2 088,7
Effectif (ETC)	135	160

Le Fonds de l'état civil est affecté au financement des biens et services reliés à l'inscription et à la délivrance de documents en matière d'état civil ou de changement de nom. Le suivi de la réalisation du mandat du Fonds s'effectue par le biais d'objectifs quantitatifs et qualitatifs relativement aux services offerts. Enfin, le Fonds vise à diversifier ses sources de revenus. D'ailleurs, le projet de numérisation des actes de l'état civil devrait permettre d'élargir l'éventail des services offerts.

## LES INDICATEURS

INDICATEURS	1996	1997	1998*	1999**	Notes
Taux de pénétration des services de Communication-Québec***	193	185	125		Année budgétaire (renseignements par 1000 habitants)
Part de la population immigrée parmi la population totale du Québec	9,4 %	—	—	—	Recensement 1996
Nombre de travailleurs indépendants admis	9 157	8 199	9 540	10 300	Année civile
Nombre d'immigrants admis comme gens d'affaires	2 475	3 313	3 546	3 500	Année civile
Part des immigrants indépendants parmi les admissions	39 %	42 %	50 %	50 %	Année civile
Nombre d'immigrants admis connaissant le français	11 583	9 735	10 557	11 700	Année civile
Part des immigrants admis connaissant le français	39 %	36 %	40 %	42 %	Année civile
Nombre de réfugiés sélectionnés à l'étranger	2 290	2 193	2 121	2 200	Année civile
Nombre de demandes d'asile au Québec ****	12 432	10 082	10 458	—	Année civile
Part des demandes d'asile au Canada effectuées au Québec	48 %	41 %	42 %	—	Année civile
Part de la population immigrée connaissant le français	72,9 %	—	—	—	Recensement 1996
Taux de rétention dans les cours de francisation à temps plein : autres régions ***	67 %	65 %	62 %	70 %	Année budgétaire
Part des adultes nés à l'étranger parmi les prestataires de la sécurité du revenu	16 %	16 %	15 %	—	Année civile

\* Données préliminaires

\*\* Seuil minimal de l'objectif planifié

\*\*\* Pour 1998, il s'agit des trois premiers trimestres

\*\*\*\* Une partie significative des demandeurs d'asile qui se présentent au Québec voient leur dossier étudié en Ontario

## RELATIONS INTERNATIONALES

### LA MISSION

La mission du ministère des Relations internationales est de :

- Planifier, organiser et diriger l'action internationale du gouvernement à l'étranger;
- Coordonner, tant au Québec qu'à l'étranger, les activités des ministères et des organismes du gouvernement en matière de relations internationales;
- Assurer et diriger la représentation du Québec à l'étranger.

Le Ministère est responsable de l'élaboration et de la mise en œuvre de la politique internationale dans le but de favoriser le rayonnement et le développement du Québec sur les plans commercial, culturel, économique, politique et social.

Le Ministère est le conseiller du gouvernement, de ses ministères et organismes pour toute question ayant trait aux relations internationales. Il veille à la négociation ainsi qu'à la mise en œuvre des ententes internationales et recommande la ratification des traités et des accords internationaux concernant le gouvernement. Il veille également au respect de la compétence constitutionnelle du Québec dans la conduite des relations internationales.

La ministre des Relations internationales est également ministre responsable de la Charte de la langue française. À ce titre, elle a la responsabilité des organismes chargés d'appliquer la politique linguistique québécoise.

L'Office de la langue française a pour mandat de définir et de conduire la politique québécoise en matière de recherche linguistique et terminologique et de veiller à ce que le français devienne la langue des communications, du travail, du commerce et des affaires dans l'Administration et les entreprises. Le Conseil de la langue française a pour mandat de conseiller la ministre sur la politique linguistique et sur toute question relative à l'interprétation et à l'application de la Charte de la langue française. La Commission de protection de la langue française est chargée d'assurer le respect de la Charte de la langue française. Elle peut, pour ce faire, effectuer des inspections et des enquêtes.

### LE SUIVI DU PLAN DE GESTION DES DÉPENSES 1998-1999

Pour le Ministère, les principales réalisations de l'année 1998-1999 sont le résultat des actions entamées en vertu du plan stratégique 1998-2001.

Des efforts significatifs ont été faits en vue d'améliorer l'image du Québec à l'étranger et de mieux informer les décideurs étrangers des réalités du Québec. Parmi les réalisations majeures, on remarque les nombreuses missions effectuées à l'étranger, en particulier celle dirigée au printemps 1998 aux États-Unis, l'organisation d'événements majeurs tels que la « Saison du Québec » qui se tiendra à Paris au printemps 1999 et l'exposition « Horizon Québec » à Barcelone et à Rome, la production en deux langues (français et anglais) et la diffusion d'un document sur la démocratie au Québec.

Pour mieux faire connaître et valoir les compétences et intérêts du Québec, tant auprès des gouvernements étrangers qu'auprès des organisations internationales, notons la visite au Québec du Premier ministre de France, l'accueil de nombreuses délégations de membres de gouvernements étrangers, la promotion de l'expertise québécoise auprès d'organisations internationales gouvernementales, dont le Bureau international du travail (BIT), l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et l'Organisation mondiale de la santé (OMS), ainsi que la négociation et la conclusion de plusieurs ententes internationales.

Enfin, le Ministère a poursuivi la mise en œuvre des mesures de renforcement de son réseau de représentations à l'étranger par l'ouverture d'une délégation à Buenos Aires en Argentine et de plusieurs bureaux (Barcelone en Espagne, Kuala Lumpur et Beijing en Asie) et d'antennes (Costa Rica, Manille et Lima).

Au plan linguistique, les réalisations majeures sont les suivantes :

- L'Office de la langue française a mis en œuvre les mesures administratives nécessaires pour réduire de façon notable les délais de réalisation des programmes de francisation des entreprises et pour assurer l'utilisation du français dans les technologies de l'information et de la communication dans les milieux de travail. L'Office a également mis à jour le Grand dictionnaire terminologique;
- Le Conseil de la langue française a préparé diverses prises de position concernant la politique des autoroutes informatiques, sur la politique relative aux autochtones et sur la gestion du plurilinguisme et des langues nationales dans un contexte de mondialisation;
- Le Secrétariat à la politique linguistique en collaboration avec la Chambre de commerce chinoise de Montréal a mis en place diverses mesures visant à assurer la meilleure cohabitation des langues française et chinoise dans le Quartier chinois.

## **LE CONTEXTE ET LES GRANDS ENJEUX**

L'environnement international est caractérisé par une série de phénomènes dont les plus significatifs sont la mondialisation de l'économie et du commerce, l'internationalisation des processus décisionnels, le développement exponentiel de nouvelles technologies de l'information et l'évolution des blocs, pôles ou zones d'influence en fonction desquels s'établissent les rapports internationaux.

Le contexte international se caractérise aussi par des tendances dont certaines ont une influence directe pour l'évolution du Québec à savoir, le rôle dominant des États-Unis sur le plan international, l'importance de plus en plus marquée des forums multilatéraux, l'importance croissante des organisations internationales non gouvernementales, l'internationalisation de l'éducation et du commerce de produits et services éducatifs et la consolidation progressive des blocs par une intégration qui dépasse la stricte intégration économique.

Dans ce contexte international, trois enjeux importants se dégagent pour le Québec :

- La gestion cohérente et efficace de son interdépendance;
- L'évolution favorable de l'économie québécoise dans le nouveau contexte mondial;
- La préservation et la promotion de l'identité québécoise.

En matière linguistique, les organismes de la Charte veilleront à consolider les actions en cours conformément à leur mandat respectif. Les principaux enjeux sont les suivants :

- Le suivi rigoureux de la mise en œuvre de la politique gouvernementale relative à l'emploi et à la qualité de la langue française dans l'Administration;
- La poursuite des travaux sur la langue d'usage public, la densité ethnolinguistique et la réussite en français des élèves;
- L'affichage des raisons sociales et des marques de commerce.

## **LES ORIENTATIONS STRATÉGIQUES**

Les relations internationales traversent une période de mutation. Les orientations ministérielles doivent donc s'ajuster à cette situation.

Les orientations stratégiques pour 1999-2002 s'inspirent des priorités et des objectifs que s'est fixés le gouvernement du Québec tout en tenant compte du contexte international :

- Positionner le Québec auprès des pays et organisations prioritaires, en vue de contribuer à son développement économique, politique, social et culturel;
- Contribuer à la relance de l'économie et de l'emploi;
- Contribuer au rayonnement culturel et identitaire du Québec.

Ces orientations stratégiques sous-tendent plusieurs axes d'intervention et objectifs cibles.

Pour la mise en œuvre de ses orientations, axes et objectifs, le Ministère et ses représentations à l'étranger favoriseront le partenariat et augmenteront leur apport aux initiatives non gouvernementales. Ainsi, il poursuivra les efforts entrepris au cours des deux dernières années en vue d'augmenter sa capacité d'analyse stratégique ainsi que la capacité d'action de son réseau à l'étranger.

En raison de la situation particulière du Québec en Amérique du Nord, la mission linguistique de l'État québécois prend une importance considérable. Dans un contexte de mondialisation, il importe de veiller à dynamiser la vitalité de la langue française dans toutes les sphères d'activités, particulièrement dans les milieux de travail et de formation professionnelle hautement informatisés et dans les petites entreprises de la région de Montréal.

## **LE PLAN D'ÉVALUATION DE PROGRAMMES**

Dans le suivi des orientations stratégiques gouvernementales 1998-2001, le ministère des Relations internationales a élaboré un plan systématique d'évaluation de ses activités, mesures et programmes, et en amorce la mise en œuvre. Ce plan d'évaluation a été élaboré dans le but de répondre aux trois finalités suivantes : l'aide à la gestion de programmes, activités et politiques; l'appui à une meilleure répartition des ressources; la responsabilisation de ceux et celles qui administrent les programmes par rapport à la clientèle.

Dans l'élaboration de ses programmes, le Ministère a pris en considération les quatre types d'évaluation, tout en tenant compte de la spécificité de ses programmes et activités, à savoir l'évaluation de la pertinence, de l'efficacité, de l'efficience et de l'impact. Il a également considéré les trois principaux critères d'évaluation : utilité-simplicité, fiabilité et objectivité.

Les éléments retenus pour évaluation en 1999-2000 sont les études québécoises à l'étranger, les ententes internationales et le programme de bourses d'exemption et d'excellence.

## LE PLAN BUDGÉTAIRE

### LE BUDGET DE DÉPENSES PAR PROGRAMMES

	1999-2000		1998-1999	
	BUDGET DE DÉPENSES	VARIATION	BUDGET DE DÉPENSES	DÉPENSE PROBABLE
	(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)
	(1)	(2)=(1)-(3)	(3)	(4)
1. Affaires internationales	86 230,3	3 741,6	82 488,7	83 075,0
2. Charte de la langue française	22 292,5	19,2	22 273,3	21 292,0
<b>Total</b>	108 522,8	3 760,8	104 762,0	104 367,0
<b>Effectif (ETC) (excluant les fonds spéciaux)</b>	838	(1)	839	—

Note : Le programme 2 contient une provision qui permet des transferts de crédits à d'autres programmes et les dépenses qui y sont comptabilisées en 1998-1999 comprennent de tels virements; ceux effectués à partir du programme *Charte de la langue française* s'élèvent à 0,9 M\$.

Pour 1999-2000, le budget de dépenses du portefeuille de la ministre des Relations internationales s'établit à 108,5 M\$, ce qui représente une augmentation de 3,8 M\$ par rapport au budget de 1998-1999.

### Programme 1 : Affaires internationales

- Les objectifs du programme et les priorités sont de planifier, organiser et diriger l'action du gouvernement du Québec à l'étranger ainsi que celle de ses ministères et organismes.
- Les actions prioritaires envisagées pour respecter l'enveloppe budgétaire reposent essentiellement sur une rationalisation des dépenses de fonctionnement et la prise en charge par le gouvernement, à compter de l'exercice 1998-1999, du financement de l'impact relié aux fluctuations des devises étrangères.



- L'augmentation de 3,8 M\$ résulte essentiellement des mesures prévues pour le renforcement de certaines composantes du réseau, l'ouverture d'un bureau à Shanghai, la mise en place d'un organisme d'échanges Québec-Amériques pour la jeunesse et la mise en place d'un programme d'accueil au Québec de personnalités étrangères.
- Le Ministère fait des efforts soutenus pour se doter d'un système d'indicateurs permettant de suivre les progrès accomplis dans la réalisation de ses objectifs. Pour rattacher la programmation des activités annuelles aux orientations, axes et objectifs de son plan stratégique, le Ministère a conçu un système de suivi des activités qui tient compte des grandes étapes d'un processus régulier et permanent de gestion, soit la planification stratégique, la planification annuelle des activités (programmation), le suivi des activités (réalisation) et enfin le bilan et l'analyse.

### Programme 2 : Charte de la langue française

- Les objectifs du programme et les priorités sont d'assurer la diffusion, le développement, la qualité, le respect et la promotion du français dans tous les secteurs d'activités ainsi que la coordination et le développement des politiques et des activités gouvernementales en matière linguistique.

### LE BUDGET D'INVESTISSEMENTS

	1999-2000 (000 \$)	1998-1999 (000 \$)
Immobilisations	665,0	546,0
Prêts, Placements et Avances	412,5	312,5

Les investissements prévus en 1999-2000 s'inscrivent dans la continuité des actions entreprises au cours des dernières années et qui visent à fournir aux unités administratives les outils de gestion, d'information et de télécommunication performants permettant de réaliser la mission du Ministère. Les projets retenus se situent dans les principaux axes suivants : assurer le passage à l'an 2000, poursuivre la mise à jour des logiciels et le remplacement d'équipements bureautiques désuets, poursuivre la mise en réseau des nouveaux bureaux et assurer leur accessibilité aux services du Ministère au Québec.

## LE FONDS SPÉCIAL

### LE FONDS DE LA GESTION DES IMMEUBLES DU QUÉBEC À L'ÉTRANGER

	PRÉVISIONS 1999-2000 (000 \$)	PROBABLES 1998-1999 (000 \$)
Revenus	9 436,0	8 850,0
Dépenses	9 436,0	8 850,0
Excédent (Déficit)	—	—
Investissement	2 070,7	286,0
Effectif (ETC)	3	3

Le mandat du Fonds est de gérer les biens et les services à fournir aux représentations du Québec à l'étranger. Le soutien immobilier et matériel requis par les représentations peut être brièvement présenté comme suit :

- Acquisition et exploitation des espaces de bureaux et des résidences;
- Projets d'aménagement et d'investissements;
- Gestion des œuvres d'art et du mobilier et des équipements;
- Sous-locations et ventes.

Cette prévision de 9,4 M\$ est calculée à taux de change constant par rapport à la prévision 1998-1999 et prend en compte divers projets réalisés en 1998-1999 notamment à New York, Beijing, Kuala Lumpur, Barcelone et Buenos Aires, ainsi que le renforcement prévu en 1999-2000 aux États-Unis et en Amérique latine. Elle tient compte également des besoins prévus en matière d'entretien et d'équipements des bureaux et résidences incluant la sécurité de même que des variations de prix observées en 1998-1999 sur les loyers payés pour la présence des services du Québec dans les ambassades canadiennes.

En matière d'investissements, la prévision pour 1999-2000 correspond à divers projets dont l'achat des espaces à bureaux de la délégation générale du Québec à Mexico qui n'a pas été réalisé en 1998-1999. Ce projet est poursuivi depuis plusieurs années suite aux études économiques ayant conclu à la rentabilité d'une telle transaction.

## RESSOURCES NATURELLES

### LA MISSION

La mission du ministère des Ressources naturelles (MRN) consiste à appuyer le développement durable du Québec et de ses régions en favorisant la connaissance, la mise en valeur et l'utilisation optimale du territoire québécois et des ressources énergétiques, forestières et minérales.

### LE SUIVI DU PLAN DE GESTION DES DÉPENSES 1998-1999

En 1998-1999, le plan de gestion des dépenses du MRN était basé sur l'atteinte d'une trentaine d'objectifs répondant à son orientation stratégique qui est de favoriser le développement durable du Québec et de ses régions. Nous vous présentons ci-après l'état d'avancement de l'atteinte de certains de ces objectifs.

Enrichir la connaissance géographique et foncière du territoire québécois et améliorer les moyens de diffusion de ces données	1998-1999 (au 31 janv.)	1998-1999 (au 31 mars)		Cible
				1998-1999
Investissements	8,9 M\$	10,4 M\$		11,0 M\$
Lots octroyés	240 515	306 998		300 000

Mettre en œuvre des modalités de planification concertée pour le développement et l'utilisation des terres publiques et veiller au maintien et au respect de l'intégrité de l'ensemble du territoire québécois	1998-1999 (au 31 janv.)	1998-1999 (au 31 mars)		Cible
				Avril 1999
Modalités adéquates de planification concertée	Réflexion amorcée	Propositions de modalités déposées pour consultation		Mise en œuvre débutée
Plans d'affectation des terres publiques mis à jour	11	11		15
Dossiers d'occupations sans droits traités	430	800		800

Participer à la mise en œuvre du plan d'action géomatique 1998-2003 afin d'encourager le développement économique de ce secteur	1998-1999 (au 31 janv.)	1998-1999 (au 31 mars)		Cible
				1998-2003
Projets découlant du plan d'action mis en œuvre	15	18		33

Cibler, protéger et utiliser les potentiels des ressources du milieu forestier			Cible	Cible
	1998-1999		2001	2002
Taux de réalisation du 3 <sup>e</sup> programme d'inventaire	44,8 % <sup>1</sup>			100 %
Pourcentage de réalisation du Système d'information écoforestière (SIEF)	27 % <sup>1</sup>		100 %	

1. Estimation au 1<sup>er</sup> avril 1999

				Cible
<b>Protection de l'environnement forestier</b>	1998-1999			2001
Taux de réalisation des engagements de la Stratégie de protection des forêts	94 %			100 %
Taux de réalisation des engagements énoncés dans le bilan sur la biodiversité	65 %			100 %

				Cible
<b>Viser des dépenses d'exploration par exercice en sol québécois.</b>	1998-1999			2001
Dépenses d'exploration en sol québécois	154,6 M\$			200,0 M\$

				Cible
<b>Investissement minier global au Québec</b>	1998-1999			2001
Investissement	930,0 M\$			1 000,0 M\$ <sup>1</sup>
Valeur de production (par année)	3,400,0 M\$			3 000,0 M\$ <sup>1</sup>

1. Cible de maintien dans un contexte mondial défavorable

				Cible
<b>Favoriser l'accroissement de l'utilisation optimale des ressources énergétiques du domaine public</b>	1996			Continu
Intensité énergétique de l'économie québécoise (consommation par milliers de dollars de production en tonnes équivalent pétrole-tep)	0,291 tep			↓ indice

L'intensité énergétique de l'économie québécoise, mesurée en divisant la consommation totale d'énergie par le produit intérieur brut, s'est maintenue pratiquement au niveau des dernières années, soit 0,291 tep par milliers de dollars de production.

				Cible
<b>Contribuer à la réduction des effets sur l'environnement des activités liées au développement énergétique</b>	1995	1996		2000
Émission de bioxyde de carbone (en tonne par habitant)	7,8	7,8		7,8 <sup>1</sup>

1. La cible fixée pour le Québec était de 8 tonnes par habitant. Comme elle est déjà dépassée, le Québec entend maintenir les émissions en deçà de la cible originale, à 7,8 tonnes.

				Cible
<b>Le MRN renouvelle sa gestion</b>	1996	1998		2001
Satisfaction de la clientèle des produits et services	92 %	À venir		90 %
Coûts des services administratifs réduits de 15 % (8,2 M\$)		2,2 M\$		8,2 M\$

## LE CONTEXTE ET LES GRANDS ENJEUX

### **Augmenter les retombées socio-économiques liées à l'utilisation durable du territoire et des ressources :**

- Avec ses ressources naturelles abondantes et diversifiées, le territoire québécois contribue, de façon marquée, au développement économique et social du Québec et de ses régions. La gestion du territoire nécessite donc une masse d'informations géographiques et foncières ainsi que des compétences particulières en matière d'intégrité, d'allocation des droits fonciers, d'affectation, d'orientations et de politiques territoriales. Bien connaître le territoire et les problématiques de son développement sont au cœur même de la gestion du territoire et le MRN doit prendre les moyens pour posséder et maintenir cette connaissance;
- Par ailleurs, les usines de transformation du bois sont confrontées à une vive concurrence dans un marché mondialisé. L'industrie du bois de sciage doit viser l'utilisation des technologies de transformation de pointe pour améliorer ses rendements en bois d'œuvre et l'industrie des pâtes et papiers doit moderniser ses équipements et ses procédés afin de réduire son coût unitaire de production. L'amélioration de la compétitivité des usines de transformation du bois exige la collaboration des équipementiers qui doivent adapter la technologie aux besoins spécifiques des clients;
- La production québécoise se retrouve surtout dans les produits de base comme le bois d'œuvre et le papier journal et il ne faut pas compter sur ces produits traditionnels pour soutenir la croissance de l'emploi. La diversification de la production est donc incontournable. On observe déjà un virage des entreprises vers les produits à valeur ajoutée dans l'industrie des pâtes et papiers (papier surcalandré, etc.). Dans l'industrie des produits du bois, la deuxième transformation est à l'ordre du jour. Ce virage exige des entreprises d'adapter leur équipement, de fournir des efforts supplémentaires de commercialisation et de procéder à des investissements considérables. Par ailleurs, face à la mondialisation des marchés, les entreprises doivent orienter leurs efforts de commercialisation vers des marchés qu'elles connaissent parfois très peu, comme ceux de l'Asie de l'Est. Le défi est encore plus exigeant pour les entreprises de deuxième transformation du bois qui doivent coopérer entre entreprises pour la création d'antennes commerciales à l'étranger. Enfin, la multiplication des barrières non tarifaires constitue toujours un frein à la diversification des marchés;
- Le monde minier a grand besoin des capitaux nécessaires au renouvellement des réserves minières et à son développement, afin de maintenir et accroître ses parts de marchés, de composer avec les changements technologiques, les nouveaux matériaux et les exigences du développement durable. Le Québec peut cependant compter, pour ce faire, sur l'excellence de son potentiel minéral et sur la qualité de son aide à l'industrie. Soulignons que les travaux d'acquisition d'information géoscientifique permettent de documenter ce potentiel minéral, principal facteur de localisation de l'investissement minier; le régime minier et le cadre fiscal constituent également des facteurs majeurs en ce sens; l'industrie pour assurer sa croissance doit compter sur le support à la mise en valeur, la recherche et l'innovation technologique pour maintenir sa position concurrentielle;
- Le secteur énergétique doit désormais compter avec la déréglementation des marchés à l'échelle continentale et avec la maturité du marché québécois de l'électricité dont le rythme de croissance annuelle anticipée pour les prochaines années devrait s'établir à 1,5 %. Le défi qui nous attend consiste maintenant à trouver de nouveaux débouchés à l'industrie québécoise de l'électricité, au Québec et à l'étranger, permettant ainsi de valoriser la ressource hydraulique. L'optimisation de l'ensemble de nos approvisionnements énergétiques constitue une autre priorité qui contribuera à la

préservation de notre avantage comparatif historique. Enfin, le développement de nouvelles ressources hydroélectriques de même que l'apport non négligeable des énergies nouvelles, dont l'éolien et la biomasse, pourront combler nos besoins additionnels et nous permettre de saisir des occasions d'affaires.

**Accroître les interventions sur le territoire et les ressources réalisées avec les milieux régionaux et locaux et les communautés autochtones :**

- Un Québec fort sur le plan économique passe nécessairement par le développement de toutes ses régions, en respectant leurs particularités et leurs dynamismes propres et il faut garder à l'esprit que la population québécoise et les communautés autochtones ont une volonté de partager la gestion des ressources naturelles. La gestion territoriale doit donc prendre en compte les attentes du milieu et rendre disponible l'information rapidement aux milieux régionaux et locaux afin de prendre de meilleures décisions;
- La forêt présente un intérêt majeur pour bon nombre de Québécois. Chaque année, plusieurs millions de personnes y pratiquent des activités sportives et de plein air. D'autres part, un nombre considérable d'intervenants œuvrent dans le milieu et revendiquent une meilleure participation à la gestion. Plusieurs considèrent que la gestion des ressources forestières nécessite une plus grande participation de la population;
- Pour le monde minier, la diminution des fonds publics et le désengagement du gouvernement fédéral, combinés à l'actuelle dynamique économique, suscitent le nécessité d'un rapprochement et du développement de nouveaux partenariats avec les communautés locales, régionales et autochtones;
- À l'égard de l'énergie, plusieurs activités de rapprochement avec les collectivités ont été annoncées dans le cadre de la politique énergétique. Ainsi, la réalisation des projets de mise en valeur du potentiel énergétique québécois permettra d'associer plus étroitement les populations locales et les communautés autochtones au développement économique de leur région. Ces groupes auront également l'occasion d'assumer un rôle important en matière de conciliation des préoccupations de conservation et d'utilisation des possibilités hydriques de leur territoire.

**Assurer que les interventions sur le territoire et les ressources respectent l'environnement :**

- Le maintien de notre compétitivité sur la scène internationale et le développement des marchés d'exportation exigent et exigeront de plus en plus du Québec une gestion responsable de son environnement. Une information intégrée doit permettre la concertation et l'harmonisation des usages sur le territoire. Dans le secteur forestier, en plus de protéger les écosystèmes et les ressources forestières en s'appuyant sur un réseau d'aires protégées représentatif, nous devons poursuivre l'amélioration des mesures permettant de maintenir la diversité des écosystèmes et des espèces dans les territoires sous aménagement;
- Du côté minier, il faut poursuivre la minimisation des impacts environnementaux des activités minières et planifier la gestion des aires orphelines de résidus miniers. En termes énergétiques, la position enviable du Québec conférée par l'hydroélectricité ne nous dégage pas de nos obligations à l'égard de l'environnement, notamment de l'engagement de stabilisation des gaz à effet de serre pris suite à la conférence de Rio et éventuellement du protocole de Kyoto. Il nous faut ici réduire les émissions de gaz à effet de serre dans un contexte où les substitutions les plus rentables ont déjà été

réalisées en continuant de concilier les intérêts du public, la croissance économique et le développement durable.

### **Renforcer l'efficacité, la transparence et le caractère mobilisateur d'une gestion adaptée aux nouvelles réalités :**

- Le Ministère doit s'appuyer sur sa ressource principale que sont les ressources humaines. La mobilisation du personnel est une condition essentielle à l'atteinte des objectifs ministériels et pour s'adapter aux nouvelles réalités. Le Ministère est influencé par les nouvelles technologies de l'information et des communications (NTIC). Également, on remet en question les fonctions exercées par les ministères et organismes gouvernementaux, incitant à revenir à leur mandat premier relié aux fonctions fondamentales de l'État;
- On exige également la modernisation des services publics, le renforcement des processus reconnus de suivi, d'évaluation et de reddition de comptes. Le MRN dispose de plusieurs outils qu'il doit moderniser et adapter.

## **LES ORIENTATIONS STRATÉGIQUES**

Le plan stratégique du Ministère repose sur une orientation stratégique de fond : favoriser le développement durable du Québec et de ses régions. L'action ministérielle se trouve canalisée dans quatre grandes orientations :

### **Augmenter les retombées socio-économiques liées à l'utilisation durable du territoire et des ressources :**

- Améliorer, de 20 % sur trois ans, l'infrastructure de connaissance géographique et foncière afin de diffuser et commercialiser des produits à référence spatiale adaptés aux besoins actuels et prévisibles de notre clientèle publique et privée et qui contribuent à leur compétitivité;
- Fournir au gouvernement l'information et l'expertise requises sur les frontières interprovinciales et sur les autres problématiques territoriales afin d'assurer le respect et le maintien de son intégrité;
- Accroître l'échange d'expertise et de données à référence spatiale entre les 25 ministères et organismes membres du Plan géomatique gouvernemental québécois afin de réduire les coûts, de moderniser les services publics et de contribuer à la prospérité économique;
- D'ici 2001, contribuer à créer 5 600 emplois, à maintenir 23 000 emplois et à réaliser au moins 1 milliard \$ d'investissements dans l'industrie de la transformation du bois en concourant à diversifier les produits et les marchés et à améliorer la compétitivité des usines;
- S'assurer du respect du rendement soutenu des forêts du Québec (volume et qualité) et mettre en place d'ici 2004 les moyens requis pour l'augmenter de 15 % à long terme;
- D'ici 2004, accroître de 10 % l'utilisation de la matière ligneuse en forêt publique et optimiser l'utilisation des bois en forêt publique et privée;

- Poursuivre l'amélioration du système de tarification de la matière ligneuse des forêts du domaine public et tarifier l'exploitation acéricole à sa juste valeur marchande;
- D'ici 2001, augmenter de 25 % la réalisation de travaux qui visent l'aménagement d'une ou plusieurs ressources du milieu forestier autre que la matière ligneuse;
- D'ici 2001, viser des dépenses d'exploration, hors d'un site minier, de plus de 200 M\$ par exercice en sol québécois;
- Permettre au Québec, par son régime minier, son cadre fiscal et réglementaire et une promotion de ses avantages comparatifs, d'être l'endroit le plus attrayant du Canada et un des endroits les plus attrayants dans le monde pour l'activité minière;
- Concourir au maintien d'un investissement minier global au Québec de l'ordre de 1 milliard \$ et d'une valeur de production de plus de 3 milliards \$ par année;
- Maintenir et accroître la participation des partenaires dans la gestion de la ressource minérale et le développement de l'industrie minière;
- Faciliter la réalisation d'études et de travaux de recherche pour favoriser le développement d'une industrie compétitive et diversifiée, en visant notamment une application à court et moyen termes par l'industrie dans 70 % des projets supportés par le secteur ayant obtenu des résultats positifs;
- Favoriser une utilisation optimale des ressources énergétiques du Québec;
- Favoriser l'implication du secteur privé dans la réalisation de projets énergétiques;
- Contribuer au développement de nouveaux créneaux d'excellence par une industrie énergétique;
- D'ici 2003, améliorer la perception de la population et des différentes clientèles du MRN sur nos façons de faire dans le domaine des ressources naturelles.

**Accroître les interventions sur le territoire et les ressources réalisées avec les milieux régionaux, locaux et les communautés autochtones :**

- Adapter nos outils de gestion du territoire public aux besoins des utilisateurs de ce territoire afin d'accroître les retombées socio-économiques dans les régions;
- D'ici 2001, accroître la participation et la satisfaction de la population, des communautés autochtones et des intervenants des milieux régionaux et locaux à la gestion des forêts;
- Favoriser l'implication des nations autochtones et des régions dans l'aménagement de la ressource hydrique ainsi que dans la réalisation et la gestion de projets énergétiques.

**Assurer que les interventions sur le territoire et les ressources respectent l'environnement :**

- Améliorer la disponibilité de l'information géographique et de la planification provinciale et régionale du territoire public afin d'appuyer le respect de l'environnement dans l'utilisation du territoire;



- S'assurer de l'application des politiques et règlements relatifs à la protection du milieu forestier et en poursuivre l'évaluation, entre autres en regard des préoccupations nationales et internationales;
- Favoriser la réduction des impacts de l'activité minière sur l'environnement et la conformité de l'industrie aux normes environnementales, ainsi que la restauration de plus de 95 % de la superficie des sites miniers rétrocedés à la Couronne;
- Contribuer à la réduction des effets sur l'environnement des activités liées au développement énergétique.

### **Renforcer l'efficacité, la transparence et le caractère mobilisateur d'une gestion adaptée aux nouvelles réalités :**

- D'ici 2001, 90 % des employés comprennent la vision ministérielle et le plan stratégique et ont eu l'occasion d'influencer le plan d'action de leur unité;
- 90 % des clients sont satisfaits des produits et services;
- 100 % des unités administratives utilisent des processus de suivi, d'évaluation et de reddition de comptes afin d'accroître l'efficacité des produits et services;
- 90 % des gestionnaires sont satisfaits des produits et services administratifs;
- Tous les projets de changements organisationnels prévoient un processus de participation des employés touchés;
- Les coûts des services administratifs sont inférieurs de 15 % à ceux de 1996-1997.

### **LE PLAN D'ÉVALUATION DE PROGRAMMES**

Au cours des dernières années, le Ministère a entrepris une démarche visant à livrer des produits et services de qualité, à moindre coût, ayant une valeur ajoutée pour l'économie du Québec et adaptés aux besoins de la population et de ses clientèles. En plus d'une analyse de la pertinence de ses produits et services, plusieurs de ses processus ont déjà fait l'objet d'une révision en profondeur, notamment dans les domaines suivants : forêts privées, permis d'intervention, inventaires forestiers, permis d'usine, acquisition et diffusion des données géologiques, droits fonciers. De plus, le Ministère a entrepris la révision de l'ensemble de ses processus administratifs.

Au plan de ses programmes d'intervention, d'ici 2001, le Ministère entend :

- Repositionner le Centre d'information géographique et foncière (CIGF) afin d'adapter ses produits et services au nouveau contexte du marché;
- Apporter, à la suite du récent bilan effectué, les ajustements nécessaires au régime forestier, notamment en incluant un cadre d'évaluation fondé sur les critères d'aménagement durable de la forêt;
- Accentuer ses efforts de partenariat avec l'industrie minière en vue de faire rayonner, au plan international, la R & D québécoise dans le domaine minier.

Par ailleurs, l'implantation de la gestion par résultats se poursuivra dans l'ensemble du Ministère. Finalement, le MRN complètera la révision de ses processus administratifs.

## LE PLAN BUDGÉTAIRE

### LE BUDGET DE DÉPENSES PAR PROGRAMMES

	1999-2000		1998-1999	
	BUDGET DE DÉPENSES	VARIATION	BUDGET DE DÉPENSES	DÉPENSE PROBABLE
	(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)
	(1)	(2)=(1)-(3)	(3)	(4)
1. Connaissance et gestion du territoire	19 274,0	(2 624,4)	21 898,4	21 248,4
2. Connaissance et gestion du patrimoine forestier	158 492,5	1 234,2	157 258,3	160 451,8
3. Financement forestier	2 290,3	(262,6)	2 552,9	2 552,9
4. Gestion et développement de la ressource minérale	39 983,8	(6 816,5)	46 800,3	44 412,5
5. Direction et soutien administratif	74 426,7	(5 957,6)	80 384,3	78 234,3
6. Développement énergétique	43 688,4	(6 288,9)	49 977,3	47 115,8
<b>Total</b>	<b>338 155,7</b>	<b>(20 715,8)</b>	<b>358 871,5</b>	<b>354 015,7</b>
<b>Effectif (ETC) (excluant les fonds spéciaux)</b>	<b>2 362</b>	<b>2</b>	<b>2 360</b>	<b>—</b>

Le budget de dépenses 1999-2000 du ministère des Ressources naturelles s'établit à 338,2 M\$, soit une diminution de 20,7 M\$ par rapport au budget de dépenses 1998-1999. Cette variation s'explique principalement par des mesures non récurrentes associées aux différents discours sur le budget et par une réduction de la contribution au Fonds relatif à la tempête de verglas.

#### Programme 1 : Connaissance et gestion du territoire

Ce programme vise à assurer la production des données géographiques et foncières et à favoriser l'émergence de l'expertise en géomatique. Il regroupe aussi les fonctions d'affectation des terres du domaine public, d'octroi et de gestion des droits fonciers ainsi que de contrôle des terres publiques.

La diminution du budget de dépenses à ce programme s'explique principalement par la non-réurrence de certaines dépenses pour la gestion des terres publiques et des baux de villégiature.

**Programme 2 : Connaissance et gestion du patrimoine forestier**

Ce programme vise à favoriser et appuyer le développement, l'application et la mise à jour des connaissances du milieu forestier et de ses ressources, à en planifier, contrôler et évaluer l'utilisation et à suivre les interventions permettant d'assurer sa mise en valeur. Il vise également à favoriser la protection du milieu contre les fléaux d'origine naturelle ou humaine et à améliorer en quantité et en qualité sa capacité de production afin de répondre aux demandes de matière ligneuse ou à d'autres usages. Il vise enfin à favoriser la rationalisation et le développement du secteur de la transformation des bois.

La hausse du budget de dépenses à ce programme s'explique principalement par une augmentation des dépenses consacrées à la maîtrise technologique.

**Programme 3 : Financement forestier**

Ce programme vise à rendre accessible un crédit forestier en vue de faciliter les investissements dans la mise en valeur et la consolidation des forêts privées.

La baisse du budget de dépenses de ce programme s'explique principalement par un ajustement de l'encours des prêts forestiers.

**Programme 4 : Gestion et développement de la ressource minérale**

Ce programme vise à établir la connaissance géologique du territoire, faire la promotion de l'exploration, promouvoir avec l'industrie des projets de développement et la réalisation de certains investissements en infrastructures et également à réglementer certaines conditions d'exercice de l'activité minière. Il vise également à favoriser l'exploitation, la transformation et l'utilisation des substances minérales par la recherche appliquée et la prestation de services analytiques et conseils techniques.

La diminution du budget de dépenses de ce programme s'explique principalement par les mesures non récurrentes d'appui à l'industrie de l'amianté en 1998-1999 et la fin des engagements prévus à l'entente sur le développement minéral 1992-1998.

**Programme 5 : Direction et soutien administratif**

Ce programme vise à planifier, diriger et coordonner les ressources humaines, physiques et financières essentielles à la gestion des programmes du Ministère.

La diminution du budget de dépenses de ce programme s'explique principalement par une baisse des loyers résultant d'une optimisation de l'espace et une imputation accrue des comptes ministériels vers les fonds spéciaux.

**Programme 6 : Développement énergétique**

Ce programme vise à formuler les actions et les interventions du gouvernement dans le secteur énergétique, à administrer les lois et les règlements concernant ce secteur, ainsi qu'à gérer les programmes d'aide technique et financière ayant pour objet d'accroître la productivité énergétique du

Québec. Il vise enfin à verser une partie des contributions requises par le Fonds relatif à la tempête de verglas qui apparaît au portefeuille Conseil du trésor, Administration et Fonction publique.

La diminution du budget de dépenses à ce programme s'explique principalement par les mesures non récurrentes d'efficacité énergétique initiées en 1998-1999 et par une réduction de la contribution au Fonds relatif à la tempête de verglas.

#### LE BUDGET D'INVESTISSEMENTS

	1999-2000 (000 \$)	1998-1999 (000 \$)
Immobilisations	3 601,3	13 373,5
Prêts, Placements et Avances	110,4	110,4

La diminution nette du budget d'investissements de 9,8 M\$ en 1999-2000 s'explique principalement par des modifications à la suite de la réforme comptable, notamment l'exclusion du budget d'immobilisation des investissements inférieurs à cent mille dollars.

#### LES FONDS SPÉCIAUX

Le Ministère gère quatre fonds spéciaux.

#### LE FONDS D'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FONCIÈRE

	PRÉVISIONS 1999-2000 (000 \$)	PROBABLES 1998-1999 (000 \$)
Revenus	1 951,0	2 218,2
Dépenses	1 942,8	2 134,0
Excédent (Déficit)	8,2	84,2
Investissement	100,0	225,0
Effectif (ETC)	40	40

Ce Fonds a pour mandat d'assurer la gestion comptable des opérations de la photo-cartothèque québécoise, laquelle est chargée d'assurer la diffusion, sur demande et à titre onéreux, de l'information géographique et foncière, soit les données cartographiques, géodésiques d'arpentage, de télédétection et de prises de vue aériennes. Il représente aussi un outil indispensable pour la gestion des transactions financières générées par les différents mandats de services spécialisés offerts dans ces domaines. Pour

1999-2000, ses objectifs consistent à développer et mettre en application de nouvelles approches et de nouveaux supports technologiques permettant une plus grande visibilité de nos produits et services afin d'atteindre un plus grand bassin de clientèle.

#### LE FONDS DE LA RÉFORME DU CADASTRE QUÉBÉCOIS

	PRÉVISIONS 1999-2000 (000 \$)	PROBABLES 1998-1999 (000 \$)
Revenus	34 024,0	31 682,4
Dépenses	30 629,7	20 749,7
Excédent (Déficit)	3 394,3	10 932,7
Investissement	152,3	430,4
Effectif (ETC)	155	155

Ce Fonds a pour mandat d'assurer le financement du programme de réforme cadastrale lequel a comme objectif de confectionner un cadastre informatisé représentant fidèlement le morcellement foncier du Québec, en assurer la tenue à jour et en garantir la polyvalence. Il doit s'autofinancer en tout temps et complètement en bénéficiant d'une portion des droits perçus par les officiers de la publicité des droits. En 1999-2000, il prévoit l'octroi de contrats pour la rénovation de 480 000 lots.

L'indicateur retenu est le suivant : augmentation des lots rénovés.

#### LE FONDS FORESTIER

	PRÉVISIONS 1999-2000 (000 \$)	PROBABLES 1998-1999 (000 \$)
Revenus	88 950,0	89 998,0
Dépenses	88 719,0	89 827,0
Excédent (Déficit)	231,0	171,0
Investissement	6 209,0	7 734,0
Effectif (ETC)	582	583

Le Ministère et les bénéficiaires de contrats d'approvisionnement et d'aménagement forestier contribuent au financement du Fonds forestier pour assurer la réalisation des activités forestières suivantes : la production de semences et des plants de reboisement, la confection et la mise à jour des inventaires

forestiers, la conduite de travaux de recherche et développement en foresterie. Le Fonds forestier fait partie de l'unité autonome de service Forêt Québec. En 1999-2000, ses objectifs portent sur la mise en place de moyens pour augmenter le rendement des forêts du Québec, sur la poursuite du développement d'un système d'information écoforestière à référence spatiale et du programme d'inventaire forestier.

Les indicateurs retenus sont les suivants : nombre de plants génétiquement améliorés produits pour le reboisement/nombre de plants produits pour le reboisement (%), superficie (km<sup>2</sup>) couverte par la compilation/superficie totale à couvrir (%), nombre d'activités de diffusion et de transfert réalisées/nombre prévu à la programmation annuelle (%).

#### LE FONDS POUR LA VENTE DE BIENS ET SERVICES

	PRÉVISIONS 1999-2000 (000 \$)	PROBABLES 1998-1999 (000 \$)
Revenus	9 959,6	10 833,0
Dépenses	10 459,6	10 333,0
Excédent (Déficit)	(500,0)	500,0
Investissement	550,0	550,0
Effectif (ETC)	108	109

Pour l'instant, seules les activités du Centre de recherche minérale (CRM) sont incluses dans ce Fonds. Le CRM a pour mandat de contribuer au développement des entreprises québécoises actives dans les domaines de l'exploration, de l'exploitation, du traitement et de l'utilisation des substances minérales, et de développer les procédés d'exploitation et de traitement des substances minérales tout en offrant des services d'analyses minérales. En 1999-2000, le Fonds vise par ses actions à augmenter la compétitivité des entreprises par la réalisation de projets de R-D répondant à leurs besoins, favoriser l'accroissement et l'appropriation de nouvelles technologies reliées au traitement des substances minérales et en accélérer le transfert vers l'industrie et améliorer la performance financière de ses produits et services tout en maintenant à un niveau élevé la satisfaction de la clientèle.

Les indicateurs retenus sont les suivants : revenus provenant de la vente des services du CRM à ses différentes clientèles; le taux d'autofinancement global du CRM; le coût de revient horaire moyen de réalisation de projets; le taux de perception des comptes à recevoir à l'intérieur d'un délai de 90 jours; l'indice global de satisfaction de la clientèle.

## REVENU

### LA MISSION

Le ministère du Revenu, fort de l'engagement de son personnel, a pour mission de :

- Faciliter l'observance fiscale aux citoyens, contribuables et mandataires, afin qu'ils soient bien au fait de leurs droits et obligations en matière d'administration fiscale;
- Assurer, en toute équité et confidentialité, la perception des impôts et taxes afin que chacun paie sa juste part du financement des services publics;
- Administrer les programmes sociaux ou économiques à caractère fiscal et tout autre programme de perception et de redistribution que lui confie le gouvernement;
- Recommander au gouvernement, sur la base de l'expérience, les ajustements à la politique fiscale ou à d'autres programmes afin de contribuer à l'évolution des politiques gouvernementales.

### LE SUIVI DU PLAN DE GESTION DES DÉPENSES 1998-1999

Le plan stratégique pour 1998-1999 se voulait en continuité avec les axes retenus l'année précédente. Dans l'ensemble, le Ministère a atteint les objectifs qu'il s'était fixés en début d'année.

#### La facilitation de l'observance fiscale

Le Ministère se doit d'aider les contribuables et mandataires à respecter leurs obligations fiscales par divers moyens. L'année 1998-1999 a été marquée par des réalisations significatives à ce chapitre :

- Une accessibilité accrue des services en dehors de Québec et de Montréal où les effectifs ont été triplés depuis 1994 (près de 2 300 personnes d'ici mai 1999);
- Le redéploiement des services dans la grande région métropolitaine, qui sera complété à la fin du printemps de 1999;
- La révision du traitement des plaintes et la création d'un comité externe aviseur pour la Ministre en vue de l'amélioration continue des services à la clientèle du Ministère;
- Une augmentation importante de la clientèle desservie à l'accueil et au service de renseignements et une amélioration au chapitre de certains engagements relativement à la qualité des services;
- L'implantation de la réforme de la fiscalité des particuliers avec un effort accru d'information des contribuables depuis janvier 1999;
- Une association plus grande de divers partenaires et acteurs concernés dans une démarche de résolution de problèmes liés à l'administration fiscale.

### **La préservation de la base des revenus**

Les activités régulières de récupération fiscale et de perception auront permis d'atteindre, au cours de l'année 1998-1999, les résultats anticipés de revenus (736,0 M\$) et de recettes (800,0 M\$). Le Centre de perception fiscale a implanté un centre d'appels et un système de perception intégré des créances fiscales lui permettant ainsi d'accélérer le traitement des créances et d'augmenter sa performance. Cinquante-six nouveaux organismes ont été ajoutés au processus de compensation gouvernementale portant ainsi leur nombre à 336. Le développement de nouveaux programmes informatiques a amélioré la sélection des dossiers pour la réalisation d'activités d'examen fiscal, les rendant ainsi plus performants.

### **La lutte contre l'évasion fiscale et le travail au noir**

Le Plan d'action de lutte contre l'évasion fiscale et le travail au noir s'est poursuivi avec, comme résultats tangibles, une récupération fiscale anticipée de 440,0 M\$ contribuant ainsi à l'atteinte de l'objectif de récupération fiscale de 1 176,0 M\$. Ce plan touche divers secteurs économiques et comprend notamment l'implantation réussie de la mesure de déclaration des revenus des pourboires dans la restauration, grâce à la collaboration de l'industrie. Les travaux se sont poursuivis pour concevoir des mesures facilitant la déclaration des revenus dans d'autres secteurs d'activité.

En juin 1998, le Rapport d'activité résultant de la comparaison, du couplage ou de l'appariement des fichiers de renseignements au 31 mars 1998 a été déposé à l'Assemblée nationale. Le Plan d'utilisation des fichiers de renseignements a été mis à jour avec un avis favorable de la Commission d'accès à l'information. Le Ministère a continué ses travaux d'obtention, de comparaison, de couplage ou d'appariement d'extraits de banques de données à l'aide d'une centrale de données qui est maintenant opérationnelle. Le Ministère a, par ailleurs, renforcé les mesures de sécurité pour assurer la protection des renseignements confidentiels qu'il détient et qu'il reçoit.

### **La facilitation du paiement des pensions alimentaires**

Le gouvernement a approuvé, au cours de l'automne, un ajout au budget du Fonds des pensions alimentaires pour la réalisation d'un plan d'amélioration des services du programme de *Perception des pensions alimentaires*. Ce plan prévoit un ajout de personnel pour faire face à l'augmentation de la clientèle, des changements de systèmes et de processus pour améliorer la productivité. Les délais de traitement seront ainsi ramenés à 30 jours à la fin juin 1999. L'état des travaux confirme le réalisme de cet objectif. En date du 31 décembre 1998, et ce, depuis décembre 1995, plus de 75 400 dossiers ont été traités représentant 305,0 M\$ (dont 137,9 M\$ d'avril à décembre 1998) versés à plus de 43 000 ménages et un remboursement de 34,9 M\$ (dont 16,5 M\$ d'avril à décembre 1998) au ministère de la Solidarité sociale pour l'aide de dernier recours accordée.

### **L'utilisation de l'expertise et de l'engagement des employés pour atteindre les résultats attendus par la clientèle et par le gouvernement**

Le développement des compétences du personnel a été un dossier majeur au cours de l'année. Un comité ministériel de formation a été constitué pour réaliser un plan plus intégré de formation, faire l'inventaire des programmes et actualiser les programmes de formation ministérielle.



La régionalisation des activités de la métropole a été un élément marquant qui s'est réalisé avec le souci de concilier le plus possible les attentes du personnel avec les objectifs de l'organisation. Les représentants du personnel ont été consultés et associés à la démarche.

L'éthique a été au cœur des préoccupations du Ministère. En outre des activités récurrentes annuelles telles que la signature par le personnel de l'engagement pour le respect des règles en matière de confidentialité et de respect de la vie privée, le Ministère s'est doté d'un comité ministériel de l'éthique et a désigné un coordonnateur du dossier de l'éthique. Les gestionnaires ont aussi participé à une activité de sensibilisation à l'éthique et discuté de leur rôle à cet égard.

Le Ministère a aussi poursuivi ses échanges réguliers avec les représentants de ses employés dans le cadre des comités sur l'organisation du travail et dans certaines démarches de planification de projets et de planification stratégique.

## LE CONTEXTE ET LES GRANDS ENJEUX

Le Ministère transige avec une clientèle considérable et variée comme en témoigne le tableau suivant qui présente le nombre des déclarations de contribuables reçues pour l'année d'imposition 1997, ainsi que le nombre des mandataires inscrits au Ministère et des personnes inscrites à des programmes sociaux qu'il administre en tout ou en partie, en décembre 1998.

Contribuables (particuliers)	5 186 847	Mandataires (tabac et carburants)	18 008
Contribuables (sociétés)	390 991	Mandataires (employeurs)	295 035
Mandataires (TVQ et TPS)	497 455	Clientèle relative aux programmes sociaux	1 088 983

Ces clients ont des besoins et des moyens variés pour transiger avec le Ministère. Les contacts ont aussi des fréquences variées. Dans ces rapports, les exigences d'informations, la question de la protection des renseignements et l'évolution des moyens de communication, en particulier les opportunités des outils modernes dont le réseau Internet, présentent des défis importants pour la clientèle et pour le Ministère. La simplification des communications est aussi un défi majeur et indispensable à l'atteinte des objectifs du Ministère.

Le Ministère a perçu 29,3 milliards de dollars en 1997-1998 (lesquels représentent 87 % des revenus autonomes du gouvernement), dont 95,6 % par l'autocotisation et 4,4 % par les activités de récupération fiscale. Les programmes de contrôle mis en place par le Ministère lui permettent de rester alerte sur les moyens utilisés pour contourner les obligations fiscales. Ils sont essentiels pour corriger les comportements déviants, maintenir la confiance dans le système fiscal et accroître le réflexe de l'autocotisation. Ils traduisent aussi un message clair d'équité fiscale. À ce chapitre, le Ministère se doit de continuer ses efforts d'amélioration de ses outils de contrôle et de consolidation des opérations de contrôle.

Les principaux enjeux pour l'année 1999-2000 se présentent ainsi :

- Atteindre les résultats financiers (revenus et recettes fiscales) attendus par le gouvernement dans le cadre des ressources qui lui sont consenties;
- Réduire les pertes fiscales associées à l'évasion fiscale et au travail au noir;

- Mener à terme la réorganisation des services régionaux pour assurer un service spécialisé à l'ensemble de la clientèle (entreprises et particuliers);
- Faciliter et accroître la compréhension du régime fiscal malgré sa complexité;
- Atteindre les engagements formulés à l'égard de l'amélioration des services pour la clientèle du programme de *Perception des pensions alimentaires*;
- Poursuivre ses investissements dans les technologies modernes, particulièrement pour faciliter les échanges électroniques avec la clientèle et pour améliorer la capacité de traitement et de contrôle sans ajout de ressources.

## LES ORIENTATIONS STRATÉGIQUES

Le Ministère poursuit cinq orientations stratégiques pour lesquelles il s'est donné différents axes d'intervention qui s'inscrivent en continuité de la dernière année.

Pour faciliter l'observance fiscale, le Ministère prévoit :

- Améliorer la qualité et l'accessibilité des services à la clientèle par la mise en place de services adaptés à ses besoins et une mise à profit des possibilités offertes par l'inforoute;
- Poursuivre la concertation et les partenariats avec la clientèle dans le cadre de groupes de travail conjoints;
- Simplifier et clarifier l'administration du régime fiscal par des services et des moyens de communication appropriés et par un allègement de la réglementation;
- Poursuivre la sensibilisation de la clientèle à l'égard de l'observance fiscale par des activités de communication et d'éducation appropriées.

Pour préserver la base des revenus, le Ministère entend :

- Améliorer la performance des programmes de récupération fiscale en tirant avantage des développements technologiques et de nouvelles méthodes de travail;
- Éliminer les risques de pertes en accentuant les mesures préventives relativement au recouvrement des créances.

Pour lutter contre l'évasion fiscale et le travail au noir, le Ministère compte :

- Poursuivre la réalisation du Plan d'action de lutte contre l'évasion fiscale en fonction des ressources consenties par l'ajout d'interventions proactives, l'amélioration des méthodes d'analyse et la mise en œuvre de programmes spécifiques de récupération fiscale;
- Mieux cibler l'action du Ministère par l'obtention et l'exploitation des renseignements provenant de diverses sources et par le recours aux technologies de l'information, notamment la centrale de données.

Pour faciliter le paiement des pensions alimentaires, le Ministère compte améliorer la qualité des services rendus à la clientèle par une productivité accrue et entend :

- Respecter les engagements qu'il a pris de réduire les délais de traitement des dossiers tout en limitant la croissance des coûts du régime;
- Informer les clientèles des dispositions du régime en vue d'en assurer la compréhension complète.

Le Ministère entend toujours miser sur l'expertise et l'engagement des employés pour atteindre les résultats attendus par la clientèle et par le gouvernement. Il entrevoit donc :

- Responsabiliser et mettre à contribution l'expertise du personnel par une implication accrue dans les divers dossiers;
- Soutenir la compétence du personnel par l'amélioration des programmes de formation et de la documentation nécessaire à l'exercice de ses fonctions.

## **LE PLAN D'ÉVALUATION DE PROGRAMMES**

Trois mandats d'évaluation de programmes sont en cours de réalisation au Ministère. Ils portent sur les éléments suivants : le programme de *Perception des pensions alimentaires*, le Plan d'action de lutte contre l'évasion fiscale et le travail au noir, et les activités d'opposition.

En vertu de la Loi facilitant le paiement des pensions alimentaires (L.R.Q., c. P-2.2), la ministre doit, en décembre de l'an 2000, faire rapport à l'Assemblée nationale sur l'application de cette loi. Le plan d'évaluation, déjà amorcé, se poursuivra selon trois volets : l'atteinte des objectifs administratifs et économiques du programme, l'impact du programme sur les composantes psychosociales ainsi que les attentes de la clientèle et l'appréciation de leur atteinte.

Le mandat concernant le Plan d'action de lutte contre l'évasion fiscale et le travail au noir consiste à évaluer l'atteinte des objectifs du Plan d'action, la rentabilité des moyens choisis et les impacts directs et indirects sur le Ministère et la clientèle.

Par le mandat d'évaluation sur le traitement des oppositions, le Ministère s'intéresse aux facteurs qui influencent l'inventaire, les volumes de dossiers à traiter et les motifs de modifications des décisions.

## **LE PLAN BUDGÉTAIRE**

Tout le budget du ministère du Revenu est regroupé dans le programme *Administration fiscale*. Ce programme vise à percevoir les impôts et les taxes ainsi qu'à administrer des programmes sociaux à caractère fiscal et tout autre programme de perception que lui confie le gouvernement.

## LE BUDGET DE DÉPENSES PAR PROGRAMMES

	1999-2000		1998-1999	
	BUDGET DE DÉPENSES	VARIATION	BUDGET DE DÉPENSES	DÉPENSE PROBABLE
	(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)
	(1)	(2)=(1)-(3)	(3)	(4)
1. Administration fiscale	647 400,0	(95 731,5)	743 131,5	754 062,4
<b>Total</b>	647 400,0	(95 731,5)	743 131,5	754 062,4
<b>Effectif (ETC) (excluant les fonds spéciaux)</b>	7 039	(196)	7 235	—

Note : L'effectif inclut le compte de gestion de la TPS qui compte 1 440 ETC en 1999-2000 et 1 500 ETC en 1998-1999.

Pour l'exercice 1998-1999, la dépense probable est estimée à 754,1 M\$ par rapport à un budget de 743,1 M\$, d'où un dépassement anticipé de 11,0 M\$ qui s'explique principalement par l'octroi de 4,5 M\$ pour le plan d'amélioration des services du programme de *Perception des pensions alimentaires*, par des dépenses de 4,0 M\$ qu'absorbe le Ministère pour l'administration d'activités pour le compte d'autres organismes ou ministères, et enfin par des coûts de 2,0 M\$ relatifs à la perception des créances.

Le budget de dépenses 1999-2000 est de 647,4 M\$, ce qui représente une diminution de 95,7 M\$ par rapport au budget comparatif de 743,1 M\$ en 1998-1999. Cette diminution s'explique ainsi :

	M\$
– Diminution de la provision pour mauvaises créances	(99,0)
– Diminution de la dépense d'intérêts sur remboursement	(12,9)
– Financement pour le plan d'amélioration des services du programme de perception des pensions alimentaires	9,4
– Financement pour la réforme de la fiscalité des particuliers	7,8
– Autres	(1,0)

Le tableau du budget de dépenses par programmes indique une diminution de 196 ETC de l'effectif autorisé. Toutefois, en considérant l'effectif autorisé du Ministère et celui des trois fonds spéciaux sous sa responsabilité, la diminution notée entre l'effectif pour 1999-2000 et l'effectif autorisé le 1<sup>er</sup> avril 1998 est de 51 ETC. Précisons que les effectifs présentés pour 1998-1999 dans le Livre des crédits incluent 130 ETC qui ont été alloués au Fonds des pensions alimentaires en cours d'année pour le plan d'amélioration des services du *Programme de perception des pensions alimentaires*.

## Les choix budgétaires

Les principaux blocs de dépenses du Ministère consistent en ce qui suit :

	M\$
– Activités courantes de service à la clientèle, de cotisation, de vérification et de soutien aux opérations	245,7
– Provision pour créances douteuses	205,0
– Activités de lutte contre l'évasion fiscale et le travail au noir	60,0
– Dépenses d'intérêts à payer sur les différents remboursements émis par le Ministère	50,0
– Perception des pensions alimentaires	33,4
– Perception des créances (excluant la lutte contre l'évasion fiscale)	33,1
– Gestion et location d'équipements et de systèmes informatiques (excluant la lutte contre l'évasion fiscale)	20,2
<b>Total</b>	<b>647,4</b>

Le Ministère a dû établir certaines priorités pour poursuivre ses objectifs ministériels et absorber des coûts de croissance. Tout en maintenant le cap sur l'amélioration de la base du régime fiscal, soit l'autocotisation, le Ministère a choisi d'assurer l'autofinancement de ses coûts de croissance par des gains de productivité de l'ordre de 6 % dans l'ensemble de ses activités régulières. Ces gains de productivité permettront aussi de réduire les efforts demandés aux autres activités ministérielles.

Au chapitre des récupérations fiscales de 1999-2000, le Ministère entend maintenir le même montant en ce qui a trait à l'objectif fixé en 1998-1999, soit 1 176,0 M\$, comptant sur l'augmentation de productivité et une augmentation du budget de 2,0 M\$. Pour leur part, le Centre de perception fiscale et le programme de *Perception des pensions alimentaires* absorberont leurs coûts de croissance.

## LE BUDGET D'INVESTISSEMENTS

	1999-2000 (000 \$)	1998-1999 (000 \$)
<b>Immobilisations</b>	365,0	66,0
<b>Prêts, Placements et Avances</b>	15,0	39,0

En 1999-2000, le Ministère prévoit faire l'achat d'équipement audiovisuel, de postes additionnels d'insertion de courrier et d'équipement relié à la sécurité des immeubles du Ministère.

## LES INDICATEURS

Les résultats réels de l'exercice 1998-1999 ne seront disponibles qu'ultérieurement. Les tableaux suivants présentent donc les résultats les plus récents, actuellement disponibles, relativement aux engagements en matière de qualité des services aux citoyens, aux volumes de production selon le domaine fiscal, aux dépenses et à l'efficacité, aux créances ainsi qu'aux coûts des activités majeures du Ministère.

### Taux d'atteinte des engagements ministériels

	Cumulatif décembre 1997		Cumulatif décembre 1998		Variations	
	Volume traité	% d'atteinte	Volume traité	% d'atteinte	Volume traité	% d'atteinte
– Répondre à un appel téléphonique dans la minute qui suit	3 454 018	60,10 %	4 847 400	63,00 %	40 %	▲
– Accueillir les citoyens aux comptoirs de services au plus tard 20 minutes après l'arrivée	633 140	98,00 %	673 079	97,70 %	6 %	▼
– Répondre à une lettre au plus tard 35 jours après la réception	294 075	52,00 %	403 064	57,70 %	37 %	▲
– Expédier le remboursement d'impôt des particuliers au plus tard 28 jours après la production	2 639 909	85,10 %	2 553 845	<sup>(1)</sup> 63,40 %	(3 %)	▼
– Expédier le remboursement de TVQ ou de TPS au plus tard 30 jours après la réception	895 758	72,20 %	869 284	75,50 %	(3 %)	▲
– Expédier un nouvel avis de cotisation à la suite d'une révision au plus tard 21 jours après la fin des échanges	219 909	65,70 %	176 665	68,30 %	(20 %)	▲
– Expédier la décision officielle du Ministère concernant un avis d'opposition au plus tard six mois après la réception	7 999	69,70 %	9 213	<sup>(2)</sup> 46,10 %	15 %	▼
– Répondre à une plainte écrite au plus tard 35 jours après la réception	531	47,30 %	761	62,30 %	43 %	▲

<sup>1</sup> Le traitement des cotisations au régime d'assurance-médicaments a ralenti l'expédition des remboursements d'impôt des particuliers.

<sup>2</sup> Augmentation de 7 % des avis signifiés en raison notamment des activités de lutte contre l'évasion fiscale. Le volume d'avis reçus dépasse la capacité de production entraînant des augmentations d'inventaires de dossiers et par conséquent des délais additionnels.

**Domaine fiscal - Production 1997-1998****PRODUCTION PAR DOMAINE FISCAL 1997-1998<sup>(1)</sup>**

DOMAINE FISCAL	IMPÔT Particuliers	IMPÔT Sociétés	TAXES	DIVERS (2)	AUTRES ORG. (3)	TOTAL QUÉBEC	TPS	TOTAL
<b>ENCAISSEMENTS</b>								
Montant (M\$)	17 246,0	4 161,2	10 743,4	357,9	8 403,2	40 911,7	5 347,6	46 259,3
Nombre (000)	6 009,2	898,5	1 379,6	539,4	(4) —	8 826,7	1 188,9	10 015,6
<b>REMBOURSEMENTS</b>								
Montant (M\$)	3 256,7	731,8	3 243,0	2,2	5,5	7 239,2	3 303,0	10 542,2
Nombre (000)	3 293,5	63,6	605,9	ND	—	3 963,0	613,5	4 576,5
<b>REVENUS</b>								
Montant (M\$)	14 117,8	3 443,2	7 296,8	512,2	8 403,2	(5) 33 773,2	2 044,7	35 817,9
Nombre de cotisations (000)	8 681,3	303,0	1 960,0	ND	(4) —	10 944,3	2 128,2	13 072,5
Nombre de particuliers et mandataires (000)	5 246,9	362,1	509,0	ND	(4) —	6 118,0	474,6	(6) 6 592,6

<sup>1</sup> Toutes les données sont arrondies.

<sup>2</sup> Incluant les successions, droits et permis, revenus divers et le Fonds des pensions alimentaires.

<sup>3</sup> Incluant entre autres le Fonds de services de santé, la Régie des rentes du Québec (RRQ), la Commission des normes du travail (CNT), le Fonds de lutte contre la pauvreté, la fiscalité municipale, le Fonds de l'industrie des courses de chevaux et le Fonds pour la formation de la main-d'œuvre.

<sup>4</sup> Compris dans impôt des particuliers, taxes et divers.

<sup>5</sup> Incluant 29,3 milliards de dollars de revenus autonomes du gouvernement perçus par le ministère du Revenu et 4,5 milliards de dollars de recettes extrabudgétaires, dont entre autres la RRQ, la CNT, la fiscalité municipale, le Fonds de lutte contre la pauvreté et le Fonds spécial olympique.

<sup>6</sup> Un particulier ou mandataire peut être compté plus d'une fois.

**Dépenses 1997-1998 et efficience**

	TOTAL QUÉBEC	TPS	TOTAL
<b>DÉPENSES</b>			
En milliers de \$	(1) 434 958,0	103 635,0	538 593,0
ETC utilisés	7 058,4	1511,0	8 569,4
<b>EFFICIENCE</b>			
Revenus par \$ investi	77,65	19,73	66,50
Revenus par ETC (milliers \$)	4 785	1 353	4 180
Coût par 100 \$ de revenus	1,29	5,07	1,50

<sup>1</sup> Dépenses réelles 1997-1998 excluant la provision pour mauvaises créances.

ÉTAT DES CRÉANCES <sup>(1)</sup>	AU 98-03-31 (M\$)
CRÉANCES	
Impôt des particuliers	1 016,7
Impôt des sociétés	388,6
Taxes	338,7
Divers	27,8
<b>TOTAL DES CRÉANCES</b>	<b>1 771,8</b>
Provision pour créances irrécouvrables	(628,4)
<b>CRÉANCES RECOUVRABLES</b>	<b>1 143,4</b>

<sup>1</sup> Excluant la taxe sur les produits et services.

## COÛTS DES ACTIVITÉS MAJEURES<sup>(1)</sup>

ACTIVITÉS MAJEURES	VOLUME DES PRODUITS ET		ÉCART (%)	COÛT TOTAL (M\$)		ÉCART (%)	COÛT UNITAIRE (\$)	
	1997-98	1998-99 <sup>(2)</sup>		1997-98	1998-99 <sup>(2)</sup>		1997-98	1998-99
Service clients <sup>(3)</sup>	5 402,9	6 375,9	18 %	61,9	72,6	17 %	11	11
Interprétation	2,3	1,9	(17 %)	11,2	10,7	(5 %)	4 876	5 638
Oppositions	12,8	12,9	1 %	12,5	12,8	2 %	980	988
<b>DEMANDES DE SERVICES</b>	<b>5 418,0</b>	<b>6 390,7</b>	<b>18 %</b>	<b>85,6</b>	<b>96,1</b>	<b>11 %</b>	<b>16</b>	<b>15</b>
Non-production	199,1	202,9	2 %	8,2	10,9	33 %	41	54
Vérification	54,1	54,5	1 %	156,6	155,5	(1 %)	2 897	2 851
Recotisation <sup>(3)</sup>	522,1	240,2	(54 %)	20,9	19,1	(8 %)	40	80
Perception	215,1	215,1	0 %	56,4	60,7	8 %	262	282
<b>ACTIVITÉS D'INCITATION</b>	<b>990,4</b>	<b>712,7</b>	<b>(28 %)</b>	<b>242,1</b>	<b>246,2</b>	<b>2 %</b>	<b>245</b>	<b>345</b>
Cotisation	3 483,0	3 680,7	6 %	63,7	58,9	(8 %)	18	16
Traitement <sup>(4)</sup>	8 196,6	7 613,2	(7 %)	75,1	82,0	9 %	9	11
Encaissement	10 015,1	13 096,2	31 %	9,4	11,2	19 %	1	1
<b>ACTIVITÉS DE TRAITEMENT<sup>(5)</sup></b>				<b>148,2</b>	<b>152,1</b>	<b>3 %</b>		
<b>Total des activités</b>				<b>475,9</b>	<b>494,4</b>			
Dépenses incluses dans les activités et excédentaires à l'affectation aux fonds spéciaux du programme 1 - Administration fiscale <sup>(6)</sup>				(10,4)	(10,0)			
Intérêts et mandataires fiscaux				73,1	68,5			
Total global				538,6	552,9			
Compte de gestion TPS <sup>(7)</sup>				(103,6)	(102,8)			
<b>Sous-total</b>				<b>435,0</b>	<b>450,1</b>			
Variation de la provision pour mauvaises créances				649,3	304,0			
<b>Total budgétaire</b>				<b>1 084,3</b>	<b>754,1</b>			

<sup>1</sup> Toutes les données sont arrondies.

<sup>2</sup> 1998-1999 : données réelles au 31 décembre 1998 et estimation pour les trois derniers mois de l'année.

<sup>3</sup> La composition des activités majeures a été modifiée pour 1997-1998 et 1998-1999. Les activités de renseignements et d'enregistrement ont été regroupées dans le service clients et la recotisation a été distinguée de la vérification.

<sup>4</sup> L'augmentation du coût de l'activité de traitement est due à l'investissement dans le Plan d'amélioration des services du programme de perception des pensions alimentaires.

<sup>5</sup> La sommation du nombre de produits relatifs aux activités de traitement ne peut être faite car il s'agit de diverses étapes de la chaîne de production.

<sup>6</sup> La dépense des fonds spéciaux financée par d'autres sources que le programme 1 - Administration fiscale (par exemple les frais de recouvrement) a été soustraite pour permettre de concilier le total budgétaire.

<sup>7</sup> En 1997-1998, le montant de 103,6 M\$ du compte de gestion TPS comprend la dépense afférente à la compensation financière de 102,8 M\$ pour 1997-1998 et un ajustement de la compensation financière de 0,8 M\$ pour 1996-1997.



## LES FONDS SPÉCIAUX

Le Ministère est responsable de la gestion de trois fonds spéciaux.

### LE FONDS DE PERCEPTION

	PRÉVISIONS 1999-2000 (000 \$)	PROBABLES 1998-1999 (000 \$)
Revenus	58 206,6	58 412,2
Dépenses	59 006,6	60 717,0
Excédent (Déficit)	(800,0)	(2 304,8)
Investissement	1 698,4	2 711,3
Effectif (ETC)	880 <sup>(2)</sup>	995 <sup>(3)</sup>

<sup>1</sup> En 1998-1999, le déficit de 2,3 M\$ est assumé par le surplus accumulé au 31 mars 1998 de 3,8 M\$, ce qui laisse encore au 31 mars 1999 un surplus prévu de 1,5 M\$ qui permettra d'assumer le déficit de 0,8 M\$ prévu en 1999-2000.

<sup>2</sup> Pour 1999-2000 : inclut 169 ETC du compte de gestion TPS et 97 ETC du Fonds des pensions alimentaires.

<sup>3</sup> Pour 1998-1999 : inclut 169 ETC du compte de gestion TPS et 104 ETC du Fonds des pensions alimentaires.

Le Fonds de perception a pour objet le financement des activités de recouvrement des sommes dues au ministère du Revenu en impôt, en taxes, en droits ou en contributions à des régimes sociaux et celles relatives à des pensions alimentaires impayées.

Les indicateurs de résultats du Fonds sont les suivants :

- Coût par dollar perçu : le Centre s'efforce d'améliorer sa productivité et s'est donné le coût par dollar perçu comme indicateur à cet égard. De 7,9 cents par dollar qu'il était en 1993-1994, le coût par dollar devrait s'établir en deçà des 6,3 cents initialement prévus pour 1998-1999. Pour l'exercice 1999-2000, le Centre s'est fixé comme objectif 6,2 cents par dollar perçu;
- Services à la clientèle : dans son plan d'action 1998-1999, le Centre se fixe des objectifs d'amélioration des relations avec les contribuables, les mandataires et les débiteurs alimentaires. Le Centre s'engage ainsi à traiter la correspondance régulière dans les 20 jours et toute plainte dans les 28 jours de leur réception. Ce délai plus long s'explique par les analyses et vérifications requises dans ces dossiers. La qualité des services offerts par le Centre fait l'objet d'un sondage mené auprès de la clientèle afin de mesurer le niveau de satisfaction des débiteurs et d'identifier des actions en vue d'améliorer le service.

## LE FONDS DES PENSIONS ALIMENTAIRES

	PRÉVISIONS 1999-2000 (000 \$)	PROBABLES 1998-1999 (000 \$)
Revenus <sup>1</sup>	34 191,6	30 860,4
Dépenses	34 191,6	30 860,4
Excédent (Déficit)	—	—
Investissement	1 500,0	1 535,3
Effectif (ETC)	584 <sup>3</sup>	520 <sup>2</sup>

<sup>1</sup> En 1998-1999, les revenus du Fonds proviennent du Ministère, de la facturation de frais administratifs et d'une subvention provenant du ministère de la Justice du Canada.

<sup>2</sup> Allocation de 519 ETC plus transfert d'un ETC du programme 1, excluant les 104 ETC pour le Fonds de perception.

<sup>3</sup> Allocation de 519 ETC plus transfert d'un ETC du programme 1, plus 57 ETC additionnels et 7 ETC transférés du Fonds de perception. L'effectif du Fonds de perception relié aux activités des pensions alimentaires est de 97 ETC.

La Loi facilitant le paiement des pensions alimentaires (L.R.Q., c. P-2.2) a institué le Fonds des pensions alimentaires qui a pour objet le financement des activités relatives à la perception des pensions alimentaires, tel que présenté au tableau précédent. Par ailleurs, c'est aussi par ce Fonds que transitent les sommes perçues des débiteurs par la ministre du Revenu et celles versées au bénéfice des créanciers alimentaires.

Les indicateurs de résultats du Fonds sont les suivants :

- Qu'un dossier soit pris en charge par la Direction principale de la perception des pensions alimentaires dans les 30 jours suivant sa réception au Ministère pour les nouveaux jugements;
- Qu'un dossier soit pris en charge par la Direction principale de la perception des pensions alimentaires dans les 60 jours suivant sa réception au Ministère pour les défauts de paiement;
- Qu'un dossier relatif à la perception des créances alimentaires soit pris en charge dans les 20 jours suivant sa transmission au Centre de perception fiscale.

**LE FONDS DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION**

	<b>PRÉVISIONS 1999-2000 (000 \$)</b>	<b>PROBABLES 1998-1999 (000 \$)</b>
Revenus	28 273,2 <sup>1</sup>	18 844,3
Dépenses	28 273,2	18 844,3
Excédent (Déficit)	—	—
Investissement	45 704,1	39 689,4
Effectif (ETC) <sup>2</sup>	—	—

<sup>1</sup> En 1999-2000, les revenus de gestion et de location d'équipements et de systèmes informatiques proviennent du Ministère et d'autres sommes reçues pour l'administration de la TPS.

<sup>2</sup> La dépense de rémunération imputée au FTI correspond à 254 ETC en 1998-1999 et à 270 ETC en 1999-2000. Ces effectifs sont inclus dans l'effectif autorisé du Ministère.

Le Fonds des technologies de l'information (FTI) permet au Ministère de financer l'amélioration et le développement des systèmes informatiques actuels et futurs. L'objectif des développements est d'augmenter l'efficacité de l'organisation dans un contexte de rareté des ressources, de mieux servir la clientèle du Ministère et de faire face aux nouveaux défis socio-économiques et technologiques du 21<sup>e</sup> siècle.

Les décisions d'investissements impliquant le Fonds sont approuvées par le Comité de direction du Ministère. Ce dernier évalue la pertinence, l'urgence et la rentabilité des investissements en fonction du plan stratégique du Ministère et des priorités gouvernementales. Le niveau d'investissement annuel autorisé fait l'objet d'une planification et d'une analyse trimestrielle.

On mesure l'atteinte des objectifs du FTI par le respect des échéanciers et des coûts dans la livraison du bien ou du service commandé.

**LES INVESTISSEMENTS DU FTI**

	<b>1999-2000 (M\$)</b>	<b>1998-1999 (M\$)</b>
Améliorations et mises à niveau	20,6	21,7
Développements informatiques	25,1	18,0
Total	45,7	39,7

### **La stratégie d'obtention des fichiers de renseignements**

Cette section est requise en vertu de l'article 71.0.11 de la Loi sur le ministère du Revenu (L.R.Q., c. M-31). Depuis 1996-1997, le Ministère inscrit au Plan ministériel de gestion des dépenses ses intentions d'acquérir des extraits de banques de données en provenance de sources externes et d'en faire l'exploitation. Le fait de remplacer l'étude de cas par cas par le traitement de masse de l'information et le recours aux technologies, permet d'assurer une meilleure détection des déclarations de revenus et des rapports de remise erronés, faux ou incomplets, de la non-production des déclarations, des rapports ou autres renseignements requis ainsi que du travail au noir et de l'évasion fiscale. Le Ministère peut ainsi corroborer et compléter les informations qu'il détient déjà. La stratégie du Ministère en matière d'obtention d'extraits de banques de données consiste essentiellement à :

- Acquérir tous les renseignements nécessaires pour l'application des lois fiscales : les extraits de banques de données que le Ministère entend obtenir doivent couvrir la population complète visée par ceux-ci, afin de permettre la détection des cas de non-enregistrement ou de non-production actuellement absents des fichiers du Ministère. À partir des renseignements de tiers, un profil économique démontrant l'écart entre le revenu déclaré et les biens acquis pourra être produit afin de détecter les cas de divergence;
- Acquérir uniquement les renseignements nécessaires pour l'application des lois fiscales : les renseignements demandés visent uniquement les diverses variables d'identification et celles liées directement ou indirectement aux données financières. Ces renseignements sont demandés, tant au regard des entreprises que des particuliers, et sont recueillis sans discrimination a priori quant au chiffre d'affaires ou aux revenus et sans présumer de la culpabilité de quiconque.

L'acquisition d'extraits de banques de données par le Ministère s'effectue avec rigueur et transparence dans une perspective d'équité fiscale envers tous les contribuables.

## **SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX**

### **LA MISSION**

Le Ministère définit les politiques et oriente le système de santé et de services sociaux en fonction des objectifs fixés par le législateur et s'assure de l'atteinte des résultats. À ce titre, son rôle premier est d'identifier et de définir les enjeux et les orientations d'ensemble du système pour ensuite en évaluer les résultats et apporter les corrections nécessaires. Il doit aussi assurer le financement du système et la coordination interrégionale, établir les politiques d'adaptation de la main-d'œuvre et négocier les ententes et les conventions collectives.

Les régies régionales sont les mandataires du Ministère dans chacune des régions. À ce titre, elles doivent mettre en œuvre les priorités ministérielles de services à la population, respecter les balises d'organisation édictées par le Ministère et rendre compte des résultats atteints dans leur région. Elles coordonnent la planification et l'organisation des services, ainsi que l'allocation des ressources sur leur territoire.

Pour leur part, les établissements de santé et de services sociaux produisent et dispensent les services directs à la population selon les clientèles spécifiques auxquelles ils s'adressent et la nature des services à dispenser, conformément aux fonctions qui leur sont confiées par la loi.

La Régie de l'assurance-maladie du Québec (RAMQ) administre le régime d'assurance-maladie, le programme d'assistance-maladie et le régime général d'assurance-médicaments ainsi que tout autre programme que la loi ou le gouvernement lui confie (ex. : programme de soins dentaires pour enfants). De plus, la RAMQ agit comme mandataire des banques d'information sociosanitaire et assure la diffusion des informations aux intervenants du secteur de la santé et des services sociaux.

L'Office des personnes handicapées du Québec (OPHQ) est avant tout un organisme de promotion des intérêts des personnes handicapées et ses actions sont axées en priorité vers les besoins collectifs de ces personnes. L'Office s'assure de la cohérence, de la complémentarité et de l'harmonisation des interventions à l'égard des personnes handicapées et ce, de concert avec les ministères et organismes concernés.

### **LE SUIVI DU PLAN DE GESTION DES DÉPENSES 1998-1999**

En 1998-1999, le secteur de la santé et des services sociaux devait réaliser un effort budgétaire de 158,0 M\$, dont 150,0 M\$ pour absorber la croissance des coûts de système du réseau. Au cours de cet exercice, le Ministère a poursuivi ses efforts de rationalisation de ses activités et de ses dépenses.

Par ailleurs, le réseau de la santé et des services sociaux a reçu un budget additionnel de 110,0 M\$ en 1998-1999 pour faire face à des besoins pressants de consolidation des services à domicile, de diminution des durées d'attente pour les services spécialisés et ultraspecialisés et de rattrapage des services de base dans les régions en périphérie de Montréal et de Québec de même que dans les régions nordiques.

En raison de l'importance des transformations apportées au réseau au cours des dernières années, transformations réalisées simultanément avec les efforts budgétaires demandés par le gouvernement, les déficits des établissements ont continué à augmenter au cours de l'année 1998-1999. Le Ministère a

entrepris, en collaboration avec les régies régionales et les établissements, une démarche visant, sur un horizon pluriannuel, un retour progressif à l'équilibre budgétaire courant des établissements.

## **LE CONTEXTE ET LES GRANDS ENJEUX**

En amorçant l'année 1999-2000, le secteur de la santé et des services sociaux tourne la page sur une des périodes les plus intenses de son histoire. Tout en ayant effectué la plus importante opération de transformation depuis plus de vingt-cinq (25) ans, il a en parallèle réalisé des efforts budgétaires importants.

Ces changements ont permis des gains significatifs au chapitre de la capacité du réseau de fournir aux citoyens de toutes les régions du Québec des services de qualité, plus proches de leur milieu de vie et à moindre coût. Cependant, si la transformation a mis le système en position de mieux faire face à l'avenir, tout le potentiel positif des changements effectués n'a pas encore été réalisé.

L'année 1999-2000 fera entrer le secteur de la santé et des services sociaux dans une nouvelle phase de son évolution, celle de la consolidation, au cours de laquelle il faudra solidifier les gains de la transformation pour en dégager tout le potentiel pour la santé et le bien-être de la population. Dans ce contexte, le Ministère s'engagera, au cours des prochaines années, dans de nouveaux défis qui seront principalement de deux ordres :

### **— Améliorer l'accessibilité et l'organisation des services**

Le Ministère cherchera d'abord à améliorer l'accessibilité et la qualité des services en mobilisant et en canalisant les énergies de tous les acteurs du réseau de la santé et des services sociaux. Le principal moyen retenu par le Ministère pour atteindre cet objectif reposera sur l'organisation, aux niveaux local, régional et national, de « réseaux intégrés de services » qui permettront un meilleur accès aux services pour la population et qui offriront des garanties pour une plus grande qualité des services. Ces efforts d'amélioration de l'accessibilité aux services devront également privilégier certaines clientèles prioritaires;

### **— Rétablir l'équilibre budgétaire des établissements**

L'augmentation des déficits des établissements ne constitue pas un phénomène généralisé mais un phénomène qui touche surtout les centres hospitaliers (en particulier les centres hospitaliers universitaires ou affiliés et les centres hospitaliers à vocation régionale). Le Ministère estime urgent d'assainir la situation financière de tous les établissements qui sont en situation de déficit. À cette fin, il s'assurera que ces établissements élaborent et réalisent un plan de retour à l'équilibre budgétaire.

Pour relever ces défis, le Ministère conviendra avec les régies régionales d'engagements formels dans lesquels des objectifs de résultats précis seront fixés pour chaque régie régionale, non seulement à l'égard de l'amélioration de l'accessibilité et de la qualité des services, mais aussi à l'égard de la réduction des déficits courants des établissements de leur région, en particulier ceux dont la situation financière est la plus critique. Le Ministère s'assurera aussi que des mécanismes d'imputabilité soient mis en place.

## LES ORIENTATIONS STRATÉGIQUES

### Sur le plan de l'accessibilité et de l'organisation des services

Au cours de 1999-2000 et des deux années suivantes, tout le personnel du réseau de la santé et des services sociaux partagera le même objectif : l'accessibilité et la qualité des soins et des services aux personnes.

Se préoccuper des personnes, c'est agir plus résolument face aux problèmes qui contribuent à les insécuriser. Ces problèmes, le Ministère et l'ensemble du secteur sociosanitaire en feront leurs priorités d'action immédiate. Il s'agit :

- Des urgences;
- De l'accès aux services en chirurgie;
- Des soins et des services à domicile;
- De la détresse des jeunes.

Ces priorités rejoignent personnellement toute la population. Chacun pourrait avoir besoin de ces services, que ce soit pour lui-même ou pour l'un de ses proches.

Par ailleurs, l'accessibilité et la qualité des soins et des services aux personnes passent par la mobilisation des ressources humaines qui œuvrent dans le réseau et qui en sont l'âme. Diminuer la précarité d'emploi et stabiliser les équipes de travail constitueront donc également un volet d'action prioritaire.

### Sur le plan budgétaire et financier

En 1999-2000, le secteur bénéficiera de budgets additionnels pour financer les coûts de système comme l'indexation des dépenses de fournitures, les avancements d'échelons et l'augmentation de la rémunération qui découle des offres patronales. En conséquence, aucun effort budgétaire ne sera demandé au réseau. Par contre, le Ministère entend s'assurer que les établissements en difficulté financière et les régies régionales s'engagent dans une démarche visant à rétablir graduellement, sur une période maximale de trois ans, l'équilibre budgétaire courant de ces établissements.

Le Ministère conclura avec les régies régionales des ententes de gestion dans lesquelles elles s'engageront à atteindre des objectifs de résultats. Ces objectifs porteront à la fois sur l'amélioration de l'accessibilité et de la qualité des services et sur le retour à l'équilibre budgétaire de l'ensemble des établissements de leur région et des établissements dont la situation financière est la plus difficile. Des mécanismes d'imputabilité seront également mis en place en cas de non-atteinte par les régies régionales des objectifs convenus dans les ententes.

## LE PLAN D'ÉVALUATION DE PROGRAMMES

Le programme d'évaluation du ministère de la Santé et des Services sociaux pour 1999-2000 prévoit trois grands volets prioritaires.

Un premier volet portera sur le suivi de l'utilisation et sur les résultats de l'injection du budget additionnel de 110,0 M\$ accordé par le gouvernement en juin 1998 pour la consolidation des services à domicile, la réduction des listes d'attente et le rattrapage des services de base dans les régions en périphérie de Montréal et de Québec de même que dans les régions nordiques. Un suivi régulier des résultats atteints dans le cadre du plan de désengorgement des urgences de 20,0 M\$ annoncé au mois de février 1999 sera également effectué.

Dans le deuxième volet du programme d'évaluation, plusieurs travaux seront poursuivis ou mis en branle afin d'évaluer les effets de la transformation du système de santé et de services sociaux au cours des dernières années : virage ambulatoire en santé physique, soins à domicile, soins de longue durée pour personnes âgées en perte d'autonomie, Info-Santé, etc. Des travaux seront également consacrés à l'évaluation de certains effets de la transformation (ex. : impacts sur la lourdeur des clientèles en salles d'urgence, sur le travail et la santé des infirmières, etc.).

Enfin, comme le prévoit la Loi sur l'assurance-médicaments (L.R.Q., c. A-29.01), un troisième volet portera sur l'évaluation globale du régime général d'assurance-médicaments. Ce bilan général, qui doit être soumis au gouvernement au plus tard le 1<sup>er</sup> janvier 2000, nécessitera la coordination de plusieurs travaux d'évaluation, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du Ministère. Ils porteront notamment sur les impacts sur les clientèles, sur les mécanismes de partage entre les composantes publique et privée du régime, sur l'efficacité des différents mécanismes de régulation et sur le contrôle des coûts.

## LE PLAN BUDGÉTAIRE

### LE BUDGET DE DÉPENSES PAR PROGRAMMES

	1999-2000		1998-1999	
	BUDGET DE DÉPENSES	VARIATION	BUDGET DE DÉPENSES	DÉPENSE PROBABLE
	(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)
	(1)	(2)=(1)-(3)	(3)	(4)
1. Fonctions nationales	162 937,6	3 818,6	159 119,0	156 601,9
2. Fonctions régionales	10 152 374,3	(755 656,6)	10 908 030,9	10 809 251,4
3. Office des personnes handicapées du Québec	51 656,0	4 059,9	47 596,1	63 236,8
4. Régie de l'assurance-maladie du Québec	3 336 890,2	98 429,6	3 238 460,6	3 237 046,0
<b>Total</b>	<b>13 703 858,1</b>	<b>(649 348,5)</b>	<b>14 353 206,6</b>	<b>14 266 136,1</b>
<b>Effectif (ETC) (excluant les fonds spéciaux)</b>	<b>914</b>	<b>—</b>	<b>914</b>	<b>—</b>



Lors du Discours sur le budget 1999-2000, le gouvernement a annoncé des investissements additionnels de 1 747,0 M\$ pour la santé et les services sociaux, dont 1 155,0 M\$ en 1998-1999 et 592,0 M\$ en 1999-2000. Ces montants constituent la somme des investissements consentis par le gouvernement, depuis la présentation du Livre des crédits 1998-1999, pour financer la consolidation des services et la restructuration financière du réseau, l'amélioration de l'accès aux services et l'évolution du coût des programmes existants. Ils permettent d'éponger les déficits accumulés par les établissements au cours des années antérieures et fournissent au réseau des ressources pour le soutenir dans sa démarche de retour à l'équilibre.

Le budget de dépenses 1998-1999 qui apparaît à la page précédente inclut les sommes injectées depuis le début de l'exercice 1998-1999. En se ramenant sur la même base que le Discours sur le budget 1999-2000, la situation budgétaire se présente de la façon suivante :

	1999-2000		1998-1999
	BUDGET DE DÉPENSES	VARIATION	BUDGET DE DÉPENSES REDRESSÉ
	(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)
	(1)	(2)=(1)-(3)	(3)
1. Fonctions nationales	162 937,6	13 018,6	149 919,0
2. Fonctions régionales	10 152 374,3	354 343,4	9 798 030,9
3. Office des personnes handicapées du Québec	51 656,0	4 059,9	47 596,1
4. Régie de l'assurance-maladie du Québec	3 336 890,2	221 058,7	3 115 831,5
Total	13 703 858,1	592 480,6	13 111 377,5

Le budget de dépenses du secteur de la santé et des services sociaux pour 1999-2000, qui s'élève à 13 703,9 M\$, augmente, après redressement, de 592,5 M\$ par rapport à 1998-1999. Cette croissance fait suite aux engagements du gouvernement de financer l'évolution du coût des programmes existants. Elle comprend également les propositions d'augmentation salariale et le développement annoncé lors du Discours sur le budget 1999-2000. Elle prend aussi en considération la hausse du coût des services médicaux et des médicaments. Grâce à ces ajustements, le réseau de la santé et des services sociaux n'aura aucun effort budgétaire à réaliser au cours de l'exercice 1999-2000, si ce n'est d'entreprendre un processus de retour à l'équilibre budgétaire.

### Programme 1 : Fonctions nationales

Ce programme vise à procurer au Ministère et à ses organismes-conseils, les ressources et les services nécessaires pour établir, mettre en œuvre et contrôler les programmes de santé et de services sociaux. Il vise également à permettre la participation de la population à la définition de ses besoins, à assurer la coordination nationale du développement et de la prestation des services de santé et des services sociaux et à financer les activités nationales.

Une fois redressé, le budget de dépenses de ce programme passe de 149,9 M\$ à 162,9 M\$. Cette augmentation de 13,0 M\$ découle essentiellement de la hausse des coûts des services de santé rendus hors du Québec et des budgets nécessaires pour la gestion et la coordination du nouveau système du sang ainsi que pour l'application de la Loi sur le tabac (L.Q. 1998, c. 33).

## Programme 2 : Fonctions régionales

Ce programme vise à assurer à la population les services favorisant l'atteinte des objectifs définis par la politique de la santé et du bien-être en matière d'adaptation sociale, de santé physique, de santé publique, de santé mentale et d'intégration sociale.

Une fois le budget de dépenses 1998-1999 de ce programme ramené à 9 798,0 M\$ pour tenir compte du budget supplémentaire de 1,1 milliard de dollars accordé pour la consolidation des services et la restructuration financière du réseau et l'amélioration de l'accès aux services, le budget de dépenses 1999-2000 de 10 152,4 M\$ augmente de 354,3 M\$ par rapport à 1998-1999.

Cette croissance découle principalement du financement des coûts de système du réseau, des augmentations salariales proposées par le gouvernement et du développement de nouveaux services et reflète l'impact de la réforme comptable.

## Programme 3 : Office des personnes handicapées du Québec

Ce programme vise à assurer l'exercice des droits des personnes handicapées.

La croissance de 4,1 M\$ du budget de dépenses de l'Office découle principalement, d'une part, du montant de 2,3 M\$ annoncé lors du Discours sur le budget 1999-2000 pour la consolidation du programme des centres de travail adapté (CTA) et, d'autre part, du programme de création d'emplois des personnes handicapées annoncé lors du Discours sur le budget 1997-1998 et qui prévoyait l'ajout d'un montant de 1,1 M\$ pour l'exercice 1999-2000.

## Programme 4 : Régie de l'assurance-maladie du Québec

Ce programme vise à défrayer le coût des services assurés dans le cadre des régimes d'assurance-maladie, d'assistance-maladie et d'assurance-médicaments ainsi que les frais d'administration de ces programmes.

Une fois redressé, le budget de dépenses de ce programme augmente d'un montant de 221,1 M\$. Cette croissance est attribuable principalement aux montants prévus pour la rémunération des médecins dans le cadre des négociations avec les fédérations médicales et de la hausse du coût du programme d'assurance-médicaments.

## LE BUDGET D'INVESTISSEMENTS

	1999-2000 (000 \$)	1998-1999 (000 \$)
Immobilisations	2 173.5	2 173.5
Prêts, Placements et Avances	—	—

Les investissements du Ministère en 1999-2000, qui portent surtout sur les systèmes informatiques, demeurent stables par rapport à 1998-1999. Ces investissements ne sont pas inclus dans le plan triennal d'investissements du réseau.

## LE FONDS SPÉCIAL

### LE FONDS DE L'ASSURANCE-MÉDICAMENTS

	PRÉVISIONS 1999-2000 (000 \$)	PROBABLES 1998-1999 (000 \$)
Revenus	270 329,0	237 000,0
Dépenses	264 729,0	251 743,0
Excédent (Déficit)	5 600,0	(14 743,0)
Investissement	—	—
Effectif (ETC)	—	—

Le Fonds de l'assurance-médicaments a été institué en vertu de la Loi sur l'assurance-médicaments (L.R.Q., c. A-29.01). Il a pour objet d'assumer le coût des médicaments et des services pharmaceutiques fournis à toute personne admissible qui n'est pas tenue d'adhérer à un contrat d'assurance collective ou à un régime d'avantages sociaux. Il exclut les personnes âgées de 65 ans ou plus et les prestataires d'un programme d'aide de dernier recours.

Le Fonds est constitué des primes versées par les personnes qui, peu importe l'âge, ne bénéficient pas des garanties prévues en vertu d'une assurance collective ou d'un régime d'avantages sociaux. Les primes sont déterminées en fonction du revenu gagné au cours de l'année civile. Des exonérations de primes sont prévues dans la loi pour certaines catégories de personnes, dont les enfants et les prestataires d'un programme d'aide de dernier recours.

Le Fonds, dont les activités ont débuté le 1<sup>er</sup> janvier 1997, est administré par la Régie de l'assurance-maladie du Québec. Les modalités de gestion, de financement et d'opération du Fonds sont prévues dans sa loi constitutive. En vertu de cette loi, l'ensemble de sommes versées au Fonds doit permettre à long terme le paiement de ses obligations.

Pour 1999-2000, le Ministère prévoit des revenus de 270,3 M\$ et des dépenses de 264,7 M\$.

## LES INDICATEURS

Afin d'assurer la mise en œuvre de ses priorités, les ententes de gestion que le Ministère signera avec les régies régionales contiendront des objectifs précis de résultats à atteindre, tant sur le plan de l'accessibilité et de la qualité des services que sur celui de la réduction des déficits.

Pour être capables de poser les bons gestes au bon moment et afin qu'ils puissent rendre compte de l'atteinte de ces objectifs, le Ministère, les établissements et les régies régionales doivent disposer d'indicateurs leur permettant de mesurer les progrès accomplis. Le déploiement des systèmes d'information sera donc accéléré et un ensemble d'indicateurs de suivi sera élaboré. Trois types d'indicateurs seront disponibles :

- **Des indicateurs de contexte**, qui permettront de situer globalement l'effort relatif du Québec au titre des dépenses totales, publiques et privées de santé, comparativement aux autres provinces et à certains pays;
- **Des indicateurs de résultats**, qui permettront de mesurer l'atteinte des objectifs fondamentaux de résultats fixés pour l'an 2002 par la politique de la santé et du bien-être;
- **Des indicateurs de mise en œuvre**, qui permettront le suivi des objectifs de consolidation des services à la population (ex. : proportion de chirurgie d'un jour, développement des services à domicile, etc.) et d'évaluer les impacts sur les ressources humaines (ex. : évolution et répartition des effectifs en nombre d'équivalent temps plein, etc.).

## SÉCURITÉ PUBLIQUE

### LA MISSION

Le ministère de la Sécurité publique a pour mission d'assurer un milieu de vie sécuritaire, essentiel au plein exercice des droits et libertés individuels et propice au développement des personnes et de la collectivité. Cette mission s'articule autour de quatre pôles majeurs d'intervention, à savoir :

- Faire respecter les lois et les règlements relevant de sa compétence et qui régissent la vie en société;
- Maintenir la paix, l'ordre et la sécurité publique sur tout le territoire québécois, prévenir le crime ainsi que les infractions aux lois du Québec et en rechercher les auteurs;
- Fournir aux tribunaux les éclairages appropriés, administrer leurs décisions à l'égard des personnes qui transgressent les lois en favorisant la réinsertion sociale des personnes contrevenantes, tant en milieu fermé qu'en milieu ouvert, en association avec les ressources de la communauté;
- S'assurer de la protection des personnes et de leurs conditions de vie lors de catastrophes et de sinistres majeurs.

Le Ministère exerce également un rôle prépondérant en matière de prévention dans plusieurs champs : criminalité, violence faite aux femmes, incendies, sinistres et certains types de décès.

Pour réaliser cette mission, le Ministère peut compter sur quatre directions générales (Services à la gestion, Services correctionnels, Sécurité et prévention de même que Sécurité civile et incendie), ainsi que sur la Sûreté du Québec (SQ). De plus, six organismes relevant du ministre de la Sécurité publique contribuent à différents titres à la mission du Ministère. Il s'agit de la Régie des alcools, des courses et des jeux (RACJ), de la Commission québécoise des libérations conditionnelles, de l'Institut de police du Québec (IPQ), du Commissaire à la déontologie policière, du Comité de déontologie policière et finalement, du Bureau du coroner.

### LE SUIVI DU PLAN DE GESTION DES DÉPENSES 1998-1999

Le Ministère a poursuivi sa recherche de l'efficience en gestion tout en réalisant certaines réallocations de ressources et en assurant, entre autres, la récurrence du programme de départs volontaires. Par ailleurs, il a été nécessaire de répondre à divers besoins, notamment aux prolongations des commissions d'enquête Roberge et Poitras, aux mesures de sécurité des agents de services correctionnels, à la surpopulation en milieu correctionnel, à la lutte au crime organisé et aux économies souterraines, aux sinistres, notamment celui du verglas, aux enquêtes du Bureau du coroner et à la certification des appareils de jeux par le Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale.

Pour ce qui est de la Sûreté du Québec, la stratégie budgétaire a reposé essentiellement sur l'amorce et la poursuite de réformes importantes, soit : la mise en place de la police de proximité dans les MRC et son redéploiement territorial, la réforme des enquêtes criminelles et des services spécialisés, la modernisation de la plate-forme technologique et enfin, la réforme dans le domaine de la formation et de la préparation de la relève.

## LE CONTEXTE ET LES GRANDS ENJEUX

Au cours des dernières années, le Ministère a été confronté à des événements majeurs (sinistres, problèmes de sécurité en milieu carcéral, guerre meurtrière entre bandes criminelles, enquête sur la Sûreté du Québec) qui l'amènent à redéfinir ses interventions et parfois à implanter des recommandations provenant soit de commissions nommées par le gouvernement (Roberge, Poitras et Nicolet), soit du Vérificateur général ou du Protecteur du citoyen. De plus, depuis 1996, un vaste processus de révision de l'organisation de la police sur l'ensemble du territoire québécois a été entrepris portant à la fois sur le partage des responsabilités entre les services de police et sur la fonction policière. C'est dans ce contexte global que se poursuit la transformation de la Sûreté du Québec. Le contexte socio-économique et l'environnement spécifique de la sécurité des citoyens doivent aussi être pris en compte, notamment :

- Le vieillissement de la population, les difficultés d'intégration au marché du travail pour les jeunes et le respect des droits de la personne;
- La baisse de la criminalité en général mais une évolution, sans frontières, tant internationale que virtuelle, de la criminalité organisée;
- L'évolution de la jurisprudence et des pratiques d'enquête;
- Les réformes majeures touchant l'organisation de la police et les services rendus, qu'ils soient de base ou spécialisés, les enquêtes criminelles, la formation et la professionnalisation de la fonction policière et la modernisation de la plate-forme technologique;
- L'administration et le contrôle des armes à feu en vertu de la nouvelle Loi sur les armes à feu (L.C. 1995, c. 39);
- La poursuite de la réforme correctionnelle favorisant la réinsertion sociale mais nécessitant aussi un ajustement aux conditions de détention (surpopulation, membres du crime organisé);
- L'envergure croissante des sinistres, les conflits et affrontements importants ainsi que les désordres qui pourraient résulter du passage à l'an 2000;
- L'évolution rapide des technologies de l'information, autant sous l'aspect des nouveaux types de criminalité que sous celui du potentiel qu'elles représentent pour faciliter l'organisation du travail et les communications;
- L'assainissement des finances publiques et la modernisation de l'appareil public de l'État.

Ces différents éléments obligent le Ministère à évaluer constamment les besoins et les attentes de la population, à tenir compte du sentiment d'insécurité qui peut toucher les citoyens, à favoriser la contribution des partenaires de la communauté et à assurer des mécanismes efficaces de prévention.

## **LES ORIENTATIONS STRATÉGIQUES**

Le Ministère a retenu en 1998-1999 les six grandes orientations suivantes qui constituent toujours des priorités à réaliser en 1999-2000 et au cours des prochaines années :

- La mise en place de services de sécurité adéquats;
- La poursuite de la réforme en matière correctionnelle;
- L'amélioration de l'organisation en sécurité civile;
- L'intervention en matière de violence faite aux femmes;
- Le maintien de la lutte au crime organisé et aux économies souterraines;
- La gestion performante des ressources et des activités.

## **LE PLAN D'ÉVALUATION DE PROGRAMMES**

Les priorités d'évaluation en 1999-2000 toucheront les principaux secteurs opérationnels du Ministère :

- Les affaires policières, en terme d'organisation des services spécialisés et des suites à apporter au rapport de la Commission Poitras;
- La sécurité civile, son redéploiement territorial et les impacts des recommandations de la Commission Nicolet;
- Le suivi d'implantation du modèle de police de proximité dans le cadre de la desserte policière par MRC;
- Le financement des activités de la RACJ et du Bureau du coroner.

## **LE PLAN BUDGÉTAIRE**

Le plan budgétaire mise sur une allocation des ressources en fonction des priorités. Le budget de dépenses alloué au portefeuille « Sécurité publique » est de 647,4 M\$, en baisse de 57,1 M\$ par rapport à celui de 1998-1999.

## LE BUDGET DE DÉPENSES PAR PROGRAMMES

	1999-2000		1998-1999	
	BUDGET DE DÉPENSES	VARIATION	BUDGET DE DÉPENSES	DÉPENSE PROBABLE
	(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)
	(1)	(2)=(1)-(3)	(3)	(4)
1. Gestion interne et encadrement des activités reliées à l'alcool, aux courses et aux jeux	130 983,3	(13 835,9)	144 819,2	136 432,4
2. Sûreté du Québec	312 474,7	(6 869,7)	319 344,4	323 782,4
3. Garde des détenus et réinsertion sociale des délinquants	156 161,3	180,0	155 981,3	154 369,3
4. Sécurité et prévention	47 821,1	(36 579,0)	84 400,1	130 131,3
<b>Total</b>	<b>647 440,4</b>	<b>(57 104,6)</b>	<b>704 545,0</b>	<b>744 715,4</b>
<b>Effectif (ETC) (excluant les fonds spéciaux)</b>	<b>6 486</b>	<b>200</b>	<b>6 286</b>	<b>—</b>

**Programme 1 : Gestion interne et encadrement des activités reliées à l'alcool, aux courses et aux jeux**

Les principales activités qui sont regroupées dans ce programme sont la direction du Ministère et les services de soutien à la gestion, incluant notamment les enveloppes centrales affectées aux contributions d'employeur, aux loyers, aux télécommunications, aux budgets d'investissements et à la dépense d'amortissement. Ce programme comprend également les activités de contrôle réalisées par la RACJ et l'aide allouée par le Ministère aux services policiers autochtones. Ce programme dispose d'un budget de dépenses totalisant 131,0 M\$, en diminution de 13,8 M\$ par rapport à celui de l'exercice précédent. Cette variation s'explique principalement par les économies découlant de la poursuite d'une gestion rigoureuse de 3,0 M\$, le retrait de la dépense de la Commission Nicolet sur la tempête de verglas au montant de 6,8 M\$ ainsi que de dépenses non récurrentes de 3,2 M\$ et, enfin, par une augmentation de la dépense d'amortissement.

**Programme 2 : Sûreté du Québec**

La Sûreté du Québec est, sous l'autorité du ministre de la Sécurité publique, chargée de maintenir la paix, l'ordre et la sécurité publique sur le territoire du Québec, de prévenir le crime ainsi que les infractions aux lois du Québec et d'en rechercher les auteurs. Ce programme regroupe principalement les activités reliées aux enquêtes criminelles, aux services spécialisés exclusifs ou en soutien aux services de police municipaux et à la couverture du réseau autoroutier. Il comprend également les activités reliées à la sécurité de l'État et de l'Assemblée nationale, de même qu'à la protection des sources de revenus fiscaux du gouvernement en matière de jeux et d'alcool ainsi que des produits de la criminalité.



Le budget de dépenses de ce programme est de 312,5 M\$, en diminution de 6,9 M\$ par rapport à celui de l'exercice précédent. Cette variation s'explique d'abord par un ajout de 7,2 M\$ pour la réalisation des réformes touchant les services spécialisés, les enquêtes criminelles et la formation ainsi que la mise en place de la police de proximité dans les MRC et la modernisation de la plate-forme technologique, contrebalancée par le retrait de 3,9 M\$ relié à l'administration de la nouvelle Loi sur les armes à feu dont les activités sont dorénavant comptabilisées dans un compte à fin déterminée et le retrait de dépenses non récurrentes de 10,2 M\$. Le budget de 312,5 M\$ comprend aussi une provision de 96,3 M\$ pour assurer l'équilibre financier du Fonds des services de police.

Les activités de la Sûreté du Québec sont en partie financées par des revenus provenant de la tarification des services de base aux municipalités, estimés à 106,4 M\$, et ceux en provenance du gouvernement fédéral pour le contrôle des armes à feu, de l'ordre de 14,0 M\$. Ces revenus, gérés dans un fonds spécial et dans un compte à fin déterminée, portent le niveau des dépenses prévues de la Sûreté du Québec à 432,9 M\$.

### **Programme 3 : Garde des détenus et réinsertion sociale des délinquants**

Ce programme comprend, d'une part, la Direction générale des services correctionnels qui doit éclairer le tribunal et administrer ses décisions, tout en favorisant la réinsertion sociale des personnes contrevenantes et, d'autre part, la Commission québécoise des libérations conditionnelles qui a pour mandat d'examiner les cas de personnes détenues admissibles et d'octroyer ou de refuser une libération sous condition. Le budget de dépenses de 156,2 M\$ alloué à ce programme est de même niveau que celui de l'année précédente.

### **Programme 4 : Sécurité et prévention**

Ce programme comprend deux directions générales et trois organismes relevant du ministre. Les principales activités de ce programme comprennent la protection des personnalités politiques, des édifices publics et de l'Assemblée nationale, ainsi que les affaires policières, l'inspectorat et les expertises judiciaires, de même que la sécurité civile et incendie. Ce programme comprend également les budgets de dépenses du Commissaire à la déontologie policière, du Comité de déontologie policière et du Bureau du coroner. Le budget affecté à ce programme est de 47,8 M\$, soit 36,6 M\$ inférieur à celui de l'exercice précédent. Cette diminution s'explique par le retrait du budget de 34,1 M\$ afférent au verglas et à d'autres sinistres, à celui de 3,1 M\$ pour des dépenses non récurrentes ainsi que le retrait de 1,8 M\$ relatif à la rétroactivité accordée aux constables spéciaux. Par ailleurs, un budget additionnel de 2,5 M\$ a été accordé à la sécurité civile.

## LE BUDGET D'INVESTISSEMENTS

	1999-2000 (000 \$)	1998-1999 (000 \$)
Immobilisations	17 853,8	11 258,2
Prêts, Placements et Avances	61,4	61,4

Le budget d'investissements du Ministère, excluant la SQ, est de 3,2 M\$ et sera utilisé au développement des systèmes et à l'acquisition d'équipements informatiques, en vue notamment du passage à l'an 2000 ainsi qu'au renouvellement des véhicules.

Le budget d'investissements de la Sûreté du Québec est de 14,7 M\$ et comprend un montant de 8,2 M\$ pour le renouvellement du parc automobile affecté aux enquêtes, aux autoroutes et aux services spécialisés. Le remplacement du système automatisé d'identification dactyloscopique et de photographies signalétiques et l'ajout de 36 postes de travail éloignés au coût de 4,0 M\$ s'inscrivent dans le cadre des services spécialisés qui sont offerts à l'ensemble de la communauté policière. Enfin, des équipements spécialisés et du développement informatique au montant de 2,5 M\$ complètent ce budget d'investissements.

## LE FONDS SPÉCIAL

## LE FONDS DES SERVICES DE POLICE

	PRÉVISIONS 1999-2000 (000 \$)	PROBABLES 1998-1999 (000 \$)
Revenus	202 711,3	198 000,0
Dépenses	202 711,3	198 000,0
Excédent (Déficit)	—	—
Investissement	6 800,0	6 600,0
Effectif (ETC)	2 477	2 477

Le Fonds est affecté au financement du coût des biens et services fournis par la Sûreté du Québec aux municipalités et à tout organisme autre qu'une municipalité, à la suite d'une entente conclue conformément à la Loi de police (L.R.Q., c. P-13). Il s'agit en somme de la desserte policière dans les MRC basée sur le modèle de police de proximité.

Les dépenses prévues en 1999-2000 sont de 202,7 M\$, en hausse de 4,7 M\$ par rapport aux dépenses probables de 1998-1999. Cette variation s'explique par l'augmentation de la desserte policière suite à l'abolition de certains corps de police municipaux et par l'achèvement de la réorganisation des postes de police par MRC et du redéploiement des effectifs.

Les revenus proviennent, d'une part, de la tarification aux municipalités en vertu du règlement sur la somme payable par les municipalités pour les services de la Sûreté du Québec, au montant prévu de 106,4 M\$ et, d'autre part, d'une affectation du budget de dépenses du programme 2 pour en assurer l'équilibre financier se situant à 96,3 M\$. L'investissement prévu de 6,8 M\$ comprend une somme de 5,8 M\$ pour le renouvellement des véhicules de police dans les postes MRC et un montant de 1,0 M\$ pour le développement informatique.

## LES INDICATEURS<sup>1</sup>

<b>Services à la gestion</b>  Part relative du support aux opérations	Part relative des dépenses de soutien par rapport aux dépenses totales du Ministère assez stable à 2,8 %.
<b>Contrôle des alcools, des courses et des jeux</b>  Nombre de suspensions disciplinaires, de messages publicitaires et de demandes d'enregistrement de concours publicitaires	<ul style="list-style-type: none"> <li>– Accroissement du nombre de suspensions de l'ordre de 28 % à l'égard des permis d'alcool et de 44 % à l'égard des licences d'appareils de loterie vidéo;</li> <li>– Accroissement du nombre de demandes d'étude de messages publicitaires à l'égard des boissons alcooliques de 1 418 (72 %);</li> <li>– Accroissement de volume de 457 nouvelles demandes d'enregistrement de concours publicitaires (10,7 %).</li> </ul>
<b>Sûreté du Québec</b>  Nombre d'ententes avec les MRC  Nombre d'identifications de secteur de présence policière familière par MRC  Nombre de postes autoroutiers créés  Sélection des nouveaux enquêteurs et des gestionnaires d'enquêtes selon un profil-type pour chaque spécialité  Nombre d'opérations (services spécialisés)  Nombre de programmes révisés ou de nouveaux programmes de formation spécialisée  Conformité des équipements et des applications à l'an 2000	Quatre-vingt-deux ententes concernant les services de police de proximité conclues en date du 1 <sup>er</sup> mars 1999 sur une possibilité de 85 MRC.  Disponible en 2000-2001.  Douze postes autoroutiers créés.  Disponible en 2000-2001.  Disponible en 2000-2001.  Disponible en 2000-2001.  Disponible en 2000-2001.

<b>Services correctionnels</b>  Jours-séjours en milieu fermé par rapport à l'hébergement communautaire et l'enca-drement en milieu ouvert	<ul style="list-style-type: none"> <li>– Coût moyen des jours-séjours en détention en hausse de 4,0 %, pour s'établir à 155 \$, causée par une diminution de 3,6 % des jours-séjours;</li> <li>– Coût moyen de l'hébergement communautaire stable à 53 \$ par jour et coût moyen des jours de surveillance en milieu ouvert stable à 2,45 \$.</li> </ul>
<b>Commission québécoise des libéra-tions conditionnelles</b>  Volume et coût moyen des décisions  Taux de succès sans récidive	<ul style="list-style-type: none"> <li>– Volume des décisions en baisse de 5,5 % pour s'établir à 7 511.</li> <li>– Taux de succès en hausse de 1,4 %, passant de 90,7 % à 92,1 %.</li> </ul>
<b>Sécurité et protection</b>  Coût horaire de la sécurité dans les palais de justice	Coût horaire moyen de 88 \$ à 86 \$, soit une légère baisse de 2,3 % dans un contexte où les activités ont aussi diminué.
<b>Formation des policiers</b>  Coût moyen pour la formation	<ul style="list-style-type: none"> <li>– Pour la formation de base, le coût moyen du stage de 65 jours s'établit à 15 240 \$, soit une légère augmentation de 1,9 %;</li> <li>– Pour la formation spécialisée et continue, le coût moyen par jour de formation est passé de 128 \$ à 118 \$, soit une diminution de 7,8 %.</li> </ul>
<b>Commissaire à la déontologie policière</b>  Volume et coût des plaintes	Nombre de plaintes passe de 1 063 à 1 092 avec un coût moyen unitaire stable à 2 132 \$.
<b>Comité de déontologie policière</b>  Volume des citations et révisions	Volume de dossiers traités en hausse de 5,2 % pour les citations et en baisse de 27,4 % pour les révisions, représentant une diminution totale de 40 dossiers, soit 10,1 %.
<b>Recherche des causes et circons-tances de décès</b>  Volume d'investigations et coût moyen	Volume d'investigations en légère diminution pour s'établir à 4 646, avec un coût moyen de 1 001 \$.

<sup>1</sup> Généralement, la variation d'un indicateur présente l'écart entre les exercices financiers 1997-1998 et 1996-1997.

## TOURISME

### LA MISSION

Tourisme Québec a comme raison d'être de favoriser l'essor de l'industrie touristique du Québec.

### LE SUIVI DU PLAN DE GESTION DES DÉPENSES 1998-1999

Les principales actions de 1998-1999 ont été :

- L'adoption d'une politique de développement touristique par le gouvernement. Cette politique est accompagnée d'un plan d'action triennal;
- La mise en œuvre du nouveau programme de classification de l'hébergement, ainsi que l'élaboration et la validation d'un programme de classification des gîtes touristiques, dans le cadre de la définition d'un programme général axé sur la qualité des services touristiques;
- Le lancement d'une campagne promotionnelle spéciale sur le marché américain (hiver 1998-1999), pour tirer profit de la valeur accrue du dollar américain au Canada;
- L'amorce du processus d'élaboration de la *Stratégie de marketing touristique du Québec 2000-2005*, en collaboration avec un comité du Forum permanent de l'industrie;
- La mise en marche d'une étude sur les allègements réglementaires et administratifs pour les secteurs de l'hôtellerie, de la restauration et du camping.

### LE CONTEXTE ET LES GRANDS ENJEUX

La politique de développement touristique adoptée par le gouvernement en avril 1998 et qui s'intitule *Pour donner au monde le goût du Québec* précise le contexte et identifie les enjeux de développement de l'industrie touristique québécoise. Ceux-ci s'articulent autour des trois points suivants :

- **Les perspectives de croissance du tourisme dans le monde sont élevées.** Le tourisme est déjà la première industrie mondiale et, d'ici 2010, on prévoit une croissance de 76 % du nombre de touristes voyageant à l'extérieur de leur pays de résidence. La croissance de l'industrie touristique québécoise est donc largement tributaire des marchés internationaux. Or, malgré les éléments positifs suivants : une croissance de 50 % des recettes touristiques internationales du Québec de 1993 à 1997, la professionnalisation accrue de l'industrie touristique et l'amélioration de l'offre touristique québécoise, relever ce défi sera une entreprise de taille pour le Québec en raison de la situation suivante :
  - les clientèles changent (segmentation, vieillissement) et sont plus exigeantes;
  - la concurrence s'intensifie;
  - les investissements permettant d'assurer une exploitation intensive des marchés internationaux sont insuffisants;
  - l'offre touristique du Québec manque encore d'attraits majeurs de calibre international.

- **L'industrie touristique québécoise demeure fragmentée.** Contrairement à la plupart des industries exportatrices du Québec, le tourisme est une industrie de PME. À l'égard de la difficile conquête des marchés internationaux, l'État québécois joue un rôle stratégique de rassembleur et de leader. Or, la concertation est inachevée : au plan interrégional, entre régions et secteurs, entre gouvernements et même intragouvernementale.
- **Les acteurs socio-économiques québécois démontrent un intérêt croissant pour le tourisme.** L'industrie touristique est en pleine effervescence; des partenaires nouveaux se manifestent. L'État québécois doit faire en sorte que ce dynamisme engendre des effets de synergie, en vue de maximiser la contribution du tourisme à la création d'emplois, à la diversification des économies régionales, à la préservation et à la mise en valeur du patrimoine culturel et naturel du Québec, ainsi qu'au rayonnement international du Québec.

## LES ORIENTATIONS STRATÉGIQUES

Les orientations stratégiques découlent du contexte et des enjeux précédents. Elles sont issues de la politique gouvernementale en matière de tourisme.

### Poursuivre le virage client

Pour raffermir son statut de destination touristique de calibre international, le Québec doit s'assurer que les touristes qui viennent au Québec repartent satisfaits de leur séjour. Trois axes d'intervention seront privilégiés à cet égard :

- Mieux connaître les attentes et satisfaire la clientèle, notamment en mettant en place un système d'intelligence touristique;
- Accentuer et mettre en valeur la qualité des produits et services touristiques, en mobilisant vers une démarche de qualité tous les secteurs de l'industrie qui entrent en contact avec les touristes;
- Consolider les acquis (Montréal, Québec, tourisme culturel) et miser sur les activités en émergence (cyclotourisme, écotourisme, tourisme autochtone, aventure douce, expériences touristiques hivernales) au plan du développement de l'offre.

### Consolider les marchés actuels et en conquérir de nouveaux

Pour être compétitive sur la scène internationale, l'industrie touristique québécoise doit constamment adapter ses façons de faire à l'évolution des marchés, développer le réseautage, prospecter de nouveaux marchés. À cet égard, deux axes d'intervention seront privilégiés :

- Établir un positionnement plus distinctif du Québec;
- Raffiner les stratégies de mise en marché, notamment en faisant davantage appel aux technologies nouvelles (système intégré de renseignements et de réservations), aux activités de relations de presse et au marketing direct. La consolidation du marché québécois et une exploitation plus intensive des marchés internationaux porteurs de croissance sont au nombre des priorités d'action.

### **Consolider le financement de l'industrie touristique**

Pour susciter la demande touristique dans un contexte international hautement concurrentiel, le Québec doit augmenter les investissements publics et privés tant au chapitre du développement de l'offre que de la promotion touristique. Dans ce cadre, les axes d'intervention suivants sont mis de l'avant :

- Assurer l'utilisation par les régions touristiques de la taxe spécifique sur l'hébergement;
- Harmoniser les programmes gouvernementaux et régionaux de soutien au développement touristique;
- Canaliser les investissements fédéraux en tourisme vers les priorités du Québec, notamment par la conclusion d'une nouvelle entente Canada/Québec en tourisme;
- Mettre en œuvre une stratégie « proactive » de développement de l'offre touristique;
- Favoriser la rentabilité des entreprises touristiques, notamment par un allègement de l'environnement réglementaire;
- Examiner de nouvelles avenues de financement.

### **Élargir la concertation en vue d'un développement touristique durable et responsable**

L'évolution de l'industrie touristique québécoise impose la mise en place d'un partenariat davantage structurel axé sur une mise en commun plus accentuée des ressources publiques et privées. Les axes d'intervention à ce chapitre sont les suivants :

- Affirmer le leadership de Tourisme Québec comme rassembleur de l'industrie et chef de file gouvernemental en tourisme, entre autres par le biais du Forum permanent de l'industrie touristique et du Comité interministériel sur le tourisme;
- Partager les valeurs et les responsabilités entre les partenaires, par l'adoption notamment d'une Charte du tourisme responsable;
- Favoriser une prise en charge du tourisme régional par le milieu, par un ajustement du rôle des associations touristiques régionales;
- Promouvoir le développement d'une culture du tourisme, notamment en sensibilisant la population à l'importance du patrimoine touristique et par le développement d'une économie touristique locale.

### **LE PLAN D'ÉVALUATION DE PROGRAMMES**

Tourisme Québec procède à l'évaluation de ses programmes à partir des indicateurs de gestion utilisés pour assurer la reddition de comptes de l'unité autonome de service. L'entente de gestion de l'unité autonome de service venant à échéance le 31 mars 1999, Tourisme Québec compte réviser ses indicateurs pour améliorer la qualité des informations relatives à l'évaluation de sa performance de gestion de même que celle de ses programmes.

## LE PLAN BUDGÉTAIRE

### LE BUDGET DE DÉPENSES PAR PROGRAMMES

	1999-2000		1998-1999	
	BUDGET DE DÉPENSES	VARIATION	BUDGET DE DÉPENSES	DÉPENSE PROBABLE
	(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)
	(1)	(2)=(1)-(3)	(3)	(4)
1. Promotion et développement du tourisme	59 076,6	(16 395,7)	75 472,3	75 112,7
<b>Total</b>	59 076,6	(16 395,7)	75 472,3	75 112,7
<b>Effectif (ETC) (excluant les fonds spéciaux)</b>	—	—	—	—

Le budget de dépenses du Tourisme pour l'année financière 1999-2000 s'élève à 59,1 M\$ et se répartit de la façon suivante :

	M\$
— Affectation au Fonds de partenariat touristique	43,8
— Subvention à la Société du Centre des congrès de Québec	15,3

La variation s'explique principalement de la façon suivante :

- Non-réurrence du budget additionnel consenti en 1998-1999 pour augmenter les investissements promotionnels sur les différents marchés, notamment 5,0 M\$ sur le marché américain pour la campagne hivernale « Taux de change »;
- Mesures exceptionnelles initiées en 1998-1999 totalisant 6,2 M\$ pour maintenir les activités de promotion touristique sur le marché américain et accroître les investissements promotionnels sur les marchés outre-mer en 1999.



## LE FONDS SPÉCIAL

### LE FONDS DE PARTENARIAT TOURISTIQUE

	PRÉVISIONS 1999-2000 (000 \$)	PROBABLES 1998-1999 (000 \$)
Revenus	64 857,0	81 157,0
Dépenses	64 790,0	81 077,0
Excédent (Déficit)	67,0	80,0
Investissement	1 800,0	1 939,0
Effectif (ETC)	263	263

Le Fonds a été créé le 1<sup>er</sup> avril 1997 afin de renforcer la promotion et le développement touristiques du Québec.

Les sommes affectées à ce Fonds en 1999-2000 proviennent du budget de Tourisme Québec soit 43,8 M\$, de la taxe spécifique sur l'hébergement estimée à 7,4 M\$, d'un montant forfaitaire de 10,0 M\$ provenant de la taxe de vente du Québec et de la vente de biens et services pour 3,7 M\$.

## LES INDICATEURS<sup>1</sup>

INDICATEURS STRATÉGIQUES	OBJECTIF 1997-1998	RÉSULTAT 1997-1998	OBJECTIF 1998-1999
Recettes touristiques totales (1994=100)	121,3	113,9	118,5
Recettes touristiques totales du Québec / Recettes touristiques totales du Canada	18,5 %	— <sup>2</sup>	—
Recettes touristiques internationales du Québec / Recettes touristiques internationales du Canada	—	18,3 %	18,5 %
Nombre de chambres occupées quotidiennement dans les établissements hôteliers (1994=100)	—	103,8	105,9
Déficit touristique	—	451,0 M\$	383,0 M\$
<b>INDICATEURS DE GESTION</b>			
<b>Le service aux clientèles</b>			
Taux d'appels répondus au centre téléphonique	90,0 %	87,0 %	90,0 %
Délai moyen de livraison des envois de documentation			
— États-Unis	9 jours	4,6 jours	6 jours
— Canada	5 jours	4,3 jours	5 jours
Traitement des plaintes	65,0 %	—	75,0 %
Taux de satisfaction de la clientèle du Renseignement touristique	95,0 %	98,5 %	95,0 %
<b>L'efficacité</b>			
Taux de notoriété des campagnes publicitaires au Québec	60,0 %	—	—
Valeur éditoriale des reportages réalisés sur le Québec	90,0 M\$	137,0 M\$	150,0 M\$
Coût des placements publicitaires sur le marché américain par demande de renseignements	10,00 \$	17,10 \$	—
Effet de levier global (\$ investis par les partenaires / \$ investis par Tourisme Québec)	2,00	1,51	1,50
Taux de renouvellement des permis à la date d'échéance	85,0 %	70,0 %	85,0 %
Taux de conversion des demandes de renseignements	—	62,3 %	—
<b>L'efficience</b>			
Coût de revient des missions commerciales par vendeur participant	—	—	—
Coût de revient par permis, par établissement touristique	179 \$	118 \$	120 \$

<sup>1</sup> Source : Plan d'action 1998-1999 de Tourisme Québec. Les résultats 1998-1999 seront présentés dans le Rapport de gestion 1998-1999 qui sera disponible au 30 juin 1999. Les objectifs de résultats de 1999-2000 seront présentés dans le Plan d'action 1999-2000.

<sup>2</sup> Ce pourcentage n'a pu être établi car les données relatives au tourisme domestique sont actuellement sous validation par Statistique Canada (Enquête sur les voyages des Canadiens 1996 et 1997).

## TRANSPORTS

### LA MISSION

Le ministère des Transports a comme mission d'assurer la circulation des personnes et des marchandises par le développement, l'aménagement et l'exploitation d'infrastructures et de systèmes de transport intégrés, fiables et sécuritaires, et qui contribuent au développement économique et social du Québec et de ses régions. Il réalise sa mission avec un souci constant de l'impact de ses interventions sur l'aménagement du territoire et l'environnement.

### LE SUIVI DU PLAN DE GESTION DES DÉPENSES 1998-1999

Dans le contexte du plan soumis pour 1998-1999, il importe de faire état des principales réalisations suivantes :

- Hausse de 120,0 M\$ des investissements réalisés dans le cadre des programmes réguliers du Fonds de conservation et d'amélioration du réseau routier et du Plan de décongestion de la région de Montréal;
- Maintien des enveloppes budgétaires consacrées à l'entretien et à l'exploitation des infrastructures de transport et amélioration des normes de service concernant la viabilité hivernale;
- Maintien à 125,0 M\$ des subventions versées dans le cadre du programme d'aide au réseau routier municipal;
- Mise en opération du Fonds de gestion de l'équipement roulant qui est affecté au financement des activités reliées à la gestion de l'équipement roulant, maintenant sous la responsabilité d'une unité autonome de services;
- Dans le cadre du plan triennal d'investissements en transport en commun 1998-1999-2000, contribution jusqu'à un montant de 128,0 M\$ en 1998 aux investissements des organismes publics de transport en commun et de l'Agence métropolitaine de transport, dont 48,0 M\$ pour l'achat d'autobus, 14,0 M\$ pour le programme de rénovation des stations du réseau initial de métro et 9,0 M\$ pour l'octroi d'une aide financière spéciale pour les coûts assumés lors de la mise en service des nouveaux autobus à plancher surbaissé;
- Décision d'investir 254,6 M\$ pour les prolongements du métro de Montréal (ligne 5 vers l'Est et ligne 2 vers Laval), dont 104,6 M\$ en ajout au plan triennal des immobilisations en transport en commun 1998-1999-2000;
- Hausse de 2,0 M\$ de la contribution du Ministère à la Société des traversiers du Québec, lui permettant d'assumer la hausse du coût du service de dette, suite à la construction d'un navire polyvalent et à l'amélioration de deux autres navires;
- Dans le cadre de la réforme de la comptabilité gouvernementale, révision du mode de comptabilisation des investissements du Fonds de conservation et d'amélioration du réseau routier qui fait en sorte que seuls les travaux ayant pour effet d'accroître le potentiel de service sont capitalisés;

- Versements d'aides financières à des compagnies de chemin de fer à caractère local pour permettre la réfection de certains ponts;
- Augmentation du budget de fonctionnement de la Commission des transports du Québec dans le contexte de la mise en place du nouveau Registre des propriétaires et exploitants de véhicules lourds;
- Poursuite des efforts de rationalisation en vue de réduire les dépenses administratives, notamment au niveau des loyers;
- Mise en place de mesures favorisant le renouvellement des effectifs ministériels afin d'assurer le maintien de l'expertise dans le secteur des transports.

## LE CONTEXTE ET LES GRANDS ENJEUX

Considérant les composantes majeures de l'environnement économique et social dans lequel évolue le Ministère, on peut résumer les principaux enjeux ayant une incidence sur ses choix budgétaires de la façon suivante :

- La position géographique du Québec en périphérie des grands marchés et son économie ouverte qui dépend largement de son commerce extérieur font en sorte que les coûts de transport constituent un élément important pour ses entreprises. Des systèmes et infrastructures de transport efficaces, performants et économiques de même que l'allégement de la réglementation sont considérés comme essentiels au dynamisme de son économie;
- Les déplacements sont en croissance, particulièrement sur le réseau routier. Par contre, la part des déplacements effectués en transport en commun n'a cessé de diminuer, principalement en raison de l'étalement urbain. Des mesures doivent donc être prises afin de décongestionner certains corridors routiers, particulièrement dans la région montréalaise qui est la première à subir l'impact de l'augmentation des déplacements. Un meilleur équilibre entre le transport en commun et le transport individuel par automobile doit être considéré, notamment en privilégiant une meilleure intégration des modes et services de transport. Aussi, le vieillissement de la population et le virage ambulatoire entraîneront au cours des prochaines années une demande accrue pour des services de transport collectif et de transport adapté qui devront être mieux intégrés pour répondre à la demande;
- Le réseau de nos infrastructures de transport est parvenu à maturité et nécessite maintenant des travaux d'entretien et de réfection plus fréquents et plus coûteux. Le Ministère devra assurer la réalisation d'un volume de travaux suffisant pour maintenir la qualité du réseau routier et en améliorer la sécurité;
- Le contexte budgétaire actuel et l'importante réduction des effectifs ministériels signifient des remises en question des façons de faire. Ainsi, des mesures doivent être prises pour tirer parti des nouvelles technologies, resserrer les coûts et optimiser la gestion et la qualité des interventions. De même, la recherche et la mise en œuvre de nouvelles formules de financement et de prestation de services en partenariat avec l'entreprise privée seront aussi nécessaires;
- L'importante réforme à Transports Canada a déclenché une révision de tous ses programmes qui affecte l'organisation des systèmes de transport maritime, ferroviaire et aérien. Le Québec devra redéfinir son rôle et ses orientations en partenariat avec les différents intervenants concernés et s'assurer de la capacité des municipalités et des autres représentants régionaux à assumer les responsabilités liées à la gestion des équipements dévolus par Transports Canada.

## LES ORIENTATIONS STRATÉGIQUES

Le Ministère s'est fixé trois grandes orientations et six axes d'intervention majeurs. Ils présentent les avenues qu'il entend privilégier et autour desquelles reposera son plan d'action au cours des prochaines années.

Orientation 1 : Soutenir le développement économique du Québec, de sa métropole et de ses régions avec le souci de l'environnement en cherchant à :

- Améliorer la position concurrentielle des entreprises et l'accès aux ressources et aux marchés;
- Optimiser l'utilisation des services et des réseaux.

Orientation 2 : Assurer la mobilité et la sécurité des usagers en intervenant pour :

- Améliorer la qualité des infrastructures et des équipements;
- Améliorer la sécurité.

Orientation 3 : Desservir efficacement la population et offrir des services de qualité en visant à :

- Améliorer le rendement de la prestation des services;
- Favoriser une contribution optimale du personnel.

Dans le cadre du plan de gestion de ses dépenses pour 1999-2000, les priorités d'action du Ministère sont les suivantes :

- Poursuivre le rattrapage amorcé depuis trois ans en matière de conservation et d'amélioration du réseau routier dont il a la responsabilité afin d'assurer la pérennité du patrimoine routier;
- Optimiser ses interventions en matière d'entretien et d'exploitation de ses infrastructures dans une optique de gestion globale de ses activités;
- Appliquer le plan d'action mis en place afin d'assurer une plus grande sécurité des usagers, notamment en période hivernale;
- Poursuivre les efforts entrepris avec la création d'une unité autonome de services en matière de rationalisation de ses ateliers mécaniques et de son parc de matériel roulant;
- Maintenir son niveau d'intervention auprès du monde municipal, particulièrement en matière de financement d'infrastructures routières et de transport en commun;
- Confirmer son implication financière au niveau de l'offre de services spécialisés de transport;
- Soutenir les activités opérationnelles reliées au Registre des propriétaires et exploitants de véhicules lourds prévu dans le cadre de la Loi concernant les propriétaires et exploitants de véhicules lourds (L.Q. 1998, c. 40);

- Assurer les efforts requis en matière de simplification administrative, d'allègement de la réglementation, de connaissance et d'amélioration de ses processus de production, et de développement de nouvelles formes de gestion et de prestation des services de manière à en réduire le coût et à en améliorer la qualité.

## **LE PLAN D'ÉVALUATION DE PROGRAMMES**

Le Ministère s'est donné trois priorités d'évaluation de programmes, soit :

- Le programme d'*Aide au transport adapté aux personnes handicapées*;
- Le programme d'*Aide au transport en commun*;
- Le programme d'*Aide à la voirie locale*.

### **Programme d'aide au transport adapté aux personnes handicapées**

Considérant l'importance de favoriser l'intégration sociale et économique des personnes handicapées, le gouvernement a instauré en 1979 un programme d'*Aide au transport adapté*. Au début, neuf organismes publics de transport dans les grands centres urbains fournissaient un service de transport adapté. Depuis, le programme a été étendu à l'ensemble du territoire québécois sur la base d'une adhésion volontaire des municipalités. Actuellement, le Ministère assume 75 % des dépenses admissibles et plus de 90 % du territoire québécois est desservi par 101 organismes.

Le budget consacré à ce programme en 1999-2000 est de l'ordre de 39,3 M\$.

Le Ministère entend procéder à une évaluation complète de ce programme. Les principaux objectifs de cette évaluation sont de s'assurer :

- Que le programme permet toujours aux personnes handicapées un accès facile aux services;
- Que le mode de financement et la gestion sont efficaces;
- Que les ressources disponibles sont utilisées de façon efficiente.

Cette évaluation devrait permettre la mise en place d'un nouveau programme d'aide offrant plus de souplesse et permettant l'introduction de nouvelles approches pour les secteurs non desservis. Le programme devra prendre également en compte le contexte du vieillissement de la population et du virage ambulatoire.

### **Programme d'aide au transport en commun**

Le programme d'*Aide au transport en commun* vise à supporter les principales municipalités du Québec dans le maintien de services efficaces (204,0 M\$ en 1999-2000). Au fil des ans, la participation financière du Ministère a été ajustée dans le cadre de la révision de la fiscalité municipale et de la réévaluation de la contribution des partenaires. Le Ministère ne subventionne plus les coûts d'exploitation, sauf pour certains services municipaux, principalement dans la région de Montréal, et limite essentiellement son implication aux immobilisations.

L'évaluation de ce programme s'avère nécessaire et vise à s'assurer :

- Que le mode de financement actuel permet d'atteindre les objectifs du programme;
- Que les sommes investies par le Ministère permettent de maintenir les actifs et, tout particulièrement, ceux du métro de Montréal;
- Que le programme permet d'atteindre les objectifs du Ministère soit, d'une part, d'augmenter l'utilisation des services de transport en commun afin de mieux gérer les déplacements (décongestion) et, d'autre part, d'assurer la qualité de l'environnement.

Les résultats de cette évaluation permettront d'ajuster le programme de façon à rencontrer nos objectifs dans un cadre budgétaire limité. Le transport collectif est un enjeu majeur du problème de congestion, particulièrement dans la région montréalaise. Une baisse de la part modale du transport collectif se traduit par une congestion sur le réseau routier du Ministère.

### **Programme d'aide à la voirie locale**

Ce programme comporte trois volets soit l'entretien du réseau local, l'amélioration des chaussées et la réfection des ponts et autres ouvrages d'art. Il est en place depuis le 1<sup>er</sup> avril 1993, date du transfert d'environ 32 000 kilomètres de routes aux municipalités.

Ce programme d'aide vise à :

- Aider les municipalités à assumer leurs responsabilités de gestion pour les routes locales de catégories 1 et 2 de même que pour les ponts municipaux;
- Fournir un soutien technique spécifiquement pour les ponts municipaux;
- Rapprocher les usagers des pouvoirs de décision;
- Établir un partage mieux équilibré des charges autant que des ressources entre les municipalités et le gouvernement.

Lors du transfert, il était prévu que les compensations relatives au volet d'entretien seraient fixes pour une période de cinq ans. Quant aux deux autres volets, les budgets et les normes ont été approuvés pour trois ans et ont été modifiés par la suite. Par conséquent, le Ministère a mis à la disposition des municipalités un budget de 150,0 M\$ pour les trois premières années. Ce budget a été ramené à 120,0 M\$ en 1996-1997, puis a été fixé à 125,0 M\$ pour les années suivantes.

Les objectifs d'évaluation de ce programme sont de :

- Rééquilibrer les budgets entre les différents volets en tenant compte notamment des besoins exprimés par le monde municipal;
- Actualiser les normes d'application du programme dans le respect de l'autonomie municipale;
- S'assurer de l'observance de ces normes d'application lors de l'octroi des subventions aux municipalités.

## LE PLAN BUDGÉTAIRE

### LE BUDGET DE DÉPENSES PAR PROGRAMMES

	1999-2000		1998-1999	
	BUDGET DE DÉPENSES	VARIATION	BUDGET DE DÉPENSES	DÉPENSE PROBABLE
	(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)
	(1)	(2)=(1)-(3)	(3)	(4)
1. Infrastructures de transport	1 052 128,2	(69 182,3)	1 121 310,5	1 120 747,8
2. Systèmes de transport	290 807,0	(38 021,1)	328 828,1	325 538,6
3. Administration et services corporatifs	80 848,8	4 505,3	76 343,5	79 235,0
<b>Total</b>	<b>1 423 784,0</b>	<b>(102 698,1)</b>	<b>1 526 482,1</b>	<b>1 525 521,4</b>
<b>Effectif (ETC) (excluant les fonds spéciaux)</b>	<b>4 065</b>	<b>—</b>	<b>4 065</b>	<b>—</b>

Le budget de dépenses du Ministère présenté au tableau précédent diminue de 102,7 M\$ entre 1998-1999 et 1999-2000, passant de 1 526,5 M\$ à 1 423,8 M\$. Cette variation s'explique principalement par les facteurs suivants :

- Diminution de 140,0 M\$ des dépenses de transfert, essentiellement attribuable à des modifications au calendrier de versement des subventions dans le cadre de certains programmes, dont 102,0 M\$ pour le programme d'*Aide à la voirie locale*;
- Augmentation de 52,2 M\$ de la contribution au financement du Fonds de conservation et d'amélioration du réseau routier, principalement attribuable aux investissements additionnels de 1998-1999 et 1999-2000;
- Réduction nette de 16,1 M\$ de la dépense prévue d'amortissement qui s'explique par la diminution du coût des immobilisations réalisées avant le 31 mars 1997.

Par ailleurs, la mise en œuvre du Fonds de gestion de l'équipement roulant conduit à une réduction de la masse salariale (10,7 M\$) et des dépenses administratives (7,4 M\$) puisque ce Fonds prend en charge les ateliers mécaniques du Ministère. Ces diminutions sont par contre compensées par une augmentation des autres dépenses de fonctionnement, essentiellement due à la réaffectation au chapitre de l'exploitation des infrastructures (été et hiver) des enveloppes budgétaires devenues disponibles.



### Programme 1 : Infrastructures de transport

Ce programme vise à assurer l'amélioration, la réfection, de même que l'entretien des infrastructures de transport terrestre, maritime et aérien. Plus spécifiquement, ses principaux objectifs sont les suivants :

- Conserver le patrimoine routier;
- Améliorer la qualité et la sécurité du réseau routier;
- Réduire la congestion sur le réseau routier stratégique de la région de Montréal;
- Améliorer le degré d'efficience de l'ensemble des opérations, particulièrement au niveau de l'entretien et de l'exploitation du réseau.

L'atteinte de ces objectifs passe par un choix judicieux dans l'allocation des ressources, en vue notamment de maintenir le niveau de service offert, particulièrement en matière d'exploitation hivernale du réseau. Ce choix implique en outre des investissements accrus dans certains types de travaux, particulièrement au niveau de la conservation des structures.

Ce programme se compose des activités suivantes :	M\$
– Entretien des infrastructures de transport	372,3
– Contribution au financement du Fonds de conservation et d'amélioration du réseau routier	330,1
– Amortissement des infrastructures routières (avant la création du Fonds de conservation et d'amélioration du réseau routier) et des autres infrastructures de transport	272,2
– Programme d'aide financière au réseau routier local	75,0
– Autres activités	2,5

La diminution de 69,2 M\$ du budget de dépenses en 1999-2000 résulte de variations liées à quelques activités. Les modifications au calendrier de versement des subventions dans le volet du programme d'*Aide à la voirie locale* relatif à l'entretien du réseau font en sorte de réduire de 102,0 M\$ les déboursés en 1999-2000. Toutefois, le niveau d'investissements du Ministère dans ce programme en 1999 sera de 126,0 M\$. Par ailleurs, la contribution au Fonds de conservation et d'amélioration du réseau routier enregistre une hausse de 52,2 M\$. Finalement, le niveau de l'amortissement des infrastructures est réduit de 19,4 M\$.

### Programme 2 : Systèmes de transport

Ce programme vise à établir les politiques et la réglementation relatives aux systèmes de transport de personnes et de marchandises, à apporter une aide financière aux organismes offrant des services de transport, à délivrer des permis de transport ou de location pour différents modes de transport et à gérer le Registre des propriétaires et exploitants de véhicules lourds.

Dans le cadre de ce programme, où les interventions sont réalisées en interrelation directe avec un ensemble de partenaires publics et privés, les principaux objectifs poursuivis sont les suivants :

- Soutenir la mise en place d'infrastructures et d'équipements de transport en commun efficaces et de qualité et favoriser l'intégration des modes;
- Accroître la fonctionnalité des réseaux stratégiques ferroviaire, maritime et aérien, et promouvoir l'intermodalité;
- Améliorer la sécurité dans l'utilisation des différents types de véhicules;
- Assurer aux citoyens l'accès à des services spécialisés de qualité et au moindre coût;
- Accroître la sécurité des utilisateurs du réseau routier et la préservation des infrastructures.

Au chapitre des infrastructures de transport en commun, le Ministère entend axer ses actions sur les éléments suivants : renouvellement du parc de véhicules des organismes publics, poursuite du programme de rénovation des stations du métro initial, travaux relatifs au prolongement du métro et mise en place d'infrastructures ayant un impact significatif sur l'utilisation du transport en commun et la décongestion du réseau routier (voies réservées, stationnements incitatifs, etc.). Il entend, en outre, maintenir sa participation financière à certains services spécialisés essentiels : traverses maritimes et aériennes, transport en commun municipal et transport adapté aux personnes handicapées. Enfin, tel qu'annoncé au Discours sur le budget 1999-2000, le Ministère prévoit mettre en place deux nouveaux programmes, soit un programme d'aide à la restauration de lignes exploitées par des chemins de fer d'intérêt local (CFIL) et un programme d'aide pour accélérer la réalisation de la Route verte.

Ce programme se compose des activités suivantes :	M\$
– Aide à l'acquisition d'immobilisations de transport en commun	186,3
– Aide au transport maritime, incluant la contribution au financement de la Société des traversiers	41,5
– Aide au fonctionnement de certains services de transport en commun	35,0
– Fonctionnement de la Commission des transports du Québec	10,2
– Aide au transport ferroviaire	4,1
– Aide à la réalisation de la Route verte (vélo route)	2,4
– Aide au transport aérien	1,9
– Autres activités	9,4

La diminution de 38,0 M\$ du budget de dépenses en 1999-2000 s'explique par les modifications apportées au calendrier de versement des subventions dans le cadre du programme d'*Aide au transport des personnes handicapées* et du programme d'*Aide aux organismes municipaux et intermunicipaux de transport en commun*. Toutefois, l'aide financière accordée en 1999 dans le cadre de ces deux programmes demeure stable par rapport à 1998, soit environ 56,0 M\$.

### Programme 3 : Administration et services corporatifs

Ce programme vise à fournir les divers services de soutien à la gestion des activités du Ministère et à assurer l'élaboration des plans de transport de personnes et de marchandises. Il vise aussi à favoriser l'expertise en soutenant les activités de recherche et de développement.

On peut résumer de la façon suivante les objectifs poursuivis par le Ministère dans le cadre de ce programme :

- Développer l'expertise de son personnel dans les domaines stratégiques;
- Adapter ses principaux systèmes d'information à l'environnement actuel;
- Maintenir l'effort en matière de recherche et de développement;
- Assurer une meilleure intégration de ses interventions sur l'ensemble du territoire et en région.

La poursuite de ces objectifs a amené le Ministère à établir certaines priorités quant aux choix budgétaires à faire pour 1999-2000 :

- Maintenir les ressources consacrées aux technologies de l'information de façon à permettre le renouvellement du parc de micro-ordinateurs, l'adaptation à court terme des systèmes informatiques (passage à l'an 2000) et la révision de certains systèmes stratégiques, selon une approche de solution d'affaires;
- Maintenir le niveau des ressources affectées à la recherche et au développement ainsi qu'à la réalisation des plans de transport régionaux.

Ce programme se compose des activités suivantes :	<b>M\$</b>
– Planification, direction et coordination des ressources humaines, physiques, financières et informationnelles	54,3
– Élaboration des orientations et des politiques ministérielles et interventions en matière de recherche et de développement	13,7
– Amortissement des immobilisations autres que les infrastructures de transport	12,8

La croissance de 4,5 M\$ du budget de dépenses en 1999-2000 résulte d'une augmentation du coût de l'amortissement des immobilisations autres que les infrastructures de transport et de celui des contributions de l'employeur pour l'ensemble des ressources humaines du Ministère.

## LE BUDGET D'INVESTISSEMENTS

	1999-2000 (000 \$)	1998-1999 (000 \$)
Immobilisations	22 702,8	16 025,2
Prêts, Placements et Avances	200,0	200,0

Le budget d'investissements de 22,7 M\$ permet au Ministère d'assumer ses besoins aux chapitres suivants : travaux relatifs à des infrastructures de transport maritime, aérien et terrestre, développements informatiques et acquisition de matériel et équipement.

L'augmentation de 6,7 M\$ par rapport à l'exercice précédent s'explique essentiellement par le début de la construction d'un lien routier vers la communauté crie de Waskaganish.

## LES FONDS SPÉCIAUX

## LE FONDS DE CONSERVATION ET D'AMÉLIORATION DU RÉSEAU ROUTIER

	PRÉVISIONS 1999-2000 (000 \$)	PROBABLES 1998-1999 (000 \$)
Revenus	334 000,0	277 300,0
Dépenses	334 000,0	277 300,0
Excédent (Déficit)	—	—
Investissement	472 100,0	459 300,0
Effectif (ETC)	2 014	2 014

Le Fonds de conservation et d'amélioration du réseau routier est un fonds d'investissements affecté depuis le 1<sup>er</sup> avril 1996 au financement des travaux de conservation des chaussées et des structures et des travaux d'amélioration et de développement du réseau routier.

L'ensemble des travaux prévus en 1999-2000 totalise 679,2 M\$, soit 35,0 M\$ de plus que l'an dernier, somme additionnelle annoncée lors du Discours sur le budget 1999-2000. Ce montant est réparti de la façon suivante : 613,0 M\$ pour les programmes réguliers et 66,2 M\$ pour le plan de décongestion de Montréal, volet « Infrastructures routières ».

Ces travaux se subdivisent en deux catégories :

- Des investissements de 472,1 M\$ ayant pour effet d'accroître le potentiel de service et qui sont capitalisés et amortis en fonction de leur durée de vie utile, soit entre 15 et 20 ans;
- Des travaux non capitalisables et des coûts indirects estimés à 207,1 M\$ qui sont considérés comme des dépenses de fonctionnement.

Les dépenses du Fonds sont estimées à 334,0 M\$ en 1999-2000 et correspondent au coût des dépenses de fonctionnement de l'année en cours et à celui de l'amortissement et du service de la dette des immobilisations réalisées depuis sa création. Ces dépenses sont assumées majoritairement par une contribution du Ministère de 330,1 M\$ et par certains partenaires, dont le gouvernement fédéral.

#### LE FONDS DE GESTION DE L'ÉQUIPEMENT ROULANT

	PRÉVISIONS 1999-2000 (000 \$)	PROBABLES 1998-1999 (000 \$)
Revenus	41 010,0	23 400,0
Dépenses	41 010,0	23 400,0
Excédent (Déficit)	—	—
Investissement	14 900,0	16 600,0
Effectif (ETC)	288	288

Le Fonds de gestion de l'équipement roulant est affecté depuis le 1<sup>er</sup> avril 1998 au financement des activités du Centre de gestion de l'équipement roulant. L'objectif premier de cette unité autonome de service est d'assurer la gestion intégrée du parc de matériel roulant du Ministère. À moyen terme, elle vise en outre à devenir le fournisseur choisi par les organismes publics du Québec pour assurer les services de gestion de leur parc de véhicules et d'équipements.

Pour l'exercice financier 1999-2000, le Fonds présente un budget équilibré de 41,0 M\$, financé essentiellement par des revenus de 39,2 M\$ provenant du Ministère. Un budget d'immobilisations de 14,9 M\$ est également prévu afin de procéder au renouvellement du parc de matériel roulant du Ministère.

## LE FONDS DES CONTRIBUTIONS DES AUTOMOBILISTES AU TRANSPORT EN COMMUN

	PRÉVISIONS 1999-2000 (000 \$)	PROBABLES 1998-1999 (000 \$)
Revenus	59 966,0	59 596,0
Dépenses	59 966,0	59 596,0
Excédent (Déficit)	—	—
Investissement	—	—
Effectif (ETC)	—	—

Le Fonds des contributions des automobilistes au transport en commun est en opération depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1992. Il vise essentiellement à favoriser le développement des services de transport en commun en milieu urbain. Son financement est assumé par une contribution de 30 \$ prélevée auprès des propriétaires de véhicules des agglomérations urbaines du Québec lors du renouvellement de l'immatriculation de leur véhicule.

En 1999-2000, les revenus de ce Fonds, estimés à près de 60,0 M\$, seront entièrement redistribués aux organismes publics de transport en commun.

## LES INDICATEURS

En vue de l'exercice financier 1999-2000, le Ministère maintient les indicateurs suivants :

	Résultat réel 1996-1997	Résultat réel 1997-1998
<b>Indicateur 1</b>		
Coût de gestion interne par rapport au nombre d'employés (\$ par équivalent temps complet - ETC)	14 192	14 618
<b>Indicateur 2</b>		
Coût des travaux par rapport au coût total des immobilisations du Fonds de conservation et d'amélioration du réseau routier (%)	66	66
<b>Indicateur 3</b>		
Proportion des chaussées dont l'état est déficient (%)	28	31
<b>Indicateur 4</b>		
Proportion des structures dont l'état est déficient (%)	—	37
<b>Indicateur 5</b>		
Sécurité routière		
– nombre de décès	877	796
– nombre de blessés graves	5 917	5 924
– nombre d'accidents impliquant un véhicule lourd	18 792	21 943
– nombre de décès dans un accident impliquant un véhicule hors route	47	48
<b>Indicateur 6</b>		
Nombre de déplacements par les organismes publics et municipaux de transport en commun (millions)	463	469
<b>Indicateur 7</b>		
Dépense annuelle en formation professionnelle (\$ / ETC)	422	521





## TRAVAIL

### LA MISSION

Le ministère du Travail œuvre en partenariat avec l'ensemble des Québécoises et des Québécois pour créer un environnement du travail respectueux des droits des personnes et qui contribue activement au développement économique et social du Québec. Il a pour mission de favoriser l'établissement de relations harmonieuses entre les différents acteurs du marché du travail, notamment entre les employeurs et les salariés, ou les associations qui les représentent, en dispensant des services adaptés aux besoins. Il doit aussi assurer une évolution cohérente et dynamique de la législation du travail, tout en contribuant à l'atteinte des objectifs gouvernementaux de relance économique et de création d'emplois.

### LE SUIVI DU PLAN DE GESTION DES DÉPENSES 1998-1999

Objectifs	Réalisations
<b>LE MINISTÈRE DU TRAVAIL</b>	
<b>La législation</b>	
— Élaborer de nouvelles normes du travail pour assurer une meilleure protection et des conditions favorables à la scolarisation des enfants de moins de seize ans sur le marché du travail.	Un projet de loi a été déposé en avril 1998 au Conseil des ministres proposant des mesures pour la protection des enfants au travail.
— Réaliser un équilibre entre la flexibilité des entreprises et leurs responsabilités économiques et sociales en matière de licenciements collectifs.	Des échanges ont eu cours avec le Conseil consultatif du travail et de la main-d'œuvre. Ce dossier fera partie de l'exercice de révision des lois du travail annoncé par la ministre.
— Prendre en compte les nouveaux besoins qui devraient être intégrés dans la définition des services essentiels.	La loi a été modifiée pour alléger le fonctionnement du Conseil et pour élargir la notion de services publics. Entre janvier et décembre 1998, le Ministère a fait adopter sept décrets assurant le maintien des services essentiels.
— Développer de nouveaux outils législatifs pour résoudre l'ambiguïté du statut de certaines catégories de travailleurs autonomes.	Le Ministère a présidé un comité interministériel sur le statut du travail et la fiscalité. Ce dossier sera au cœur de la révision des lois du travail annoncée récemment par la ministre.

Objectifs	Réalisations
<ul style="list-style-type: none"> <li>— Analyser la pertinence des décrets de convention collective actuels et proposés.</li> <li>— Statuer sur les orientations à privilégier quant à la révision du Code du travail et sur les stratégies à employer pour réaliser un consensus avec les partenaires patronaux et syndicaux.</li> </ul>	<p>Des études d'impacts ont été réalisées pour quatre décrets de conventions collectives.</p> <p>Le Conseil consultatif du travail et de la main-d'œuvre (CCTM) a été sollicité sur le processus et les objets de modernisation des principales lois du travail, dont le Code du travail.</p>
<b>Les relations du travail</b>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>— Élargir l'éventail des outils d'analyse, de diagnostic et d'intervention.</li> <li>— Revoir les services dispensés au plan des rapports collectifs du travail.</li> </ul>	<p>La production d'outils d'intervention relatifs à la formation et à l'accompagnement des parties.</p> <p>L'introduction de nouveaux services de négociation-conciliation basée sur les intérêts mutuels.</p>
<b>Les activités et services du Ministère</b>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>— Élaborer et évaluer différentes hypothèses en matière de tarification des services.</li> <li>— Réduire les délais de traitement des plaintes formulées à l'encontre d'un congédiement sans cause juste et suffisante.</li> <li>— Mettre en œuvre les mesures de redressement visant à consolider le Bureau d'évaluation médicale.</li> <li>— Évaluer la pertinence d'offrir un service de soutien à de nouvelles collectivités du travail.</li> </ul>	<p>La présentation d'un rapport sur la tarification de certains services.</p> <p>Après entente avec la Commission des normes du travail, des effectifs supplémentaires ont été embauchés pour résorber l'inventaire de cas et réduire les délais de traitement.</p> <p>Huit mesures administratives ont été développées et seront mises en œuvre lors de leur arrimage avec la Commission des lésions professionnelles</p> <p>La préparation d'une étude sur le regroupement des chauffeurs (ses) locataires de taxi.</p>
<b>La capacité organisationnelle du Ministère</b>	
<p>Optimiser l'organisation du travail, accélérer les processus décisionnels, la circulation et le traitement de l'information.</p>	<p>Outre les actions prises en cours d'année (recrutement et modernisation progressive des systèmes informatiques), la notion de capacité organisationnelle a été intégrée dans l'actuel processus de planification stratégique.</p>

Objectifs	Réalisations
<b>LE CONSEIL DES SERVICES ESSENTIELS</b>	
— Assurer une information adéquate auprès des intervenants du secteur public pour la ronde de négociation.	Le Conseil réalise son plan de communication par une meilleure couverture médiatique lors de conflit et par la publication d'un nouveau dépliant et d'un rapport d'activités.
— Terminer la réorganisation et ajuster les méthodes de travail en accord avec la nouvelle structure.	La première phase de réorganisation a atteint ses objectifs de décroisement et de polyvalence dans l'utilisation des ressources.
<b>LA RÉGIE DU BÂTIMENT DU QUÉBEC</b>	
— Mieux s'inscrire dans le contexte international de la qualité et de la sécurité dans le bâtiment, tout en maintenant la spécificité québécoise.	Au cours de la période, la Régie a poursuivi ses efforts de concertation qui ont mené à l'adoption de certaines modifications au Code national du bâtiment.
— Revoir les approches et les moyens d'intervention afin d'assurer la qualité et la sécurité dans le bâtiment.	La Régie a terminé les travaux en vue de faire adopter le chapitre consacré aux bâtiments.
— Contribuer au dynamisme économique en favorisant la déréglementation et la responsabilité des intervenants.	La Régie a amorcé une réflexion en vue de simplifier et moderniser le système de qualification professionnelle des entrepreneurs de construction et des constructeurs-propriétaires.
	Plusieurs modifications législatives ont été apportées à la Loi sur le bâtiment (L.R.Q., c. B-1.1) et un nouveau règlement concernant le plan de garantie des bâtiments résidentiels neufs a été adopté en juin 1998 et est devenu opérationnel en début d'année 1999.
	Adoptée à l'automne 1998, la Loi modifiant diverses dispositions législatives relatives au bâtiment et à l'industrie de la construction (L.Q. 1998, c. 46) confirme un éventuel transfert de responsabilités en ce qui concerne la qualification professionnelle des entrepreneurs à la Corporation des maîtres électriciens du Québec et à la Corporation des maîtres mécaniciens en tuyauterie du Québec.

Objectifs	Réalisations
— Assurer la capacité organisationnelle suffisante de la Régie pour l'accomplissement de sa mission.	Plus de 25 inspecteurs occasionnels ont été embauchés pour réaliser des travaux de surveillance.  Grâce à un budget spécifique de 3,1 M\$ obtenu du ministère des Finances, le nombre d'enquêteurs occasionnels affectés exclusivement au travail au noir est passé de 20 à 36.
— Maintenir l'autosuffisance financière de la Régie.	Un projet de réglementation au niveau de la tarification des appareils de levage est en cours d'approbation.

#### LA COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

— Faire connaître la loi et le processus de mise en œuvre de l'équité salariale auprès des partenaires.	La Commission de l'équité salariale a développé et rendu disponible une série de documents supports, a dispensé des sessions d'information, a développé des relations avec divers agents multiplicateurs, a diffusé diverses publicités et a créé son site Internet.
— Faciliter l'application de l'équité salariale dans les entreprises visées par la loi.	
— Privilégier un règlement dans les cas où des différends sont soumis à la Commission et dans les cas où des plaintes lui sont formulées.	Bien que la Commission n'ait jusqu'à présent été saisie d'aucun différend, elle a entrepris une réflexion pour identifier les moyens les plus appropriés pour assurer le règlement des différends en tenant compte des délais fixés par la loi.

#### LE CONSEIL CONSULTATIF DU TRAVAIL ET DE LA MAIN-D'ŒUVRE

— Offrir aux parties la possibilité de recourir à un processus d'arbitrage des griefs plus souple, plus rapide et moins coûteux que le processus traditionnel d'arbitrage.	Le Tribunal d'arbitrage procédure allégée (TAPA) sera en opération le 1 <sup>er</sup> avril 1999. Une décision arbitrale pourra être rendue dans les 28 jours de la demande d'arbitrage.
— Doter le CCTM d'un site Internet.	Dès le mois d'avril 1999, le site Internet du CCTM sera en opération.
— Susciter la mise sur pied de réseaux de recherche appliquée sur le travail.	Le CCTM a travaillé à un projet de mise sur pied d'un centre de ressources sur le travail et l'emploi. Ce projet sera soumis à l'approbation de la ministre du Travail.

## **LE CONTEXTE ET LES GRANDS ENJEUX**

### **LE MINISTÈRE DU TRAVAIL**

L'activité économique est fortement influencée par les technologies de l'information qui ont progressivement jeté les bases de ce que l'on désigne aujourd'hui comme l'économie du savoir. Devant les mutations profondes qu'elle introduit sur le marché du travail, cette nouvelle économie exige des individus, des syndicats, des entreprises et des gouvernements des efforts d'adaptation sans précédent ainsi que de profondes remises en question quant aux rapports qui les lient entre eux.

En même temps que croissent les contraintes et les opportunités résultant de la mondialisation, l'influence des entreprises augmente et le pouvoir de l'État diminue. Ce déplacement de pouvoir ne s'accompagne pas pour autant d'un transfert de responsabilités sociales vers les entreprises. Au contraire, on observe une nette tendance à l'externalisation des coûts sociaux au moyen de la sous-traitance et de liens contractuels non salariaux (travailleurs autonomes). La montée du travail atypique a aussi des impacts sur la dynamique des relations du travail qui sont encore difficilement mesurables et a un effet d'affaiblissement de l'aspect collectif du travail. Simultanément, on assiste à la formation de nouvelles collectivités du travail qui, dans différents secteurs d'activité, recherchent des formes juridiques d'association et de représentation pour promouvoir et défendre leurs intérêts.

Sur le plan des pratiques en relations du travail, on observe une nette tendance à la polarisation des pratiques de négociation entre d'une part, des pratiques misant sur des approches partenariales et préventives centrées sur les intérêts mutuels et, d'autre part, des pratiques d'affrontement où la gestion du rapport de force prend le pas sur les objets de négociation. Plus récemment, ce sont les pratiques d'affrontement qui connaissent une résurgence dans les conflits. Par contre, en ce qui concerne les conflits de droit relatifs aux plaintes contestant des mesures disciplinaires, on note une tendance à la médiation.

### **LE CONSEIL DES SERVICES ESSENTIELS**

Le principal enjeu du Conseil dans l'accomplissement de son mandat est d'assurer un rôle efficace pour la ronde de négociation du secteur public, notamment, dans le secteur de la santé et des services sociaux.

### **LA COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE**

La Commission de l'équité salariale est chargée de l'administration de la Loi sur l'équité salariale (L.Q. 1996, c. 43). Entrée en vigueur le 21 novembre 1997, la loi a pour effet de corriger les écarts salariaux dus à la discrimination systémique fondée sur le sexe à l'égard des personnes qui occupent des emplois dans des catégories d'emplois à prédominance féminine.

Pour réaliser son mandat, la Commission s'est vue attribuer différentes fonctions qui peuvent être regroupées sous cinq grands thèmes soit l'information, le soutien aux clientèles, les études, le conseil à la ministre responsable ainsi que des pouvoirs d'enquête et de contrôle.

La Commission de l'équité salariale doit transiger avec des clientèles qui expriment des besoins particuliers selon les intérêts qu'ils représentent, que ce soit ceux des employeurs, des syndicats ou des femmes. La Commission doit veiller à ce que leurs attentes soient réalistes. Ceci est d'autant plus important qu'une résistance et des réserves ont été exprimées quant à l'atteinte de l'équité salariale selon les paramètres de la loi.

La Commission doit prendre en considération les réalités actuelles du monde du travail, par exemple le phénomène de l'impartition et les modes de rémunération émergents comme la rémunération basée sur les compétences, et y être sensible dans ses interventions en équité salariale.

## **LE CONSEIL CONSULTATIF DU TRAVAIL ET DE LA MAIN-D'ŒUVRE**

Les lois du travail, et au premier chef le Code du travail, doivent être modernisées afin de les adapter aux profondes transformations que subit l'économie. Lors de cette démarche, il faut tenter de concilier les intérêts parfois divergents des parties en présence et tenir compte des contraintes qu'elles doivent subir. Il en va de même pour les règlements, les politiques et les pratiques administratives.

## **LA RÉGIE DU BÂTIMENT DU QUÉBEC**

- Assurer le leadership de la Régie et continuer le développement d'une expertise de pointe en ce qui concerne la normalisation;
- Repenser et redéfinir le rôle et les façons de faire de la Régie en regard de la surveillance et du respect des normes;
- Assurer une meilleure protection du public par de nouvelles formes de garanties :
  - préparer à l'automne de l'an 2000, un bilan du plan de garantie pour les bâtiments résidentiels neufs;
  - développer de nouvelles garanties financières pour les travaux de rénovation au cours de l'an 2001 et pour tous les autres types de travaux au cours de l'an 2002;
- Contribuer à l'allègement des contraintes administratives et réglementaires dans l'industrie de la construction au Québec.

## **LES ORIENTATIONS STRATÉGIQUES**

### **LE MINISTÈRE DU TRAVAIL**

- Orientation 1 : Assurer aux travailleurs et aux employeurs une législation du travail qui soit capable de s'adapter rapidement aux nouveaux besoins individuels et collectifs, qui garantit la protection des droits, qui mise sur la responsabilité des acteurs et qui contribue à un juste équilibre entre le développement économique et le développement social, équilibre essentiel à la paix industrielle.

- Orientation 2 : Assurer la qualité, la pertinence et l'efficacité des interventions en relations du travail afin de contribuer à la résolution de toutes formes de mésententes entre les parties, à la promotion de rapports de travail individuels et collectifs empreints d'équilibre et de respect, et au développement des meilleures pratiques fondées sur la responsabilité des acteurs.
- Orientation 3 : Dans le respect des responsabilités et des besoins de chacun, élargir les assises partenariales et revoir les modes d'interaction de façon à assurer une représentation optimale et efficace des différents acteurs du marché du travail dans les pratiques de consultation.
- Orientation 4 : Développer la capacité organisationnelle du Ministère en s'appuyant sur la qualité et la synergie des ressources internes et externes afin de permettre à la ministre et au Ministère d'assumer le leadership nécessaire à la réalisation de la mission ministérielle.

### **LE CONSEIL DES SERVICES ESSENTIELS**

- Orientation 1 : S'assurer de toujours mieux informer les intervenants patronaux et syndicaux sur le contenu du Code du travail en matière de services essentiels et sur leurs obligations, et mettre l'accent sur la motivation.
- Orientation 2 : S'assurer que la population reçoive l'information nécessaire lors de conflits.
- Orientation 3 : Intervenir avec vigilance dans chaque dossier pour assurer la protection de la population.
- Orientation 4 : Tendre vers l'harmonisation des relations entre les parties pour éviter ou régler les conflits à la source.

### **LA RÉGIE DU BÂTIMENT DU QUÉBEC**

- Assurer le leadership de la Régie et continuer le développement d'une expertise de pointe en ce qui concerne la normalisation.
- Orientation 1 : Assurer l'unification et la modernisation de la législation de l'industrie de la construction et du bâtiment.
- Orientation 2 : Mieux s'inscrire dans le contexte international de la qualité et de la sécurité dans le bâtiment tout en maintenant la spécificité québécoise.
- Repenser et redéfinir le rôle et les façons de faire de la Régie en regard de la surveillance et du respect des normes.
- Orientation 1 : Moderniser et adapter les programmes de surveillance dans une perspective de responsabilisation de la clientèle et dans une perspective privilégiant aussi la surveillance des principaux acteurs.

- Orientation 2 : Explorer et développer des partenariats avec les secteurs parapublic ou privé en ce qui concerne la qualification professionnelle, la normalisation et la surveillance de l'application des normes.
- Orientation 3 : Intensifier les efforts afin de détecter le travail au noir, autant pour des motifs reliés à la mission de la Régie que pour contribuer à l'équité fiscale dans la société québécoise.
- Contribuer à l'allègement des contraintes administratives et réglementaires dans l'industrie de la construction au Québec.
- Orientation 1 : Simplifier le système de qualification professionnelle à l'égard des entrepreneurs de construction et des constructeurs-propriétaires.
- Moderniser la gestion et accroître l'efficacité et l'efficience de la Régie.
- Orientation 1 : Mettre en place un cadre de référence institutionnel axé sur la gestion par résultats.
- Orientation 2 : Consolider la gestion et réorganiser les ressources et le mode de fonctionnement de la Régie.
- Orientation 3 : Assurer l'autofinancement de la Régie tout en étant équitable pour la clientèle.

### **LA COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE**

La Commission de l'équité salariale privilégie dans un premier temps une approche de « guide » auprès des clientèles dans la réalisation de l'équité salariale.

- Orientation 1 : Faire connaître la loi et le processus de mise en œuvre de l'équité salariale aux partenaires.
- Orientation 2 : Faciliter l'application de l'équité salariale dans les entreprises visées par la loi.
- Orientation 3 : Privilégier un règlement dans le respect des objectifs de la loi dans les cas où des différends ou des plaintes sont soumis à la Commission.
- Orientation 4 : Assurer l'analyse des rapports relatifs aux programmes complétés ou en cours en date de la sanction de la Loi sur l'équité salariale.

### **LE CONSEIL CONSULTATIF DU TRAVAIL ET DE LA MAIN-D'ŒUVRE**

- Orientation 1 : Contribution à l'action gouvernementale :
- Donner des avis sur toute question qui lui est soumise;
- Donner des recommandations sur toute question dont il entreprend l'étude de sa propre initiative.



Orientation 2 : Concertation des partenaires du marché du travail :

- Entente au sein du CCTM sur des objectifs à atteindre, des orientations à prendre et des projets à concrétiser.

Orientation 3 : Promouvoir et susciter la mise sur pied de réseaux de recherche appliquée sur le travail :

- Susciter la collaboration de tous les chercheurs qui sont intéressés par la recherche appliquée sur le travail.

## **LE PLAN D'ÉVALUATION DE PROGRAMMES**

### **L'évaluation en cours**

- Révision systématique des décrets en vigueur afin de les adapter ou de les abroger

L'évaluation des décrets existants se poursuit dans le cadre d'un processus permanent d'évaluation de l'impact économique de chaque décret. Deux décrets ont été jusqu'à maintenant abrogés, soit le bois ouvré et le verre plat. L'encadrement réglementaire du secteur du vêtement fait actuellement l'objet d'une démarche à laquelle sont associées les parties. L'objectif est d'alléger la réglementation tout en assurant une protection pour les salariés.

- Évaluation de certaines dispositions du Code du travail concernant l'arbitrage de différend chez les policiers et pompiers municipaux

La Loi modifiant le Code du travail (L.Q. 1996, c. 30, art. 9) comporte une clause de réévaluation par laquelle la ministre doit, au plus tard le 20 juin 1999, produire un rapport sur l'application des articles 94 à 99.11 concernant le mécanisme d'arbitrage de différend.

### **L'évaluation projetée**

- Planification stratégique

Un comité permanent d'élaboration et de suivi du plan stratégique a récemment été mis en place. Un de ses objectifs est d'améliorer les indicateurs de performance et d'en développer d'autres. Vraisemblablement, de nouveaux outils d'évaluation devraient émerger des travaux du comité permanent.

## LE PLAN BUDGÉTAIRE

### LE BUDGET DE DÉPENSES PAR PROGRAMMES

	1999-2000		1998-1999	
	BUDGET DE DÉPENSES	VARIATION	BUDGET DE DÉPENSES	DÉPENSE PROBABLE
	(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)
	(1)	(2)=(1)-(3)	(3)	(4)
1. Travail	63 758,9	(1 266,2)	65 025,1	70 207,4
<b>Total</b>	63 758,9	(1 266,2)	65 025,1	70 207,4
<b>Effectif (ETC) (excluant les fonds spéciaux)</b>	775	(9)	784	—

Le portefeuille du Travail comporte un seul programme. Ce programme vise à élaborer, mettre en œuvre et coordonner l'exécution des politiques et des mesures en matière de conditions minimales de travail, de relations du travail, d'équité salariale, de sécurité et d'intégrité physique des travailleurs, de qualité des bâtiments et de sécurité des usagers d'édifices publics et d'installations techniques. Il vise également à planifier, diriger et coordonner les ressources humaines, physiques, financières et informationnelles nécessaires à la gestion du portefeuille.

Le budget de dépenses 1999-2000 du programme est de 63,8 M\$. Il a diminué de 1,3 M\$ par rapport à celui de 1998-1999. Cette variation s'explique principalement par la mise en place d'un organisme extra-budgétaire financé par les clientèles concernées par les activités du Commissaire de l'industrie de la construction en remplacement du Conseil d'arbitrage et du Bureau du commissaire de la construction et des mesures proposées par la Régie du bâtiment du Québec afin de rationaliser ou de modifier certaines façons de faire eu égard à ses activités d'inspection.

La diminution de l'effectif de 9 ETC s'explique essentiellement par le transfert des effectifs du Ministère affectés aux activités du Commissaire de l'industrie de la construction.

À noter que la dépense probable 1998-1999 dépasse de 5,2 M\$ le budget de dépenses en raison principalement des crédits transférés de la provision du ministère des Finances pour percevoir tous les revenus dus au gouvernement, dans le cadre de la lutte contre le travail au noir dans l'industrie de la construction.

## LE BUDGET D'INVESTISSEMENTS

	1999-2000 (000 \$)	1998-1999 (000 \$)
Immobilisations	1 811.6	1 428.1
Prêts, Placements et Avances	1,0	1,0

L'écart entre le budget d'investissements 1999-2000 et l'investissement probable 1998-1999 s'explique essentiellement par le développement de systèmes informatiques requis pour se doter de meilleurs outils dans le cadre de la lutte au travail au noir dans l'industrie de la construction.

## LES INDICATEURS

Les indicateurs propres au Ministère ne sont pas encore disponibles. Quant à certains des organismes, les indicateurs sont les suivants :

ORIENTATIONS	INDICATEURS
<b>LA RÉGIE DU BÂTIMENT DU QUÉBEC</b>	
Assurer l'unification et la modernisation de la législation de l'industrie de la construction et du bâtiment.	Respect des échéanciers fixés pour l'entrée en vigueur du Code de construction et du Code de sécurité.
Mieux s'inscrire dans le contexte international de la qualité et de la sécurité dans le bâtiment tout en maintenant la spécificité québécoise.	Respect de l'échéancier pour adopter la nouvelle politique de participation aux forums.
Moderniser et adapter les programmes de surveillance.	Nombre de rencontres avec des entrepreneurs non performants.
Explorer et développer des partenariats avec les secteurs parapublic ou privé.	Nombre d'ententes de partenariat conclues.
Intensifier les efforts afin de détecter le travail au noir.	Nombre d'infractions enregistrées, taux de réduction du nombre de contrevenants, impact médiatique de la campagne publicitaire.
Simplifier le système de qualification professionnelle à l'égard des entrepreneurs de construction et des constructeurs-propriétaires.	Délai moyen de traitement d'une demande de licence.
Mettre en place un cadre de référence institutionnel axé sur la gestion par résultats.	Modernisation appropriée des systèmes de gestion des activités.

ORIENTATIONS	INDICATEURS
Assurer l'autofinancement de la Régie tout en étant équitable pour la clientèle.	Mise en place de la tarification des appareils de levage.
<b>LA COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE</b>	
Faire connaître la loi et le processus de mise en œuvre de l'équité salariale aux partenaires.	Volume des renseignements transmis et qualité des outils développés.
Faciliter l'application de l'équité salariale dans les entreprises visées par la loi.	Efficacité des processus administratifs liés aux clientèles et qualité des outils et du soutien développés.
Privilégier un règlement dans le respect des objectifs de la loi dans les cas où des différends ou des plaintes sont soumis à la Commission.	Proportion des différends ou des plaintes réglés par la Commission.
Assurer l'analyse des rapports relatifs aux programmes complétés ou en cours en date de la sanction de la Loi sur l'équité salariale.	Qualité et délai de traitement des dossiers.
<b>LE CONSEIL CONSULTATIF DU TRAVAIL ET DE LA MAIN-D'ŒUVRE</b>	
Contribution à l'action gouvernementale :	
— Donner des avis sur toute question qui lui est soumise;	Valeur ajoutée en termes de pertinence ou de contenu à toute question soumise.
— Donner des recommandations sur toute question dont il entreprend l'étude de sa propre initiative.	Contribution à l'amélioration de la législation, de la réglementation et des politiques et à l'amélioration du fonctionnement d'instances administratives.
Concertation des partenaires du marché du travail :	
— Entente au sein du CCTM sur des objectifs à atteindre, des orientations à prendre et des projets à concrétiser.	Nombre de projets concrétisés.
Promouvoir et susciter la mise sur pied de réseaux de recherche appliquée sur le travail :	
— Susciter la collaboration de tous les chercheurs qui sont intéressés par la recherche appliquée sur le travail.	Nombre de projets de recherche qui ont été menés à terme.